diplomatique

LE MONDE

(Pages 17 à 21)

Publication mensuelle des Italiens, 75427 Paris Cedex 69

Par CLAUDE JULIEN

ES régimes anachroniques ont la vie dure. S'ils subsistent si longtemps, ce I n'est jamais par accident. Il n'y a pas de dictatures miraculeuses : chacune d'elles a pris noissonce dans des conditions très précises, pour servir des objectifs bien définis, et n'a pu s'établir, se renforcer, survivre que par la grâce de soutiens extrêmement concrets. Que ses appuis extérieurs se montrent moins fermes et voilo que, sous les coups que lui portent ses adversoires de l'intérieur, le « régime fort » vacille. Ainsi de Somoza ou Nicaragua. Le président Carter a su saisir l'occasion — elle était spectaculaire — pour rompre avec la tradition que suivirent, avec des variantes, Roosevelt, Truman, Eisenhower, Kennedy, Johnson, Nixon, Ford. Etablic grace à Washington, c'est grâce à Washington -- qui a toléré les massacres de civils -- que la dictoture des Somaza semble maintenant approcher de son terme.

Si petit soit le pays, le mérite du président Corter en cette affaire n'est pas mince. C'est avec une relative facilité que, voilà quelques mois, il avait pu rendre la République Dominicaine à la démocratie : parce que les intérêts américains dans ce pays sont limités, parce que le « lobby » dominicain à Washington n'est pas très puissant, parce qu'il suffisait à la Maison Blanche de demander le respect du suffrage universel. De surcroit, l'homme que désignaient les urnes est un modéré. Au Nicarague, la têche est plus ordee.

C'i tout se déroule selon les vœux de la Maison Blanche, le successeur de Somoza sera, kui aussi, un modéré. Le président Carter doit cependant compter avec des obstacles qui n'existaient pas à Saint-Domingue : des intérêts américains (économiques et surtout stratégiques) plus considérables, un « lobby » très actif (c'est-à-dire des personnalités achetées par l'argent des Somoza), des liens étroits entre la Garde nationale et le Pentagone qui l'a formée et équipée, une volonté populaire qui s'exprime non pas par le suffrage universel mais par la violence de rue. Si le président Carter n'a pas encore gagué la partie, on voit mal ce qui pourrait le faire reculer.

Combien d'autres dictatures, dans la sphère d'influence de l'Occident, ne subsistent, elles gussi, que par leurs puissants soutiens extérieurs? Au Nicarague, il follat quarante ans de résistance à l'oppression pour rendre possible le coup de force du Front sandiniste qui a déterminé la Maison Blanche à changer de cap. Combien de décenpies faudra-t-il encore attenure pour que des chocs analogues convainquent Washington et Paris de retirer leur soutien que régimes despotiques dont ces deux capitales out fait leurs clients en Amérique latine et en Afrique?

I A dialectique n'a sons daute jamais été aussi radement malmenée qu'à - propos des tyrannies. Tout au long de la « guerre froide », il était de bon ton de fermer les yeux sur les dictatures d'Occident pendant que l'on stigmatisoit les dictatures communistes- Pour ceux qui dénoncèrent alors les querres coloniales — ils étaient rares et on les accusait de faire la jes du communisme - il est aujourd'hui de bon ton de se sentir coupables parce que des régimes (comme celui du Cambodge) situlitée ces conflits impiles violets. ontragensement les droits-les plus socres. Comment ne pas comprendre coux qui attendaient de leur anticolonialisme l'éclosion d'an ne sait quelle société socialiste? Mais fallait-il apprécier les expéditions coloniales au nom du socialisme et du communisme auxquels elles prétendaient batter la route? Elles furent condomnées, ici en tout cas, au nom des démocraties sous la bannière desquelles elles étaient conduites car elles en violaient les principes et comportaient un double donger : pour les libertés dans les métropoles impériales qu'elles gangrenaient, pour les libertés futures des peuples dont les codres politiques se durcissaient dans une trop longue lutte contre une injustifiable domination.

Le premier de ces deux dongers a heureusement pu être évité et, lorsque le second prend corps, il condomne bien sûr les hommes qui n'ont émoncipé leur pays que pour le soumettre à une oppression encore plus sunglante, mais aussi les démocraties qui, par aveuglement et chauvinisme, ont refusé les compromis avec leurs adversaires les plus modérés pour ensuite laisser les plus extrêmes accéder au pouvoir-

Si les efforts du président Carter pour vider l'abcès Somoza ont un sens, c'est bien celui-ci : plus longtemps les démocraties font la sourde creille aux revendications des peuples qu'elles contribuent à maintenir dans l'oppression, plus radicales et plus folles seront les sociétés qui naîtront un jour de tant de haines accumulées. Les États-Unis peuvent-ils le comprendre en Amérique latine, et la France en Afrique?

ES ACCORDS DE CAMP DAVID

Une paix «juste et durable»?

Ratifiés par la Knesset à une large majorité, les accords de Camp David marquent un premier pas important dans una voie semée d'embûches. Au bout de ce chemin, le Proche-Orient trouvera-t-il la paix « fuste et durable » que préconisant les résolutions des Nations unies? Les perspectives d'un règlement israélo-égyptien ont immédiatement propoqué, comme on l'avait prévu à Beyrouth dès le lendemain de Camp David, une intensification des opérations syriennes contre les quartiers maronites du Liban. Le projet d'une paix séparée, que le président Carter a pu annoncer pour une date rapprochée, constitue bien entendu une incitation à la surenchère de la part des pays qui n'ont pas été associés à l'élaboration de l'accord cadre. Et la longue période de cinq ans au terme de laquelle la Cisjordanie pourrait connaître un statut nouveau laisse la porte ouverte à d'innombrables incidents capables d'ébranler à tout moment un fragile édifice.

Le président Carter a en tout cas remporté un considérable succès personnel qui confirme l'influence croissante des Etats-Unis dans la région, alors que l'Union soviétique enregistre un nouveau recul. En prois à de croissantes difficultés intérieures, l'Egypte, quant à elle, ne disposait que d'une étroite liberté de manceuvre, mais rien pour l'instant ne peut assurer que l'assouplissement de ses positions sera compensé par une possibilité concrète d'allèger ses plus sérieux problèmes économiques et, du même coup, de relacher les tensions sociales. Quant aux Palestiniens, attaibles par les rudes coups qu'ils ont reçus mais aussi par leurs rivalités internes, ils ont aujourd'hus encore les plus sérieuses raisons de douter que l'espoir qu'on leur fait miroiter les conduise un jour à ce « joyer national » auquel le président Carter leur a dit qu'ils avaient droit. Le destr d'aboutir à une paix ne saurait masquer la fragilité des résultats acquis.

Le fatal déclin des positions arabes

NZE ans séparent la conclusion des accords de Camp David de l'adoption par le Conseil de sécurité de la fameuses résolution 242. Onze ans marqués d'une lente dègradation des positions et de la solidarité arabes, et d'un durcissement parailèle de l'attitude israélienne.

Détà la résolution 242 elle-même, adoptée à l'unanimité du Conseil de sécurité le 22 novembre 1967, représentait un important succès pour Israel Avant la guerre de juin, le conflit territorial était strictement israele padestinien. L'hostilité arabe à l'ésard de Tel-Aviv se fondant sur la solidarité avec un peubla frère à chasse de sa patrie. En 1967, ce sont tous les pays frontaliers d'Israel hormis le Liban, qui se trouvent physiquement associés au malheur paléstinien. Ce n'est plus la seule Palestine qui est en cause, mais Gaza et le Sinal égyptiens, Jérusalem et la Cisjordanie Avec la resolution 242, la communauté internationale, et notemment les Etats-Unis et FUnion soviétique. impose aux belligérants un marché apparemment simple : en contrepartie de la restitution de territoires occupés en 1967, les pays arabes doivent recon-naître Israel dans des frontières a sures et reconnues ». Le principe de cet échange fournira la base de toutes les tentatives ultérieuses de réglement. implique que les Etats arabes sont d'Israel sur tous les territoires pris avant 1967. Depuis sa création, c'est la première fois qu'une telle opporPar SELIM TURQUIE

tunité s'ouvre à l'Etat juif. Pourtant, cette concession, fruit de la défaite arabe, ne fera guère parier d'elle.

La promesse de reconnaissance acquise, Israël va s'employer, pendant les onze années suivantes, à « digèrer » un maximum de territoires et à tenter d'améliorer les conditions du marche de 1967. Il n'est donc nullement pressé de conclure, et sa position lui offre un moyen de pression considérable : le simple maintien du statu que est déjà pour lui un avantage — Capital. Aux pays arabes de se de cener pour trouver une issue... Et qu'ont-tis à offrir en échange de ces territoires perdus, de ce bien matériel, mesurable et exploitable? Une reconnaissance c'est-à-dire, outre un document signé, une modification de leur attitude, de leur comportement, de leur langage. Ils doivent opérer un choix fondé sur la conviction qu'il est impossible de battre Israël. Ce dernier a donc intérêt à se montrer intraitable. C'est aux Arabes ou'il revient de prendre l'initiative, de manœuvrer, de trouver des stratégies efficaces et, en même temps, de laçon imperceptible. de modifier leurs propos, leur image... pour donner à Israel ce qu'il demande en échange des territoires perdus. Ce n'est pas une surprise si le premier accord de paix est conclu entre l'Israélien le plus dur et l'Arabe le plus

Dès les premiers jour, Israël fait savoir qu'il ne considère pas que la résolution 242 lui impose un retrait de tous les territoires occupés, mais de certains d'entre eux seulement (1).

(Lire la suite page 12.)

(1) Il s'agit de la différence d'interprétation blen connue concernant la libération de ou des (de tous les) territoires occupés en 1967. Bien qu'elle souligne l' « inadmissibilité de l'acquisition de territoires pur la guerre », la version anglalae officielle peut être comprise des deux facous.

Dans ce numéro:

L'élargissement de la C.E.E. (Pages 2 et 3.)

La contestation en R.D.A.

(Pages 4 et 5.)

Hongrie : socialisme et liberté? (Reportage, pages 6 à 9.)

DERRIÈRE LE PARAVENT DU TRONE

L'armée iranienne, garante de la dépendance

L'opposition ouverte, parsois durement réprimée par l'armée, qui ne cessait de grandir contre le régime du chah a culminé le lundi 4 septembre en un gigantesque défilé à Téhéran. Plus d'un demi-million de personnes prennent alors la sue pour exiger le départ du monarque. Déployée dans les artères de la capitale en tenue de

combat, l'armée ne tire pas. Le jeudi 7 septembre, un ordre de grève générale est donné par l'opposition; de son côté, l'ayatollah Khomeiny, porte-parole des opposants inconditionnels du régime, lance de son exil trakien un appel « aux forces terrestres, aériennes et navales de l'Iran pour qu'elles libèrent le pays du joug des oppresseurs ». En cortège serre, un million et demi de personnes défilent à Téhéran en scandant des slogans hostiles au chah. Stationnés aux points névralgiques de la capitale, doigts crispés sur la détente, les militaires ne tirent toujours pas. Ils sont converts de fleurs. « Frères 1 crient les manifestants,

ne tirez pas sur vos frères! L'armée avec nous! » Ils ne tirent pas, mais ils ne a basculent o pas non plus.

Au soir de cette immense manifestation, un cabinet de crise présidé par le monarque siège tard dans la nuit : à l'aube, la loi martiale est proclamée dans onze villes du pays — dont la capitale — pour une durée de six mois. Soudain conscients du bain de sang qui se prépare, certains militants de l'opposition lancent des appels à la prudence; en dépit de leurs exhortations répétées, des milliers de personnes se rassemblent au petit jour pour manisester à nouveau. A 9 h 15, l'armée ouvre le feu. « Un peloton d'exécution face à des poitrines nues », racontera un témoin de la scène. Trois mille huit cent soitante-quinze cadavres seront plus tard dénombrés par les autorités du cimetière où sont enterrées les victimes de cette journée jatidique du vendredi 8 septembre.

coup d'Etat contre Mossadegh, il y a exactement vingt-cinq ans, l'armée détensit le pouvoir de facto. L'imposition de la loi martiale l'a confirmée de jure dans ses fonctions de gardien du régime. Mais. en outre, le rôle policier qui lui est maintenant dévoiu pour assurer le maintien de l'ordre impérial lui donne un pouvoir de contrôle quasi total sur les

D'aucuns voyalent naguère la survie du régime du chah reposer sur la fidélité loyauté de sa conduite à l'égard de son On disait de celle-ci qu'elle étalt devienne l'Etat lui-même li n'y a qu'un pas : celui que franchit Par AHMAD FAROUGHY *

allégrement la presse américaine. « Aussi longtemps que le chan contrôle l'armés,

il contrôle l'iran = (1).

En vérité, ce contrôle lui a été retiré il y a un quart de siècle, depuis que les assises économiques, technologiques et stratégiques de l'armée iranienne ont été progressivement placées sous la dépendance des Etats-Unis. Aujourd'hui, cette amée - n'est plus qu'une extension du dispositif militaire américain, ratiachée à ce demier par d'innombrables ilens

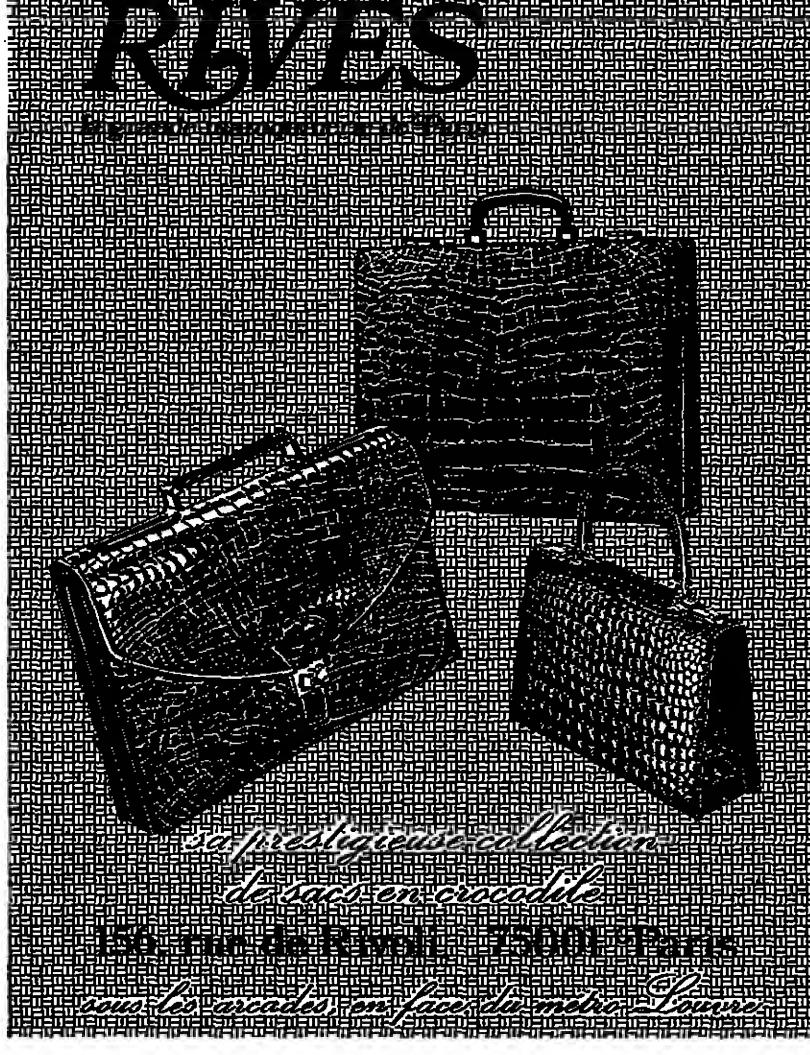
mique. nistration Eisenhower commence à accor-

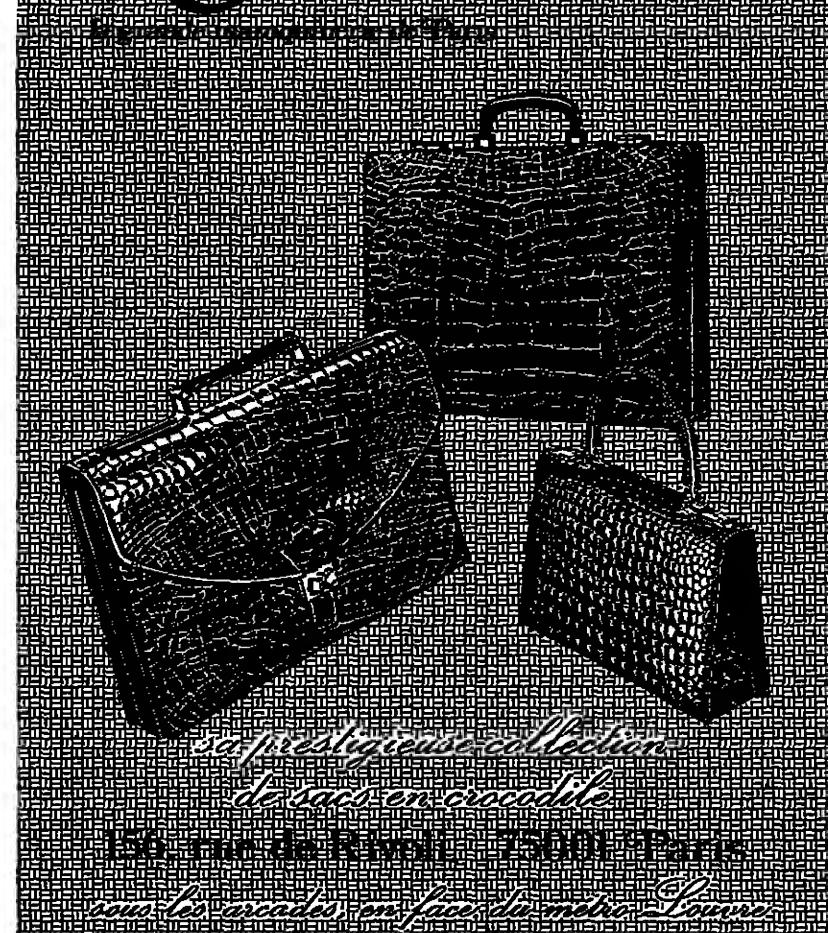
rêt au régime de Téhéran pour qu'il se dote d'armes américaines. De 1953 à 1963, plus de 600 millions de dollars lui sont ainsi verses sous forme d'aide militaire, ce qui incite le chef de l'étatmajor iranien à suggérer, en 1962, au sénateur Hubert Humphrey : « Vous nous evez donné assez d'armes pour mettre le peuple à sa place, maintenant vous devriez nous en donner plus pour com-

Désormais, le spectre d'une hypothétique invasion soviétique de l'Iran. réqulièrement évoqué par le chah, dévient le prétexte dont va se servir l'exécutif américain pour justifier, devant la Chambre et le Sénat, les livraisons de matériel de guerre aux forces armées iraniennes.

(Live la suite page 14.)

(1) International Herald Tribune. 6-17 septembre 1978. (2) New York Times, 24 sout 1962.





A Communauté économique euro-péenne a subl une importante mutation avec l'entrée, en 1972, de la Grande-Bretagne, du Danemark et de l'Irlande. Ce premier élargissement a sensiblement modifié les données du problème, notamment en renforcant le poids de l'Europe du Nord. Un second élargissement, cette fois-ci en direction de l'Europe du Sud, risque-t-il d'ajouter aux difficultés bien connues de la Communauté et de rompre l'équilibre délicat réalisé à neuf? Les candidatures de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal suscitent en tout cas un vif débat qui, en France, divise aussi bien la majorité que l'opposition.

Dans son premier discours de président du Conseil de la Communauté devant le Parlement européen, le 12 janvier 1977 à Luxembourg, M. Anthony Crosland, secrétaire au Foreign Office, devait affirmer que l'élargissement serait la question la plus importante que la C.E.E. aurait à traiter dans les années à venir. Reconnaissant que l'événement soulèvers des difficultés économiques considérables, il ajoutait qu'elles seraient largement compensées par les gains politiques. Et de conclure : « L'élargissement, c'est un investissement dans l'avenir démocratique de l'Europe. »

Mais que veut l'Europe et où vat-elle? « Les nouveaux adhérents ne seront-ils pas les visiteurs d'un soir dans un musée de fantômes ou les detniers accompagnateurs d'une Europe déjunte ? demandent MM, J.-P. Dubois et Paul Ramadier (1). Bien sûr, il faut tout faire pour consolider la démocratie dans des pays où elle vient de poindre après des décennies d'oppression fasciste. Bien sûr, il faut aider les économies de ces pays à sortir du sous-développement. Mais l'Europe libérale ne cherche-t-elle pas plutot, avec l'aide des bourgeoistes nationales des pays candidats, à promouvoir des débouchés pour ses productions industrielles, voire à compléter l'immense toile d'araignée que les firmes multinationales n'ont cessé de tisser sur l'Europe depuis sa naissance? Autrement dit, ces pays et l'Europe choisissent-ils la melleure voie pour téaliser leurs objectifs? Ne font-us pas pluiôt un marché de dupes? D

Asin de répondre, il faudrant d'abord se demander pourquoi, en l'espace de quatre ans, aux trois régimes dictatoriaux en place en Grèce, au Portugal et en Espagne, ont succédé des régimes démocratiques. Cette transformation du pouvoir politique, outre ses causes internes, ne peut s'expliquer sans référence à l'évolution du capital international en Europe, en particulier à sa tendance à accroître la dépendance des pays de la « périphérie » par le biais de la libéralisation du commerce, de la division internationale du travail et de la prise de contrôle direct sur les structures industrielles. A cet égard, la dépendance qui « lie » la Grèce, le Portugal et l'Espagne aux économies des grands pays industrialisés n'est pas, à des degrés divers, de nature différente de celle que connaissent la plupart des pays en voie de développement. Au Portugal, la mainmise des multinationales américaines et européennes

(R.F.A. et Royaume-Uni), qui n'ont pas été nationalisées, est très importante dans certains secteurs : les capitaux étrangers contrôlent 50 % des industries extractives, 12 % de l'industrie alimentaire, 12 % des textiles et 28 % de l'habillement. 43 % de l'industrie du papier et de la pâte à papier, 48 % de l'industrie chimique, 81 % de l'électronique, 38 % de la construction mecanique. On retrouve le même phénomène en

Grèce, où les investissements français s'élèvent à 200 millions de dollars. occupant la deuxième place après les Etats-Unis (420 millions de dollars), et précèdent l'Allemagne de l'Ouest (95 millions), la Grande-Bretagne millions). Les entreprises grecques restent cantonnées dans les secteurs traditionnels (boissons, textiles produits non ferreux), tandis que les firmes étrangères concentrent 77 % de leurs investissements dans les industries de plastique, le caoutchouc, la chimie, les raffineries, les matériels électriques, etc.

En Espagne, pour ne donner que

deux exemples, le secteur de l'automobile est contrôlé à 30 % par des multinationales (surtout américaines et françaises): la sidérurgle à 25 %. Dans ces conditions, entrer dans le Marché commun, pour la bourgeoisie industrielle de ces pays, c'est jouer la carte de l'ouverture de nouveaux marchés, seule capable d'assurer sa survie, fût-ce au prix d'un accroissement des inégalités sociales et régionales. Mais, pour entrer dans le Marché commun et pour bénéficier de l'abaissement des tarifs douaniers, il faut une couverture démocratique. C'est ce qu'ont bien compris la droite modérée et le patronat en Grèce et en Espagne, comme le parti socialiste au Portugal. L'entrée dans le Marché commun est alors présentée comme une garantie supplémentaire

contre un retour à la dictature. Un membre du parti communiste français, M. Paul Lespagnol, conteste ce point de vue : « En ce qui concerne la consolidation de la démocratie [dans ces trois pays], si nous communistes l'appelons de tous nos vœux, nous pouvons faire remarquer que l'appartenance au Marché commun n'en est pas une garantie. Ou, si c'était le cas, il faudrait y faire adhérer tous les pays du monde. De plus, ces peuples se sont libérés du jascisme sans le concours de la C.E.E., dont la plupart des gouvernements entretinrent d'excellentes relations avec l'Espaone de Franco, le Portugal de Salazar et la Grèce des coloneis > (2). Cependant, malgré l'interpénétration

et la dépendance économiques, l'éventuelle adhésion de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne à la Communauté ne risque-t-elle pas d'accroître de nombreux déséquilibres? D'une part, les barrières douanières actuelles assurent aux trois candidats un minimum de protection, dont la disparition accélérerait certaines évolutions, en particulier dans l'agriculture. D'autre part, l'entrée dans le Marché commun de pays dont la structure agraire est profondément différente n'aura-t-elle pas pour effet de rendre l'application de la politique agricole commune pra-

tiquement impossible?

Par ALAIN ECHEGUT

générale des relations extérieures qui applique le volet agricole des accords Maghreb ou Machreck.

Cette perspective soulève quelque appréhension sur le pourtour méditerranéen. M. Hédi Nouira, premier ministre tunisien, déclare : « L'élatgissement du Marche commun nous pose de graves problèmes. Nous ne sommes pas des protectionnistes à tous crins. Mais nous demandons que soient respectés les accords passés avec nous. Le traité de Rome a prévu que des conditions spéciales seraient proposées aux pays comme la Tunisie, l'Algérie et le Maroc en raison de leurs rapports historiques et de leurs courants d'échanges tradiționnels avec la France. Si demain nous devions être considérés comme des pays tiers, cela sionifierait que la Communauté aurait, de propos délibéré, supprimé les privilèges prévus par le traité » (4).

« Il est exact, indique M. Pascal Fontaine membre de l'Association française d'études pour l'Union européenne, que les liens qui unissaient le Royaume-Uni, l'Irlande et le Danemark étaient beaucoup plus anciens et proches que ceux qui peutent être observés d'une part entre la Grèce et la péninsule Ibérique, d'autre part, entre l'Espagne et le Portugal, qui n'ont que peu cherché à privilégier leurs rapports. Mais ce rejus de la solidarité s'explique surtout par la

Le différend gréco-turc

TA Grèce a officiellement «L demandé son adhésion à la Communauté le 12 juin 1975, adhésion qui était d'ailleurs formellement prépue dans l'accord d'association C.E.E.-Grèce du 9 juillet 1961, souligne M. Stephane Stathatos, ambassadeur, délégué permanent de la Grèce à la CEE A la sutte de l'avis javorable, mais cependant assorti de réserves. emis par la Commission en date du 28 janvier 1976, le Conseil s'est prononce en javeur de la demande grecque le 3 février 1976. Les négociations d'adhésion se sont alors ouvertes officiellement le 27 juillet 1976. Elles sont actuellement dans une phase active, après une visite effectuée, le 29 janvier dernier, à Bruxelles, par notre premier ministre, M. Constantin Caramanlis, au cours de laquelle nous avons eu l'assurance qu'il n'y autait pas de négociation globale, ni une synchronisation des adhésions au Marchė commun. »

Premier pays européen à s'associer à la C.E.E. par l'accord du 9 juillet 1961, la Grèce bénéficie depuis le 1° juillet 1968, pour la totalité de ses exportations industrielles ainsi que pour la plus grande partie de ses exportations agricoles, de la franchise douanière à l'entrée dans la Communauté En revanche à l'entrée en Grèce, la franchise de droit ne s'applique, depuis le 1er novembre 1974, que pour environ les deux tiers des exportations de la Communauté : le tiers restant est régi par un calendrier de démobilisation tarifaire de vingt-deux ans. Les dispositions de l'accord d'association prévoient que l'union douanière entre la Communauté et la Grèce sera réalisée dans sa totalité en 1984.

Le degré de développement de l'économie grecque reste encore très modeste par rapport à celui de la Communauté : le PIB par habitant n'atteint même pas la moitié du

crainte que l'élargissement passe de dimensions purement quantitatives dans le cas d'adhésions séparées et successives à des dimensions quali-tatives si les trois candidatures sont étudices ensemble. En un mot, quand le gouvernement grec négocie avec la Commission en rue de son adhésion, l'enjeu est limité : combien de millions d'unités de comple les sonds europeens devront-ils rerser? Quand les représentants grecs, portugais et espa-gnols sont admis autour de la même table pour negocier avec la Commission, l'enjeu devient capital : à quelle jorme d'organisation européenne sontils prets à adhèrer et dans quelle mesure en seroni-ils des soutiens

n La Commission, dans le premier cas, peut s'ériger en interlocuteur puissant et bienveillani. Dans le deurième cas, elle se doit d'adopter une attitude de défense : il y va de sa propre existence. Dans le premier cas, chaque pays candidat reste un interlocuteur extérieur qui cherche à calculer l'avantage qu'il retirera de son insertion dans un ensemble qui lui est supérieur. Dans le deuxième cas, les candidats places ensemble devant les mêmes responsabilités sont déjà en mesure de peser sur le destin de la construction européenne. A Bruxelles, cependant, une négoclation globale est rejetée en raison, d'une part, de l'engagement moral que la C.E.E. a pris à l'égard de la Grèce et, d'autre part, de la nature des problèmes posés par l'Espagne.

niveau moren de la C.E.E.; il est légérement inférieur à ceiul de l'Irlande: l'agriculture grecque occupe plus du tiers de la population active (35.4 %, contre 7.9 % seulement en morenne dans la Communauté), et l'industrie 28.2 %, soit nettement moins que la moyenne communautaire

<u>communautaire de 280 millions d'uni-</u> tés de compte (5) a été accordée à Athènes pour une période expirant le 31 octobre 1981. Cette aide a pour principal objet de permettre à la Grèce de passer du statut d'Etat associé à celui de membre à part entière. La perspective de l'adhésion de la Grèce met en lumière le différend qui existe entre ce pays et la Turquie, autre pays associé dont l'accord avec la Communauté a également l'adhésion comme objectif final déclare. a Nous avons un contentieux avec la Turquie à propos de Chypre, souligne M. Stephane Stathatos. Lors de son passage à Bruxelles, en juin dernier, le premier ministre turc, M. Ecevit, a indiqué que son pays ne souhaitait pas l'adhésion, mais une relance de l'accord d'association. Outre le problème chypriote, notre contentieux s'étend à la délimitation du plateau continental et au contrôle de l'espace aerien. Mais si un conflit eclatait entre nos deux pays, la Communauté européenne interviendrait. Les élections législatives anticipées de novembre 1977 ont démontre la solidité de notre démocratie. La Grèce, aujourd'hui, va donner une nouvelle dimen-

Les socialistes portugais ont misé sur l'Europe

désarmement douanier.

A VEC le Portugal, les problèmes prement une tournure résolument politique. M. Soares n'avait-il pas rompu son alliance avec les communistes et fait éclater le Mouvement des forces armées (M.F.A.) au nom de la vocation européenne de son pays? « Je me suis engagé personnellement à fond dans cette affaire et f'ai tout misé. Et le parti socialiste aussi dont le slogan était « l'Europe avec nous ». Nous ne pouvons plus reculer. Nous avons brûlé nos vaisseaux. Je le redis nettement pour qu'il n'y ait pas d'ambiguité ni de doute : le grand projet national du parti socialiste portugais, c'est l'Europe > (6).

La demande officielle d'adhésion du Portugal à la Communauté date du 28 mars 1977. Le 19 mai 1978, la Commission a estimé que le problème essentiel concernant la candidature portugaise est de nature économique. Avec un produit intérieur brut par habitant de l'ordre de 1500 dollars. le Portugal se situe en effet à un niveau de développement très inférieur à la moyenne communautaire (4 600 dollars environ), et même encore très en deçà de celui de l'Irlande (2200 dollars). En outre la balance des palements portugaise accuse un déficit préoccupant : la dette extérieure dépasse déjà 25 % du produit

national brut. La Communauté a accordé au Portugal une aide exceptionnelle d'urgence de 180 millions d'unités de compte en 1975; un protocole financier signé en 1976, adjoint à l'accord C.E.E.-Portugal de 1972, a apporté à l'économie portugaise une nouvelle aide pour cinq ans, à compter du ler janvier 1978, cette fois d'un montant de 230 millions d'unités de compte. En outre, sur le plan com-mercial, les Neuf ont élargi les concessions qu'ils avaient accordées au Portugal en 1972. Un protocole additionnel à cet accord a été signé en 1976. Les principales dispositions dans le domaine industriel en sont les suivantes

les suivantes : entrée en franchise de droits de douane dans la C.E.E. de presque tous les produits industriels portugais des le 1 r juillet 1976, solt avant la date prévue par les accords conclus

(42,3 %). Un protocole financier entre la Communauté et la Grèce a été signé le 28 février 1977. A ce titre, une aide

sion politique à la Communauté dans la région du Proche-Orient. Et, sur le plan de la pénétration commerciale, notre pays jouera un rôle prépondérant. Nous avons, à l'heure actuelle, pour 4 milliards de dollars de contrats apec les pays arabes. »

avec les pays de l'A.E.L.E. (Association européenne de libre-échange) dont le Portugal est membre.

— augmentation des plafonds annuels d'importation en franchise dans la C.E.E. des produits portugais soumis à régime spécial (ouvrages en liege, huit produits textiles, certaines catégories de papier carton). - étalement des obligations imposées au Portugai en matière de

« Pour le Portugal, souligne M. Charles Caporale, le principal problème est celui de son agriculture qui entre pour 50 % dans le déficit de sa balance des paiements. Il est donc essentiel pour ce pays de réduire, ou tout au moins d'éviter un accroisse-

ment de la part des importations agricoles dans ce déficit. p Sur le plan industriel, le Portu-gal reste domine par les secteurs traditionnels (alimentaire, textile, vetemenis, chaussures, bois et liège), qui occupent une place importante an niveau de l'emploi et des exportations totales. Elles ne contribuent que d'une manière très faible à la valeur ajoutée. L'industrie portugaise est fortement dépendante de l'importation de matières premières, de biens intermediaires et de biens d'équipe-ments. Le Portugal ne dispose pas de produits énergétiques; il dispose en revanche de certaines richesses minières (minerals de fer, pyrite, métaux non ferreux, etc.), qui sont toutefois encore insuffisamment exploitées. Il doit recourir dans une large mesure à la technologie étranдете.

» En conclusion, on peut dire que

i la Grèce

sur le plan industriel, l'adhésion du Portugal pose à la Communauté des problèmes relativement limités. Cependant, les strictes conditions d'austérité imposées au Portugal par le Fonds monétaire international (pour l'obtention d'un prêt de 750 millions de dollars) font peser sur ce pays une menace de déstabilisation politique, comme l'indique M Mario Soares: « Tous les partis, fous les Portugais, doivent comprendre comme un impératif national la principale recommandation du F.M.I. de réduire d'un tiers le déficit de la balance des paiements qui, en 1977, a atteint 1.5 milliard de dollars. Nous ne pouvons pas, par nous-mêmes, compenser un tel déficit qui gêne nos chances de développement. Tout le monde en convient. Mais nous doutons que les recettes classiques du F.M.I. (...) soient applicables sans pondération au Poriugal. Nous n'en discutons pas le principe, mais l'ordre de grandeur et le rythme d'application. La stabilité politique acquise depuis deux ans a aussi une valeur économique » (7). Aborder le problème de l'adhésion de l'Espagne, c'est ouvrir en premier lieu le lourd dossier des productions agricoles méditerranéennes.

Au cours d'une conférence de presse tenue à Montpellier, le 9 juin dernier, M. André Lajoinie, membre du bureau politique, vice-président du groupe communiste à l'Assemblée nationale, indique : « Le gouvernement [français] qui s'est ou refuser à Bruxelles un certain nombre de mesures dans le domaine agricole, n'en accepte pas moins le processus d'élargissement, alors qu'il prétendait faire de ces mesures des préalables à l'élargissement. Ses projets de reconversion du vignoble, c'est-à-dire d'arrachage, ne servent qu'à préparer cet élargissement et à saire place aux importations étrangères de vin. Aucun impératif de prétendue « grande politique » ne nous fera accepter qu'on condamne à la misère des dizaines de milliers de familles ouvrières et paysannes, des régions entières déja très touchées par la crise. Le 8 juillet, dans un meeting à Salon-de-Provence, le président du R.P.R., M. Jacques Chirac, déclare : « Comment peut-on sérieusement envisager que l'Espagne puisse entrer dans le Marché commun sans créer une perturbation profonde et probablement définitive des structures de production agricole de la France du Sud? C'est impossible! ». Enfin, dans une note envoyée, début juillet, aux membres du bureau exécutif du parti socialiste, à propos du projet de programme électoral de l'Union des partis socialistes de la Communauté européenne, le député de l'Aude, membre de la minorité (CERES). M. Pierre

(1) Revue Faire, juillet 1977. (2) France nouvelle du 10 juillet 1978. (3) Il est vial que le traité de Rome (art. 8 C.E.E.) a prévu une période de transition de douze ans. Cette comparaison n'est pas contraignante. Les dispositions citées avaient un caractère expérimentel. En récité le cériode s positions citées avaient un caractère expérimental. En réalité, la période a pu être raccourcie, et beaucoup de clauses dictées par la prudence aux négociateurs des traités de Rome n'ont finalement pas été nécessaires — et parfois sont restées inemployées.

(4) Interview publiée par le Matin da Paris des 15 et 16 juillet 1978.

(5) U.C.E.: unités de compte européennes (équivalentes à la valeur or du dollar avant sa dévaluation de 1971), de l'ordre de 5,5 F.

(6) Interview publiée par le Monde du (6) Interview publiée par le Monde du 8 mars 1977. (7) Interview publiée par le Monde du

LA PENSÉE NATIONALE

14 avril 1978.

Revue de politique étrangère pour l'indépendance

NON

L'EUROPE GERMANO-AMÉRICAINE

par Charles SAINT-PROT et Christian PERROUX

Numéro spécial (septembre-octobre 1978): 5 F. En vente dans les kiosques. - Spécimen sur demande. LA PENSEE NATIONALE 30, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 PARIS

Une période transitoire de dix ans?

«L'Espagne, la Grèce et le Portugal présentent des différences notables, rappelle M. Charles Caporale, responsable à la Commission européenne des relations avec l'Europe méridionale. Le poids économique et les potentialités de croissance de l'Espagne sont bien supérieurs à ceux des deux autres pays. Mais le développement économique de ces trois Etais est inférieur à celui de la Communauté actuelle; leur présence accroitra la part relative des régions et secteurs en dissiculté dans la Communauté : leurs structures agricoles, industrielles et sociales sont, dans une large mesure hétérogènes à celles des neus membres actuels. Dans ces conditions, la cohésion du Marché commun et la réalisation d'une union économique et monétaire pourraient être affectées par la disparité nouvelle que créera l'élatgissement. >

Lors du premier élargissement, il avait été décidé que l'adaptation des nouveaux adhérents à l'acquis communautaire s'effectuerait pendant une période de transition, soumise à des calendriers fixes et relativement courts. En outre, les nouveaux adhérents avaient été associés aux procédures de décision de la Communauté ainsi qu'à la coopération politique dès la signature du traité d'adhésion, et ils ont participé pleinement aux travaux de toutes les institutions aussitôt après son entrée en vigueur. Cette formule de transition avait été conçue en fonction de la situation largement comparable dans laquelle se trouvaient les Six et les Trois

u L'adhésion de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne comporte des problèmes de transition de tout autre nature, souligne M. Charles Caporale. Les solutions à imaginer doivent favoriser l'intégration de pays dont chacun a un niveau de développement nettement inférieur au niveau moyen de la Communauté; elles ne peuvent pas faire abstraction d'un effort complémentaire de reconversion des structures à l'intérieur de la Communauté actuelle et elles doivent être conçues en sorte que la Communauté élargie puisse se consolider et progresser sans raientissement.

Dans le document (connu sous le nom de « /resque ») élaboré par la Commission de Bruxelles et qui a été transmis au Conseil le 20 avril 1978, la période de transition se décompose

en trois étapes :

— La période de négociation. Vu l'ampleur des problèmes d'adaptation, il y a avantage à les aborder dès la période de négociation, sans pour

autant retarder l'accession des pays candidats à la Communanté. Il faudrait faire en sorte que les politiques de reconversion structurelle appliquées de part et d'autre soient coordonnées sinon harmonisées dans la perspective de l'élargissement. Il faut éviter qu'après l'élargissement se trouvent amplifiés et aggraves les problèmes sectoriels ou régionaux que connaissent déjà la Communauté et souvent aussi les pays candidats.

— La période a intérimaire ». A partir de la signature de l'acte d'adhésion, les nouveaux adhérents seraient progressivement associés aux procédures communautaires et à la coopération politique, bien qu'ils ne jouissent encore d'aucun droit formel à cet

— La période de transition proprement dite. La période de transition (dont le contenu serait à déterminer dans l'acte d'adhésion) ne peut manifestement pas être d'une durée inferieure à celle retenue lors du premier élargissement (cinq ans), en raison de la plus grande ampleur des adaptations nécessaires.

Selon les cas dix ans pourraient alors constituer le maximum et cinq ans le minimum pour assurer la transition (3).

La question peut être alors posée de savoir si l'élargissement de la C.E.E. à des pays méditerranéens est une perspective individuelle ou globale. Globaliser la perspective de l'élargis-sement conduirait la C.E.E. à traiter les trois candidatures sur un pied d'égalité. Il est de plus utile d'envisager l'élargissement dans le cadre général de l'a approche globale méditerranéenne ». En effet, la Communauté a organisé depuis quelques années un réseau dense et diversifié de relations avec les pays du bassin méditerranéen et de l'Afrique : accords de Lomé, accords Maghreb et Machreck, accords préférentiels avec Israël, Chypre, Malte, la Yougoslavie, accords d'association et préfèrentiels avec les pays d'Europe méditerranéenne. Autant de liens dont la C.E.E. doit tenir compte. Ainsi, à titre d'exemple, devant un obstacle à la libre pénétration sur le marché euro-péen des agrumes espagnols ou grecs qui concurrenceraient brutalement les productions françaises et italiennes, des quotas doivent être fixés qui seront levés à la fin de la période transitoire de l'adhésion : les négociateurs de la Commission chargés de la fixation de ces quotas devront alors connaître la politique suivie par la direction

Les

• • • •

- - - ---

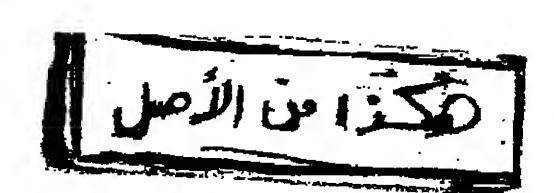
in the second of the second

in Tueque

st. crema

-: -: -

17.



à la Grèce, à l'Espagne et au Portugal

Guidoni, écrit : a Les conditions qui permettraient que se concrètise l'adhésion de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne sans que les régions méditerranéennes de l'actuelle Communauté aient à en soujstir doivent être rappelées, précisées, présentées comme un préalable à noire accord de principe sur l'adhésion de ces pays. Cela est notamment essentiel en matière agricole et viticole.

Dans un dossier préparé pour le gouvernement français, M. François Desoushes, chargé de mission auprès du directeur de production du ministère de l'agriculture, résume la situation : « En dehors de tout élargissement, il existe actuellement un problème sérieux pour les productions méditerranéennes. La moitié de la production française de vin est fournie par les sept départements du Midi. Ces productions sont fortement consommatrices de main-d'œuvre. Elles sont donc génératrices d'emplois et ont de jorts ejjets induits en matière de revenus. Ainsi, dans le département des Pyrénées-Orientales, contigu à la frontière espagnole, cinq produits (vins, peches, abricots, salades et tomates) représentent à eux seuls plus de 85 % du produit départemental agricole et le revenu tiré de l'agriculture est estimé à 40 % des revenus départementaux.

v L'économie de ces régions, reposant essentiellement sur les fruits, les légumes et le vin, est vulnérable du fait principalement du climat. Les rendements annuels de ces productions sont très irréguliers. Et les producteurs ont néanmoins à faire face, chaque année, à des amortissements particulièrement lourds. (...) Enjin, dernière contrainte majeure pour certaine de ces productions : la périssabilité des produits qui rend très difficile l'organisation des marchés. Faisant suite à celles de la Grèce

et du Portugal, l'adhésion de l'Espagne fera basculer un certain nombre de marches vers des situations structurellement excédentaires par rapport aux approvisionnements actuels de la Communauté. La production grecque de tomates (concentrés) et de pêches avait déjà souleve quelques inquiétudes. Avec l'Espagne, le problème agricole prend upe autre dimension, puisque la production espagnole représente: pêches: 18 %, abricots: 55 %. artichauts: 33 %, asperges: 32 %, laitues: 44 %, melons: 60 %, vins: 25 %, par rapport à certaines productions de la C.E.E. actuelle.

Les principes de l'adaptation à accomplir concernent, d'un côté la Communauté et, de l'autre, l'Espagne; selon M. François Desoushes, sur le plan communautaire, il faut:

- améliorer la protection des marchés communautaires. Les systèmes des prix de référence et des prix minima devraient être renforces (en prenant davantage en compte l'évolution des prix de revient dans la Communanté et non celle des seuls prix mondiaux) et étendus (en fixant prix de référence pour les produits qui n'en bénéficient pas) ; - tempérer la liberté des échanges

intra-communantaires: - assurer une meilleure maîtrise de l'offre : il faut prévoir une programmation indicative dans le temps des productions concurrentes entre les principaux pays concernés (Grèce, France, Italie, Espagne) afin que les calendriers de production soient complémentaires; étendre aux futurs Etats membres des interdictions de plantation et des disciplines de pro-duction décidées dans le secteur de la vigne; encourager les efforts d'orga-nisation de la production et de la commercialisation.

Du côté de Madrid, deux types de mesures sont attendues — en premier lieu, le gouverne-ment devrait viser à stabiliser à son niveau actuel le potentiel de produc-tion espagnol Au-delà du « geste » que cela constituerait à l'égard de la Communauté, cette attitude est de l'intérêt de l'Espagne, puisque celle-ci devrait plus tard contribuer financièrement à la résorption des excédents qu'elle aurait provoqués. — en second lieu, l'adhésion de l'Espagne entraînera l'ouverture des

TATA

frontières espagnoles aux produits agricoles de la Communauté, La « préférence > des Espagnols pour la Communauté devrait s'exprimer dès à présent par une modification de certains courants d'échanges, notamment dans le secteur des céréales : en 1975, 97 % des importations de blé provenaient des Etats-Unis, tout comme 75 % des importations de mals. « En conclusion, indique M. Fran-cois Desoushes, il ne s'agit pas de

refuser aux Espagnols les avantages que l'adhésion peut leur apporter, mais de faire en sorte que, dans la Communauté, la concurrence joue progressivement et à armes égales. > Le problème agricole n'est pas le seul qui soit soulevé par la demande d'adhésion de l'Espagne. Un contentieux s'est accumulé entre la Communauté et l'Espagne depuis l'applicade l'accord préférentiel du 23 juin 1970. Dans la situation actuelle, il correspond à un profond déséquilibre des concessions consentles de part et d'autre. « Non seulement l'Espagne n'est plus le pays en voie de développement qu'une Communauté prospère se devait d'aider, souligne M. Régis Astier, directeur des relations internationales au CNPF. puisqu'elle est devenue la dixième puissance économique mondiale, mais les conditions de production y sont bien plus savorables que dans la CEE. (faibles coûts de main-d'œuvre, fis-

Un coût financier élevé

POUT le monde est conscient, dans

I la Communauté, que le coût finan-

cier de l'adhésion de la Grèce, du

Portugal et de l'Espagne risque d'être

particulièrement élevé. Il est bien évi-

dent que l'état actuel de développe-

ment des pays candidats requerra

obligatoirement en leur faveur l'aide

financière de la Communauté, et plus

particulièrement celle de ses membres

les plus riches. Ceia se rattache d'ail-

leurs à la conception traditionnelle

de la Commission qui considère que

le rapprochement politique dans la

Communauté suppose un transfert de

ressources des économies les plus

prospères vers celles qui le sont moins.

Un tel transfert doit s'effectuer, selon

la Commission, non sculement à

travers le FEDER, le fonds social,

le FEOGA (8), mais même à travers

le budget communautaire, c'est-à-dire

avec un effet économique général au

niveau de la Communauté dans son

Le coût annuel d'un élargissement

de la Communauté aux trois pays

candidate est évalué à 1,5 milliard

d'unités de compte dans le rapport

publié en mai 1977 par le groupe

administration-profession réuni sous

les auspices du ministère de l'agri-

culture français. Dans son avis de

janvier 1976 sur la demande d'adhé-

sion de la Grèce la Commission 2

chiffré à 453 millions d'unités de

compte le coût de la seule entrée de

En raison de l'ampleur prévisible

l'adhésion des deux autres pays candi-

dats, la Commission a suggéré la

création d'une sorte de jonds spécial

nouveau qui devrait être doté très

fortement aux fins de faciliter le

processus d'élargissement; un tel fonds pourrait alors, selon elle, inter-

venir à la fois en faveur des trois

nonveaux Etats membres (pour leur développement économique) et des

régions méditerranéennes de la Com-

munauté (soutien de l'agriculture méditerranéenne en Italie et en

France). Cette suggestion de la

Commission n'a jusqu'à présent pas

considéraient que la « petite

Europe > était l'œuvre d'une inter-

nationale catholique (9) à laquelle le Vatican avait apporté son soutien,

l'Europe des Neuf est devenue un

ensemble à majorité protestante et

d'inspiration dominante anglo-

saxonne. L'adhésion des trois nou-

veaux candidats modifierait cette tendance et donnerait à l'Europe élar-gie une configuration plus équilibrée :

on pourrait schematiquement distin-

Alors que, des l'origine, certains

conséquences budgétaires de

ensemble.

été retenue.

calité avantageuse, importantes aides à l'exportation) ce qui, ajouté à la disparité des droits de douans (jorte protection à l'entrée de l'Espagne, élément protecteur pratiquement nul à l'entrée de la C.E.S.), ainsi qu'à l'existence d'importants obstacles non tari-jaires à l'entrée en Espagne, provoque au détriment des industries de la Communauté des distorsions de concurrence qui sont aujourd'hui de moins en moins tolérables. > Les professions sont unanimes à réclamer une révision jondamentale de l'accord C.E.E.-Espagne dans le sens de l'équité, c'est-a-dire la suppression le plus rapidement possible du déséquilitre actuel aans les conaitions d'échange commercial entre la C.E.E. et l'Espagne, lesquelles penalisent à l'excès les industries françaises. Il jant noter que le déficit

commercial de la France par rapport à l'Espagne s'est accru, en 1977, pour atteindre 1534 millions de francs. » Dans l'immédiat, cependant, la negociation d'un nouvel accord, qui devait être valable à compter du 1ºº janvier 1978, ainsi qu'il était convenu de part et d'autre, est dans l'impasse. L'Espagne a déposé officiellement, le 28 juillet 1977, sa demande d'adhésion à la Communanté: le Conseil a accusé réception de cette demande, le 20 septembre 1977, et demandé à la Commission de formuler un avis.

guer l'Europe du Sud composée de cinq pays (France, Italie, Grece, Portugal, Espagne) peuplée de 162 millions d'habitants et l'Europe du Nord (sept pays) forte de 150 millions

d'habitants.

Ce souci de rééquilibrage de la Communauté vers le Sud ne fait pas 'unanimité.

Du côté des groupes socio-professionnels, la prudence règne. « Nous constatons, souligne M. Bernard Sassen, secrétaire général de l'UNICE (Union des industries de la Communauté europeenne), que la Commision européenne souhaite donner une suite savorable au désir des trois paus d'entrer dans la C.E.E. Mais un elargissement ne doit conduire ni à affaiblir la Communauté ni à la transformer en une simple union dougnière. Il faut, au contraire, que les Eints membres préservent les buts d'intégration de la Communauté et renjorcent sa cohésion. (...) Ensin. il faut éviter que l'élargissement de la Communauté ne conduise au développement du protectionnisme. Si la Communauté ne peut maintenir des avantages accordés à certains groupes de pays tiers, elle devra leur offrir une compensation adéquate.

M. Swen Eric Sterner, secrétaire général de la C.E.S. (Confédération enropéenne des syndicats) indique: a Lors de notre second congrès, qui s'est tenu en avril 1976 à Londres, dans une résolution sur la démocratie et la liberté, nous avons dit que la Grèce devait entrer dans la Communauté. En ce qui concerne le Portugal et l'Espagne, nous n'avions pas arrêté notre position. Depuis cette date, nous avons eu des rencontres informelles avec les représentants de la Commission et avec les syndicats de ces trois pays. Nous avons pris connaissance de la « jresque » établie par la Commission. Celle-ci traite des problèmes sociaux en trois paragraphes. C'est pour cela que nous demandons à être intégrés à la discussion, comme partenaire à part

Avec les partis politiques, le débat prend une autre tournure. Au sein des partis conservateurs européens, seul le R.P.R. s'est montré résolument hostile à l'élargissement. « Un pre-mier élargissement a eu lieu avec l'admission de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et du Danemark, souligne M. Jacques Chirac. Depuis, on observe un blocage complet de la Commu-nauté. Alors, si demain arrivaient quatre Etais nouveaux : l'Espagne, le Portugal, la Grèce et la Turquie, nous aboutirions à une paralysie totale du

système. Ce serait la fin de toute nos ambitions européennes (10). 2 Dans la famille communiste, les divergences sont sérienses. M. Gorgio Amendoia, président du groupe communiste et apparenté, a déclaré au Parlement européen: « Nous, communistes italiens, avons déjà pris position depuis longiemps en javeur de l'entrée de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal dans la C.E.E. et nous nous communes déclarés entre à depuer immésommes déclarés prêts à donner immédiatement suite aux demandes d'adhésion de ces pays. Avant tout, pour des raisons politiques. La position de la Communauté, si elle a aidé ces pays à retrouver la voie de la liberté, nous oblige désormais à maintenir notre soutien au moment où ces pays se voient confrontés au grave problème de l'élimination des bases du fascisme et nous, en Italie, savons que cette action est difficile, longue et pleine d'embûches > (11). « Il est certain, reconnaît M. Gérard Laprat, secrétaire du groupe parti communiste français au Parlement européen, que nous n'avons pas la même position que nos camarades italiens sur le problème de l'élargis-

sement. Mais des réunions mixtes P.C.F.-P.C.I. ont lieu pour examiner les différents problèmes. v Si les communistes espagnols soutiennent les efforts entrepris par le gouvernement de Madrid pour intégrer la Communauté européenne, au Portugal le parti communiste reste farouchement hostile. Lors du cinquante-sixième anniversaire de la création du parti communiste portugais, célébre à Lisbonne en mars 1977, le secrétaire général, M. Alvaro Cunhal estimait que a l'adhésion du

Chez les socialistes, l'unanimité est acquise à une exception près. Le document publié le 23 juin 1978, à la suite de la réunion, à Bruxelles, des dirigeants des partis socialistes de la Communauté européenne est sans équivoque : « Les socialistes se félicitent du rétablissement de la démo-

Portugal au Marché commun serait

un désastre pour l'économie portu-

gaise d.

cratie en Espagne, en Grèce et au Portugal et soutiennent fermement l'adhésion de ces pays à la Commu-nauté. Nous sommes conscients que les structures économiques et sociales et la nature des produits rendent nécessaires des modalités d'application et un échéancier de périodes transi-toires approprié, afin de respecter les intérêts légitimes de tous » Seul donc, le Mouvement socialiste panhellénique (PASOK) reste hostile à l'intégration, comme l'explique M. Andreas G. Papan-dréou : « L'adhésion de la Grèce à la C.R.E. va achever de donner à son économie un caractère complémentaire et périphérique. Elle va achever l'intégration de la Grèce dans l'orbite du capitalisme mondial. Là réside l'objectif véritable de ceux qui poussent à l'adhésion de ce pays à la C.E.E. Il est dommage que l'on n'ait toujours pas compris que le conflit décisif, la sorme dominante de la lutte des classes à notre époque est le conflit entre les centres métropolitains et la périphérie, le constit entre l'impérialisme et les forces de libération nationale. Le changement viendra historiquement du Sud. C'est pour cela que nous prenons position contre l'adhésion à

« Pour les socialistes français, cet Aargissement présente des avantages non négligeables, souligne M. Gérard Fuchs, rapporteur spécial chargé des problèmes du Parlement européen, au parti socialiste : consolidation de la nature démocratique des régimes des pays candidats et, surtout, entrée dans la C.E.E. de pays à structures politiques voisines des structures françaises (apec en particulier d'importants partis communistes), ce qui permettrait un medleur équilibre entre certaines visions des pays du nord et du sud de la Communauté actuelle. Cet aspect des choses ne saurait conduire nour autant à adopter la perspective d'une Europe du Sud ou d'un bloc méditerranéen concus comme alternatives à la C.R.B. De tels objectifs n'ont pas de fondements économiques, et leurs bases politiques elles-mêmes révèlent aujourd'hui leur jragilité. 2

la $C.E.E. \gg .$ (12).

Redéfinir les relations avec les Etats-Unis

A crise politique et économique engendrée par la mutation du capitalisme mondial-a fait de l'Europe du Sud un maillon faible dans la chaine des pays capitalistes. Sur le plan commercial, l'importance quantitative des Etats-Unis décroît au profit de la R.P.A. qui s'affirme comme

le pôle commercial dominant. Sur le plan technologique et industriel, le modèle d'industrialisation de ces pays obéit aux nouvelles lois capitalistes de la division internationale du travail : il devient un modèle de « sous-trai-

tance internationale ». La drachme, l'escudo, la peseta n'ont guère de poids sur le marché des changes internationaux. Cette dégradation accélérée de la situation monétaire des pays d'Europe du Sud recouvre en fait l'existence d'une zone d'inflation rapide due à trois séries d'éléments : les inégalités sociales fantastiques et ressenties comme telles qui déterminent une course incessante salaires-prix-profits; les coûts sociaux énormes de la liquidation du secteur agricole et de sa réorganisation sur le modèle capitaliste, que paie le consom-mateur ; le coût de la liquidation du secteur précapitaliste de l'industrie de ces pays, directement financé par les travailleurs, soit par la fiscalité, soit

par l'inflation. Maigré cet état de domination. l'Europe du Sud n'est pas dépourvue d'atouts, dus en particulier à la marge de croissance dont elle dispose. La crise n'efface pas ces atouts ni les moyens de pression dont l'Europe méridionale dispose à l'égard de l'Europe du Nord. Le capitalisme nordeuropéen ne pourrait supporter une crise trop grave dans ces pays, qui les jetterait dans le protectionnisme, et il sait donc que sa domination ne peut dépasser certaines limites.

« On peut néanmoins se demander, indiquent MM. J.-P. Dubois et Paul Ramadier, si l'élarpissement n'est pas l'occasion pour la gauche de se poser deux types de questions. Comment aider les trois pays candidais à trouver pour leurs produits agricoles des dé-bouchés sur le marché communautaire? Comment soutenir les politiques

industrielles nationales de ces pays?

> Pour aider les pays candidats (_),

A faudra d'une manière ou d'une autre fatre sauter le seul « verrou » dont disposent les Neuf pour empêcher l'entrée dans le Marché commun des

productions génantes de ces pays : la protection commerciale. » Si dans le secteur industriel on accepte de faire sauter ce « verrou », on dott en même temps opposer à la « rationalisation » industrielle des firmes multinationales une série de mesures susceptibles d'influencer l'orientation des subventions à accorder aux entreprises privées et publiques. Cela présuppose une série de choix minima sur la répartition du travail et la protection à l'intérieur de la C.E.E., sur la politique de préférences et les discriminations à l'égard de l'extérieur et enfin sur les mécanismes à mettre en place pour appliquer ces priorités. Il ne jaut pas se leurrer : les réticences des Etats-Unis et de leurs allies objectifs dans la

Communauté ne permettront pas que ces choix s'appliquent à l'ensemble de la Communaute.» Poser le problème en ces termes, c'est forcer l'Europe à entamer son propre dialogue Nord-Sud et, à l'évi-dence, à définir de nouvelles relations

avec les Etats-Unis. ALAIN ECHEGUT.

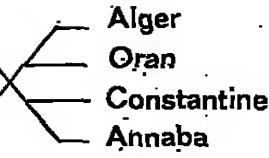
(8) Le Fonds européen de développement régional (FEDER) a pour objet
d'atténuer les déséquilibres régionaux
dans la Communauté, notamment lorsqu'ils résultant d'une prédominance agricole, de mutations industrielles et d'un
sous-emploi structurel. La dotation
totale du Fonds pour les trois premières
années (1975-1977) a été fixée à
1,3 milliard d'unités de compte suroréennées soit environ 7,2 milliarie de péennes, soit environ 7,2 milliards de francs. Le Fonds social suropéen (F.S.E.) est le principal instrument de la politique communautaire de l'emploi. FEOGA: Fonds européen d'orientation et de garantie agricole.

(9) Les trois hommes politiques qui ont eu la responsabilité de la création de la CECA en 1950 étaient démocrates-chrétiens : M. Schuman, A. de Gasperl, K. Adenaver. (10) Discours prononcé le le juillet 1978 à Castelnaudery. (11) Déclaration faite à la séance du 12 octobre 1977. (12) Le Monde diplomatique, novem-





Londres: Barcelone - Genève . ___ Bruxelles_Alicante_Toulouse ____ Francfort_Rome_Palma_Nice Madrid.Paris_Lyon_Marseille



Au sythme de vos affaires.





Dénonciations de l'arbitraire

contestation

ROIS événements ont attiré l'attention aur l'existence d'une opposition en République démocratique allemande (R.D.A.) et sur la répression dont elle fait l'objet. Le premier fut, en novembre 1976. le bannissement du poète Wolf Blermann ; le deuxième, la publication, les 2 et 9 janvier 1978 par l'hebdomadaire ouest-altemand Der Spiegel, d'un violent manifeste contre les dirigeants de la R.D.A. dû à une organisation qui a pris le nom de « Ligue des communistes démocrates d'Allemagne » : le troisième l'arrestation, en août 1977, de Rudoli Bahro et sa condamnation, en juillet 1978, à hult années d'emprisonnement.

L'existence d'une opposition en R.D.A.

n'est pas un phénomène nouveau. Cette opposition s'est manifestée en maintes occasiona depuis le fondation de la R.D.A. en 1949, et cous des formes diverses allant du « ras-le-bol », à la grève, en passant par l'émeute et la révolte (en particulier, celle des ouvriers en 1953) sans parler du passage à l'Ouest de milliers de cadres, de techniciens de l'Industrie et de l'économie. Cet exode massif obligea les autorités de la R.D.A. à construire, le 13 août 1961, le mur de Berlin qui fut prolongé, tout le long de la frontière entre les deux Allemagnes, par un réseau de fils de fer barbelés, de champs de mines, de miradors, ceui moven de mettre fin à une hémorragie catastrophique à la fois au plan matériei et au plan psychologique. Les troubles à Poznan, en octobre 1956, le soulèvement de la Hongrie la même année, le - printemps de Prague - en 1968 écrasé par les troupes du pacte de Varsovie comprenant des éléments de l'armée populaire allemande, agitèrent les consciences, provoquèrent des Interrogations, voire des mises en cause. Le philosophe Ernst Bloch souligns pour la condamner la contradiction existant entre

·ia théorie et la pratique, il affirma : Nous n'avons pas d'assurance, nous n'avona que l'espérance, » Woligang Harich, disciple de Georg Lukacs, conçut une plate-forme politique conduisant au socialisme, mais par des voles propres aux Allemands. Déjà, la contestation des inteffectuels faisalt peur aux dirigeants : Bloch fut condamné au slience, avant de pouvoir quitter la R.D.A. en 1961; Wolfgang Harich, tradult devant les tribunaux, devra aubir dix ans de réclusion, ainsi que plusieurs de ses collègues. Quant au physicien Robert Havemann, curleusement. il n'est pas inquiété. Son tour viendra plus tard.

Dans le même temps, de très nombreux Intellectuels at artistes collicitent et obtiennent l'autorisation de guitter la R.D.A., après avoir été soumls à de lonques tracasseries administratives et au contrôle constant de la police d'Etat: parmi eux Hans Mayer, Christa Reinig. Harmut Lange, Manfred Bieler, Peter Huchel.

La R.F.A., pays d'accueil, n'ignore rien des conditions faites aux opposants en R.D.A. et de la répression dont ces derniera font l'objet. Les deux Allemagnes existent et coexistent. Elles ont même signé, le 21 décembre 1972, un traité, dit fondamental, reconnaissant à chacune une identité propre qui s'est vue traduite par l'admission de l'une et de l'autre aux Nations unles un an plus tard. Les échanges interallemands, au niveau des personnes, se sont depuis sensiblement améliorés, de même que les structures techniques et administratives permettant les échanges entre les deux Etats (llaisons postales, télécommunications, réseau routler et ferroviaire) ont été assouplies. Les relations entre les deux Allemagnes. malgré des difficultés de parcours et des accrocs pratiquement inévitables, cont, quei qu'on en dise, de plus en plus estisfalsantes : les échanges économiques,

Par RENÉ WINTZEN * diplomatiques et structurels le prouvent

Au point que l'on peut s'interroger : ces deux Etats allemands, si différents par leur nature et leur idéologie, bien que se déclarant frères ennemis, ne sont-ils pas frères avant tout? Comment expliquer autrement l'Ostpolitik de Willy Brandt, d'Egon Bahr, d'Herbert Wehner et de la social-démocratie, qui, tout en se détournant d'un régime totalitaire, accepte le

UNE demière remarque apparaît comme une évidence malgré le réflexe de bonne conscience qui est celui de la majorité des Allemands à l'Ouest : ne rachètent-ils pas des prisonniers politiques, n'échangent-lis pas des espions et n'accueillent-ils pas chez eux les hommes et les femmes qui, à l'Est, ont déplu au point d'être obligés de e'exiler ? C'est cette bonne conscience qui leur permet également d'inviter leurs concitoyens mécontents soit à accepter leur sort dans la société capitaliste libérale qu'ils combattent, soit, pour dire les choses crûment à aller voir « ailleurs » ce qui les attend. Terre d'accueil, la R.F.A. est blen aussi une terre d'exil pour la plupart de ceux qui doivent quitter l'Allemagne de l'Est Communistes. convaincus, avant lutté pendant de lonques années pour la victoire du socialisme contre le totalitarisme, la bureaucratie, les appareils, ayant dénonce comme intolérable la tutelle de l'U.R.S.S.,

* Rédacteur en chef de la revue *Docu-*ments spécialisée dans l'étude des pro-blèmes allemands, Paris.

dialogue et souhaite le renforcer? Les la R.D.A. leur epporte signifient peu de choses, en définitive, dans la relation entre les deux pays ; là n'est pas l'essentiel. S'il en était autrement, rachèterait-on des prisonniers - politiques - en R.D.A. pour la somme de 50 000 ou 100 000 DM, chiffre qui varie selon la qualification de la personne faisant l'objet du troc, l'intellectuel étant payé au prix fort?

L'exil ou le suicide

rejetés en définitive par les leurs, ils sont des étrangers en Allemagne de l'Ouest. Des étrangers privilégiés, certes, parce qu'ils parient la même langue que leurs hôtes, parce qu'ils partagent avec eux une longue histoire, parce qu'ils peuvent y exercer sans contrainte leur métier. Mais ils savent où se trouve maintenant pour oux un nouveau danger : ne pas servir d'alibi à une politique à laquelle ils n'ont pas souscrit, ne pas devenir les instruments, même involontaires, d'une tactique antisocialiste. Beaucoup ont laissé à l'Est des membres de leur famille. Leur position est des plus inconfortable, et les pressions qu'ils sublesent, venant tant de la gauche que de la droite, sont de plus en plus grossières. Il convient ici de dissiper un malentendu. L'exil en Allemagne de l'Ouest ne ressemble pas, quoi qu'on en dise dans certains milieux de l'opposition, à celui qu'ont connu, du fait du IIIª Reich, les intellectuels qui, pour des raisons raciales ou politiques, durent quitter l'Allemagne en 1933. Les conditions ne sont plus les

mêmes. Personnes n'est mort de faim.

personna ne mourra de faim. Personna

ne s'est suicidé, personne ne se suicidere Il n'en a pas été de même, hélas i el l'on se reporte à une histoire récente Lorsqu'il y a sulcide aujourd'hul. Il sa pratique sur place (1).

La R.D.A. se présente actuellement comme un Etat policier, dont la population est embrigadée ou fortement sonmise à surveillance ; les prisons sont pleines d'opposants (cinq mille à six mille personnes) et le régime de détention v seralt particulièrement sévère, la violence étant un moyen couramment utilisé pour briser la volonté des délinquants. Depuis les accords d'Helsinki, plus de deux cent mille Allemands de l'Est ont réclamé l'application des droits de l'homme dans leur pays, ainsi que l'autorisation administrative de circuler librement hors de leurs frontières. Certains, depuis, sont en

Dans le même temps, l'économie de la R.D.A. doit faire face à de graves difficultés : les matières premières qu'elle importe coûtent cher. La facture du pétrole a augmenté de 150 % (de 1976 à 1978). Le produit national, de son côté, ne croît pas selon les objectifs fixés (3,7 % au lieu de 5,5 % en 1976). La R.D.A. continue à s'endetter : elle dolt plus de 12 milliards de marks aux puissances occidentales. Una planification bureaucratique écrasante et les exigences soviétiques en machines-outils, instruments de précision, en électronique et en produits textiles font que cette économie est incapable de satisfaire aux besoins essentiels d'une population pourtant courageuse, disciplinée dans con ensemble, héritière d'une longue tradition industrielle.

(I) Aliusion aux suicides de trois pas-teurs de la R.D.A. ayant mis fin à leurs jours en soût et septembre derniers par ie feu ou la pendalson.

----«L'HOMME DE MARBRE» OU LA TRAGÉDIE DES STAKHANOVISTES ----

Une contribution au débat sur l'eurocommunisme

Depuis 1962, Andrzej Wajda, metteur en scène polonais, auteur notamment de Canal, Cendres et Diamants, la Terre de la Grande Promesse, souhaitait tourner un film évoquant la période des grandes illusions de la construction du socialisme. Il n'est parvenu à le réaliser (moyennant quelques modifications) qu'en 1976 après tellement de difficultés qu'il a décide d'en consigner certaines dans le film lui-même (1).

En intégrant dans un récit très « déconstruit » des séquences de véritables documentaires de propagande, Wajda expose les problèmes rencontrés par une Jeune étudiante de cinéma pour réaliser un film de fin d'études sur la vie d'un stakhanoviste exemplaire, Birkut, maçon héroique qui posait trente mille briques en une journée. Pour la première fois dans les pays de l'Est européen, un cinéaste se penche, avec humour et lucidité, sur les temps staliniens. Le film en a subi les conséquences et a même été un temps interdit à l'exportation.

Réflexion sur la création cinématographique autant que sur la complexité du phénomène stalinien, l'Homme de marbre s'impose comme un des grands chefs-d'œuvre du cinéma ; Andrzej Wajda souligne ci-dessous certains de ses principaux aspects politiques.

HISTOIRE de l' « ouvrier de choc » Birkut, l'homme de marbre, est véridique; dans la Pologne des années 50, quand il fallait reconstruire rapidement des villes entières détruites par la guerre, les jeunes comme Birkut abondaient. J'en ai connu: ils étaient très enthousiastes.

A cette époque, pour un jeune venant de la campagne, la seule manière de se faire remarquer consistait à devenir stakhanoviste. Les médias du régime ne s'intéressaient qu'à ces héros de type nouveau qu'on élevait au rang d'exemples nationaux; des films leur étaient consacrés, la radio décrivait en détail et en direct leurs exploits, leur portrait géant s'affichait sur les façades des villes, des statues de marbre (d'où le titre) les immortalisaient. C'étaient des sortes de « stars »

LE MENSUEL

DU C.E.R.E.S.

Nº 55-56

L'enlèvement de l'Europe

CONNAITRE L'ADVERSAIRE

POUR

MIEUX LE COMBATTRE

-000-

Priz du numéro : 20 V.

En vente dans les kiosques ou su

13, bd Saint-Martin,

75003 PARIS. Tell: 887-76-42.

ABONNEMENTS:

(sauf Algérie) 120 F

Etranger (per avion) 170 F C.C.P. \$4.875.30 J - LA SOURCE

Franco et pays de l'ex-Communauté française

du régime ouvrier ; la plupart d'entre eux étaient sincèrement des idéalistes malgré des « dédommagements » qui n'étaient guère négligeables en ce temps de pénurie : appartement, mobilier, denrées, etc., venaient ordinairement récompenser leur effort désin-

Le stakhanovisme était comme une vitrine pour la propagande; les « normes héroloues » donnaient lieu à de véritables fêtes, des orchestres animaient le chantler, les gens animaient le chantler, les gens venalent voir une brigade ouvrière battre un « record de production » comme on iralt voir une épreuve sportive. D'ailleurs, l'effort de ces « travailleurs de choc » relevait vraiment de l'exploit sportif. Les stakhanovistes exaspéraient parfois les autres ouvriers parce qu'ils accéléraient la productivité et élevaient sans cesse les pormes de production mais les attentes normes de production, mais les attentats contre eux étaient assez rares.
Celui que je montre dans mon film est pourtant authentique : il a en lieu dans les mêmes conditions.

L'Homme de marbre ne critique pas les etalebanovistes qui épocat acceptant authentique pas les etalebanovistes qui épocat acceptant acceptant de la condition de marbre ne critique pas les etalebanovistes qui épocat acceptant de la condition de marbre ne critique pas les etalebanovistes qui épocat acceptant de la condition de la condi

L'Homme de marbre ne critique pas les stakhanovistes qui furent, eux aussi (comme Birkut), victimes du stalinisme. Le stalinisme cherchait à tout prix des « ennemis du peuple »; c'était un pouvoir qui avait besoin d'ennemis, et il est allé en chercher, pour l'exemple, jusque parmi ces héros du travail. Mais la tragédie des stakhanovistes ne s'arrête pas là : beaucoup de ces ouvriers d'avant-garde, après avoir été promus dans la hiérarchie jusqu'à être nommés directeurs de chantier ou responsables d'usine alors qu'ils ne possédaient ni compétence ni formation, ont été éliminés par les changements politiques de 1956 et renvoyés à leur métier originel. Ce fut pour eux une mutation très pénible, d'autant qu'entre-temps ils avaient acquis des connaissances et de avaient acquis des connaissances et de l'expérience. A cet égard, la déstalinisation a été aussi arbitraire que l'avait

ere le grammane Fonction sociale

JE souhaitais tourner ce film depuis 1962, mals il n'est guère facile en Pologne de réaliser un film sur la vie d'un ouvrier. En outre, les années 50 constituent une période sur laquelle on n'aime pas trop revenir; c'est une partie de notre histoire récente qui demeure dans l'ombre. Ainsi je n'ai pu entreprendre la réalisation de l'Homme de marbre qu'en 1976, non

Par ANDRZEJ WAJDA

sans difficultés. La censure n'a pas autorisé une séquence finale où l'on apprenait que l'« ex-ouvrier de choc » Birkut avait été tué par les forces de l'ordre durant l'insurrection des chan-tiers navals de Gdansk en décembre 1970. Mais cette coupure, cette censure, ne mutile pas mon film sinon te ne l'aurais pas signé. Pendant longtemps beaucoup de nos films semblaient n'être que l'expression en images de la ligne du comité central. Aujour-d'hul, nous combattons pour que chaque film soit une profession de foi individuelle. C'est une honte pour un réalisateur de faire un film qui ne dise pas sa propre vérité. Etre réali-sateur, cela veut dire que l'on est hautement responsable; c'est une fonction sociale, nous n'avons pas le droit de mentir à notre conscience. Et le public a droit à toute la vérité, surtout si le sujet du film concerne tout un peuple.

Chaque changement politique dans un pays peut provoquer l'avenement d'un cinema nouveau, et même, souvent, le cinéma annonce ce changement politique si on y regarde blen. Avec l'Homme de marbre, et bien que ce soit un thème profondément polo-nais, nous avons l'impression de par-ticiper à un débat plus large, celui qui s'est instauré autour du concept d'eurocommunisme. La discussion sur ce thème est nécessaire entre l'Est et l'Ouest et il faut que nous, Européens de l'Est, nous y prenions part. D'abord

(1) L'Homme de marbre, projeté à Paris depuis le 4 octobre aux cinémas Haute-feuille, Lincoln, Monte-Carlo, 14-Juillet-Bastille et les Parnassiens.

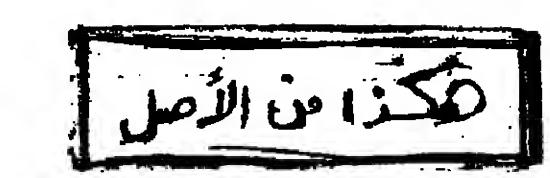
parce que nous avous une expérience que vous n'avez pas : celle d'un gou-vernement populaire et d'un parti communiste au pouvoir depuis plus de trente ans. Cette expérience, il serait insense de ne pas en tenfr compte ; elle doit permettre à d'autres

de ne pas commettre les erreurs dont nous avons souffert. L'Homme de marbre n'a pas la prétention de tout dire sur ces erreurs, mais déjà il permet aux gens de s'interroger sur des sujets hier encore tabous, et cela, pour nous, est considérable.



JERZY RADZIWILOWICZ, DANS « L'HOMME DE MARBRE ». Pour les besoins de la propagande stalinienne





et de la bu.

A consulter:

 de But ff Be -1-- - - Elemente de de

ಾಗಿ ∆ು ಮಟ್ಮಾಕ ಬಡ 그는 그 사이는 무슨 하다고요 그를 받아? -i-F Financial State Fig. da la se grizze informa Rich in the rue Vaula

Harrier Burger About the ending 1976, Beingteile TERNATE OF BUILDINGS

> Des deme entièr complétées d parfai

> > aux ari Un îlot de au coeur

auto

Les

16 ET 18, F 1.73 50. Frix for Apparten ≅ಲ್ ೧ <u>೩೦೩ ದ</u>ೆಲ

> • SA TESTIE:

Cd 14 H & T

l'arbitrain Carolitrain

11118

1

et de la bureaucratie

Allemagne de l'Est

Cette altuation expilque, en grande partie, les événements récents survenus en R.D.A. : une exacerbation des réactions oppositionnelles aux décisions des appareils en place, et un renforcement de la répression au nom de la . protection et du respect de l'ordre et de la

société de l'Etat socialiste ». Interdit de publication depuis 1968, n'étant plus autorisé à se produire en public, le poète et « faiseur de chansons - Wolf Biermann soutient encore en 1974 que ses rapports avec la R.D.A. — - le mellieur Etat allemand - --« sont caractérisés par une solidarité critique ». Ces propos cont publiés par le Spiegel, qui reproduit aussi, deux ans plus tard, la lettre que Biermann adresse à sa mère, qui vit à Hambourg, après que les autorités lui eurent permis de chanter dans la petite ville de Prenzlau, à l'invi-

tation du pasteur. En novembre 1976, il peut enfin se rendre en R.F.A. où les syndicate lui ont organisé un récital. A sa grande surprise, en effet, sa demande de passeport et de visa de sortie lui a été accordée. Biermann s'inquiète : le laisseralt-on rentrer en R.D.A.? La réponse est formelle : aucune mesure ne sera prise pour empêcher son retour dans sa patrie. Biermann, fort de cette assurance, donne à Cologne un récital de ses chansons devant six milie personnes; la télévision retransmet en direct le spectacle que des millions d'Allemands de l'Est peuvent suivre. Les dirigeants du S.E.D. (parti socialiste unifié) prennent ce prétexte pour accuser le poète d'avoir diffamé la R.D.A. et le socialisme. Le 16 novembre 1976. Blermann apprend à Cologne qu'il est déchu de sa nationalité et condamné au bannissement.

Critiques du socialisme < réalisé >

EITE mesure provoqua la stupeur, puis l'indignation, A l'Ouest, Heinrich Boll, Gunter Grass, Gunter Wallraff: à l'Est. Stefan Heym, Siefan Hermim, Volker Braun. Helner Müller, Jürgen Fuchs, Jurek Becker, Reiner Kunze, Robert Havemann, dénoncent l'hypocrisie du procédé. La vague de protestations étonne d'abord les dirigeants du parti, qui réagissent avec violence et cynisme : lis obtiennent que certains contestataires se rétractent (des membres de leurs familles auraient été arreiés), ordonnent des perquisitions et la mise en résidence surveillée sous le contrôle permanent de la police d'Etat des autres, ou bien encore les autorisent à émigrer, ce qu'ils ieur avaient jusqu'alors refusé. Quant au romancier Rolf Schneider, il s'est vu purement et simplement interdire la publication de son livre intitulé Novembre, qui fait le récit des mésaventures de con collègue et ami. Wolf Blarmann.

Dans le même temps, Robert Have-

A consulter:

- Que se passe-t-ll en R.D.A. ? Docu-

- L'Opposition en R.D.A. Documents.

- L'Aiternative de Rudolf Bahro.

8. rue Faraday, 75017 Paris.

Allemagnes d'anjourd'hui, 61-1978,

Une version allemande de l'euro-

communisme? Allemagne d'aujour-

La Brèche, groupe information

R.D.A., 1978, 46, rue Vaugirard,

Aktuell rororo, 1978, Reinbeck bei

d'hui. Supplément au nº 63-1978. Le Scandale Rudolf Bahro, Editions

75008 Paris.

75006 Paris.

ments, 1-1977; 50, rue de Laborde,

l'occupation de la Tchécosloyaquis : sources une modeste rente que lui verse

d'un pasteur.

la revue de gauche Kursbuch, Robert Havemann avait, en 1976, proposé huit mesures tendant à démocratiser le socialisme « réalisé » en R.D.A.; le démantèlement du mur par l'abaissement progressif de la limite d'âge pour les voyages à l'Ouest, la constitution d'un fonds de devises pour les voyages à l'étranger des citoyens de la R.D.A. l'amnistie générale pour tous les prisonnlers politiques, l'abrogation du paragraphe 106 du code pénal, contraire à la Constitution qui reconnaît à tout citoyen le droit d'exprimer son opinion librement et publiquement, la réintroduction du droit de grave, l'autorisation d'un journai indépendant et d'au moins un parti d'opposition, la possibilité, enfin, pour des candidats indépendants du Front national et du S.E.D. de se présenter aux élections (3).

La publication par le Spiegei d'un manifeste attribué à une « Lique des commu-

mann (2) — ancien résistant condamné à mort par le tribunal du peuple présidé par Freisler - voit se durck les mesures prises à son encontre : il est exclu du parti, de l'Académie des sciences de Berlin-Est, du Comité antifasciste de la résistance. Ses deux fils cont arrêtés pour avoir distribué des tracts contre Robert Havemann, gui a pour toutes resl'Etat au titre d'antifasciste et de résistant, vit dans sa maison de Grünheide. au sud-est de Berlin, sous la surveillance constante de la police; son téléphone a été coupé, un cordon de voitures l'isole totalement de l'extérieur, il ne peut recevoir la visite que de son médecin et

Dans une étude publiée en R.F.A. par

nistes démocrates d'Ailsmagne » va dans le même sens. Les auteurs de ce pamphlet dont Wolf Biermann a défendu auppression des zones Interdites impro-

Ce manifeste, qui prend à partie nommément Erich Honecker et Willi Stoph, ainsi que les plus hauts ionctionnaires de la R.D.A. - Kurt Hagen, Erich Mielke, Konrad Naumann, Werner Lamberg, Albert Norden, - est la preuve que l'opposition en R.D.A. trouve, chez les cadres du parti et les intellectuels, un appul de plus en plus large et qu'elle ose s'exprimer presque au grand jour. Dès jors,

La condamnation de Rudolf Bahro

T E crime dont fut accusé Rudolf Bahro est ceiul de haute trahieon, c'est-àdire d'esplonnage au profit des cervices de renseignements quest-allemande. En publiant en R.F.A. son ouvrage Die Alternative (4) interdit par les autorités communistes - la Solution de rechange. contribution à la critique du socialisme existent réellement - Rudolf Bahro se mettait en quelque sorte hors la loi.

Des fragments de ce livre circulalent cous le manteau depuis deux ans ; mais, maigré tout. Rudoif Bahro restait un inconnu pour la plupart des gens. Sa carrière, à l'ombre du parti, s'était déroulée sans bruit. A dix-huit ans. il est militant stagiaire au S.E.D. dont, an 1954, il devient membre. Il fait des études de philosophie à l'université Humbolt, à Ber-Iln-Est, puis participe comme militant au mouvement de collectivisation agraire. Pendant trois ans. Il travallle à la direction nationale du personnel eclentifique at. à partir de 1957, dans diverses entreprises comme ingénieur spécialisé dans la mise en œuvre de projets de nationalisation industrialle et d'organisation ecientifique du travail. Cette demière activité lui permettra de rassembler la documentation oul constitue la base de eon ouvrage et de la mettre à l'épreuve d'une longue expérience personnelle.

C'est sens doute Ernest Mandel. professeur à l'Université Ilbre de Bruxelles, qui a le mieux analysé l'apport de Rudolf Bahro à l'étude marxiste de l'évolution de la société industrielle contemporaine (5) : celle-cì pourrait demain, devenir une société sans classes à certaines condi-

L'ouvrage de Rudolf Bahro se situe eux confins de trois réflexions qui convergent vers une même perspective : la réalisation d'une société cans classes.

La première est celle que nous avons délà évoquée : elle est issue de l'expérience quotidienne de mouvements antibureaucratiques, eux-mêmes inspirés par le « printemps de Prague » et les révoltes

les autorités de la R.D.A. décidérent de trapper très fort pour mettre un terme à l'audace de l'opposition : l'arrestation puis la condamnation de Rudolf Bahro sont l'expression de cette volonté de

ouvrières qui, depuis vingt ans, secouent fe monde communiste. La deuxième est nourrie par les discussions que la pensée marxiste révolutionnaire provoque tout au long de l'histoire récente, aussi bien en U.R.S.S., après la fin du stalinisme, que dans d'autres Etats socialistes, voire dans des pays capitalistes où l'idée d'un aurocommunisme a pris corps. La troisième, enfin, fait appel au passé du mouvement ouvrier allemand écrasé par Hitler et Stallne, récupéré et réintégré à l'Ouest, sciérosé par la bureaucratie

à l'Est. Rudolf Bahro dénonce dans un premier temps le mai dont souffrent les sociétés qui se recommandent du socialisme. puis, dans un second temps. Il propose

une « solution de rechange ». Le mai est dans les structures que ces sociétés ont conservées à l'exemple des sociétés capitalistes : le salariat, l'argent, le système de production, la division du travail en tâches nobles et subaltemes, oul classe les individus selon des principes de hiérarchie. l'inégalité sociale, l'encadrement des travailleurs. l'information aélectiva, l'éducation poussée et stimulante réservée à certaines catégories d'enfants, les mécanismes institutionnels et économiques favorisant les fonctionnaires. Ce mai provoque l'aliénation de l'individu comme celle des groupes et des sociétés. L'abolition de la propriété privée des moyens de production n'a en rien favorisé sa transformation en propriété du peuple. Car tout en effet dans le système politique et économique de la R.D.A., repose sur le fonctionnement des apparells bureaucratiques : - Le bureaucratisme, écrit Rudolf Bahro, est devenu pour ainsi dire la forme d'existence politique naturalle d'un groupe important d'individus aux intérêts particuliers fortement accusés. > Cette partie de l'ouvrage constitue une condamnation éciatante de la planification bureaucratique qui est la cause du « gaspillage et de la pénurie des ressources matérielles ».

La « solution de rechange » est cella qui dolt permettre - l'émancipation de l'homme -. Celle-ci passe par la généralisation de l'autogestion et de l'autoadministration, l'abolition radicale des normes du travail et du travail à la pièce, l'abolition de tous les privilèges matériele dont jouit la caste bureaucratique, l'extension de l'enseignement obligatoire jusqu'à vingt-trois ans, la réduction de la durée du travail mécanique - psychiquement improductif . le détermination des priorités dans le domaine de la consommation et non plus l'accumulation de plus en plus de biens matériels, l'accès de tous à la masse des informations, la suppression des hiérarchies fondées sur le centralisme bureaucratique.

Ces propositions n'ont rien d'utopique : elles correspondent, comme le souligne Ernest Mandel. « aux possibilités des forces productives contemporaines, ainsi qu'aux aspirations de centaines de millions d'êtres humains. Surtout, leur réalisation est une condition indispensable pour sauver le genre humain d'une destruction certaine de la civilisation matérielle et d'une rechute dans la barbarie ».

A sa manière, Die Alternative est la plate-forme d'une nouvelle - révolution culturalle -, dont on ne peut encore mesurer aujourd'hui les conséquences dans un paye comme la R.D.A. et, demain,

ailleurs. L'opposition en R.D.A., pas plus que celle qui existe en Tchécoslovaquie, en Hongrie ou en Union soviétique, ne paryjendrá pas à « déstabiliser » un système fondé sur le totalitarisme bureaucratique. Mais elle auscite des analyses constructives du type de celle de Rudolf Bahro, provoque des confrontations d'idées et des examens de conscience dont le monde occidental devrait pouvoir tires parti afin de remettre constamment en cause ses propres structures et mieux aluster con entrée dans le vingt et unième siècle.

RENE WINTZEN.

(2) Il est l'auteur de l'ouvrage : l'Interrogatoire, un marxiste allemand parle. Fayard, Paris, 1971. (3) Ct. Documents, I-1977:
Front populaire de l'Ouest, socialisme à l'Est:
y a-t-il contradiction? > (4) Die Alternative. Zur Britik des real existierenden Sozialismus, Europäische Verlagsanstalt, Cologne, 1977. (5) Cf. à ce propos, sa Critique de l'Eurocommunisme, récemment parue aux éditions Maspero,

Enfin...

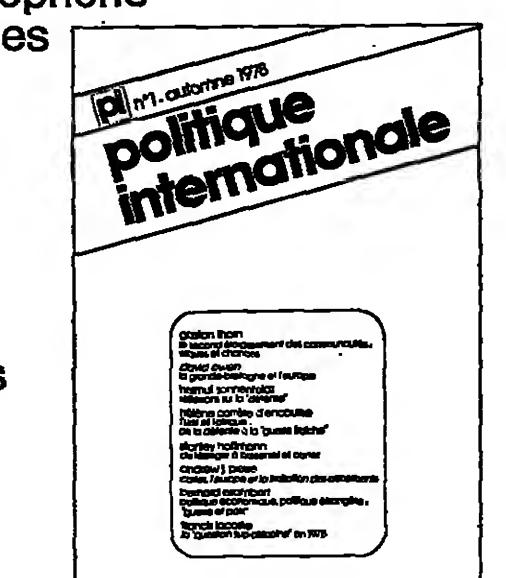
une grande revue francophone consacrée aux problèmes

internationaux:

politique internationale

Chaque trimestre, les universitaires, gouvernants, industriels et diplomates les plus réputés du monde s'expriment dans

politique internationale



Au sommaire du nº 1: gaston thorn, david owen, helmut sonnenfeldt, hélène carrère-d'encausse, stanley hoffmann, andrew j. pierre, bernard ésambert, francis lacoste, pierre mayer, françois joyaux, françois de rose, franz josef strauss, henri ménudier.

137, av. Victor-Hugo - 75116 Paris Je souscris un abonnement d'un an au prix de:		
200 F (institutions) 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50 50	00 F (abonnements de sympathie)	
	. wo of the manner	
Nom	<u></u>	
Adresse		

« NOUVEAU COMMUNISME ETUDE SUR L'EUROCOMMUNISME ET L'EUROPE DE L'EST publiée sous la direction de Harish Kapur et Miklos Moinar : des étudiants de l'Institut des hautes études internationales de munisme et ses relations avec les tentatives de renouveau en Europe de l'Est. (Textes présentés à un colloque organisé en juin 1977, Institut des hautes études internationales, a Studes et travaux a, nº 16. Genève, 1978, 20 F.S.)

Des demeures du XVIIe siècle entièrement rénovées, complétées de constructions neuves parfaitement intégrées, autour d'un jardin aux arbres centenaires... Un îlot de charme et de calme au cœur du Paris historique. Les Résidences du Panthéon 16 ET 18, RUE TOURNEFORT. PARIS 5 du studio au 5 pièces Horaison 10 tranche: 40 trimestre 1978. Prix fermes et définitifs. Crédit 80%. Appartement témoin et bureau de vente sur place, du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 18 h; le samedi de 15 h à 18 h 30. • SAFRI • 336.39.40

16 ET 18, RUE TOURNEFORT. 75005 PARIS

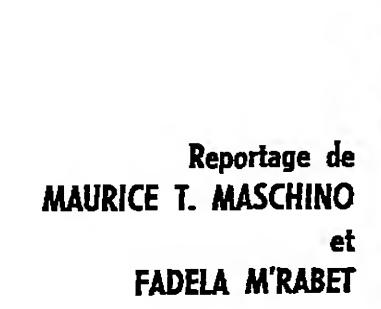
HONGRIE: socialisme et liberté?

Une réputation en partie justifiée de souplesse et de libéralisme mais un régime qui s'attache des consommateurs plus que des citoyens

Il y a vingt-deux ans, Budapest se révoltait. Après avoir salué « l'héroïque soulèvement du peuple », M. Janas Kadar, alors ministre d'Etat, approuvait l'intervention des troupes soviétiques et prenaît la tête d'un gouvernement qui se charges de « rétablir l'ordre ». La

répression frappe des milliers de personnes (1). Aujourd'hui, il n'est sons doute pas, dons les pays de l'Est, de dirigeant qui soit plus assuré du soutien de la population que M. J. Kodar. Redressement économique (notamment depuis la réforme de 1968), housse générale du niveau de vie : la Hangrie de 1978, avec ses magasins bien approvisionnés et ses villes encombrées de voitures, entre à grands pas dans l'ère de la « consommation ».

Passe-t-elle, pour autant, selon l'expression d'Engels, « du règne de la nécessité au règne de la liberté »? Il est vrai que les Hongrois jouissent de possibilités que leurs voisins leur envient; il est non moins vroi que leur pays, membre du pacte de Vorsovie, subit les contraintes et les exigences de ses alliances : la Tchécoslovaquie, il y a dix ans, en fit la dure expérience. La Hougrie aurait-elle réussi à concilier ce que l'histoire, jusqu'à présent, a si souvent opposé : l'aspiration à la justice sociale et le respect des droits individuels, le socialisme et la liberté?





(Photo Raymond Deroils - Sygma) LE « PARC DE LA GAIETE » A BUDAPEST.

TRENTE-SIX ans. Directrice commerciale. Divarcée, un enfant. Logement troispièces. Cherche compagnon trente-cinqaugrante ans avec voiture. » « La soixantaine à peine dépassée, aimont la peinture et la musique, possédant Fiat 126, souhaite rencontrer femme cultivée et affectueuss. Résidence secondaire appréciée » : mi-amusée, mi-déçue, Margit parcourt rapidement les petites annonces - mariages, rencontres, échanges — du très sérieux Nepszabadsag, quotidien du parti socialiste ouvrier hongrois. « Ce n'est pas aujourd'hui, soupire-t-elle, que je trouverai une offre de yoyage pour l'Itolie. »

Dans cette célèbre pâtisserie de Budapest, place Jozsef-Rodor, on se croirait presque dans un salon de thé près de la Madeleine ou, plutôt - à couse peut-être de ces lustres en cristal qui évoquent les fastes de l'empire austrohongrois, des dorures qui courent le long des poutres sculptées, de cette atmosphère paisible qui émone des lieux et des gens, — dans un café viennois de la Kartner Strasse.

Paris, Vienne, Budapest? Il est viai que, à première vue, on hésite. A voir, justement, l'allure colorée des passants, qui tranche si nettement sur la arisaille de la rue dans d'autres pays socialistes, leur air décontracté, leur affabilité (plus d'une fois, des hommes, des femmes, loin de nous fuir, comme en Roumanie, sont montés dans notre voiture pour nous indiquer le chemin), à contempler l'abondance des magasins — nulle part il n'y a de queue, — à se fourvoyer dans les embouteillages permanents des ponts — Erzébet Hid, Petöfi Hid — qui relient Pest et Budo, ou des grandes avenues - Rakocsi, Nepköztarsasag, Lenin - oui troversent la ville, encombrée de Trabant, Skoda, Lada et autres Zaporojets (à Budapest, un hobitant sur dix a une voiture). — on v perd son marxisme comme d'autres leur latin.

« C'est vrai, commente Margit, même si l'air est de plus ea plus poligé, chez nous, on respire. » Vingt-six ans — elle vient de soutenir avec succès une thèse de doctorat sur la poésie de Tristan Tzara, — traductrice et assistante à l'université (elle se plaint de ses étudiants « qui n'ont qu'un but : gagner de l'argent »). Margit a les aspirations et, par blen des côtés, la vie d'une jeune intellectuelle de l'Ouest.

Peu intéressée par la politique — « Une déclaration de Kurt Waldheim sur le Proche-Orient, la visite d'un ministre dans une coopérative ou un article sur la répartition des investissements, dit-elle en feuilletant le « Neoszabadsag », c'est probablement important, mais ne me tauche pas, -- hostile aux féministes (« En Hangrie, nous n'avons pas d'excitées genre M.L.F., les femmes ne se révoltent pas contre leurs obligations naturelles »), Margit apprêcie avant tout la littérature et le cinéma.

Elle lit, en traduction ou dans le texte (on trouve l'un et l'autre en librairie), les écrivains dont parlent journaux et revues — elle cite, en vrac, C. Etcherelli, R. Merle, E. Ajor, H. Böll, Althusser (paru dans une revue à tirage limité), B. Vian, Simenon, la poétesse russe Akhmatova — et va souvent au cinéma; ainsi, a-t-elle vu, l'on demier, le Vieux Fusil, l'Incorrigible, Flic Story, Police Python, le Souvage.

Parfols, le dimanche, elle prend le petit train vert qui longe le Danube et va se promener à Szentendre, à une vingtaine de kilomètres de la copitale. Tout en houteur, avec ses ruelles étroites, ses maisons blanches, ocres ou brunes, l'endroit rappelle un village d'Espagne ou du Maghreb; de nombreux ortistes y résident. De temps à autre, une troupe de jeunes donne un concert de musique pop ou un spectacle de cirque; en glissant une pièce de deux forints (2) dans une sorte de boîte posée sur pilotis, les visiteurs peuvent admirer, comme les y invite un écriteau — Sex a képrőmuvésretekben erotjaus kisplasitika — des reproductions ératiques.

L'été, enfin, Margit voyage. Comme la plupart de ses compatriotes : dès le début juillet, sur les routes, dans les gares et les aéroports, c'est quasiment l'exode. En 1977, la moitié du pays fou presque: auatre millions six cent quatre-vinatcing mille Hongrois) s'est bousculée aux frontières. Que l'on posse après un contrôle long et minutieux, mais que l'on passe quand même. Surtout quand on va rendre visite à ses voisins: Polonais, Tcheques...

Un peu moins de trols cent mille touristes sont allés dans les pays « non socialistes » : France (le consulat a délivré jusqu'à neuf cents visas par jour), Italie, Allemagne fédérale. Les

sorties, de ce côté-là, sont moins faciles : une fois tous les trols ans ou, si l'on est invité (ce qu'il fout évidenment prouver), tous les deux ans. A mains au'an ne participe à un voyage organisé : c'est possible chaque année, mais coûteux.

Livres, voyages, spectacles: Margit se dit heureuse. D'un bonheur — elle le reconnait volontiers — essentlellement individualiste : « J'aime bien ma petite vie, dit-elle. Peut-être parce que je m'organise comme je veux. Mais je ne suis pas pour autant une privilégiée : les autres aussi font ce qu'ils désirent. »

A chacun selon ses goûts

DOUVOIR s'organiser. Faire des projets et, en partie, les réaliser. Conduire sa vie, jusqu'à un certain point, comme on l'entend. S'occuper d'art ou de littérature, bricoler, assister aux réunions syndicales ou cultiver son jardin, ou militer au parti, à chacun selon ses goûts. A chocun de disposer à sa guise du temps qu'il ne donne pas à la collectivité sous forme de travail : c'est probablement la principale liberté dont jouissent, depuis une aujazoine d'années. les Hongrois.

La littérature étrangère est aisément accessible — la moitlé des livres qui paraissent chaque année sont des traductions. Sans parier des émissions de la télévision autrichienne, qu'on reçoit à l'ouest du pays, ni de Free Europe, que tout le monde écoute, la télévision hongroise, dans des émissions comme Panarama ou Studio international, donne souvent la parole à des Occidentaux non communistes. La presse écrite est également assez ouverte, et les journaux qui n'engagent pas directement le parti ou le gouvernement publient des informations et des commentaires que la presse officielle s'interdit.

Nepszabadsag, par exemple, a accusé les socialistes français d'avoir provoqué l'échec de la gauche, mais Magyar Nemzet, organe du Front démocratique populaire, a émis des réserves sur la justesse de l'attitude du P.C.F. Aucun journal ne s'est ému des condomnations de Chtcharansky et de Guinzbourg, et tous ont reprodult les communiqués de l'agence Tass. Mais sons commentaires. Ce qui était une façon implicite — d'en foire.

Pour plus ample information, le lecteur peut toujours se reporter à l'Humanité, qui n'est jamais saisie, même lorsqu'elle dénonce les procès de Moscou, ou au Monde, qu'on trouve dans les grands hôtels. A moins qu'il ne préfère l'Express ou le Nouvel Observateur, qu'on ne trouve pas, mais que les abormés recoivent régulièrement — portois avec quelques jours de retard, quand un numéro contient sur la Hongne un article qu'en haut lieu on jude « peu objectif ». Il n'est pas rare d'entendre un Hongrois dire négligemment, parfois avec une pointe de snobisme : « J'ai la dans le Monde d'hier... »

Sainte alliance

TOUT aussi réelle est la liberté de pratiquer so religion, gu'on soit catholique (80 % des Hongrois sont baptisés, 80 % recoivent les derniers sacrements, mais 20 % seulement se marient à l'église), protestant, orthodoxe ou juit.

Si les sectes subissent quelquefois des tracasseries (tels les méthodistes, dont cinq prédicateurs contestalent la nomination d'un « superintendant »), les Eglises constituées sont libres — pour peu qu'elles reconnaissent le régime (a Mais comment coopérer sincèrement avec un système dont on sait qu'il veut notre fin? ». demande M. Ferenc Magyar, directeur de publications catholiques), qu'elles s'abstiennent de toute contre-propagande (« Mais à l'école, ajoute notre interlocuteur, on dénonce les « méfaits » de la religion ») et qu'elles respectent les accords passés avec le gouvernement (3). L'enseignementreligieux est soumis à la double autorisation de l'évêgue et du pouvoir : un loic, de son plein grè, n'a pas le droit de réunir des enfants et

de jeur apprendre le catéchisme. En échange de son allégeance au régime, l'Eglise catholique — aussi dévouée à Kadar, nous dit-on, qu'elle le fut à Harty — a conservé ses lleux de culte (quatre mille églises et chapelles), son académie centrale de théologie, son séminaire, ses maisons d'édition (mais elle déplore le peu de papier qu'on lui alloue) et six lycées que

. tre mode discrip

f Paurque, par 1

La ingentent end

. .1.. . .

-:· ~ ≥ ··

4.1112 tmg : 3

ar mar siet man

eres ituteun t.

· == , = , <u>=</u>

Las un phénament

Rest po: contro nous est avec

1 1 1 2 3 340

** ::- : .

::---<u>--</u>---

··· : de

: ·:--a

in the property

1 3 30 3

in duenting

: 😘 😸

-

. ... := ...:::-

·· neturelles

-1 1 '45 '<u>1</u>

1 1000 mg

in the min tin

grate in a syrable, ameti

latera elle alevanta achtera ma

moen jung bereite beite wahre work m

Que i mondist las gont l

plus norder. Le gonfort miest-el

Pausaus - not paguant de bill

meralisti i im aussi parter de jo

bezus tronum til Au misgreitigiftsmit

God (Aft) Continues a god Fir

la combine .

. . . .

37175

fréquentent les enfants des familles aisées. . « Il n'y a plus de problèmes, déclare Mgr Imre Varkonyi, secrétaire général d' « Actio catholica » et député » tous les postes de la hiérarchie sont désormais pourvus, et nos relations avec le gouvernament sont excellentes. > Si bonnes, en effet, que lors de la visite qu'il rendit cet été à M. J. Kadar, le Père Aruppe, général des Jésuites, fut accueilli à sa descente d'avian par M. György Acsel, membre du bureau politique, vice-président du conseil et grand responsable de l'idéologie; la cérémonie fut intégralement retransmise par la télévision.

Le règne de la grande « débrouille »



Se cultiver, s'informer, pratiquer sa religion: les Hongrois ont bien d'autres façons d'utiliser leur liberté, et la plupart, qui, avec l'élévation de leur niveau de vie. ont découvert les € joies > de la consommation, se consacrent principaement à améliorer leurs conditions

d'existence. Plus précisément : à se donner les moyens de réaliser les trois objectifs que presque tous considérent comme prioritaires : acheter une maison, une voiture et voyager. D'où le dévelappement chez tous d'un extraordinaire esprit d'entreprise, d'un sens aigu des affaires, qui prend, selon les catégories, la forme de la « débrouille », du « trafic » ou du négoce à grande échelle.

Mai logés — on compte cent soixante personnes pour cent pièces; un couple avec deux enfants disposa en moyenne de deux pièces et demie, soit cinquente mètres carrès, — payant cher guand ils louent une chambre chez un particulier (mille forints par mois), les Hongrois ne comptent guére sur l'État pour améliorer leur habitat : de 1971 à 1974, il n'a financé qu'un tiers des constructions; le V° plan prévoit bien quatre cent cinquante mille appartements, dont un cinquième à Budapest, mals c'est encore très insuffisant : plus de cent mille personnes, dans la capitale, attendent un logement, sans parler de celles qui vivent à sept ou huit dans deux pièces, parfois dans un réduit prolongé d'un couloir (4). Si bien que la plupart s'en remettent à leur propre initiative pour être plus au large.

C'est le cas, entre mille autres, d'Istvan R... Chauffeur dans une entreprise de constructions métalliques, il a vécu quinze ans, avec sa temme et son ills, dans un appartement de 30 mêtres corrés. « Un jour, explique-t-il, j'en al eu assez; j'ai vendu mon logement (trois cent mille farints) et acheté ce terrain (1 000 mêtres carrés, quatrevinet mille forints)... Non, les vignes qui l'entourent ne m'appartiennent pas... J'ai encore donné deux mille foriats à l'architecte et, pour le reste.

dit-il en montrant fièrement ce qui ressemble déjà à un petit chalet suédois, je me débrouille. »

Des amis l'aident, qu'il aidera à son tour un serrurier pose les portes, un charpentier vérifie l'ajustement des poutres, des jeunes gens transportent des matériaux, un électricien a certifié à la municipalité la conformité de l'installation, -- mais si la main-d'œuvre est gratuite, si les diverses autorisations s'obtiennent assez facilement (ou ne s'obtiennent pas, mais on passe outre : les autorités ne chicanent pas), où cet homme trouve-t-il les moyens de construire un chalet qui lui reviendra au minimum à six cent cinquente mille ferints?

ma femme est comptable. > Ce qui fait trois salaires — environ onze mille forints — mais paraît quand même très loin du compte. « Je me débrouille », répète istvan, évasif.

Comme « se débrouillent » ses voisins, à cinq cents mètres de là. Eux ont déjà terminé leur maison : au rez-de-chaussée, le living -- murs

DES CHIFFRES ET DES FAITS

Superficie : -93 030 kilométres carrès. Frontières : avec l'Autriche (à l'ouest). la Tchécoslovaquie (au nord). l'Union soviétique (au nord-est). la Roumanie (au sud-est), la Yougoslavie (au sud-ouest). Population:

- 10 625 000 habitants. - 5 millions de Hongrois résident à l'étranger. 3 millions en Transylvanie Population active : 5 093 200. Industrie : 35.2 %, agriculture : 20.9 %. Ressources naturelles : bauxite, gaz.
Importations : pétrols (90 % viennent
d'U.R.S.S.), biens d'équipement, technologie (essentiellement, des pays occiden-

Exportations : produits de l'industrie mécanique (17 %). de l'industrie légère (10 %). produits agricoles (30 %). 69 % des échanges économiques de la Hongrie se font avec les pays de l'Est. 50 % du revenu national provient du commerce extérieur,

Augmentation moyenne du revenu national : 6,5 % par an. On compte, pour 1 000 habitants : 241 postes de radio. 239 réfrigérateurs, 235 machines à laver. 233 postes de télévision, 61 voiblancs, tentures jaunes, canapés rouge vif, un fouteuil vert; en quise de topis, des peaux de renards tues à la chasse et, sur un guéridon. un bouquet de roses artificielles, - trais chambres au premier étage avec, dans un angle; un poste de télévision couleur (« Vingt-six mille forints », précise-t-on).

L'ensemble, sans le mobilier, a coûté 700 000 forints; à eux deux (lui est contremaître, elle secrétaire), ces jeunes propriétaires en gagnent 7 000 (environ 1 750 F par mois). Ils ont obtenu un crédit de 215 000 forints, remboursable en trente ans (ce qui leur fait mille forints par mois); et leurs parents paysons — les ont aidés, grâce aux revenus de leur lopin. Est-ce tout?

Multiplier les ressources

IL est impossible de le savoir. « Moi-même, j'ignore d'où vient l'argent », dit M. J. Fekete, vice-président de la Banque nationale. Toujours est-il qu'il vient, s'accumule — de 1960 à 1974, les dépôts de la Caisse d'épargne ont été multipliés par quatorze, — s'investit, circule, se reproduit. Ingénieux, les Hongrais font de l'argent comme les abeilles du miel.

Beaucoup, par exemple, se groupent à cinq ou six dans l'une des deux pièces qu'ils occupent, et libérent l'autre pour les touristes : la moitié des étrangers qui viennent chaque année en Hangrie (près de neuf millions en 1977) logent chez l'habitant. Il est d'usage qu'à leur déport, leur hôte leur demande un satisfecit écrit : autant de « bons points » qu'à la fin de la saison Il remet à « Ibusz »; en échange, cet organisme de tourisme lui enverra, l'année suivante, d'autres

(1) CL e Il y a vingt ans. l'insurrection hongroise », le Monde, 33 octobre 1976, Cf. également F. Pojto, Histoire des démocraties populaires. T. 2. 4 Après Stalines, Le Seuil Paris, 1989. 370 pages.

(2) I P.P. = 3.96 forints. (3) Sur la situation de l'Egilse en Europe de l'Est. cf. l'article de M. Lucbert dans le Monde du 20 sout 1978, « la Fin de l'Eplise du silence ». (4) Sur le problème du logement en Hongrie, ci. Problèmes économiques et sociaux, la Documentation française, 14 juillet 1976.

Beaucoup exercent également un deuxième métier - ou le même, mais en dehors de l'entreprise qui les emploie, et à un tarif plus élevé. Près de vingt mille ouvriers ont une licence d'artisans, et ceux qui n'en ont pas --- mécaniciens, réparateurs en tout genre, plomblers, cordonniers, teilleurs -- sont innombrobles et ne chôment pas. Comme les services d'entretien sont déficients — a J'ai attendu trois mois qu'ou vienne réparer ma machine à layer, dit une avocate, mais trois jours après se « réparation », j'ai dû me réinscrire sur le liste d'attente », tous ceux qui ont un savoir, ou un savoir-foire, le monngient.

Beaucoup d'ouvriers ont un lopin de terre, qu'ils cultivent pour eux-mêmes ou à des fins marchandes; d'où, dans bien des usines, ce travail qu raienti que les autorités déplorent, comme si les travailleurs ménageaient leurs forces pour après; les Hongrois, saisis du besoin irrépressible de « vivre mieux », c'est-à-dire de consommer davantage (la maison est-elle achevée. on la meuble; les meubles sont-ils passés de mode, on les change), s'ingénient à gagner le plus d'argent possible.

Maison, volture (80 000 forints une Lada. 45 000 forints une Trabant, qu'on attend trois ou quatre ans): tous ces investissements sont

coûteux, et si beaucoup s'usent au travail pour les récliser — « Je ne prends guère de vacances », dit un ouvrier qui, oprès avoir construit sa maison, aide maintenant son fils à construire la slenne et s'occupe en même temps de son jardin (un hectore et demi), de ses truies (qui lui donnent quarante parcelets par an, à 1 000 forints pièce), de sa cinquantaine de poules, — d'autres, moins scrupuleux, se contentent de se faire payer deux fois le même travail : la première, par l'organisme qui les emploie, la seconde, par le client

C'est le cas, par exemple, pour des médecins. Certes, la médecine est gratuite, mais l'on attend moins, on est mieux soigné, assure-t-on, dans un cobinet privé (quatre à cinq mille médecins, sur yingt-trois mille, en ont un), et à l'hôpital même — où les « patrons » ont des lits réservés et payants, — il est d'usage de donner un pourboire à la secrétaire qui recoit les inscriptions. aux infirmières, au médecin (5)

Les prix varient, mais en moyenne une visite coûte 200 forints, un avortement, 1 000, le traitement d'une carie dentaire, 300, « Evidenment, vous pouvez três bien ne rien donner, dit une jeune femme qui loisse chaque semalne 1 000 forints à son acupuncteur, mais à la consultation suivante, on your fore attendre, ou

l'on yous renyerro, en prétextant un manque de temps, ou l'on vous examinera très rapidement. Si bien que tout le monde denne: >

Il est vrol que le salaire des médecins est peu élevé — 2500, 3000 forints — mais, écrit Lazar Istvan dans un article de la revue « Volosga », « ce n'est pas une raison pour au'ils complètent leurs revenus par des pourboires, comme des coiffeurs. D'ailleurs, il faudrait combattre le système du pourboire dans l'ensemble de la société (6) ».

En particulier, chez les psychiatres. Là encore, l'argent est la condition de la liberté des uns - et du maiheur des outres :

«On peut faire reléguer n'importe qui dans une maison de santé spécialisée dans le traitement des malades mentaux, écrit le docteur Janos Kiss-Vomosi. Il suffit de provoquer quelques séjours, si brefs soient-ils, dans les services psychiatriques dits fermés pour disposer d'un nombre impressionnant de rapports sur l'état mental de la personne dont on veut se débar-

» Ces agissements sont motivés par la pénurie de logements... En versont à un psychiatre une gratification de l'ordre de 5 000 à 10 000 foriats l'intéressé peut obtenir l'hospitalisation répétée ses proches dans les services psychiatri-

a La Banque nationale, dit M. J. Fekete, ne finance que les entreprises qui ont des prores. On soutient adelque temps celles qui sont en difficulté, mais si elles as redeviennent pas rentables, on les ferme. Ou on les reconvertit. » Rentable, vandable : très à l'aise dans son bureau spacieux, M. J. Fekete parle un langage d'économiste pour qui tout le reste - participation auvrière, autogestion - relève de la mauvaise littérature, gauchiste ou utopiste. Il regrette que « les syndicats pensent trop à la famille », qu'ils posent trop souvent « des problèmes sociaux », quand le seul problème est d'« accroître la production ». « Commençons, dit-il, par agrandir le gâteam; après, on s'occupera d'en répartir les parts; elles seront d'autant plus substantielles qu'on aura travaillé davan-

Production d'abord, Le V° Pign (1976-1980) y insiste dans presque tous ses articles et en souligne quelques conséquences : « Augmenter à une cadence plus rapide la productivité du travail. Rendre l'utilisation de la main-d'œuvre plus rationnelle et plus efficace. > En recourant, por exemple, à « des regroupements économiquement utiles » : près de cing cent mille travailleurs, dans les prochaines années, seront contraints de changer d'emploi et de région. En accélérant la division du travail. En renforcant « l'intéressement matériel des travoilleurs » et en ouvrant dayantage l'éventoil des saigires (qui est actuellement de 1 à 7, parfois de 1 à 10). « Tout irait beaucoup mieux, ajoute M. J. Fekete, si l'on se préoccupait mains d'égalitu-

risme. Pourquoi pénuliser les bons travailleurs? Il faut que le travail rapporte, que les efforts soient récompensés, que la poresse et la négligence soient punies. >

Prenant manifestement plaisir à citer « ses amis, M. Ceyrac, M. Gingembre », se réjouissant que la chambre de commerce hongroise, dont il est vice-président, « ressemble un peu, dans son fonctionnement, au C.N.P.F. » et que le comité France-Hongrie soit présidé par M. Duseigneur, directeur international de Rhône-Poulenc, M. Jenā Rédél reprend à son compte les critiques que, d'oprès une enquête récente, les entreprises adressent au système économique:

« Il y a encore trop de contrôles, dit-il, trop de bareaucratie; les managers soubaitent que l'Etat intervienne moins dans la gestion des offaires, que le marché joue un rôle plus décisif, que les solaires soient libres. En un mot, que tout contribue à augmenter notre richesse. »



«Le vrai socialisme : enrichissez-vous»

Double travail (c'est - à - dire surtravail ou, selon i'expression d'un sociologue, autoexploitation), < combines >, parfois corruption : l'activité que les Hongrois déplolent pour s'enrichir n'est que la manifestation, au niveau de l'individu et de la vie quotidienne,

d'un projet — plus

général — de société. « Enrichissez-vous! » Tel est le mot d'ordre. Un mot d'ordre que personne n'a explicitement donné, mois que tout le monde a compris. Et qu'au besoin on accommode aux exigences de l'idéologie. En confondant socialisation et généralisation de la richesse. En postulant — à la facon d'Adam Smith - que la poursuite du bien-être individuel condult au bien-être de tous, Comme si les aspirations de chacun concouraient nécessairement au bien commun.

« Le vrai socialisme, estime M. J. Fekete, le vice-président de la Banque nationale, c'est un socialisme qui donne plus aux hommes que le capitalisme. Alors, nous disons aux Hongrois: rendez votre vie agréable, amusez-vous, allez à l'opéra, cultivez-vous, achetez maison et voiture. Enrichissez-your? Pourquoi pas? Mais honnêtement, sons exploiter votre voisin. »

« Que demandent les gens? observe de son côté M. Jenő Rédéi, vice-président de la Chambre de commerce. Un logement, une voiture. Quoi de plus naturel? Le confort n'est-il pas socialiste? Pourquoi ne pas acquérir de belles choses? Etre socialiste, c'est aussi porter de jolies robes et de begux costumes. Au misérabilisme, nous préférons

·

3 14 .4

The second secon

chremille

« Réalistes », comme ils se plaisent à le souligner, les dirigeants hongrois ant en effet tiré la leçon de ce qu'ils oppellent toujours - même si elle a accéléré, et pour la sotisfaction du plus grand nombre, la transformation de leur société -lo « contre-révolution » de 1956.

Leçon politique, d'abord. Les communistes qui n'avaient recueilli que 22 % des voix aux demières élections libres de 1947 - ont pris acte de la persistance dans la majorité de la population, classe ouvrière incluse, d'aspirations < bourgeoises > ou < petites-bourgeoises >...

Continuer à les nier, imposer le « socialisme » force d'austérité et de terreur policière, condomner à l'ostracisme des catégories entières de citovens lanciens koulaks interdits de travail dans les kolkhozes, enfants des classes moyennes discriminés à l'entrée à l'université, codres compétents sacrifiés à des militants), c'était s'exposer à de nouveaux soulèvements, à de nouvelles pertes vives pour la nation (1956 : trois mille morts, vingt mille blessés, deux cent mille exilés) et, probablement, assujettir davantage le pays à son puissant « protecteur ».

Par contre, reconnaître le droit à l'existence sociale d'une majorité non communiste, donner à tous - et notomment aux classes moyennes la possibilité de satisfaire des aspirations qu'on déclare aujourd'hui « naturelles », permettre la libre monifestation des talents et des « dons », donner à chacun sa chance - même si les chances, au départ, sont inégales, -- en un mot, faute de socialiser la « bourgeoisie », * embourgeoiser > le socialisme (mais sons le dire, ou en disant le contraire), c'était se concilier l'ensemble des concitoyens : désormais, chacun se sentirait libre de « réussir ». Même s'il ne

l'étoit pas. D'où cette politique progressive de libéralisation que les communistes hongrois — d'accord avec les Soviétiques, soucieux avant tout du rétablissement de la palx civile - mirent en œuvre à partir des années 60, et que M. Janos Kodar rêsuma dans une formule célèbre : « Le despotisme n'est pas un phénomène socialiste... Qui

n'est pas contre nous est avec nous. > Sensible d'obord dans la vie sociale (nomination à des postes de responsabilité de hauts fonctionnaires non communistes, intégration de tous les paysons qui le désiraient dans les coopératives et les fermes d'État, ouverture relative des frontières, remplacement de la censure par l'auto-contrôle...), la libéralisation gagna bientôt la vie économique.

Le « nouveau mécanisme »

T A aussi, il y avait urgence : appliquant jus-La qu'alors le modèle rigide de la planification soviétique, les Hongrois en subissalent tous les inconvénients - centralisation excessive, gaspillages, mouvais approvisionnement des villes, qualité sacrifiée à la quantité, agriculture retardataire (de 1950 à 1966, sa production fut de trois fois inférieure à celle de l'industrie). Populariser le « socialisme », ou le rendre acceptable, c'était aussi donner aux citoyens les biens qu'ils

réclamaient : la mise en place, en 1968, d'un « nouveau mécanisme économique » allait justement le permettre (8).

Retour au libéralisme? C'est vite dit : le pouvoir central décide de la nature et de la répartition des investissements, impose les priorités dans les secteurs industriel et agricole, propose une grille — souple — des soloires, nomme les directeurs d'entreprises, au besoin les révoque ou les pénalise — jusqu'à 20 % de

leur traitement, si le plan n'est pas accompli, Mais ce plan, il appartient à l'entreprise ellemême de l'élaborer, comme il lui revient de fixer ses prix, de choisir ses fournisseurs et ses ocheteurs, de déterminer elle-même le montant des salaires et des primes.

Dès lors, ce sont les rapports marchands qui servent d'incitation au développement, et l'on ne soit plus très bien, comme le note un observateur, s'il y a « redoublement du plan par le marché ou du marché par le plen (9) ».

A moins d'un revirement, improbable, c'est la première hypothèse qui semble la plus juste. «La Hongrie est un marché de compétition», précise une brochure officielle (10), et c'est aux mécanismes les plus traditionnels du marché qu'on appelle ici les « régulateurs directs » (loi da l'offre et de la demande, politique sélective du crédit, vérité des prix, exonérations ou impositions fiscales) — que des personnalités de premier plan souhaitent accorder un rôle encore plus important.



Salaire aux pièces et « participation »

Mais si la recherche du profit, à l'échelle individuelle comme à l'échelle collective, ast un objectif prioritaire, des antagonismes ne peuvent monquer de surgir entre les individus — qui réalisent leurs meilleurs cains en dehors de leur lieu de travail

prises qui attendent des mêmes individus un effort maximum. Cette contradiction n'est surmontée (portiellement) que par la controlate, directe ou Indirecte — qu'il s'agisse de la structure même de l'institution, de ses rècles de fonctionnement, des conditions de travail qu'elle impose à ses membres et, à la limite, des sanctions qu'elle leur inflige.

- et les entre-

Devenant son propre « manager » dès qu'il quitte l'usine (on offectionne ici aussi les termes anglais, notamment ceux du « business », on compte volontiers en dollars, comme fli M. J. Fekete quand il détailla pour nous les dépenses d'une famille ouvrière), le travailleur, à l'intérieur de l'usine, se trouve soumis à un ensemble de normes qu'il n'a guère contribué à élaborer.

Certes, on nous a longuement expliante, à l'usine lagrus (qui fabrique des cars et des autobus), comment fonctionnait la démocratie ouvrière. Entouré d'un chouffeur, d'un régleur et d'une comptable convoqués pour la circonstance — tous trois assis les bras croisés. muets, n'intervenant, par monosyllables, qu'à l'appel de leur nom, — le secrétaire du comité syndical, M. Jozsef Balla, nous exposa comment les travailleurs participaient à la gestion de l'entreprise.

« Nos ouvriers, dit-il, assistent une fois par mois ou conseil de production qui se tient dons chaque anité, » Préparé par un « forum démocratique > - qui comprend le directeur de . l'entreprise, le représentant du parti, celui de la jeunesse communiste (la moltié des ouvriers ont moins de trente ans), le délégué syndicol, -l'ordre du jour de la réunion est discuté par les travailleurs qui, nous assure-t-on, « out leur mot à dire » : « On examine la situation, il faut que tout le monde sache où en est l'exécution du plan, si nous sommes en avance — et dans ce cas il y aura des bénéfices — ou non. »

. Il semble que la « participation » s'arrête là ; car, pour le reste, les ouvriers — qui n'ont pas le droit de grève - s'en remettent aux ingénieurs, gux techniciens ou au délégué syndical. Les premiers, qui ont la « compétence », fixent les normes ou les régiustent, les suivants les expérimentent, contrôlent les machines ou les dépannent, le troisième négocie les soloires avec la direction et, en accord avec le contremaître, décide de l'attribution des primes et autres < récompenses >.

 Poyé aux pièces — « La mensualisation? II n'en est pas avestion, répond M. J. Balla, la plupart en profiteraient pour flaner davantage », - les ouvriers travaillent huit à douze heures par jour, selon que le syndicat les autorise ou non à faire des heures supplémentaires.

De temps à autre, fatigués — un tiers du personnel habite à cent kilomètres de l'usine, un car les amène et les ramène, — las des cadences, des ouvriers s'arrêtent, mangent un sandwich (ils ont droit à vingt minutes d'interruption en huit heures) ou s'absentent... trois jours, surtout à l'époque des semailles et des récoltes. Mais cette facilité vient de leur être retirée : désormais, seut le médecin de l'entreprise peut autoriser un arrêt de travail, si bref solt-it. L'absentélsme reste élevé - 20 % en movenne chaque jour. « Dans beaucoup d'entreprises, écrit l'éditorialiste de « Nepszabadsag ». la disciplina se relache. Il y a beaucoup de temps morts, dus en partie à un manque d'assiduité toléré en beaucoup d'endroits (11). >

Le réprimer, c'est s'exposer en effet à voir fondre ses effectifs, et les entreprises qui monquent de main-d'œuvre se gardent d'être trop strictes envers leur personnel.

Beaucoup d'ouvriers — qui calculent à court terme (car ils perdent leurs primes d'ancienneté et d'assiduité) — se laissent débaucher et changent d'emploi quatre à cina fois par un lune loi vient de limiter ce nomadisme); d'autres menocent de partir, dans l'espoir d'accéder à une catégorie supérleure ou d'obtenir une prime supplémentaire, bref, d'augmenter un salaire qui, dans l'immédiat, va de 3 000 à 6 000 forints (un directeur gogne dans les 10 000 forints).

Il est une autre facon d'améliorer ses revenus: en participant aux « brigades socialistes ». Composée d'une vingtaine de volontaires, une brigade se fixe elle-même un certain nombre d'objectifs — économiques, sociaux, culturels, s'engage par contrat à les réaliser et, si elle y parvient, reçoit une « récompense ». Morale, bien sûr (affichage au tableau d'honneur de

l'usine), mais aussì, ajoute-t-on, « matérielle ». M. Jozsef Balla ouvre devant nous un registre, très soigneusement tenu et décoré (dessins, photos d'ouvriers au travail dans un champ, carte postale d'un travailleur en vocances au bord de la mer Noire): le journal d'une brigade, justement.

Brigade éminente, puisqu'elle a obtenu trois fois la couranne d'ar. Cette année, par exemple, elle a accompli quinze heures supplémentaires pour célébrer la révolution d'Octobre, aidé les villageois à organiser une fête, offert des colls de friancises aux personnes âgées, rendu visite à des malades dans divers hapitaux, donné des cours de soutien aux travailleurs qui souhaitent se perfectionner, participé à un meeting en l'honneur du cinquante-cinquième anniversaire du parti communiste chilien, « De cette façon, dit e délégué syndical, nos ouvriers se rendent utiles à la collectivité et, grâce aux primes que leur procure leur dévouement, ils amélierent leurs conditions d'existence. »

Ce jour-là, semble-t-il, les brigades font relache : dès que la sirène retentit, des milliers de travailleurs, comme si l'usine avait pris feu, se précipitent vers leur bicyclette, leur vélomoteur ou dans les bus.



Paysan est maître chez lui normes, ou boivent ; mais la majorité est ardente à

Les paysans n'ont pas de ces impatiences. Surtout les coopérateurs — qui représentent 75 % de la population active agricole (les autres — 15 % travgillent comme salariés dans une ferme d'Etat, ou ---10 % — comme petits exploitants). Favorisés par le régime, les coopérateurs restent pro-

priétaires de leurs terres, transmissibles à leurs héritiers si ces derniers continuent de la travailler (12). La coopérative — qui a la même liberté

d'action qu'une entreprise industrielle (elle décide de sa production, choisit ses clients, fixe ses prix) — peut user à sa guise des terres qu'on lui prête (y construire un hangar, par exemple), et les paysons lui doivent en moyenne huit heures par jour.

« Mais, dans l'ensemble, dit M. Istvan Budai, président d'une coopérative de 6 000 hectares, près de Tiszakecske, à 150 kilomètres de Budapest, les paysant travaillent correctement. Evidemment, il y en a taujours qui se dépêchent pour retoumer qu plus vite à leur terre ; d'autres trichent sur les

la tâche, puisque la participation aux bénéfices représente généralement 10 % du salaire annuel. >

L'écart des salaires, comme dans l'industrie, semble considérable. A Tiszakecske, le plus bas (en y incluent les 10 % de bénéfices) est de 2000 forints par mois; le plus élevé, de 14 000 forints. S'y ajoutent les révenus que les paysons tirent de leur jardin (en général, 100 mètres carrés) et du lopin de terre (1 hectare et demi à 2 hectares par famille de trois ou quatre personnes) qu'ils ont le droit, comme tous les Hongrois, de posséder.

Revenus probablement substantiels, si l'on considère l'importance économique des exploitations individuelles. Plus nombreuses aujourd'hui qu'en 1935 (un million six cent mille ou lieu de un million deux cent mille), elles fournissent 25 % de la production totale de céréales, 50 % des produits maraichers, 60 % du cheptel porcin, 16 % du lait. Tous produits que les coopérateurs vendent directement sur le marché - il n'est pas rare, en parcourant à l'aube la compagne, de croiser charrettes et voitures surchargées de bidons de lait, de volailles, de fruits — ou à un organisme d'État, dont les prix sont souvent équivalents à ceux du secteur prive.

· Bénéficiant de tous les avantages reconnus à l'ensemble des travailleurs (retraite, sécurité sociale, allocations familiales, congés de douze

jours, congé de maternité de cina mois), les coopérateurs semblent chayés par le régime (d'où des manifestations, ici et là, de mécontentement ouvrier, que l'on qualifie d'« ouvriériste »).

Assurés de deux sources de revenus (travail salarié plus exploitation individuelle), parfois de trois (quand leur femme est elle-même auvrière ou coopératrice), ils n'ont même pas le souci de se loger, commun à tous les autres Hongrois : s'ils s'engagent à rester dix ans, la coopérative leur donne un terrain (d'une valeur de 100 000 forints), sur lequel, avec l'aide de leurs amis et, souvent, les matériaux de la collectivité — loués, prêtés ou empruntés », — ils se construisent une

maison.

(Lire la suite page δ .)

(5) Ct. le Monde, 22 septembre 1967. Ct. également « Aspects de la santé en Europe de l'Est », Problèmes économiques et sociaux, la Documentation française, nº 275. (8) Valosag, 1975, Cité par Problèmes..., op. cit. (8) Cf. G. Chevallier et E. Thévenon, Entreprise et planification socialiste : l'expérience hongroise,

et planification socialiste: l'expérience hongroise, Notes et études documentaires, la Documentation française, n° 4462, avril 1978.

(9) Ibid.

(10) Commerce extérieur et relations économiques entre la Hongrie et la France, Bulletin de presse de l'ambassade de Hongrie à Paris, n° de juin 1978.

(11) N° du 3 avril 1978.

(12) Sur la situation des paysans hongrois, cf. G. Frelastre, Paysans et collectivisme, Cujas, Paris, 1977, 285 pages. Cf. également l'étude de M. Blanc, « les Paysans en Hongrie », Notes et études documentaires, la Documentation française, n° 4368, mars 1977.

mars 1977.

(Sutte de la page 7.)

Comme celle des ouvriers, mais dans des conditions beaucoup plus favorables, la liberté des paysans est d'abord d'ordre économique : ils ont toute latitude de mener rondement leurs affaires. Mais comme eux, il ne semble pas qu'ils veuillent — ou qu'ils puissent — participer à la gestion de leur entreprise; là encore, le président et les autres responsables paraissent joulr d'un statut supérieur — et de supérieurs.

C'est le président, par exemple, qui dirige la commission chargée de l'attribution des terrains à bâtir (« Je tiens à savoir qui nous privilégions »), c'est lui qui négocie ventes et contrats (« Il prrive que ma femme m'accompagne dans mes voyages à l'étranger, parfais à mes frais, parfois à ceux de la coopérative »); l'équipe dirigeante — vice-président, chef comptable, ingénieurs — bénéficie de droit de douze jours supplémentaires de congé : « Notre fonction est importante. »

ici comme à l'usine, on s'exprime volontiers en termes de « morale », ou de charité plus que de justice; on parle des « bons travailleurs », des travailleurs « méritants ». Ceux qu'on « récompense > d'un voyage, d'une prime. Qu'on « intéresse », et par l'argent seulement, à la marche des affaires.

Est-ce pour forger très tôt cette mentalité que, pendant les vacances, on envoie les lycéens aux champs? Il ne s'agit, nous précise-t-on, que de volontaires, mais d'année en année leur nombre augmente : près d'une soixantaine de camps, dans le pays — tel celui de Traja, dans le Sud, que nous visitons — accueillent chaque quinzaine sept cents garçons et filles.

Levés à 5 heures, ils participent de 6 heures à 13 heures à la récolte des obricots et des pêches. L'atmosphère semble bon enfant, mais les normes sont les normes : chaque brigade doit ramasser en six heures l'équivalent de 49 forints : comme un sac pèse 7 kilos et que I kilo vaut

0,70 forint, cela représente dix sacs, soit 356 kilos de fruits. Cela ne laisse guère le temps de batifoler.

Les brigades rivalisent d'ardeur, et la directrice — une enseignante de mathématiques est toute heureuse de nous montrer un tableau où figurent, en rouge, celles qui dépassent les normes (à côté de leur nom, les chiffres, les sommes), en noir, celles, peu nombreuses, qui ne les attelanent pos.

L'une d'elles, manifestement, est de mauvaise volonta : 22 forints, 25 — au lieu des 49 attendus; puis, brusquement, un chiffre rouge: 75. « Il y a quelques jours, dit la directrice, je suis tombée malade; alors, pour me faire plaisir, ils ant travaille d'arrache-pied. » Mais la directrice s'est rétablie - et le chiffre est retombé : 23, 24. « C'est malheureux, soupiret-elle, j'ai eu beau doubler leur prime --200 forins au lieu de 700, — ils sont redevenus insouciants. »

A l'autre extrémité de la ville, vers Csillagheav. l'atmosphère est plus colme, mais le spectacle aussi désolé. D'anciennes écuries de maitre celles de l'ex-propriétaire de l'usine de briques. toute proche — ont été aménagées en « appartement »; le long d'une rigole où croupissent des détritus, les « maisons »: Qui ressemblent à ces cabanes, en plein champ, où les paysans entreposent leurs outils.

Devant chacune, un petit espace libre, protecé par une barrière : des femmes tricotent, un vieil homme se balance sur une chaise; au-delà, les « chambres » : celle où nous pénétrons est meublée d'un lit, d'une table et, dans un coln — le coin-cuisine, — d'un réchaud à butagez : puis, dans un réduit sans fenêtre, allangé sur un matelas, mal éclairé par une ampoule couverte de mouches, un jeune homme lit un roman d'Agatha Christie, — manœuvre à l'usine voisine. il est en congé; à l'arrière, enfin, une troisième pièce, sorte de dortoir où vivent les cing enfants de la famille. « On mange à notre faim, explique la mère (son mari est mort en tombant d'un échafaudage); avec ce qu'on gagne, l'aîné et moi, c'est tout ce qu'on peut foire. >

Entre-t-elle, cette famille-là (et bien d'autres) dans une catégorie qui n'a pas d'existence officielle, que beaucoup ignorent ou veulent ignorer (« Chez nous, dit M. J. Fekete, tout le monde est aisé »), celle des pouvres? « Deux Hongrais sur dix ont moins de 1 500 forints par mois ». assure notre omi, sociologue. Interragés, des responsables se récrient, prennent la question pour une injure.

Et pourtant, des femmes de ménage, dans un ministère, gagnent très officiellement 1 800 forints par mois. Sans même se référer à des statistiques de 1972 — Interdites de publication — qui confirment les propos de ce jeune sociologue (2 000 000 de Hongrois vivalent, cette annéelà. avec 1 000 forints par mois), les chiffres publiés — de 1976 laissent entrevoir les difficiles conditions d'existence d'un certain nombre de personnes : en 1975, en effet, le revenu moyen d'un ouvrier est de 26 666 forints par an (2 222 forints par mois, soit 555 F environ), celul d'un employé, 31 871 forints (2 656 F par mois, soit 664 F).

Ce qui donne un pouvoir d'achat assez réduit. d'autant plus que les prix montent, mals pas plus qu'en Occident : en cinq ans, leur hausse a été de 16,5%; certaines denrées ont augmenté de moitie : sucre, 50 % en 1975 : fruits et légumes, 50 % en trois ans; cofé, vin, 20 %; viande, 30 % en 1976.

La vie, dans l'ensemble, est chère, et-bien des femmes, dans les supermarchés, hésitent avant de glisser un produit dans leur panier. Actuellement, les tomates coûtent 36 forints (9 F) le kilo, les fraises 26, les pommes de terre 7, le lait 5 forints le litre (stérilisé: 9), le beurre 29 forints la livre, la viande 100 forints (25 F le kilo), les œufs 18 forints la douzaine.

(13) Nº du 21 juin 1978.



De l'argent de poche aux poches pleines d'argent? Quelques-uns y parviennent, et l'on cite des chiffres, les uns incontrôlables — il y curalt 85 000 millionnaires. — les autres mleux étoblis : 17 % n'ont sollicité aucun crédit pour se faire construire une mai-

son, 500 000 possédent une résidence secondaire, 500 000 autres (ou les mêmes) une voiture, qui n'est pas toujours une Trobant; comme le signale le bulletin de l'agence de presse hongroise, si a nulle voiture particulière fabriquée dans des pays non socialistes n'a été mise en commerce en 1977, près de 3 000 voltures ont été introduites à différents titres: cadeaux, etc. » (13). Cadeaux coûteux: une Mercedes, une Volvo valent 500 000 forints, une B.M.W., une 604, 400 000 forints.

Mais, par-delà les chiffres, il suffit d'observer le spectacle de la rue — femmes vêtues à la demière mode de Paris ou de Londres, hommes sortis tout droit d'un catalogue de Cardin, -- ou de se promener dans les quartiers résidentiels de la capitale (Colline des Roses, Pasareti) pour constater qu'une minorité de Hongrois dispose de revenus très au-dessus de la movenne.

Ce ne sont pas nècessairement (ou exclusivement) les codres supérieurs du parti - qui bénéficient, certes, de toutes sortes d'avantages: Mercedes de fonction (celles qui s'alignent,

Les beaux quartiers

propres et brillantes, devant le siège du comité central ou le Parlement), villa dans les hauteurs de Buda, hôtel réservé, agréablement situé dans la banlieue bolsée de Budapest, terrain de chasse particulier, « missions » à l'étranger.

Les privilégiés se recrutent également dans d'autres milieux : artistes (« Mon salaire de base est de 3 500 foriats », dit un cinéaste, qui ajoute, comme honteux d'avouer une somme si modeste : « Avec les à-côtés, je me fais dars les 75 000 »), journalistes (dont le salaire moyen de 7 000 forints, à la télévision, peut s'augmenter d'une prime de 1500 forints, comme « récompense si l'émission a plu», ou de 3 000 forints, s'ils ont été choisis pour participer aux débats de « Forum »), écrivains (rémunérés selon l'épaisseur du manuscrit - le nombre de lignes, s'il s'agit d'un recueil de poésies — et le tirage : un roman de trois cent pages, publié à trente mille exemplaires, rapporte 100 000 forints à la première édition), médecins, avocats, conseillers juridiques, hauts fonctionnaires que leurs obligations conduisent souvent à l'étranger. Comparée à celle des hommes d'argent des pays de l'Ouest, leur situation paraît évidemment modeste, mais elle est sans commune mesure avec celle de la majorité de leurs compatriotes.

 Modeste » également, ou plutôt discrète, est leur allure : excepté quelques cadres du parti, très suffisants (mais cette suffisance tlent plus à leur fonction qu'à leur fortune), les privilégies que nous avons rencontrés se gardent en général de toute ostentation.

Descend-on de la Colline des Roses, passet-on les ponts, c'est un autre spectacle au'on découvre. Pour peu qu'on s'éloigne des grandes artères, qu'on s'enfonce dans des rues étroites,

mal pavées ou pleines de trous, comme les drops qui pendent aux fenètres, on aperçoit des immeubles délobrés — persiennes claquant au vent, murs gris écaillès, comme rongés par la lèpre, partes cassées, boîtes aux lettres rouillées, sans nom ; dans les cours, des gosses, vêtus de loques, courent pieds nus.

Plus loin, dans la banlieue Industrielle, par exemple du côté de Dzsumbuj, sur la route de Sceged, on aperçoit encore d'autres bâtisses noires, parfois entourées de grilles, ou perdues dans un terrain vague, qui ressemblent à des

« C'est un immeuble d'Etat », précise l'ami qui nous accompagne : devant nous, barrant un chemin de terre, deux corps de bâtiments, tout en longueur; des galeries étroites courent d'une extrémité à l'autre; le long des galeries (Il y en a trois, une par étage), des portes, tous les vingt mêtres, la plupart ouvertes : l'unique fenêtre - un corré de cinquente centimètres - ne laisse guère pénètrer de lumière à l'intérieur des pièces (une, une et demie) où s'entassent parents et enfants.

Sur le pas d'une porte, une femme sanglate : son ex-mari — ils viennent de divorcer — s'est installé chez elle avec sa nouvelle épouse. Ménage à trois, faute de place. De la galerie opposée, des femmes compatissent. En criant, pour couvrir les hurlements des gosses, les jurons de deux ivrognes qui se menacent, une bouteille de bière à la main, et les aboiements hystériques d'un chien fou. Excédé, un jeune ouvrier ouvre au maximum son transistor; un air de musique pop déferle sur les galeries et, comme une vague, emporte cris, abolements, jurons; dans la cour, entre les cailloux, un couple se met à danser.

624.59.49

PANORAMA IMMOBILIER PARIS ILE-DE-FRANCE

Visites s. place: de 10 h à 12 h et de 14 h a 18 h 30

RESIDENCE TESSON PARMENTIER

L'immerble est situé au 3 et 5, rue Tesson, Paris Xº

Dans une rue calme, quartier en plein centre de Paris, à 100 m du mêtre Goncourt, à 100 m également de la ligne bus 46.

Bonnes isolations thermique et phonique, ascenceur, vide-ordines à chaque étage,

LIVRABLE DE SUITE

25 appartements du studio su 4 pièces

Renseignements et ventes: PIERRES et BRIQUES - 372.38.89

Métro EDGAR'- DUINET

Le calma su cour de

MONTPARNASSE

Prégriéblire vend grands duplex rez-de-chaussée/(*, sur jardin intérieur, 3 chambres,

2 bains, four confort. Visite our place les kondi, mercredi, vendredi de 14 à 30 à 17 beures.

4/6, impasse de la Balté. 75014 PARIS - Tél. 322.45.85

GRENELLE - CHAMP-DE-MARS

108-108, boulevard de Grenelle. Paris XV

IMMEUBLE NEUF - LIVRAISON IMMEDIATE

3 P 53 m¹ + Balcon 20 m¹ + parking 595 000 F 4 P 80 m¹ + Balcon 26 m² + parking 735 000 F 4 P 85 m¹ + Balcon et Terrasse 52 m¹ + parking 896 000 F

Bureau de vente sur place de 15 h à 18 h tous les jours sauf le dimanche Tél. 578.14.27

PARIS XV" - Métro E.-Zola (à 150 m)

Visite sur place: Mercredi de 11 h à 17 h. Samedi et dimanche de 14 h à 18 h.

115, rue des Grands - Champs, 75020 PARIS

Prix à partir de 6.500 F le m' - Crédit 80%

117, bd Bineau à Neuilly

"LES TERRASSES

VIAGERS - F. CRUZ Appartements, immeubles entiers ou par lots, occupés ou libres

PRIX INDEXATION ET GARANTIES Paris et Banlieue jusqu'à 100 km

ouverture de l'appartement décoré
(Nobilis et Knoll)
conditions spéciales jusqu'au 30 octobre Rens.: 8, rue La Boétie, PARIS 75008 Tél. 266-19-00

MARAIS - 80 mètres Place des Vosges 4 rue du Foin 75004 Paris Propriétaire vend ds petit imm. Inxueus. rénové 3 Apparts : living, 2 chbres, 2 bains, cuis. équipée dont l'un avec cour pavée à l'ancienne. Tous les jours 14 h 30 à 19 h - Tél. 271.38.84

MARAIS près place des Vosges 4. rue de Birague, 75004 Paris Propriétaire vend dans immeuble rénové **APPARTEMENTS** entièrement relaits, tout confort

Visite sur Rendez-vous : 486.92.85 (le metin)

Investissez dans un programme de qualité.

Qualité du quartier, entre la Seine et le Marais, tout près des gares de

Qualité des finitions et de l'isolation phonique. Lyon et d'Austeritz

Qualité architecturale : pierre, aluminium, ardoise...

Grand choix de studios et 2 pièces dans 2 immeubles différents.

Renserements et vente 50. avenue Daumesnil 75012 PARIS Tel 34613.00 25 ans d'activité

MORNAY CRILLON Eureau de vente, 15. boulevard Bourdon 75004 Paris ouvert le lunch de 14 h 30 à 19 h et les jeudi, vendredi samedi et dimanche de 10 h 30 à 13 h et de 14 h 30

Tél. 277.45.55 PLACE DES VOSGES Prestige - Elégance - Calme

du studio au 6 pièces Hôtel du XVIII siecle restauré par le groupe bencaire Suez 17, rue du D' Lanceresux, 75008 PARIS TH.: 271.72.80 - 524.12.22



RÉSIDENCE . DE LATOUR MAUBOURG 76/78, Bd Latour Maubourg

75007 PARIS Petit immeuble neuf 17 appartements scalement

VUE IMPRENABLE SUR HOTEL DES INVALIDES ET SES JARDINS

Appartement modèle sur place - Du Mardi au Vendredi 14 h 30 - 18 h 30 APRI - 29, Avenue Foch, SAINT-MAUR - 885.12.30

EXCELLENT INVESTISSEMENT STUDIO, 2 P. 3 P, 5 P/TERRASSE Appartament-modèle sur piece : 10, rue Frêmicourt, tous les jours (sauf mard) et mercredi de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h - Tél, : 578.03.72 - où écrire SINVIM: 3. avenue Kleber. 75118 PARIS

PARIS 19° - 2, 3, 4 & 5 PIECES BEL IMMEUBLE - Livraison 4' trimestre 1978 PRIX FERMES ET DEFINITIFS - PRETS CONVENTIONNES

Visita de l'apportement témoin 43, avenue Jean-Jeurés - lundi, mercredi, samedi 14 h 30 è 18 h TRANSCOMINY - 1, place Boleidley, 75002 PARIS - 742.55,70

NEUILLY RESIDENTIEL Très beau Duplex - Plein soleil Magnifique intdin - Beile réception avec chemines - Selle à manger, euisine, office lingerie. 4 chambres, 4 boins, 2 garages, service Vendu entièrement MEUBLE - Décoration exceptionnelle

MAZEL IMMOBILIER

843-76-42

Arbres devant, jardin derrière

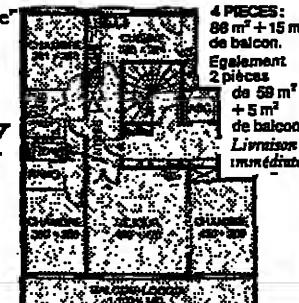
une petite résidence au calme en plein cœur de Boulogne Autobus à 50 m. Métro Marcel Sembat à

8 minutes. Ecoles et commerces tout proches. Des plans conçus pour vivre "au large"

avec de grands balcons-rerrasses, des cuisines spacieuses et équipées et des rangements confortables.

LE ROUVRAY 6, rue d'Issy & Bonlogne-sur-Seine

VENTE GEFIC. 4 PLACE D'IENA, 16°, Tél. 723.78.78 Visite sur place tous les jours (sauf lundi) de 14 h à 19 h. samedi et dimanche de 10 à 19 h. UNE REALISATION COGETRANCE



PETIT IMMEUBLE à quelques môtres de la Seine et du Bois de Boulagne. les mêmes prestations qu'à **NEUILLY** pour **5.500 F/m**? Prix ferme et déhaltif Habitable Immédiatement Possibilité prôt conventianne et erde personna idée au logement Rendelgnements : Touş les giprès-midi de 15 h à 19 h isaut dimanahr) 63, rue de Verdus - 92160 SURESNES - Tél : **728.43.62** eu **684.02.08**

Proximité Saint-Germain-en-Laye
Somptueusa propriété toulement rénovée et décorée, nécept. 60 m² + gd saion. 5 ch. + 3 bains. 2 gar., bungalow/invités, chalet sauna et sports, pavilion de gardien avec pormil séparé. PARC PAYSAGER 8000 m³. arbres centenaires avec PISCINE partiellement intégrée dans maison indépendante avec magnifique récept. + loggin. Prix: 4300.000 F. Tél. 236.95.95 de 14 h à 20 h et 567.62.37.



INVESTISSEMENT 1" ORDRE

Proche PARIS-Sud, ensemble immobilier d'habitation récent : 27 immeables, 899 appartements. Très bonne rentabilité. Occupation 100 % permanente. Cession pleine propriété Possibilité conserver préts mux intéressent. Vente par lots minimum 10.000.000 FF S'adresser SOCIETE FRANÇAISE GENERALE IMMOBILIERE 23, rue de l'Arcade, 75008 PARIS - Tel.: 265.4121

PROPRIETE BE CLASSE EXCEPTIONMELLE en bordure de Seine dans parc paysager (1 hat. appontement privé. à 30 de Paris par A 13. 350 m2 au sol i dépendances, garages et pavillon d'été. Nomb. pièces de réception Confort et équip. cacep : pischnes d'été et d'hiver, sainz, solarium, salle d'hydrothérapie, etc. Vendue directement par le propriétaire, meublée ou non, (meub. de style) prix justifié. Tel 327.92.48

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire. Prochaine parution le 2 novembre 1978. Renseignements MULTIMEDIA, 271-32-55.

2: - 4. e⁻ : La principale contrac

. 30-6 . 13.21 W

2:22: 244

... g:20 = 50 € f

del Germ 1.51 2. 240 103 MDN e z cuto _. gue. cies da

ala parti minitare consi plus dons s Chara- est libre de creer Les artistiff mant qu'un soul mo --- --- 51112 AF in gengamma dir un 40n peut sujourd'hui trovailler tra Ne plus :: -a: vriser pour inventer nages hereiques qui protigurent l'hom de socialism. On a le droit de me s politique. 2 :42 deja beaucaup, et peu d'ectivaire ahoz nous, evalent fore ils se sentent libres dons leu

Hillerius — a GEA F

:: 3:3::- 2:: 2

F 4, 5

in grover tourcur, tert. y great to be out our ing india temperatura par realist to a degree in the during of them. It's the water tais, or the fractions

dois les chatteux de foin. Depuis membre d: - association des acrivain et on ma sere ou lit; c'est merveille Mag te in marker at a little four a iberta til i mittes i iss manifulet ring ng: rg:er.Et. Ontoge - 1 12 fg 52% f 24 ಕೆ Int due to the second profession memor : 1 cause auro fait Autra () - L. Sofialoue, a mornio - cue conque pays

- 1. 112 et mana 221 241 le diete Giltine f ingese . er bergebbe bu r endande se د∸: 20 arra du ragima (ion exemple sile mique » Cure

Pod a later de . « nouveeu mėtai : + :a: sux asiendes we amont socialiste a dagmes et d'ab désegriture de déployée à laque

CLAU 15 bis overa Toujours bien . MARINAS

a Studio avec garage 900 o Villas a partir de 1.100.01 o Terrains à partir de 650. e villas avec amarre priver e Possibilite de crédit jus

Full Des renseignements ret FUNDAMENTA, Place San Pr Tei.: (19) 3172 / 25.68.54.

GUIDE 1979 DE L'II 204 pa 14 pages d'adres Specimen SCPELL 13, r Cene imbrique parait dans Le

L'habillement, l'équipement ménager coûtent également très cher : une robe d'été vaut de 400 à 1 200 forints, une veste en toile 400, un costume d'homme 2300-3500, des chaussures 400-700, un réfrigérateur 6020, une machine à laver 9 370. Même avec deux solaires, il n'est pas rare qu'un ménage s'endette : publicité aidant (elle est de plus en plus présente à la télévision et dans la presse), le crédit tend à se généraliser.

La principale contradiction

TES riches et des pauvres. Des individus que feur situation personnelle favorise. Que leurs relations privilégient. D'autres qui, au départ, sont démunis. Qui travaillent plus de douze heures par jour avec l'espoir de « réussir ». De s'élever dans l'échelle sociale. De n'être plus ouviller ni paysan, mais agent technique, ingénieur des eaux ou employé. Et tous ensemble, qui s'observent, se jougent, s'accusent d'être des privilégiés (les ouvriers reprochant aux paysons d'accumuler des fortunes, les uns et les autres enviant les « managers »); avec ses castes, ses closses --- on dit : ses « couches », --- ses directeurs qui roulent en Mercedes et ses grappes humaines qui prennent d'assaut de vieux tramways brinquebalants, son appétit inextinguible de consommation et son individualisme, la société hongroise ressemble à celles qu'en venant de

l'Ouest on a laissées derrière soi. A deux différences près. La première — qu'elle n'est encore qu'ou début d'un processus. D'où cet optimisme, cette admiration, implicite ou avouée, pour le « modèle occidental », la croyance aux vertus du progrès matériel, la confignce dons l'harmonie préétablie des Intérêts Individuels, la conviction qu'en s'enrichissant, le reste - l'épanouissement de la personne humaine, le bonheur, sans oublier le socialisme — sera donné par

Mais — et c'est la deuxième différence cet « humanisme » se manifeste à l'intérieur de structures qui ne se prêtent pas à toutes les formes de l'initiative individuelle : encouragée dans le domaine économique, elle reste exclue de l'ordre politique. Porti unique, syndicat unique, idéologie unique : le politique est le champ clas où s'exerce souverainement le pouvoir de l'Etat. Un Etat qui, sans participation queune des citoyens (sinon formelle, par le blais des « organisations de masses »), gêre seul les affaires de la cité, décide seul des grandes options, se porte seul garant de l'orthodoxie idéologique. If paraît difficile que cette contradiction n'angendre pas, à terme, de conflits; dans l'immédiat, les dirigeants de Budapest ont su très habilement désamoncer ceux qui, déjà, s'esquissolent.

le terrossier fera avand même un on et quatre mois de prison.

il arrive aussi qu'une condemnation soit majorée en appel. Des ouvriers se sont vu infliger un an de prison pour avoir badigeonné sur un mur des Inscriptions qui réclamaient l'abolition de toute différence sociale entre monuels et intellectuels. Pour justifer sa « clémence», le tribunal régional prétendait que c'était là l'un des objectifs de la politique officielle. Sons doute, rétorque la Cour suprême, mais il y a longtemps qu'il est atteint! Qui sinon de « mauvais esprits », parle d'inégalités? Coupables d' « incitation directe à la haine contre l'Etat », les ouvriers feront donc un an et six mois de prison.

Deux cents travailleurs condamnés chaque année : c'est moins le signe d'une opposition organisée que de l'autoritarisme du régime, des limites de sa « libéralité » (le nouveau code pénal, qui doit entrer en vigueur prochainement, conserve le délit d'a incitation à la haine contre l'Etat »), de l'omniprésence de sa police, qu'elle soit assurée par des fonctionnaires ou par des militants prêts à dénoncer les « blosohèmes » d'un ouvrier éméché.

Plus souple, plus habile que d'autres — dans la mesure où il confie aux intéressés eux-mêmes, notamment aux intellectuels, le soin de se contrôler, de s'adapter à ses exigences et à ses attentes, — le réglime se révèle contraignant dès lors que des individus s'écortent des normes. S'il s'accommode de consommateurs, il ne supporte pas de altoyens : « Consomme et tuis-toi. »

«Les étrangers ont tort de parler si vite de « socialisme à visage homain », dit Lazsla R..., sociologue et écrivain. Les libertés que nous avons — et qui ne sont aullement garazties ne doivent rien au système, elles n'en découlent pas, elles sont en quelque sorta circonstancielles et pragmatiques; et ce qui relève da « socialisme » qu'on hous a împosé en 1948 n'a rien de précisément humain. Peut-être parce que, par-delà toutes les contraintes qu'il nous inflige, c'est un socialisme sans espérance.

» La dernière décennie nous a fait réver, mais nous savons quiourd'hui que le système. à quelquas variantes près, ne peut pas se transformer profondément dans l'une de ses parties aussi longtemps que l'ensemble reste identique à luj-même. Regardez ce qui se passe en Union soviétique, en Tchécoslovaquie, en R.D.A., en Pologne : partout on réprime, condamne, emprisonne; nous, on nous « incite » à partir, ou l'on nous fait taire. Est-ce fondamentalement différent? Par quel miracle serions-nous libres, quand les autres restent assujettis? Comme eux, nous avons un marteau au-dessus de la tête et une faucille autour du cou. >

Evoquant les années qui viennent, notre Interlocuteur n'est pas plus optimiste. Précisément parce que les libertés actuelles peuvent être à tout moment suspendues : aucum droit ne les fonde, aucune institution ne les protège, elles dépendent du bon vouloir du prince, Mais si le prince, demain, est contraint de se retirer? Si les « durs » du porti reprennent les postes de commande, sí, à Moscou, la ligne change, ou si la population, que des conditions de vie plus difficiles attendent peut-être, s'agite et proteste; comme en Pologne, que se passera-t-il? « Notre sort n'est pas entre nos mains, pour-

suit Loszio R. C'est peut-être aussi pour cette raison que nous nous jetans si avidement sur les biens qu'on nous propose. Comme si nous voulions oublier notre angoisse. >

Peut-être est-ce la même angoisse qui pousse tant de Hongrois à se situer davantage par rapport qu passé qu'à l'avenir, à juger que « ce si « ce pourrait être mieux ». A vivre ou jour le jour, à la fois satisfaits et inquiets. Dans un présent qui a sans doute pour eux une saveur de liberté, même s'il garde, à l'arrière-plan, un goût amer de tragédie.

(Copyright Maurice T. Maschino et Fadéla M'Rabet, et le Monde diplomatique.) (Dessins de Plantu.)

(14) Cf. J. Kovaca, «le Compromis social hon-grois», Esprit, Paris, janvier 1977. (15) Son ouvrage a été publié aux Editions du Seuil, Paris, 1976. (16) Ibid., 1974. (17) «La Hongrie est-elle si dijiérents?», Esprit,

Studios 2 et 3 pièces

à la résidence

"LES BOSQUETS"

le premoteur sur place (quartier de

Residences Varoises.
Rue Magali Le Capet
85120 SAINTE-MAXIME
Tel.: (94) 96.15.87

Virgiles) et toutes agences

AUX BAUX DE PROVENCE

Realization ALPES PROVENCE

Paris, Juillet 1978.

Une vraie vie de château

Aux compromis

.qu'ils ont conclus ces demières onnées avec les paysons, les ouvriers, les classes moyennes (14) s'ajoute en effet celui que, jusqu'à présent, ils ont propose avec succès à l'intelligentsia.

On roppeke volantiers, par exemple, que l'activité artistique est devenue autonome :

«Le porti n'intervient plus dans ce domaine, dit M. Biro Zoltan, directeur au ministère de la culture. Chacun est libre de créer à se gaise. Les artistes n'out qu'un seul muître ; lour inspiration. > Le « réalisme socialiste » n'a plus guère de partisans et, comme dit un romancier : On peut aujourd'hni travailler tranquillement, Ne plus se martyriser pour inventer des personnages héroïques qui préfigurent l'homme nouveau de socialisme. On a le droit de ne plus faire de politique, c'est déju betrucoup, et comme très peu d'écrivains, chez nous, avaient envie d'en faire, ils se sentent libres dans leur activité.»

Libres — et heureux : à Scigliget, un petit village près du lac Bolaton, l'Etat a mis à leur disposition un ancien château. Entouré d'un grand parc aux arbres toujours verts. Alkotobaz (la < maison de création >) est ouverte à tous les intellectuels.

Chacun (artiste, journaliste, traducteur) peut venir s'y détendre huit semaines par an, au prix modique de 80 forints par jour; un autobus privé attend les arrivants à la gare et, l'été, conduit les pensionnaires à la plage, évidemment privée. Le petit déjeuner est servi dans les chambres : « Autrefols, dit une traductrice, je regardois les châteaux de Join. Depuis que je suis membra de l'Association des écrivains, j'y habite et on me sert ou lit; gest merveilleux.

Mois ces e merveilles ont leur envers entre liberté a ses limites : les hobitués du château sont tenus à certaines- réserves. S'ils veulent continuer de se faire servir ou lit ou jouer en paix aux dominos, ils est préférable qu'ils ne mettent pas en cause, d'une façon ou d'une autre (polémique, satirique, « inamicale »), l'allié soviétique ni un quelconque pays « frère » : attaqué grossièrement par la presse roumaine pour avoir défendu les revendications des Hongrois de Transylvanie, le poète G. Iliyès fut invité à « différer » sa réponse.

Il est également préférable qu'ils ne s'interrogent pas sur le bien-fondé de la politique, passée ou présente, du régime. Qu'ils ne se demandent pas, par exemple, s'il était juste de participer en 1968 à l'invasion de la Tchécoslovaquie, ni si le « nouveau mécanisme économique » ne renyole pas aux calendes la réalisation d'une société réeliement socioliste. Qu'ils ne discutent pas les dogmes et s'abstiennent de dépoussièrer une idéologie à laquelle, dans la

vie quotidienne, on ne se réfère protiquement jomais, mais qui n'en garde pos moins son caractère tobou. S'ils respectent ces clauses, Alketchez, son parc, ses plages, leur sont ouverts.

La plupart les respectent. Quelques-uns, par intérêt : « Pourquoi n'aurions-nous pas quelques faveurs, demande un poète, nous qui sommes la lumière de l'esprit? » D'autres, par « nécessité » : le gouvernement, estiment-ils, ne peut pas leur accorder davantage de liberté -- les Soviétiques ne le toléreraient pas. Les uns et les autres, enfin, par crainte d'éventueiles représailles:

Les Hongrois, dit un observateur, n'ent pas oublié l'époque de Rakosi. Ni la répression d'après 56. Ni le durcissement des années 73-74 (dont fut victime, autre autres, l'école sociologique d'Andres Hegedus). Aujourd'hui, ils me risquent pas de graves ennuis. Mais demain? Mais dans cinq ans? Ils n'ont aucune essurance qu'on no leur reprochera pas un jour un écrit un peu plus audacieux, des propos un peu moins conformistes. >

Interrogé sur le verdict du procès Chicharonsky, Mgr Imre Vorkonyi lève onctueusement ies bras au ciel et répond : « Voyez-vous, ce qui m'intrique, c'est bequeoup plus le comportement de Mme Chtchrassky. Quels soutiens lui ant permis de rencontrar la vice-président américain? De quels moyens dispose-t-elle pour voyager d'un continent à l'autre? Vous êtes-vous demandé d'où vient l'argent? » Mais le verdict... « Comment voulez-vous que je me prononce? . répond l'évêque. Je n'ai pas lu le dossier. Je lis la Prayda, je lis le Monde, je constate qu'ils se contreditent - et je m'ebstiens de conclure. »

Chef du département à l'Institut des affaires étrangères, M. Jozsef Bolozs « s'abstient ». lui quest : « On ne peut juger ni de Paris ni de Budapest la raison et les fonctions de ces procès, dit-il. Si les Soviétiques ne veulent pas être tolérants, c'est leur affaire. >

Si un intellectuel que le pouvoir estime contestataire ne risque plus la prison lauteur d'un ouvrage date la dernier ecrivaire qu'on alt poucsubyi en justice, it y a quatre ans) \$15), it sat pour le moins condamné au silence provisoire ou définitif: le romancier György Konrad attendit quotre ans la publication du Visiteur (16) (1975). et les enquêtes du sociologue Istvan Kemeny sur la pouvreté furent systématiquement refusées.

Celui qui déplait peut aussi perdre son emploi. Il y a trois ans, une enseignante, Maria S..., fut mise à la retraite anticipée pour avoir recueilli des interviews ouprès d'intellectuels hongrois en exil; une autre, Zsuzsa Köröli, fut renvoyée de l'Université pour avoir fait circuler une motion qui critiquait les nouvelles restrictions apportées en matière d'avortement.

Au printemps de cette année, deux philosophes, Michel Hamburger et Andros Kovacs, un dramaturge, François Daniel, et un écrivoin, Michel Kertezs, furent licenciés (les uns travaillaient à la radio, les autres aux éditions du parti et dans un institut péré par les syndicats) : on les

soupconnaît d'être les principaux animateurs du samizat hongrois — qui a publié des études sur la jeunesse et le marxisme, le morxisme dans les pays de l'Est, les Honarois de Transyl-

. Autre sanction possible : le retrait du passeport. Ou son refus. Il y a quelques mois, un jeune économiste qui revenait de France fut surpris avec deux ou trois livres « subversifs » dans sa voiture; les œuvres incriminées furent saisies, et le « coupable », rétrogradé, reçut un avertissement du ministère de l'intérieur :

« Les gutorités dougnières ont confisqué plusieurs livres de Soljenitsyne et d'autres auteurs. Ces livres ont été introduits en Hongrie par M., à l'occasion de son voyage en France. Le contenu de ces livres est susceptible de susciter la haine contre les pays socialistes et de porter atteinte à leur ségniffé. C'est pourquoi nous adressons à l'intéressé un avertissement. »

En bos de page, un post-scriptum, en rouge: « Votre passeport vous est retiré jusqu'en 1982. » Le passeport peut également être retire ou refusé à la famille du « rebelle » : si un Hongrois émigre clandestinement ou prolonge Illégalement son séjour à l'étranger, ses proches ne peuvent plus sorth du pays.

Ces mesures ne frappent, il est vrai, qu'un petit nombre d'intellectuels, mais les intellectuels qui s'y exposent ne sont aussi qu'un petit nombre. Il est vroi, égolement, que les dirigeants de Budapest ne recherchent pas le scondole, qu'ils ne veulent pas de « martyrs », qu'ils tiennent à l'image de marque d'une Hongrie libérale, qu'ils préfèrent l'exil « volontaire » à l'emprisonnement : de nombreux sociologues, tels Ivan Szelenyi et György Por, des philosophes, brillants disciples de G. Lukacs, tels Agnès Heller et Ferenc Feher, furent quasiment contraints de partir.

Prison pour deux cents ouvriers

Propyrir ne se pare d'une certaine libéralité qu'à l'égard des intellectuels : les ouvriers « résognitronts », relèvent, eux, d'une: autre thérapeutique. Sans équivoque. Chaque année, comme l'Indique l'Annuaire des statistiques, près de deux cents travailleurs sont condamnés à des peines de un à cinq ans de prison ferme pour a agitation contre l'Etat ». l'ius concrétement: pour avoir, dans un moment d'ivresse ou de colère, înjurié le parti, médit du socialisme ou moudit le gouvernement (17).

Il y a huit mois, par exemple, un terrassier a été condamné à trois ans et six mois de prison pour invectives contre le parti. Il a fait appel. Dans ses attendus, que publie la revue juridique Birosogi Hatarozatok (25-1977), ka Cour suprême revient, en partie, sur la décision du tribunal régional : « Etant donné que cet acte de subversion, commis par un alcoolique, n'est pas particulièrement dangereux, que l'inculpé est atteint d'un ukère, que sur son lieu de travail il ne s'est jamais comporté en ennemi de l'Etat », la Cour consent à une réduction de peine. Mais

BILLER PROVINCE - ETRANGER CARNAC PLAGE LES MAISONS Apple du studio au 4 pièces (duplex) dans e Manoir XVº sur 53 ha (Creuse) DOMADLES DE PORT-EN-DRO Château sur 7 ha tout confort (Auda) FERMES : 125 et 250 ha céréaders (Char)
400 ha (Calvados) - 350 ha (Landes)
50RETS : 220 ha réalneux, fauilles (Côte d'Or) - 135 ha (Essentra)
PLACEMENTS : Tarres agricules occupées 15 à 120 ha (14-27-37-89...)
AGRI FRANCE - 9, rue de Viesse, 75008 PARIS - 522,17,59 Avenue de l'Atlantique 56340 CARNAC Tél. à Paris: (1) 589.77.77 LIVRAISON JUIN 1979 LOIRET 30 kms MONTARGIS SAINTE-MAXIME (Golfe de Saint-Tropez)

Vivez sur une ile, en méditerranée... ● Villas avec amarre privée sur les canaux.F3-3:500.000 Ptas /. PORT FRIOUL

A quelques minutes de Marseille. Studio climaticé 4 personnes à partir de 113.000 F

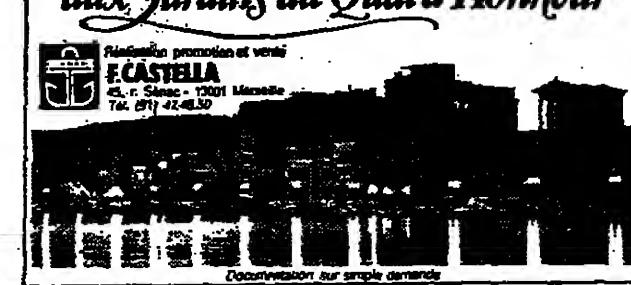
n 7. La bussiere "Village des Pecheurs"

terrains à bâtir boisés entièrement viabilisés

Au bord de 2 beaux étangs. Pêche et voile Renseignements TED - 52, Quai Lenoir à GIEN

Tél.: (38) 67.16.63 - 31.80.95

aux Jardins du Quai d'Honneur



Une affaire unique dans un site d'exception Villas de 4 à 6 pièces. Piscine, Tennis Rens. et doc. : LA MAISON DU G. SCIC Parc du Roy d'Espagne Marseille (9e) - Tél. (91) 73.90.00 15, Bd de Vaugirard Paris (15e) - Tél. 567.55.66

Le soécialiste de la belle villa - Côte d'Azur grand luxe, poutres, cheminée, 330 m² habitables, dépendances

vous propose à SAINT-PAUL-DE-VENCE superbe mas provençal récent, traité ancien Parc 2.600 m², piecine, caime, vue - Prix 2.300.000 francs

nternational Sapec - 13, bendevard Kennedy, 06800 Capper-sur-Mer - T&L (93) 20.30.01

Cette rubrique paraît dans Le Monde, Le Monde Diplomatique, la Sélection Hebdomadaire, le Monde de l'Education. Prochaine parution le 3 novembre 1978. Renseignements MULTIMEDIA. 271-32-55.

845-76-12 idence all calme r de Bonnagne \$4*4 · Y' . *

)E-FRANCI

SOPEM, 13, rue des Minimes, 75003 PARIS

GUIDE 1979 DE L'IMMOBILIER MER MONTAGNE

204 pages - 800 constructions

14 pages d'adresses utiles - 66 pages de conseils

Spécimen GRATUIT sur demande à

investir en Auvergne

RION CLERMONT-FD

Tonjours bien cobçu, tonjours bien situé

MARINAS BAHIA DE ROSAS

AMPURIABRAVA

Studio avec garage 900.000 Ptas / 55.000 FF

Villas à partir de 1.100.000 Ptas / 68.000 FF

• Terrains à partir de 650.000 Ptas / 40.000 FF

e Possibilité de crédit jusqu'à 80 %.

Pour tous renseignements retourner ce bon à :

Tél.: (19) 34.72 / 25.68.54.

CLAUDE FOURNOL Construction

5 bis avenue Pasteur 63400 Chamatières tél:(73):3706.06

à CHAMALIERES ROYAT

monnaie d'échange

A création d'un axe Le Caire-Jérusalem au Proche-Orient à la suite des accords de Camp David bouleverse l'échiquier politique de la région, où l'équilibre des forces se trouve soudain profondément modifié. C'est une victoire éclatante pour la diplomatie israélienne, l'Etat hébreu gagnant la paix sur le front sud sans rien céder à l'ouest et au pour la de set mains territorieur. nord, ni de ses gains territoriaux ni de son refus de toute forme d'indépendance palestinienne. Mais accords consacrent aussi la suprematie des Etats-Unis dans la région, les Américains ayant abandonné la politique de collaboration avec l'U.R.S.S. au sein de la conférence de Genève. Une autre constatation s'impose, confirmant ce que certains soutenaient depuis longtemps quant aux conditions pour parvenir à la paix : des ou Israel accepte le principe de la restitution des territoires occupés depuis la guerre de 1967, une paix devient possible avec le pays arabe concerné. Ce qui est advenu avec l'Egypte ne devrait donc pas rester un phénomène exceptionnel. Ce pays n'est pas le seul à s'être déclaré prêt à conclure la paix moyennant la restitution des territoires. Le roi Hussein de Jordanie et le président Assad de Syrie en ont fait de même à plusieurs reprises, et même le courant modéré au sein de l'Organisation de libération de la Palestine aurait été prêt, seion des représentants qualifiés de l'O.L.P. qui l'ont euxmêmes affirmé, à engager des pourparlers avec le gouvernement israélien en vue d'un règlement prévoyant la création d'un Etat palestinien à côté d Israël.

serait en quelque corte le choix offert à Israël. Or le premier ministre Israélien, M. Menahem Begin, a fait, de toute évidence, un autre calcul. Il conclut la paix au sud pour conserver les territoires au nord et à l'est. Il rend le Sinal à l'Egypte pour avoir les mains libres sur les autres fronts. Car le chef de la droite nationaliste israélienne a pour principe sacro-saint de ne jamais accepter un a nouveau partage d'Eretz-Israel nomie administrative et culturelle représente le maximum de concessions auxquelles il est pret. La restitution du Sinal à l'Egypte sert donc de monnaie d'échange pour conserver l'essentiel : la Cisjordanie et la bande de Gaza

Dès la première rencontre entre responsables israéliens et égyptiens - en l'occurrence le général Dayan, ministre des affaires étrangères, et M. Hassan Et-Tohami, vice-premier ministre égyptien — qui a eu lieu secrètement au Maroc le 17 septembre 1977 (deux mois avant la visite du président Sadade à Jérusalem), le général Dayan avait fait savoir à son interlocuteur que son gouvernement était pret à rendre le Sinal à l'Egypte en échange d'un accord de paix. Depuis lors, à la sulte de tractations diverses, M. Begin n'a fait qu'assouplir cette position en se déclarant prét à démanteler, dans le cadre d'une paix définitive avec Le Caire, les quinze implantations créées dans le Sinai depuis la guerre de six

La fin du mythe de la sécurité ?

T E vote du Parlement israélien La autorisant le démantelement des villages israéliens dans le Sinai a une grande importance car il peut servir de précédent pour des accords ultérieurs avec les autres pays voisins. Soudain, M. Begin oublie sa promesse faite au lendemain de la première rencontre avec le président Sadate et selon laquelle il démissionnerzit plutôt que d'ordonner le démantèlement de « nos agglomerations ». Il oublie ce geste symbolique par lequel il était ensuite devenu membre du village Neot-Sinai, à quelques kilomètres d'El-Arich, capitale du Sinai, pour marquer son attachement aux falts accomplis. Le général Dayan, lui aussi, a oublié sa devise pourtant rabachée pendant des années : « Plutôt Charm-El-Cheikh sans la paix que la paix sans Charm-El-Cheikh. v Mème un parti modéré comme le Mapam avait prévu l'annexion du nord-est du Sinal dans son programme de paix. Aujourd'hui, finis les discours stratégique que représente le Sinai », ou sur « l'importance suprême des agglomérations israéliennes du nordest du Sinai pour la sécurité d'Istaël ». Les moyens d'information officiels mettent désormais l'accent sur les mesures de démilitarisation, la réduction des effectifs militaires, le stationnement des «casques bleus », etc. La renonciation aux aéroports israéliens dans le Sinai ne paraît plus de nature à mettre en danger la sécurité d'Israël Ce qui autorise Mme Hanna Zemer, directrice du quotidien travailliste Davar, à tirer cette conclusion : « Ce qui était considéré comme indispensable à la sécurité ne l'est plus. Une conclusion logique s'impose clairement : la crédibilité de cet argument (de la sécurité) s'est effondrée pour ce qui concerne les autres fronts. Ceux qui se sont trompés à propos de la trouée de Rajah (le nord-est du Sinai) peuvent aussi se tromper à propos du plateau du Golan ou des collines de Cisjordanie. » (1).

Pour le jeune député travailliste Yossi Sarid, membre de la commission des affaires étrangères et de la sécurité, un retour aux frontières d'avant la guerre de six jours ne mettrait pas en danger la sécurité du pays : « Ceux qui votent pour les accords de Camp David impliquent que, tôt ou tard, Israel se

repliera sur les frontières de 1967. C'est une éventualité acceptable car notre armée est en mesure d'assurer la sécurité du pays dans ces frontières » (2). S'exprimant devant le comité central du Mapam, l'un de ses membres, M. Latif Dori, a même déclaré qu' « on aurait pu en effet arriver à un tel accord avec l'Egypte par le truchement de la médiation de l'envoyé spécial de l'ONU, M. Gunnar Jarring, en 1971 et éviter ainsi la querre de Kippour » (3).

L'extrême droite israélienne, quant à elle, y compris le mouvement fanatique religieux du Bloc de la foi a vivement réagi à la a trahison p de M. Begin. Ce qui n'était pas pour déplaire à ce dernier, leurs manifestations prouvant qu'il se heurte à une vive opposition à l'intérieur du pays et qu'il a fait le « maximum de concessions ». Cependant la grande majorité de l'opinion publique a accueilli avec joie l'annonce des résultats de la conférence de Camp David. « C'est le jour de la victoire du sionisme » a déclaré k président de l'Etat, M. Itzhak Navon. De fait, les Israéliens ne se sont pas trompés : le grand vainqueur de Camp David est bien leur Etat. Le plus grand pays arabe accepte finalement Israël comme un fait légitime et s'apprête à nouer avec lui des relations diplomatiques, économiques (en mettant fin au boycottage) et culturelles. Les pays africains pro-occidentaux rétabliront leurs relations diplomatiques avec Israël. Le principe de la conférence de Genève, très mai accueilli en Israëi, est abandonné. Dans les milieux économiques, on a même calculé que des la première année des relations avec l'Egypte Israël y exporterait des marchandises pour une valeur de cent millions de dollars Pour ce qui est des préoccupations militaires, le général Dayan a révélé

que l'Egypte doit s'engager, dans l'accord de paix, à ne pas se joindre à un autre pays arabe qui serait en guerre avec Israël (4). Les commentateurs militaires en ont aussitôt conclu que, en cas de guerre sur les seuls fronts occidental et septentrional, l'armée de l'air israélienne pourrait y engager la totalité de ses forces dès le début des opérations, ce qui lui permettrait de vaincre toutes les armées adverses, étant donné le rapport des forces. Constatant que les pays arabes n'avaient

Par AMNON KAPELIOUK

pas la possibilité de mêner une guerre contre Israëi sans la participation de l'Egypte, M. Begin a d'ailleurs résume la situation en déclarant tout net qu'« une paix entre Israël et l'Egypte signifie la paix de facto au Proche-Orient » (5). Bref, le soulagement a été général et al manifeste que les Américains ont du demander ne pas causer d'embarras au président Sadate, qui s'était engagé dans une voie difficile et dangereuse.

La question palestinienne

C ANS doute le président égyptien a-t-il essave d'arracher le maximum de concessions à ses interiocuteurs israéliens en ce qui concerne la question palestinienne. Le résultat est maigre, même si l'on s'en tient aux seules exigences formulées par lui-même à la tribune du Parlement israélien en novembre 1977. Nulle trace dans le texte signé à Camp David du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, à l'indépendance et à un Etat souverain en Cisjordanie et à Gaza : aucune référence à une quelconque souveraineté

Certes, le cher d'Etat égytien rècu-père le Sinai avec promesse solennelle de démantèlement, à la dernière étape, des agglomérations israéliennes qui s'y trouvent (6). Mais pour cela il a dû, à l'encontre de toutes ses déclarations précédentes, accepter de signer une paix séparée avec Israël Tout récemment encore, le président Sadate précisait que les relations diplomatiques avec Israël ne seraient nouées que cinq ans après l'établis-sement de la paix. Il vient d'accepter l'évacuation totale du Sinal, comme le veut le texte de l'accord signé à Camp David.

gorie, et reste toujours la possibilité d'agrandir les agglomérations existantes. Israël a accepté d'associer la Jordanie à l'administration autonome qui va se mettre en place en Cisjordanie et à Gaza. En outre, et contrairement à son projet initial, il consent à ce que les pourparlers sur l'avenir des territoires occupés se tiennent durant la période de transition et non plus au terme de cinq ans. Pour la première fois, le gouvernement de M. Begin reconnaît qu'il existe « des droits légitimes du peuple palestinien ». Concession mardu Proche-Orient. Un règlement qui laisse ce problème sans solution juste et durable ne risque-t-il pas de perpétuer les facteurs de tension

rendu à Camp David avec le soutien de son armée, seule force capable de le renverser. A vrai dire, cette armée n'a guère d'autre choix que de suivre le chef de l'Etat depuis que la rupture avec l'Union soviétique l'a coupée de ses sources d'armements En revanche, un certain embarras et un certain désarroi règnent dans les milieux politiques, qui, jusqu'à ces dernières semaines, considéraient la conclusion d'une paix séparée comme un sacrilège. Le président Sadate compte beaucoup sur le soutien des masses populaires, à qui l'on a promis que la paix résoudrait leurs problèmes économiques et sociaux.

Sur la scène arabe, deux pays dits modérés auront un rôle décisif : l'Arabie Saoudite et la Jordanie En se fondant probablement sur des informations de source sûre, la presse israélienne a déjà conclu qu'une démarche américaine nette et décisive devrait être faite pour les convaincre d'emprunter « la bonne voie ». Pour le moment, la Jordanie n'a pas grand intérêt à participer à l'administration de la Cisjordanie sous occupation militaire israélienne.



Photo William Karel - Sygma) LE MECONTENTEMENT DES COLONS ISRAELIENS DANS LE SINAL La paix au sud, pour conserver les territoires au nord et à l'est.

arabe autre que palestinienne dans les territoires occupés depuis 1967. Et pour qu'il n'y ait pas d'équivoque. M. Begin et le général Dayan ont fait savoir, aussitôt après la signature des accords, que jamais un Etat palestinien ne verrait le jour sur le soi palestinien et que l'armée israélienne, et elle seule, resterait en « Judée et Samarie » au-delà de la période transitoire de cinq ans. Selon des sources bien informées (7), les Américains auraient donné leur accord pour que des forces israéliennes demeurent en Cisjordanie et dans la bande de Gaza sans limitation de temps, indépendamment de la solution finale retenue pour ces deux régions.

Finalement, les concessions israéliennes sont minimes. L'installation de nouvelles implantations civiles est suspendue pendant les trois mois que dureront les négociations précédant la signature du traité de paix, mais à en croire M. Begin le gel de ces activités « n'est pas total » (8) (allusion aux colonies dans le Golan ?). les établissements agro-militaires du Nahal n'entrent pas dans cette caté-

quante, de la part du chef de la droite nationaliste israélienne qui n'a d'ailleurs pas attendu pour faire une mise au point précisant que les a Arabes palestiniens » sont les « Arabes d'Eretz-Israel ».

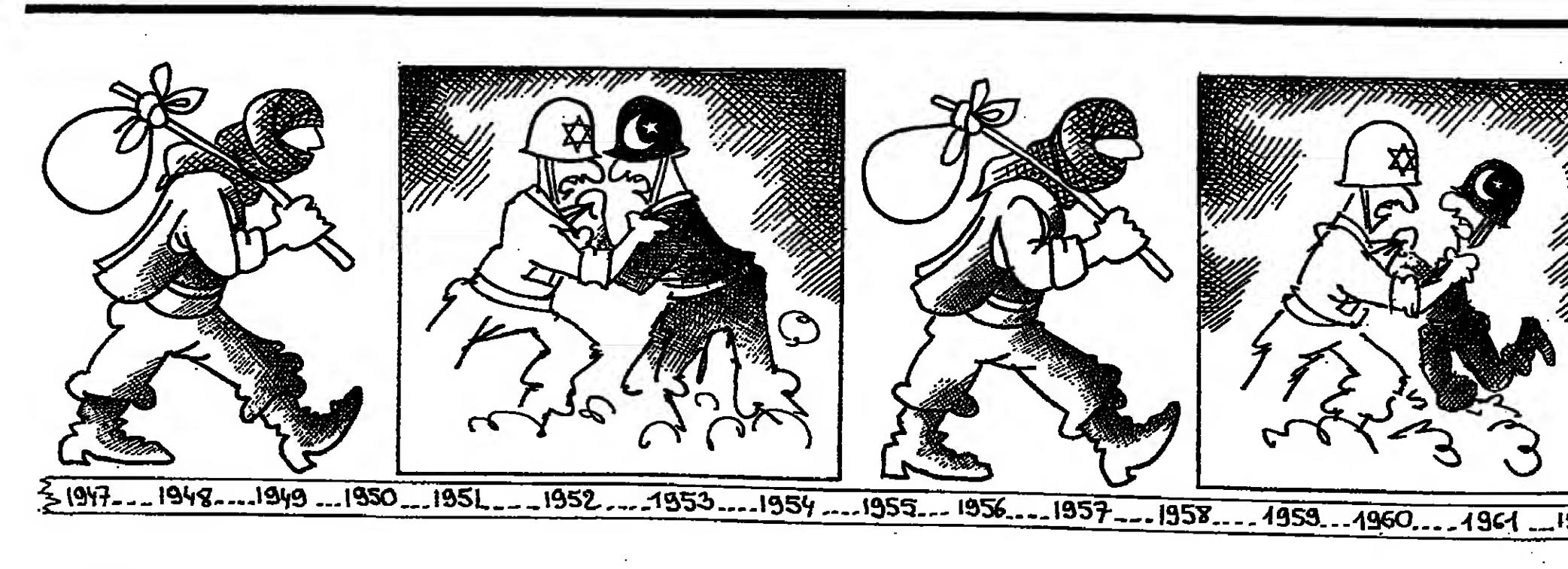
Tandis que l'accord egypto-israélien est clair et précis, le projet d'autonomie des territoires occupés est un cadre vague dont le contenu reste à définir. Selon ce projet, Israël (ainsi que les autres parties) dispose d'un droit de veto sur toute proposition qui lui déplairait, comme par exemple l'association aux pourparlers de Palestiniens ne résidant pas en territoire occupé (allusion aux repré-sentants de l'O.L.P.) ou le retour des réfugiés palestiniens dans la zone autonome. En outre, il va de soi que les interlocuteurs arabes ne pourront pas s'opposer aux mouvements de l'armée israélienne ou à la création de nouveaux faits accomplis en Cisjordanie et dans la bande de

S'ils résolvent le conflit entre l'Egypte et Israël, les accords de Camp David ne règlent en rien la question palestinienne au cœur du problème

d'autant que la moitié de la popuiation jordanienne est composée de Palestiniens hostiles à cette éventualité. Le roi Hussein cherche pourtant à obtenir ce qui paraît impossible : des changements de fond dans les dispositions de l'accord de Camp David sur la Cisjordanie et Gaza qui lui permettraient de s'asseoir à la table des négociations. Nul doute que les Américains s'emploieront à le « convaincre », lui aussi, de se rallier aux nouvelles règles du jeu au Proche-Orient.

(1) Davar, 22 septembre 1978. (2) Maariv, 19 septembre 1978. (3) Haaretz, 21 septembre 1978. (4) Al Hamishmar, 20 septembre 1978. (5) Cf. Time, 2 octobre 1978. (6) Certaines personnalités, comme le général Melr Amit, ancien ministre, croient au maintien de ces points de peuplement al un climat positif règne dans les relations entre les deux pays : 4 On pourra trouver un modus vivendi même dans ce litige 2, a-t-il déclaré après la signature des accords.

(7) Davar, 20 septembre 1978. (8) Déclaration à la télévision laraélienne le 18 septembre 1978.



UNE PAIX

Compani, le regime ne que de la coulair dis a des hore laures de risqu

garage seed the term

ili, a gui e duerra C

ca - .

<u>.</u>

:35° 6 ·

Car es ···

1 12 THE

4; 6

- - - -

arauty .

nct a.

Er=--

`Am_{4*2 4}.

Length entitled

1. 01 2.5 2 271

on material strain

with the property 1 5 717 1. 767 977 La deva

-- .: 151 75 Ev. 3 -1 - 2 - 3 - 3 - 3 - 3 in in the liter prom tere regression son in the second of the second The second second literary lates the in the ter material aut meme dan digasananisi Nes distribution of temps of que du produit des revaluarion de la livin e gen cardalera distri (1) Fig. 749 FT2 70 in to ere is then offer a reported to buy a refige

ng an traini

31167 2000 3867 C

da mavai du . En fa len de la passourconto THE CONTROL OF TAINING egipiente in licesse de signanture Leistro service à la gette maustre Manaitte in textile amelber chaussure - : come ne traditiona लक्ष्य (१९६५) र ५ ५ ५ छ छ्यान्युक्त शक् लक्ष वर्ग ine stimile quete les nivesticsem-Generality and devicate as une made

Menaces st

Desertion to distance pronon ite respirate Alosi Panie 1-. -1 de la société dolléra liga i tula en mas commue ses sur - 19 : exportation de ma : -quipements menage em talible of the unincende, comme ermepirs ou mag: appanter danger danger. Querage, in the lates, est passe & sous the module society française halps while de dandals mais taning a . in a côte du scandai narm d'aurres, domin feline i i se Egypte malgre l' leren:- 3 Dresse. Celle nou

adaire (e. 16 (lations bien plus c desatives - . et les concernant le pl. des programmes de l'infras ure co--- : praphicue egyptienne Stylera 3-1 der errêtes en mai der favela (a missance du capital natio " est es anci: question de bâtir a " legan ... : a Alexandrie, un imm

6

Quelle Egypte pour quel règlement?

A Camp David, le président Sadate est allé jusqu'au bout de sa logique : il s'est engagé à signer une paix séparée, agrémentée d'une vague formulation sur l'avenir des territoires occupés. Toutes choses que ses propres collaborateurs, diplomates comme militaires, s'étaient refusés à admettre lors des négociations de Jérusalem et du Caire en janvier 1978, puis à Leeds en juillet. Evolution pourtant prévisible depuis le voyage à Jérusalem à l'issue duquel l'Egypte, ayant perdu de son crédit dans le tiers-monde, se retrouvait encore plus isolèe dans le monde arabe. Dans un sens, le président Sadate, à Camp David, n'a fait qu'entériner une situation de fait.

Cependant, le régime ne peut plus maintenir le voile sur des réalités que jusque-là il voulait dissimuler : ces mêmes réalités qui l'ont acculé à des choix lourds de risques.

T 701LA un certain temps délà que les autorités et la presse observent un silence prudent sur l' « infitah ». la politique d'ouverture annoncée officiellement au l'endemain de la guerre d'oclobre et censée résoudre les difficultés économiques du pays. Malgré l'échec de cette politique et la gravité des émeutes

populaires qu'elle a engendrées en ianvier 1977, rien n'est tenté pour la corriger. L'argument officiel consiste à dire que la solution des difficultés économiques est iributaire du réglement politique de la - question nationale - : récupération des territoires accupés, solution du conflit

La dévaluation de la livre

T NTRE-TEMPS, l'économie égyptienne se désintègre au point de mettre en péril les fondements mêmes de l'Infrastructure dont elle s'était dotée jusque-là.

Les risques qu'impliquait la politique

d'ouverture pour une économie vulnérable comme celle de l'Egypte (1) se sont accrus à la suite des mesures imposées par le Fonds monétaire international en janvier 1977 : la dévaluation de la livre égyptienne de 60 % (2) et l'arrêt des subventions aux produits de première nécessité qui, en 1976, représentalent 10 % du produit national brut (3). L'ensemble de la population a aussitôt réagi à cette dernière décision, contraignant le gouvernement à le suspendre sur le moment. Depuis, on s'est employé à l'appliquer progressivement par des moyens détournés : diminution de la quantité de produit vendu pour le même prix, augmentations de prix espacées dans le temps, changement de marque du produit, etc. En revanche, la dévaluation de la livre égyptienne qui, par son caractère abstrait et ses effets différés, n'a pas été perçue par les toules en colère, a bien été appliquée dès cette époque, ce qui a engendré des répercussions en chaîne.

Avec la dévaluation, l'accroissement du cout des biens d'importation s'est ajouté à celui du coût du travail qui, en raison de l'inflation et de la concurrence du marché arabe ouvert à la main-d'œuvre égyptienne, n'a cessé de s'accentuer.

Le sort réservé à la petite industrie de transformation (textile, amoublement chaussure, etc.), domaine traditionnellement réservé à la bourgeoisle nationale. ne stimule quère les investissements. Cette industrie périclite à une cadence

accélérée. Nombre de petites entreprises dolvent fermer leurs portes, contraignant les ouvriers qualifiés au chômage et. très rapidement, à l'émigration. Quand ils ne choisissent pas eux-mêmes cette dernière solution, les petits capitalistes se reconvertissent dans le secteur tertiaire (tourisme ou activités d'Import-export) qui, au cours de ces dernières années, est devenu florissant

A défaut de concurrence de la part des capitaux privés, tant locaux qu'étrangers. le secteur public reste dominant dans la production industrielle. Mais sa situation devient de plus en plus précaire. Bien qu'il ait le monopole de la grosse industrie (sidérurgle à Hélouan, engrais chimiques à Assouan, complexe textile à Mehalla-El-Kobra, entre autres), il est prive de coordination centrale et reste toujours soumis aux anciens règlements et lois qui ne sont pas applicables aux capitaux etrangers (4). Par ailleurs, faute d'investissement suffisant, les machines anciennes ou défectueuses ne peuvent être remplacées, ce qui entraîne une baisse qualitative et quantitative de la production. Le cas de l'importante usine d'engrals KIMA, à Assouan, qui tourne à 25 % saulement de sa capacité, est loin d'être une exception. Le barrage d'Assouan, par exemple, n'a que trois turbines en fonctionnement sur douze. Dequis la mise en viqueur de la politique d'ouverture, li a été question à plusieurs reprises de vendre sous forme d'actions certaines entreprises du secteur public. Si ces projets sont restés sans sulte. qu'aucun capitaliste ne souhalte investir dans un secteur en déficit auquel l'Etat n'accorde pas les moyens nécessaires.

Menaces sur la culture du coton

DOURTANT, de curieux phénomenes L tendent à se répandre... Ainst une partie des usines de la société nationalisée ideal, prospère et très connue pour ses succès dans l'exportation de matériel de bureau et d'équipements ménagers, a été ravagée par un incendie, comme plusieurs autres entrepôts ou magasins appartenant au capital national. Voilà quelques semaines, ideal est passé à 51 % sous contrôle d'une société française qui n'a pas apporté de capitaux mais son nom et sa technologie...

Example anodin à côté du scandale de 'Amereyah qui, parmi d'autres, domine la vie intérieure de l'Egypte malaré l'indifférence de la presse. Cette nouvelle affaire, aux implications bien plus constdérables que celles concernant le plateau des Pyramides ou la vente de l'infrastructure cinématographique égyptienne (ces projets ont dû être arrêtés en mai demier). révèle la résistance du capital national : il est en effet question de bâtir à 'Amerevah, non loin d'Alexandrie, un immense

complexe industriel de libres synthétiques, filés et tissus. Le projet comportant des investissements de l'ordre de 1 milliard et demi de dollars, est le fruit d'une « jointventure - entre l'Etat égyptien et des société multinationales avec apport de capitaux arabes. Alors que le projet était entré dans sa phase de réalisation et que la banque MISR (5) avait déjà investi l'équivalent de 167 millions de livres égyptiennes en devises (6), le conseil supérieur de l'investissement, présidé par le premier ministre. M. Mamdouh Salem. a décidé au mois de juin de bloquer sa mise à exécution, estimant qu'il ne répondalt pas à une nécessité économique et qu'i) y avalt eu en haut lieu des infractions graves dens l'acte constitutif et les procédures d'application. En fait, l'Inquiétude des tenants du capital national (secteur public) devant une réalisation qui porte atteinte à l'industrie dominante du pays, le coton, paraît être à l'origine de cette décision. Celle-ci n'est peut-être pas sans appel pulsque, à la fin d'août, le

Par MARIE-CHRISTINE AULAS

chef de l'Etat a demandé qu'une enquête partementaire fasse la lumlère sur les irrégularités constatées.

·A la même époque, le ministre de la planification, M. Abdel Razek Abdel Meguib, a cru pouvoir déclarer que la culture du coton n'était pas essentielle pour l'avenir de l'agriculture égyptienne (7). La production de coton ne cesse de diminuer du fait de la baisse de randement des récoltes et de la limitation des superficies plantées. Cela est la conséquence de la dévaluation de la livre égyptienne, qui a accru le coût des engrais et des pasticides désormais vendus sur le marché libre. Le coton étant toulours vendu à prix fixe au gouvernement, les fellahs préfèrent, quand ils le peuvent, s'orienter vers des cultures plus rentables (comme les agrumes) afin de payer le loyer de la terre qui a doublé cette année. Les propriétaires, quant à eux, sont de plus en plus protégés : aux amendements à la loi de le réforme agraire votée le 23 juin 1975 est venue s'ajouter la possiblité d'accroître les superficies jusqu'à 200 feddans (8).

Au moment où le président Sadate lance une campagne en faveur de la bonification des terres (9), on remarque que les curtaces cultivables tendent à diminuer, et pas seulement en raison de l'avancée du désert. Les terres bonifiées ont été ces derniers mois vendues aux enchères. A partir d'une mise à prix de 500 à 800 livres égyptiennes (LE.) le feddan, elles ont atteint 7 000 L.E., ce qui ne permet pas aux petits fellahs d'accéder à la propriété. Autrefois, la vente eux enchères de terres bonifiées n'existelt pas, les paysans étaient prioritaires et bénéficialent de facilités de paiement sur trente ans. Aujourd'hui, ces terres sont acquises à des prix fabuleux non par des ruraux mais par des citadins qui spéculent sur des terrains destinés à la culture pour y réaliser des projets touristiques ou des ensembles immobiliers et indus-

D'un autre côté, les exportations ne convrent plus que 35 % des importations et le déficit commercial s'est élevé en 1977 à 1 215 millions de LE.

On comprend pourquol les capitalistes tant égyptiens qu'arabes préfèrent investir dans des secteurs non productifs mais à rentabilité éfevée bien qu'éphémère, puis placer jeurs bénéfices à l'étranger.

Les sociétés multinationales n'ont pas davantage répondu à l'invitation qui leur avait été faite. Pourtant, la loi eur les investissements étrangers votés en juin 1975 est une des plus libérales du monde. Elle fait bénéficier les investissements étrangers d'un régime spécial qui les dispense de respecter les lois sur le travall applicables aux industries égyptiennes et leur accorde des exemptions fiscales fort avantageuses. Dans les zones franches, cette exemption est totale, sans limite dans le temps. Néanmoins, aucun investissement sérieux de capital étranger n'est intervenu dans le secteur productif. même dans les zones franches. Aucun des projets annoncés n'est entre dans sa phase de réalisation, même ceux d'une firme comme Coca-Cola qui trouvait en Egypte l'occasion de briser le mur du boycottage imposé par la Ligue arabe.

Par contre, les sociétés multinationales ont pénétré en force dans le secteur tertiaire, bancaire en particulier, au point que le gouvernement a décidé au mois d'août de ne plus autoriser l'installation de nouvelles banques. Grace à la législation particulière dont elles bénéficient et aux salaires qu'elles distribuent, les banques étrangères ont pu attirer les meilleurs cadres des banques égyptiennes. plaçant ces demiéres dans une situation d'infériorité. D'autre part, les antennes égyptiennes des grandes banques multinationales, loin d'apporter du capital drainent l'épargne des Egyptiens travail-

lant à l'étranger, dont 80 % sont transférés aux maisons mères européennes ou américaines. C'est pourquoi l'épargne nationale e fortement diminué entre 1975 et 1977. Quant au reste de l'épargne, il sert essentiellement à financer le commerce extérieur de luxe et quelques projets telles les chaînes de Wimpy et de

Kentucky Fried Chickens.

et des poulets congelés importés. Cependant, les zones franches débordent de produits importés.

A situation alarmante de l'économie egyptienne est d'autant plus frappante que le pays n'a jamais bénéficié dans son histoire récante d'une alde extérieure aussi considérable. Bien que les déclarations officielles tendent à la minimiser. l'aide arabe à l'Egypte s'est élevée à elle seule, selon des sources autorisées, à 13,4 milliards de dollars de la guerre d'octobre 1973 à octobre 1977.

Or, fin 1976, l'Etat égyptien était au bord de la banqueroute, incapable de rembourser les prêts à court terme qu'il avait contractés. Avec le concours de l'Arabie Saoudite, des Etats-Unis et des organismes internationaux comme le F.M.I. et la Banque mondiale, le ministre des finances. M. Abdel Moneim El Kayssouni (10), a alors entrepris d' « essalnir » l'économie égyptienne. D'une part, la dévaluation de la livre s'est répercutée sur les taxes douanières dont les recettes ont été relevées en fonction des taux de change. Cela, associé à l'abolition de certaines subventions aux produits de première nécessité, a permis non pas de réaliser l'équilibre budgétaire mais de faire un pas dans cette direction. D'autre part, la dette extérieure qui, fin 1976, s'élevait à 12 milliards de dollars (11) a été « assainle - en ce sens que les dettes à court terme ont été transformées en dettes à long terme. « Assainissement » superficiel et dangereux. Superficiel parce que la dévaluation de la livre se répercute sur le merché intérieur et la production. Dangereux parce que cet « assainissement - déguise un renforcement de la dépendance de l'économie égyptienne à l'égard du marché capitaliste international.

Tel étalt bien l'un des risques de la politique d'ouverture. Ce qui était hier une crainte est devenu autourd'hul une réalité contraignante en raison, d'une part, de l'importance eccordée à l'économie de consommation tributaire des importations (les importations ont atteint 325 millions de L.E. en 1970, 1 538 millions en 1975 et

1 884 millions en 1977) et d'autre part de l'engrenage de l'endettement dans lequel s'est engagée l'Egypte sans que ces crèdits soient investis dans des secteurs productifs.

Les zones franches cont join d'être

devenues la plaque tournante du marché

arabe, ce qui, d'après l' «infilair », était

pourtant leur vocation. Seuls ont été cons-

truits à Port-Said des entrepôts frigori-

fiques destinés au stockage de la viande

Devant cette situation, les créanciers étrangers se sont regroupés pour définir une stratégie commune. Aux printemps 1977, puis 1978, la Banque mondiale les a réunis à Paris pour coordonner leurs aldes. On a pu alors remarquer que nombre d'aides et prêts accordés à l'Egypte restaient inutilisés, dans des proportions qui défient l'entendement. Il en est parfois ainsi parce que le partenaire égyptien n'est pas à même de fournir en financement local la contrepartie à laquelle il s'est engagé. Mais, d'une façon plus générale. l'absence de politique économique précise et cohérents conduit à l'inefficience et au laisser-aller au point que des sommes colossales restent inem-

L'ingèrence étrangère dans l'économie se manifeste desormale en permanence. Ce n'est plus seulement le représentant au Caire du F.M.I., mais un grand nombre d'experts étrangers résidants dont le rôle n'a d'égal que celul que Croomer conflait à ses « obligatory advisers ». Même des tirmes privées, telle la Standley Morgan U.S. Corp., sont aujourd'hui appelées à superviser le travail d'une des plus anclennes administrations du monde.

La désintégration économique ne manque pas d'avoir des répercussions sociales. Dans son immense majorité, la population doit trouver par elle-même des solutions aux problèmes que l'Etat n'est plus è même de résoudre : emploi, cherté de la vie, habitation, transport. La quête de solutions pour pouvoir vivre. la recherche de « combines » précipitent du même coup l'effondrement du rôle de l'Etat. La corruption prend une forme légale. Le marché noir devient monnaie courante. La loi n'existe plus, sinon pour quelques boucs émissaires.

20% de travailleurs émigrés

DOUR beaucoup, chaque jour plus nombreux, l'émigration devient la ceule solution. Loin d'endiguer l'hémorragie. l'Etat accorde toutes les facilités (multidication des bureaux de délivrance des passeports, prolongation de la validité de ceux-ci, etc.) avec l'espoir que l'épargne des émigrés s'investira ensuite dans le pays. Le chiffre officiel d'un million et demi d'Egyptiens travalliant dans les pays arabes est largement dépassé : on parle officieusement de 3,5 à 4 millions de travailleurs émigrés. Beaucoup, faute de qualification et de relations, doivent en effet partir sans contrat, à la faveur d'un pélerinage à La Mecque ou d'un voyage

(1) Cf. le Monde diplomatique, janvier (2) Le dollar, fixé jusque-là à 44 P.T. a été porté à 70 P.T. (une livre égyptienne = cent plastres), (3) Chiffre donné par la Banque mondiale sur la base du taux de change

(4) Compte tenu de la loi sur les investissements étrangers promulguée en בעם 1975.

(5) Banque égyptienne nationalisée. (6) Selon le journaliste Moussa Sabri, favorable au projet, dans Al Akhber du 25 août 1978.

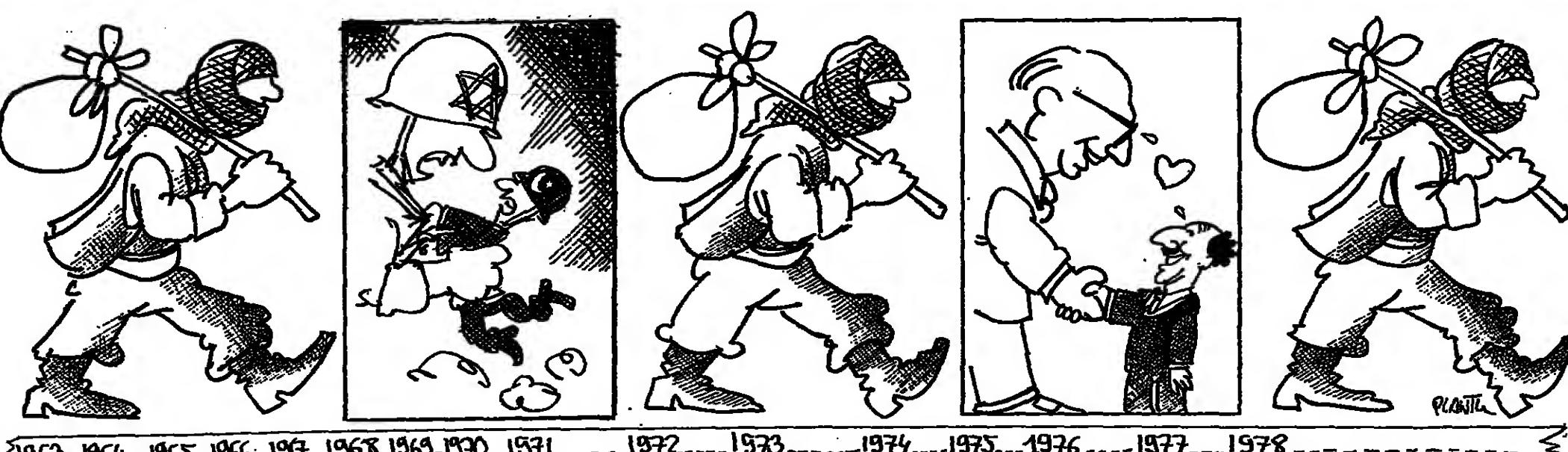
(7) La production de coton représente 23 % du revenu national. (8) La réforme agraire limitait la super-

dit touristique, ce qui ne permet pas de les recenser. Ainsi les cadres, techniciens, Ingénieurs, médecins formés aux frais de l'Etat, comme les employés de maison et même les paysans, se trouvent contraints, pour la première fois dans l'histoire de l'Egypte, à quitter leur pays pour faire vivre leur famille. Pius de 20 % de la population laborieuse d'Egypte travaille à l'édification des pays arabes volsins. Cette émigration contribue à accélérer le changement du système de valeurs : quiconque a émigré rentre chez lul avec de nouveaux besoins de consommer qu'il cherche à satisfaire.

(Lire la suite page 12.)

ticie des terres à 100 feddans par famille (1 feddan = 0.42 hectare). (9) Le président Sadate a lancé le slogan de la « révolution verte » au cours de l'hiver, lors de sa visité des provinces égyptiennes. Un an plus tôt, ses discours évoquaient le alogan de « la révolution administrative ». Deux thèmes qui recoupent les consells donnés par la Banqua mondiale.

(10) M. Abdel Moneim Kayssouni, vicepremier ministre chargé des affaires économiques et financières, nommé en novembre 1976, a quitté le gouvernement lors du remaniement ministériel du 7 mai 1978 après avoir proposé sa démission à plusieurs reprises. (11) Les deux tiers de cette dette sont redevables aux pays occidentaux et



1963.1964...1965..1966..1967...1968.1969.1970...1971 1972.....1973......1974....1975...1976.....1977....1978...

Ainsi s'explique le boom économique qu'ont connu les secteurs de l'importexport, du tourisme et de l'Immobilier. Des fortunes colossales se sont édifiées en très peu de temps, faisant bénéficier de la manne quelques franges de la population citadine. Derrière ces fortunes rapides se profile une caste qualifiée

tantôt de « nouvelle classe », tantôt de bourgeoisie parasilaire », faute de trouver ailleurs, ou dans l'histoire, un phénomène comparable. Cette caste parasitaire qui règne aujourd'hul sur certains pavs arabes, doni l'Egyple, procède de cette conjonction d'événements que furent, d'une part, la défaite de 1967 rapidement assimilée à l'échec du socialisme (12). d'autre part, le phénomène pétrolier. Pour elle, l'appăt du gain sans effort prend le pas sur une perspective rationnelle à long

Sauver les apparences

T A vie politique intérieure reste, quant à elle, dominée par les remous de la démocratisation que le régime mit en avant dès le 14 mai 1971. Il failut loutefols attendra novembre 1976 pour tenter de trouver des modalités permettant de passer du parti unique, l'Union socialiste arabe. au multipartisme rendu nécessaire par l'ouverture économique et les allances extérieures.

Les élections législatives de novembre 1976 témoignaient déjà des limites de cette démocratisation (13). Deux mois plus tard. la révolte des forces populaires contre les décisions prises par la nouvelle Assemblée du peuple révélait en effet l'ampleur du vide séparant la population des institutions. En dépil du référendum anticonstitutionnel (14) de février 1977, suivi de l'éviction du Parlement, du député Kamal Eddine Hussein, la voie vers la démocratisation devait sulvre son cours. Le 20 juin. la même Assemblée votait une loi qui définissait les modalités à respec-

L'avenir hypothéqué

Aux termes d'un protocole d'accord signé le 1er juin 1978 par M. Ahmed Sultan, vice-premier ministre et ministre de l'industrie d'Egypte, et le ministre autrichien du commerce, l'Egypte loue à l'Autriche des zones du désert oriental pour y enterrer ses déchets atomiques. D'autres pays européens utilisant l'énergie atomique sont appelés à bénéficier de ces possibi-

Cette décision, le président Sadate l'a très rapidement évoquée lors d'une conférence de presse récente à Salzbourg; mais elle n'a pas retenu l'attention de la presse officielle égyptienne à l'époque. L'hebdomadaire de gauche Ahall a soutevé le problème en se heurtaut à de nombreuses difficultés pour obtenir des rensel-gnements. Depuis, le quotidion de droite Ai Ahrar a repris l'information. La nouvelle et les craintes qu'elle suscite dans nombre de cercles égyptiens, scientifiques en particulier, ont amené la presse officielle à évequer cette question pour la dédramatiser. Comme pour le scandale de 'Amerevah (voir page 11), le président Sadate a décidé de soumettre cette question à l'étude d'une commission parlementaire.

On ignore sur quelle base a été le choix des lieux pour le stockage des déchets atomiques, dans le pro-longement de la zone de fracture terrestre du désett Afar, n'est pas totalement dénué de connotations stratėgiques,

M.-C. A.

te: pour la création de nouveaux partis (15). Le premier, et jusqu'à présent le seul, à avoir pu bénéficler de cette loi tut le Nouveau Watd, créé au mois de

janvier 1978. Blen que très dilférent de l'ancien parti nationaliste Wafd fondé en 1919 par Saad Zaghloul, le Nouveau Wafd bénéficialt de son auréole historique. Sans organisation ni organe d'expression, le parti est devenu très rapidement, et sans effort, le refuge de tous les mécontents, hostiles par ailleurs aux idées progressistes. Ainsi trouvait-on côle à côte toutes les classes sociales affectées par la politique de I' - Infitah - et même certains de ceux qui, bénéficiant de la nouvelle orientation, sont conscients de ses risques et souhaitent une rationalisation de l'économie.

L'éventail sociologique des sympathisants du Nouveau Wald élait d'autant plus large que son idéologie restait imprécise. Son programme politique se révélait étonnamment similaire à celul annoncé par le régime, à ceci près que ce dernier n'ose pas officiellement condamner la révolution de juillet 1952 puisque c'est d'elle qu'il tient sa légitimité. A tous points de vue, le Nouveau Wafd se présentait comme le parti du changement dans l'ordre, comme la seule situation de rechange démocratique au régime capable de satisfaire, tôt ou tard, une grande partie de la population comme les alliés saoudiens et occidentaux.

Face à la montée des périls — crise économique et scandales, impasse des négociations, audience du Nouveau Wafd - le réglme, au mois de mai dernier, décidait, en totale contradiction avec l'article 152 de la Constitution (16), de faire adopter par référendum une loi qui amaicamait la répression contre la gauche et contre la Nouveau Wafd à droite. Ce dernier fut privé de sa direction - MM. Fouad Serrag Eddine, Ibrahim Farrag et Abdel Fattah Hassan — accusée d'avoir corrompu la vie politique avant la révolution de 1952 (17), et choisit de se dissoudre le 2 juin.

Le régime redouta-t-il alors une initia-Ilve émanant de l'armée ? Aussitôt après avoir réprimé le Nouveau Wafd, il décida des mulations parmi les militaires. Les principaux chefs d'état-major qui avaient participé à la guerre d'octobre et jouissalent d'une grande popularité au sein de leurs troupes ont été mutés à des tâches administratives et écartés de tout rôle directeur, alnsi que leurs assistants. Un mois plus tard, la solde des officiers était augmentée de 20 % Pour combier le vide politique et res-

taurer sa façade démocratique, le président Sadate décida au mois de juillet de créer un nouveau parti — le parti national

démocrate — dont il serait le chef. Par ce geste. Il se désolidarisait du parti du centre - l'Organisation arabe socialiste - dont le président n'est autre que l'ancien premier ministre (16) Mamdouh Salem.

Bien que ce parti ne soit pas encore officiellement créé, puisqu'il faut attendre l'ouverture de la session parlementaire, le président souhaite s'entourer d'hommes nouveaux. C'est le cas de M. Mansour Hassan, jeune homme d'affaires éduqué outre-Atlantique, qui a élé nommé porteparole du parti. Mais, à part ce cas que l'on cite en exemple, on retrouve parmi les autres membres du secrétariat général M. Fikri Makram Ebeld, grand avocat d'affaires, Jusque-là vice-président du parti de droite de l'Organisation libérale socialista: M. Maher Mohamed Ali, qui appartenalt au parti Watani avant la révolution,

Le parti du centre vient de décider sa fusion avec le parti du président. Les formulaires d'adhésion, au parti sont systématiquement remolls sans que les individus concernés alent été au préalable consultés. En lait ce futur parti national démocrate évoque à maints égards le souvenir des aspects les plus négatifs de l'Union socialiste arabe, et éveille par son caractère antidémocratique de sérieuses craintes pour l'avenir. Si l'existence de petits partis délà créés, comme celui de M. Moustafa Kamel Mourad, l'Organisation libérale socialiste, ou en vole de l'êtra comme le parti socialiste du travail de M. Ibrahim Choukri, ou le Front national des indépendants avec MM. Mahmoud El Kadi et Moumtaz Nasser dont on parle déjà, peut faire illusion à l'extérieur. à l'intérieur c'est l'absence de démocratie et le vide politique qui caractérisent l'Egypte actuellement.

La stabilité dont joult le règime ne s'explique pas seulement par ses manœuvres pour déjouer toute solution de rechange : elle découle aussi, en partie, des nouvelles valeurs introduites dans le pays au cours des demières années et qui affectent toules les classes sociales, tous les courants idéologiques, qu'ils solent polltiques ou religieux. L'Egypte semble avoir perdu son identité tant écyptienne ou arabe qu'Islamique sans plus savoir à quol ni à qui se rattacher. Alors que beaucoup de rêves et d'espoir ont été décus. les métastases de la civilisation de consommation engendrent de nouveaux comportements précipitant davantage encore la ruplure avec le passé.

La médiocrité de la production culturelle traduit avec une évidence particulière ce désarroi des esprits. La presse démembrée, expurgée » à plusieurs reprises, confond sa fonction d'information avec les besoins de la propagande. Les problèmes intérieurs sont esquivés. Les nouvelles de l'étranger se conforment au cadre des relations extérieures de l'Egypte, de plus en plus limitées. Si la loi sur les partis a permis la création d'une presse d'opposition dans les textes, on note, dans les faits, que l'hebdomadaire de la gauche quotidien du parti de droite, Ai Ahrar, a subi le même sort peu de temps avant la rencontre de Camp David, tout comme les Journalistes qui furent les chantres du régime : Mounir Sabri à la télévision. Mustafa Amine dans l'hebdomadaire Akhbar El Yom, etc.

Les forces religieuses trouvent dans cette atmosphère un terrain l'ertile à leur prosélytisme, sans parvenir touleiois à cristalliser les aspirations de leurs adeptes. Très bien organisée dans tout le pays, la confrérie des Frères musulmans manque de dirigeanis d'envergure capables de créer une dynamique. Ses chefs, qui appartiennent aux tendances les plus conservatrices du mouvement, négligant les problèmes politiques et économiques. Aussi sont-lis dépassés par des courants encore plus extrémistes, encore plus fanatiques, disperses en de multiples sociétés

Les courants progressistes ne sont pas épargnés par la confusion qui touche l'ensemble de la société. De plus, ils doivent faire face à la répression et à l'infiltration par des membres des services spéciaux. Parmi les nassériens, une tendance a rejoint l'Organisation des progressistes unionistes (appelée « Tagamoo »), créée en 1976 sous la présidence de M. Khaled Mohieddine. L'autre tendance reste en marge, - pour préserver l'authenticité nassérienne », disent ses représentants. Quant aux marxistes, ils sont à nouveau dispersés

entre le parti officiel - Tagamoo - et les partis clandeslins, comme le parti communiste égyptien (pro-soviétique) et le partcommuniste ouvrier égyptien créé en 1974 à partir de courants issus de la révolte étudianie de lanvier 1972. Touchée par les mêmes problèmes qua

les civils, pénétrée par les mêmes courants contradictoires, l'armée subit aussi sa propre désintégration moins de cinq ans après avoir franchi la ligne Bar-Lev Les divisions sont dispersées sur differentes frontières - Libye, Soudan, Sinai - car l'ennemi a changé. Quand les officiers ne sont pas înviles à embrasser des carrières civiles, on leur offre la possibilité de décupier leur solde en se mettent au service d'armées étrangères dans la monde arabe ou en Afrique. L'uniforma lui-même est en train de changer, adoptant progressivement la couleur verte de l'armée américaine dul ne correspond pas vraiment à celle des sables du désert... L'Académie militaire, longtemps réservée à l'élite, a dû non seulement balsse- le niveau de l'examen d'entrés mais encore faire face, cette année, à une pénurie de candidats.

La stabilité régionale en question

DAR contre, les services de sécurité Intérieurs restent toujours considérés parmi les plus efficaces du monde. Leur réseau dense bénéficie de conseils extérieurs et s'est étoffé de nouvelles antennes.

La stabilité apparente de l'Egypte se prolonge malgré le vide politique et le folsonnement des difficultés. Quelle que soit son habileté manœuvrière, le pouvoir n'est cependant pas à l'abri d'un coup d'Etat « venant de l'ombre », hypothèse dějá soulevée dans la presse égyptrenne (19). Mais aujourd'hul, compte tenu de la situation intérieure et de la nature des accords conclus à Camp David, c'est le rôle même de l'Egypte qui est désormais en question.

Entre la désintégration de l'Etat égyptien et l'isolement du pays que va accentuer la signature d'une paix séparée, tout porte à croire que l'avenir de l'Egypte et de la région seront hypothéqués pendant un certain temps.

Certes, la volonté des puissances occidentales de contrôler la vallée du Nil m'est pas nouvelle. Elle s'inscrit, comme la création d'Israël, dans le prolongement direct de la « question d'Orient » qui, vollà plus d'un siècle, révélait délà l'antagonisme fondamental entre pays industrialisés et tiers-monde. Mais, en isolant l'Egypte de son contexte régional comme lors de la convention de Londres en 1840, - l'impérialisme parviendra-i-il. comme le prétendent les émules de Metternich, à résoudre plus facilement les autres problèmes? Ne laisse-t-on pas ainsi, ailleurs, le champ libre au dével'oppement de tendances extrémistes?

Dans l'immédiat on Imagine mal que les Etats-Unis aient tenté le risque d'une bipolarisation régionale sans avoir au préaévalué les choix possibles réservés à leurs partenaires que sont la Jordanie et l'Arabie Saoudite. La pression des événements sur les franges du monde arabe - Ethiople, Yémen du Sud, Iran, Afghanistan comme la situation de l'Egypte, avalent conduit Ryad à une initiative sans pré-

cédent. Pour la première fois deouis le voyage du président Sadale à Jérusalem le prince Fahd s'était rendu au Caire au mois de juillet (après l'échec de la conférence de Leeds) dans le but d'inciter le chef de l'Etat égyptien à rejoindre le monde arabe. Pour le pivot régional qu'est l'Arable Saoudite, l'urgence de la situation conduisait à privilégier la solldarité arabe plutôt qu'une paix alors percue comme globale. Aujourd'hui, les résultats des entretiens de Camp David ne peuvent au'accroître les craintes de la stratégie sacudienne, craintes dont l'allié américain n'est peut-être pas conscient au même degré. Ryad porte désormals la respoirsabilité de conduire seul le camp de la modération tout en satisfalsant un minmum de revendications nationales. Quella que soit sa puissance financière, en estii capable?

MARIE-CHRISTINE AULAS.

(12) Blen entendu. l'expérience socialiste égyptienne n'est pas à l'origine de la guerre de 1967, pi de sa défaite. A l'époque nassérienne, le « socialisme » exprimait en fait une volonté d'indépendance nationale qui n'allait pas forcement dans le sens généralement donné sux termes de révolution socialiste puisqu'ilne supprimait pas ta classe bourgeoise. (13) Cf. le Monde diplomatique, novem-(14) Le référendum de février 1977 est

en contradiction avec l'article 74 da la Constitution. (15) La création des trois précédents partis — alors qualifiés de tribunes avalent été décidée le 14 mars 1976 par le président Sadate.

(16) L'article 152 de la Constitution précise que le président peut faire un référendum sur un point important mais non pour faire voter une loi. (17) La loi sur les partis politiques votée le 20 juin 1977 interdisait le retour sur la scène politique des partis entérteurs à la révolution de 1952, non des anciens hommes politiques. (18) Le chef de l'Etat a accepté la démission du premier ministre à la sin du mois d'août. Le chef du nouveau gouvernement formé la 2 octobre est

M. Khalii. (19) c Le coup d'Etat » in Rose el youssei, nº 2613, 10 juillet 1978.

Les difficu du peuple

INE PAIX

3 800 W. 7.1174 2.1174

errati le li decin

G-3.30 2028

in the second se

. . A. . . zeciat

Cut

the Colors Herring on 19

್ _ನಿರಿಕೆ ರಿಕೆಗಳು

and area are sele

- ಕೃತಿಣ ನೆತ ಕಾಟ್

orni matel elle dis

19 02 18 20 CH 200

and the second of the

... -

de la definite de 1

13 17 18 2 79 27 18 2

de actions condress un livr Gladdistan ein gresen muci- et emplet de l'histoire de plas de de sept millions d'ames. Etranic desim que le sien : L penples sin: au jour ottoman ai ou mous . qudement a lindepend; et pas 'to l'ouriant, comme le 3 profite Maxime Rodinson, e v. Martant une lang . 347 um territoire Particulière, refus Commediturelle una - ayını menire mil sa conscience :

10! Some in rebelling kurde

timi, le touries kurde est écartele luge et terresente 23.8 % de tungue, to the la population in de la juga com irakienne et 11 s lating with their : :: Kurdistan e cullectio is the principalement 1

""national particulie

betuels entreprend result iteration et la situation thatune to minorites national Person l'identité et la con hiles elle out en commun d'être des apprinces. Ce · colonialisme
qu'elles successont, pour reprendr
de l'arment harde Valny, est san

> LE MONDE diplomati. Abonnez-v

1 de .:... a somme de 65 F -- Monde diplomatiqu [Trecontre OPTION: 's desire, en outre, filinas lie vous les

(En. 1902 - Ore Dulletin et votre ≏bonnements, 5,

LE FATAL DÉCLIN DES POSITIONS ARABES

la resolution 242 », n'est pas très dif-

ferent de cette dernière. Sur le fond,

il réaffirme sensiblement les termes

du marché de 1967. Mais c'est un plan

américain que le président Nasser

accepte, un plan destiné à mettre fin

aux hostilites et à engager l'Egypte

sur la voie d'un réglement négocié.

Il prevolt le « gel des activités mili-

laires > sur une étendue de 50 kilo-

mètres de part et d'autre du canal de

Suez et la reprise de la mission Jarring (3) Les États-Unis sont inter-

venus parce qu'ils s'inquiétalent de la

poursuite de la guerre d'usure, mais

aussi du développement de la résis-

lance palestinienne. Deux mois plus

tard, l'armée du roi Husselp entre-

prend de liquider les fedayin de Jor-

danie. Le lien entre cette répression

et l'acceptation du plan Rogers n'a,

bien sûr, pas manqué d'être évoqué.

(Suite de la première page)

Cette interprétation, Israël s'y est tenu et s'y tient encore aujourd'hui. Mieux, il l'a rendue encore plus restrictive avec l'arrivée au pouvoir de M. Begin, en mai 1977. En effet, le plan Allon, présenté par le vice-président du conseil un mois après la guerre de juin 1967, mais dont les termes n'ont été rendus publics qu'en avril 1973, prévoyait l'annexion d'un tiers seule-ment de la Cisjordante — le tiers le plus fertile et notamment la vallée du Jourdain — et le rattachement des régions les plus peuplées au royaume jordanien. Il introduisait aussi la distinction entre « frontiere politique » et « lignes de sécurité », distinction dont on retrouvera le parfum jusque dans les accords-cadres de Camp David. En 1967, cependant, les propositions de M. Allon sont combattues par le ministre de la défense. M. Dayan, qui voudrait qu'Israël gouverne purement et sim-plement les territoires occupés. La divergence porte, on le voit, sur la taille de l'annexion à opérer. Personne, dans la classe politique israélienne, ne se sent tenu, aux termes de la résolution 242, à restituer tous les territoires occupés en 1967. Par contre, le gouvernement israe-

lien s'emploie immédiatement à faire préciser la contrepartle arabe et à tenter de l'infléchir dans un sens plus favorable. Il avance deux demandes qui ne sont pas sormeilement incluses dans la résolution 242 : la conclusion d'un traité de paix en bonne et due forme et la négociation directe entre les protagonistes. Nasser refudications seront l'une et l'autre satisfaites à peu de frais.

Dans le camp arabe, l'acceptation de la résolution 242 n'a pas éte sans heurts ni sans ambiguités. Comme toujours dans l'histoire de cette longue negociation, c'est l'Egypte qui ouvre la voie, suivie aussitôt par la Jordanie. La Syrie, elle, attendra cinq ans avant d'accepter la fameuse résolution. Mais les lendemains de la guerre de 1967 sont aussi connus

par les trois « non » prononcés par le « sommet » arabe de Khartoum : non à la reconnaissance d'Israël, non à la négociation, non à la paix. Vaincu militairement, le monde arabe se replie dans une apparente et sourde résistance. Mais le chemin des concessions est dejà ouvert. Ces concessions. Nasser donne l'impression de les faire à son corps défendant. Pour éviter le maintien du statu quo rendu inéluctable par le blocage de la mission Jarring 121, il se lance dans la guerre d'usure qui durera jusqu'en juillet 1970 et touchera lourdement les villes egyptiennes du canal de Suez. Cette guerre se terminera sur un signe prémonitoire : l'acceptation par l'Egypte nassérienne du plan proposé par le secretaire d'Etat américain, M. William Rogers.

Dans sa lettre, le plan Rogers, qui s'intitule « procédure d'application de

Nourelles concessions

A sin de l'année 1970 est d'une L certaine importance puisqu'elle voit l'installation simultanée au pouvoir, à Damas et au Caire, des présidents Assad et Sadate. Les deux hommes sont des pragmatiques. Chacun à sa manière, ils réagissent contre

Exceptionnel Part. vend TABRIZ COUR

> Parfait état. Tél. Paris : 500-44-13

oprès 20 heures.

 $6,45 \times 3,45$ m, expertise.

le cours politique de la période précedente, marquée par un virulent antiimpérialisme, au moins verbal et parfois effectif. L'accession au pouvoir du président syrien consacre la défaite de la direction dite « gauchiste » du pays, le groupe Atassi-Jédid. Sitôt installé au poste de commande. M. Assad confirme son image de « niodere ». Il prend des mesures de libéralisation du commerce extérieur, tente d'associer d'autres forces poliliques au pouvoir et prend quelque distance à l'égard de l'Union soviétique. Il se rapproche de l'Egypte post-nassérienne et entreprend de faire revenir son pays dans le concert guerre de libération populaire ». accepte en 1972 la résolution 242 et laisse entendre qu'elle serait disposée à participer à un règlement négocie.

Le président Sadate, iul, va plus vite en besogne. A peine a-t-il conforte son pouvoir qu'il propose un plan pour la réouverture du canal de Suez (4). Israël en acepte le prin-

retrait de ses troupes qui ne serait pas contrebalance par la fin totale de l'état de belligérance. L'Egypte réplique, le 15 février 1971, en faisant part, pour la première sols, de son intention de signer un traité de paix en contrepartle des territoires occupés. Les dirigeants israé-

cipe, mais refuse d'envisager un

(2) La résolution 242 du Conseil de aécurité chargeait le secrétaire général des Nations unles de nommer un représentant spécial pour se rendre en mission de paix au Proche-Orient. L'ambassadeur de Suède en U.R.S.S., M. Gunnar Jar-ring, sera aussitôt désigné. Il conduirs deux missions au Proche-Orient, l'une avant 1970, l'autre après. Elles se solderont toutes deux par un échec. (3) Il restera toujours un doute sur les intentions du président Nasser au moment de l'acceptation du plan Rogers.

concession, mais réaffirment qu'ils ne sont pas disposés à reculer sur les frontières du 4 juin 1967. Cet échange marque le deuxième échec de la mission Jarring. Il n'y aura plus de négociations jusqu'à la guerre de 1973. Pour les pays arabes qui y parti-En effet, des l'établissement du cessez-

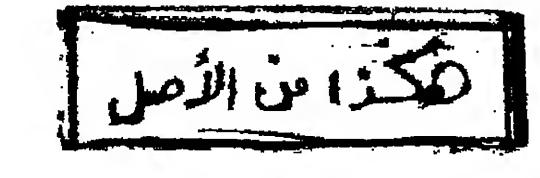
liens prennent acte de cette nouvelle

le-feu, l'Egypte avancera des (usées lance-missile dans la région égyptienne de « gel militaire », en contravention avec les termes de l'accord. Cette initiative entrainera un biorage de la mission Jarring. (4) Ce plan, proposé le 4 février 1971. prévoit le retrait partiel des troupes israéliennes stationnées le long de la vole d'eau et l'établissement d'un calendrier pour les autres étapes de l'évacua-

5.0.5 CULTURE! livres et disques français

RESIDENTS A L'ETRANGER ouvrez un compte par une provision de 150F minimum ou l'équivalent en devises Vous commanderes livres et disques disponibles. Ils vous parriendront dans les meilleurs délais, au moindre cout (détaxe de 6.5% sur les litres = remise de 10% sur les disques et cassettes) Envois en recommande. Pas de frais de dossier pour toute commande supérieure à 100F (sinon 4,50F) Frais réels de port (avion ou surface à rotre choix).

inter-livres 38, 40 avenue des gobelins - paris xur . tél. 535.08-46



UNE PAIX «JUSTE ET DURABLE»?

cipent directement on indirectement, la guerre n'intervient pas à contre-courant de la politique d'un règle-ment négocié, bien au contraire. Au cours des hostilités, le 16 octobre, le président Sadate offre publiquement la paix à Israël Le conflit et la victoire arabe relative sur laquelle il s'achève vont permettre de relan-cer de façon spectaculaire le pro-cessus de paix. Au lendemain de la guerre d'octobre, le « sommet » d'Alger réunit l'ensemble des pays arabes, à l'exception de la Libye et de l'Irak se prononce pour une « paix juste » et donne sa caution à l'ouverture de négociations arabo-israéliennes à Genève. Les trois « non » du sommet de Khartoum sont donc effacés Profitant d'une victoire ambigué sur Israël, les Arabes font une importante concession collective. Quelques jours plus tôt, le 11 novembre 1973, des officiers israéliens avaient rencontré leurs homologues égyptiens pour signer un premier accord, dit du kilomètre 101 (5). Le 21 décembre 1973, s'ouvre à Genève, sous coprésidence des Etats-Unis et de l'Union soviétique, la conférence de paix. C'est la première fois que ministres des affaires étrangères arabes et israéliens s'assolent publiquement à la même table. La Syrie, cependant, a refusé de participer à la conférence et, maigré l'assouplissement de ses positions depuis 1970, elle se montre toujours plus intransigeante que l'Egypte. Cependant, le 31 mai 1974, Syriens et Israeliens se rencontreront à Genève pour signer l'accord de dégagement sur le Golan négocié par M. Kissinger. En août 1977, le président Assad déclarera qu'il est favorable à la fin de l'état de belligérance « comme conséquence d'un accord de paix » (6).

Les lendemains de la guerre d'octobre 1973 sont donc marqués par de nouvelles concessions arabes introduites principalement par l'Egypte suivie, bon gré mal gré, par ses partenaires. Mais ils sont aussi l'occasion de l'apparition publique et de la prise en compte des « aspirations nationales » palestiniennes. Comme toutes celles qui l'avalent précédée, la résolution 242 avait mentionné la nécessité de trouver « un juste règlement des problèmes des réfugies ». Cette phrase sibylline, qui témoigne de la perception du problème palestinien à l'époque, se réfère à la résolution 194 du Conseil de sécurité, adoptée le 11 décembre 1948, et qui reconnaît aux réfugiés palestinjens le « droit de retour dans leur patrie ou à une juste indemnisation n. Sur le plan du contenu la question palestinienne n'avait donc guère évolué jusqu'en novembre 1967. A partir de cette date, elle s'affirmera, cous l'impulsion des organisations de fedayin, comme la cause d'un peuple. La résistance tire un certain profit de la défaite de 1967.

Dans un monde arabe effondré, elle focalise instantanément l'espoir des peuples bercés d'un ardent nationalisme. Maintenant que les Etats arabes sont eux aussi occupés par Israel, elle peut espérer gagner une place à la table des négociations. Tel n'était sans doute pas son calcui le jour où elle a pris les armes Mais, a posieriori, il est clair que cette logique politique a présidé au cours des événements. En 1973, sortant d'une difficile traversée du tant d'une difficile traversée du désert provoquée par l'affrontement avec la Jordanie, la résistance palestinienne opère un spectaculaire rétablissement. Elle entre, elle aussi, dans le règne de la Realpolitik en faisant valoir ses prétentions sur la Cisjordanie et Gaza. Elle en sera d'ailleurs récompensée par une sèrie de succès diplomatiques couronnée par l'interdiplomatiques couronnés par l'inter-vention de M. Arafat à la tribune de l'Assemblée généraie de l'ONU, le 13 novembre 1974.

Au moment où, pour la première fois, Israeliens et Arabes se rencontrant pour discuter d'un éventuel

Les termes du marché

E n'est qu'à partir de la guerre d'octobre que la stratégie du président Sadate va pleinement s'épanouir. Dans la « corbeille arabe », il va glisser ostensiblement un élément nouveau, le passage de l'Egypte dans le camp américain. Cet élément ne fait pas partie du strict dossier israélo-arabe, mais il fonde la stratégie égyptienne, tout entière bâtie sur l'espoir d'affaiblir les liens entre Israël et son puissant protecteur. Sadate expulse les conseillers > soviétiques en juillet 1972 et considère que cette mesure est un pas en direction de la paix. Au lendemain de la conclusion du premier accord de dégagement des forces, conclu en mai 1974, le président Nixon fait une tournée au Proche-Orient; et il est reçu au Caire comme à Damas. Le rôle joué par M. Kissinger dans la conclusion des accords accrédite l'idée qu'il est possible de faire des Etats-Unis le seul intermédiaire entre l'Egypte (parlant au nom des Arabes) et Israël Le président Sadate ne se borne

pas à privilégier les Etats-Unis, Il offre en outre une certaine pacification de la région. La période d'effervescence post-coloniale et tiersmondiste, celle de la nationalisation du canal de Suez comme celle de la guerre du Vietnam, est révolue. Désormais, on table sur du raisonnable, du possible. Fort de l'appui de l'Arabie Saoudite — à qui on ne reproche plus, comme au temps de Nasser, d'être un bastion de la réaction — le président Sadate va de l'avant dans la négociation, au risque de rompre la solidarité arabe. C'est

tante au marché proposé en 1967 avec la résolution 242. Désormais la creconnaissance des droits légitimes du peuple palestinien, représenté par l'OLP. » fait partie des revendications arabes.

Le refus d'Israël sera net. Il ne veut entendre parler ni de l'O.L.P., ni de « peuple palestinien », ni, surtout, de la création d'un Etat dirigé par des « terroristes ». Cette position, les gouvernements israéliens succes-

traité de paix, le camp arabe intro-

duit done une modification impor-

sifs la maintiendront pour l'essentiel jusqu'à aujourd'hui. Cependant, en 1977, pendant la préparation de la conférence de Genève, Israel déclare qu'il ne s'opposera pas à la présence de représentants des Palestiniens à la conférence « pourou qu'ils soient intégrés à la délégation jordanienne et qu'ils ne soient pas membres de l'OLP. » (7). Il s'engagera de façon comparable dans le premier accordcadre de Camp David (8). Mais, sui le fond, son hostilité à l'O.L.P. et à l'Etat palestinien ne s'est jamais

ce qu'il fait effectivement en signant le 1° septembre 1975, le deuxième accord de dégagement avec Israël A partir de ce moment, la brouille entre la Syrie et l'Egypte ira s'amplifiant, si l'on exclut l'éphémère réconciliation scallée au « sommet » de Ryad, en octobre 1976. La querelle rebondira avec l'annonce de la visite du président Sadate à Jérusalem et s'amplifiera encore à l'annonce des accords de Camp David. Pourtant, la Syrie n'est pas opposée à un réglement négocié, pourvu qu'il soit global. Elle aussi, en 1975, s'est rapprochée de l'Arabie Saoudite : elle aussi n'exalte pas outre mesure les vertus révolutionnaires. Son réalisme l'a conduite à renouer des relations assez étroites avec le roi Hussein, qui était pourtant tenu au ban du monde arabe depuis septembre 1970. Mais elle reproche au président Sadate d'affaiblir la position arabe en faisant cavalier seul et en misant trop exclusivement sur

les Etats-Unis. La politique égyptienne porte cependant quelques fruits. Outre qu'elle permet la récuverture du canal de Sues, elle contribue à modifier l'attitude américaine sur le fond. L'administration Carter, dès son installation, porte toute son attention au Proche-Orient. Le nouveau président américain rompt avec la politique des « petits pas » chère à M. Kissinger et propose, le 9 mars 1977, un plan global qui prévoit des « retraits isruéliens majeurs ». Quelques jours plus tard, le 17, il se prononce en faveur de la création d'une a patris » (a homeland »)

pour les Palestiniens. Le président américain prend donc en compte l'élément nouveau que les Arabes entendent ajouter au marché de 1967. En une tacite contrepartie, il préconise l'établissement de relations diplomatiques et commerciales entre Israël et les pays arabes. M. Sadate déclarera, le premier soût, qu'il n'est pas hostile à l'ouverture des frontières circ ans après l'application tières cinq ans après l'application de la résolution 242 et la création d'un Etat palestinien. C'est une nouvelle concession.

Les Etats-Unis déploient alors tous leurs efforts pour convoquer la conférence de Genève avant la fin de 1977, et tentent de trouver une solution au problème de la représentation palestinienne. Le 12 septembre, un communiqué du département d'Etat approuvé par la Maison Blanche indique que « les Palestiniens doivent participer que monte de la représentation de l processus de paix » et que « leurs représentants doivent être à Genève ». Les Etats-Unis n'acceptent pas l'O.L.P. pour autant. Mais ils s'engagent à le faire, dans certaines limites, à condition que la centrale palestinienne reconnaisse au préalable Israël ou, au moins, la résolution 242 du Conseil de sécurité. Au terme d'une négociation indirecte, les dirigeants de l'O.L.P. refuseront le marché.

Pour trouver une issue, les négociateurs envisagent d'envoyer à Genève une délégation arabe unique, dans iaquelle pourraient prendre place les représentants palestiniens. Le 29 septembre, le président Carter déclare que l' « O.L.P. représente une partie importante des Palestiniens, mais pas tous les Palestiniens », et précise que les maires et les responsables locaux de Cisjordanie a représentent également le peuple palestinien » (9). Toutes les entraves ne sont pas encore levées, mais Washington continue d'aller de l'avant. Le 1º octobre. une déclaration soviéto-américaine vient associer l'U.R.S.S., coprésident de la conférence de Genève, à la solution négociée. Elle fait mention des « droits légitimes du peuple palestinien », préconise l'établissement de a relations pacifiques, normales et officielles a entre les belligérants, et appelle à la reprise de la conférence de paix avec la participation des « représentants du peuple palestinien v. M. Begin, dont l'intransigeance laisse peu d'espoir au succès de la conférence, proteste et obtient une déclaration américano-israélienne plus favorable à ses thèses. Tout semble enfin pret pour l'ouverture de la grande négociation quand le président Sadate, balayant les questions de procédure, décide de se rendre en visite officielle à Jérusalem. Par ce geste, en novembre 1977. il offre une bonne partie de ce

qu'Israël demande, c'est-à-dire une

reconnaissance explicite de souverai-

neté. Dans son discours devant la Knesset, le président égyptien réaf-firme, cependant, la nécessité de respecter les termes du marché de 1967: la paix contre tous les territoires. Il y ajoute auesi la renvendication nationale palestinienne. Mais il ne prononce aucune fois le nom de l'O.L.P. Concession tout à fait importante sur le fond, et qui va se confirmer au cours des mois à venir : l'OLP. n'est plus tenue, au Caire, comme le « représentant unique et légitime du peuple palestinien v. Moins d'un an plus tard, à Camp David, le président Sadate décide d'aller jusqu'au bout, c'est-à-dire de monnayer le rapport de forces établi sur cet ensemble que constituent la victoire arabe de 1973, le rapprochement égyto-américain, le soutien saoudien mesuré et la rupture de la solidarité arabe. Les résultats au les servites en les solidarités arabes de la respecté. qu'il en tire sont hien loin du marché originel de 1967, même si la résolution 242 est abondamment citée. En particulier, Israel ne s'engage pas formellement à se retirer des territoires occupés. Sur la question palestinienne, le recul est aussi net aux habitants de Cisjordanie et de Gaza, une hypothétique autonomie est promise tandis que le problème des Palestiniens de l'exil redevient un a problème de réfugiés ». La question de Jérusalem est laissée en suspens et l'occupation du Golan n'est même pas mentionnée. Israël doit progressivement se retirer du Sinal et prendre un engagement qui est déjà sujet à interprétation sur le futur statut de la Cisjordanie et de Gaza. En contrepartie, il recoit tout ce qu'il pouvait demander à celui qui fut son principal adversaire arabe : la signature d'un traité de paix bilatéral et l'établissement de relations diplomatiques, économiques et culturelles. Malgré cela, il n'est pas exclu que les autres protagonistes arabes d'Israël, privés de stratégies réalisables, comme l'a encore montré le dernier : sommet de la fermeté », décident d'emboiter le pas à l'Egypte comme ils l'ont souvent fait dans le passé. Les initiatives solitaires du président Sadate auraient alors servi à quyrir la voie à une négociation dont seul le premier épisode aura été joué à Camp David. Telle est en tout cas la thèse égyptienne. SÉLIM TURQUIE

(5) Ce premier accord est signé au kilomètre 101 de la route Le Caire-Suez. Il comprend six points et rétablit notamment le cessez-le-feu. (6) Cité par les Fiches du monde arabs (F.M.A.) du 15 novembre 1977. (7) Cité par les F.M.A. du 29 novembre (8) e Les délégations de l'Egypte et de la Jordanie pourront inclure les Palesti-niens de la Cisjordanie et de Gaza ou d'autres Palestiniens comme il a été convenu mutuellement. > (9) Cité par les F.M.A. du 13 décembre

Une nation écartelée

Les difficultés de la lutte pays. L'enjen du combat est d'antant plus important que le Kurdistan recèle la majeure partie du pétrole trakien qui représente 53,6 % des revenus totaux de l'Etat et 72 % de ses du peuple kurde

LORS que la rébellion kurde semble renaitre de ses cendres, un livre, les Kurdes 11 et le Kurdistan (1), présente un aperçu concis et complet de l'histoire de ce peuple de plus de dix-sept millions d'âmes.

Etrange destin que le sien! La plupart des peuples soumis au joug ottoman accèderont plus ou moins rapidement à l'indépendance politique, et pas lui. Pourtant, comme le souligne dans sa préface Maxime Rodinson, « voici un peuple blen spécifique, parlant une langue blen définie (...), vivant sur un territoire cohérent. doté d'une culture particulière, refusant dans sa masse l'assimilation culturelle à laquelle on veut le contraindre, ayant montré mille fois, depuis plus d'un siècle, sa conscience de former un groupe ethnico-national particulier ... Aujourd'hui, le peuple kurde est écartelé entre quatre Etais ei représente 23,8 % de la population turque, 16 % de la population iranienne, 28 % de la population irakienne et 11 % de la population syrienne.

Les Kurdes et le Kurdistan est un ouvrage collectif, réalisé principalement par des intellectuels kurdes, qui entreprend de passer en revue l'histoire et la situation actuelle de chacune des minorités nationales ainsi dispersées. Outre l'identité et la conscience nationales, elles ont en commun d'être les opprimées des opprimés. Ce « colonialisme du pauvre » qu'elles subissent, pour reprendre l'expression de l'avocat kurde Valny, est sans doute plus

dur que l'antre, car il est tenu pour une « affaire intérieure » des pays concernés, pays du tiersmonde dominé : la sympathie internationale pour la cause kurde, qui devrait, en principe, aller de soi, n'est pas évidente dans ce cas.

Mais pourquoi le peuple kurde, en dépit de son importance numérique, n'a-t-il pas réussi à créer un Etat indépendant à l'instar des peuples voisins? L'auteur kurde Kendal répond blen à cette question en analysant les conditions physiques du Kardistan - pays de montagnes isolées et sous-développées sans accès à la mer — et surtout les structures sociales (tribales) du peuple kurde ainsi que l'arriération idéologique et la naiveté politique de sa direction. Cette situation le conduira, à travers les trahisons et les retournements d'alliances, de révoltes réprimées en insurrections écrasées. La répression peut être brutale et sanglante comme en Turquie où, entre 1925 et 1938, un million et demi de Kurdes furent massacrés on déportes. Elle peut être lente et pernisieuse, comme en Iran. De toutes les façons, le lot quotidien du peuple kurde est. fait de dépla-cements de population. d'assimilation forcée, de dépossessions et d'attaques permanentes contre la langue et la culture.

T E livre prête une attention particulière aux L Rurdes d'Irak et aux mouvements insurrectionnels déclenchés depuis 1961 dans ce exportations. La lutte a porté quelques fruits puisque c'est seulement en Irak que les Kurdes sont considérés comme une « nation » ayant droft à l' a autonomie », du moins en principe. Car les rebondissements de la guerre ont toujours été liés — ils le sont encore aujourd'hui à la mise en application de cette autonomie et à la détermination, par voie de recensements. des « régions kurdes ». L'épilogue de la dernière guerre a été un modèle de cynisme international présidé par M. Kissinger. Réunis le 6 mars 1975 autour du président Boumediène. l'Iran et l'Irak (la C.I.A. agissant en conlisses) ont signé la perte du mouvement dirigé par le mollah Barzani. Une fois de plus, il apparaît que les distinctions entre régimes dits progres-sistes et régimes dits réactionnaires se révèlent être de pure forme des qu'il s'afit de mino-rités nationales. Un scénario en tous points comparable s'était d'ailleurs déjà déroulé en 1932 quand « le shah interrompit son aide et les troupes turques empruntérent le territoire iranien pour encercler les maquisards kurdes »...

Un autre livre, l'Irak nouveau et le problème kurde (2), présente le point de vue du régime haasiste irakien sur le problème. Son auteur, Aziz el-Hajj, aujourd'hui délégué de l'Irak à l'UNESCO, était un dissident du parti communiste irakien qui, après l'échec de sa tentative de constituer un maquis, s'était railié au régime et avait fait une autocritique publique. Son livre est donc une justification à coloration marxiste, de la politique de son gouvernement. Il soutient ainsi qu'à la suite de la promulgation de la loi sur l'autonomie du Kurdistan Irakien,

le 11 mars 1974, la direction barraniste n'a pas

joné le jeu et, s'alliant à l'impérialisme, a voulu relancer la guerre pour porter atteinte à l'Irak progressiste qui venalt justement de nationaliser son pétrole. S'il est vrai que Barzani g'est allié aussi bien à l'Iran qu'aux Etats-Unis — le peuple kurde a d'ailleurs chèrement payé cette alliance. - Aziz el-Haij passe sous allence le fait que l'assiette territoriale de la région autonome ne couvrait que 51 % du Kurdistan irakien (excluant les principales régions pétrolifères), que le recensement qui devait avoir lieu à Kirkonk au plus tard le 11 mars 1971 ne fut jamais organisé et que des populations kurdes furent déplacées pour être remplacées par des populations arabes (l'auteur fait allusion à cette dernière mesure prise, selon lui. « pour empêcher l'infiltration de saboteurs etrangers »)

Aujourd'hui, le problème kurde semble devoir rebondir. Les livres qui viennent de paraître, en particulier les Kurdes et le Kurdistan, fournissent un condensé historique appréciable. Mais, en tenant compte des errements récents du mouvement kurde, on ne pourra tonder son opinion qu'en établissant une nette distinction entre la légitimité de la revendication d'un peuple à l'autodétermination, d'une part, et la politique plus ou moins « progressiste » suivie par sa direction, de l'autre. Moins qu'une autre, en effet, la lutte du peuple kurde ne se prête au manichéisme.

(1) Ouvrage collectif sous la direction de Gérard Challand, Maspero, Paris, 1978, 360 pages, 65 francs. (2) Editions Khayat, Paris, 1977, 184 pages,

LE MONDE ' diplomatique

Abonnez-vous

Pour ceux d'entre vous qui souhaitent recevoir régulièrement le Monde diplomatique, il suffit de nous renvoyer le bulletin ci-dessous et une somme correspondant au prix de votre abonnement annuel. Vous recevrez en supplément l'un de nos récents numéros.

NOM	 			
Adresse	 	•••••	• • • • • •	, -

Je vous règle la somme de 65 F pour mon abonnement de un an (douze numéros) au Monde diplomatique, et je reçois en supplément l'un des numéros cochés ci-contre

OPTION: Je désire, en outre, recevoir les autres numéros que l'al cochès; le vous les règle sur la base de 6 F l'exemplaire.

Choisissez l'un des numéros suivants

293. Paut-on se (ter aux prévisions? 292. Le regain d'agitation en Iran. 291 Le Coul des contradictions. 290 Une droite triomphants aux State-Unis,

mai 1978.

289. L'Italie de la violence, avril 1978.

288. Le droit à l'information à l'épreuve des progrès scientifiques, mara 1978 La démocratie trahie par ses manipulations electorales, fevrier 1978. La justice en question, janvier 1978.

285 La gauche française et les contestatatres sovietiques décembre 1977. 284 La Grace entre le acepuciane et l'inquié-

tude, novembre 1977 Envoyez votre bulletm et votre réglement (chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde), au Monde diplomatique, service

abonnements, 5, rue des Italiens. 75427 PARIS Cedex 09 - (Tél.: 246-72-23) - MD 678.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Pondateur : Hubert BEUVE-MERY Directour de la publication : Jacques FAUVET Rédacteur en chef : Claude JULIEN Rédactrice en chaf adjoints : Micheline PAUNET

PRIX DE L'ABONNEMENT ANNUEL (en francs)

VOIE NORMALE France, DOM. TOM. Centrafrique. Congo. Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Mauritanie. République malgache, Mail. Niger. Sénégal, Tohad. Haute-Volta, Cameroun, Togo Guines. Tunisie Poste militaire. Poste navale, Andorra, Monaco

PAR AVIUN (abonnement et tares) : Europe. Turquis d'Asis. Chypre. Acores, Canaries, Madère, Algètie. Maroe. Tunisie 97 DOM, Cameroun, Centrafrique, Congo. Côte-d'Ivoire, Dahomey, Gabon, Guinée, Mali, Mauritanie. Niger. Senegal, Tchad, Togo, Haute-Volta Territoires français

Autres pays

des Afara et des issas 196 TOM (sauf T.F.A.L). République malgache, Etst comorien 126

Libre, Egypte, Arabia Saoudita, Tel Abonnements: 820-63-03

Iran, Irak, israël, Jordanie, Macao, Malaisie, Mongolie, Phiippines, Singapour, Taiwan, Thallande, Vietnam, Australia, Nouvelle-Guinée, Fldji, Nou-velle-Zélande, Laca, Cambodge 158 Canada, Amérique du Nord, Amé-

rique centrale, Amérique du Sud, autres pays d'Afrique. d'Amérique et d'Asie 131

(Cheque postai : Paris nº 4207-23) Reduction et administration, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09 Tél. Bédaction : 246-72-23 Adr télègraphique : Journoonde Paris Teler : Le Monde 650-572 Paris

RABES

• , . • •

Derrière le paravent du trône

L'ARMÉE IRANIENNE, GARANTE DE LA DÉPENDANCE

(Suite de la première page.)

De 1953 à 1973, le chañ achète ainsi pour 5 milhards de dollars d'armes américaines, alors qu'au cours de cette même période Il ne dépense que 1 millard de dollars pour d'autres achats de ce type aux années précédentes : deux raisons paraissent expliquer cette soudaine

A partir de cette date, et en accord avec l'administration Nixon, le chah s'engage à payer comptant tout l'armement commandé aux Etats-Unis. La décision du monarque permet de relancer les investissements de l'industrie militaire de ce pays et de maintenir ses prix au plus bas sur le marché international.

La deuxième raison tient à la « doctrine Nixon - qui vise à foumir à tout gouvernement aillé des moyens militaires cufficants pour ce protéger contre une éventuelle attaque communiste sans que les troupes américaines soient obligées de voler à son secours. De « gardien de l'Iran -, le chah est ainsi promu - gendarme du Golfe » et, plus les intérêts à défendre sont importants, plus son bâton doit être grand.

Dès le quadruplement du prix du pétrole en 1973. l'Iran devient le premier client mondial des vendeurs d'armes américaines : depuis cette date. Il a absorbé à lui seul 40 % (soit 18 milliards de dollars) de toutes les fournitures de matériel militaire américaines à l'étranger (qui au total représentent une valeur de 43 millards de dollars).

Aloutona que les dépenses militaires Iraniennes s'accroissent en moyenne de 26 % par an et que cette croissance est double de celle du produit national brut. En 1953, à l'époque de Mossadegh, les dépenses militaires ne représentalent que 2 % du P.N.B.: en 1971, cette proportion atteint 12 % et, aujourd'hui, 25 %, un taux en movenne trois fois plus élevé qu'aux Etats-Unis ou en U.R.S.S., six fols plus qu'en France ou en Grande-Bretagne.

Depuis l'augmentation du prix du pétrole, le budget de l'armée iranienne a quintuplé, passant de 2 milliards de dollars en 1973 à 10 milliards en 1975. somme qui e'est maintenue depuis lors. En moyenne, le chah consacre annuellement 30 % du budget de l'Etat à ses forces armées. Ainsi, au prorata de ses revenus, l'iran a le plus lourd budget militaire du monde. Mais peu d'iraniens

le savent car ce type d'information n'est Jamais diffusé à l'Intérieur du pays. Ce choix pèse blen évidemment sur l'orientation de l'économie, ne serait-ce que parce que la continuelle augmentation du budget de l'armée entraîne une compression régulière des autres

dépenses. En particulier, l'éducation, la santé et les affaires sociales font aujourd'hul figure de parents payvres, Sur le plan extérieur. l'hémorragie massive des pétrodollars au profit des vandeurs d'armes s'inscrit dans une stretégle de dépendance, et le flux perma nent des ressources de l'Etat Iranien

eur le marché américain revient à aub-

ventionner les industriele d'outre-Atlan-

tique, tandis que les seules ressources

financières de l'iran se voient perpétuel-

iement drainées au profit du système bancaire des Etats-Unis (3). Entre les deux pays, les llens économigues cont tels aujourd'hui gu'il serait impossible de les rompre sans provoquer une grave crise au sein de la machine économique américaine et une réaction des plus violentes à l'intérieur de l'appareil militaire Iranien. En effet, les achats d'armes par le chah font travallier deux cent mille ouvriers américains et nourrissent quatre cent vingt mille militaires Iraniens, dont les deux tiers sont des professionnels aul louissent d'énormes privilèges. Telle est la réalité économique

Si les achats d'armes sont une des forces motrices de l'intégration de l'économie iranienne au marché américain, le type d'armement acquis par l'armée du chah est la cause première de son intégration dans le dispositif militaire des Etats-Unis.

que nul gouvernement en iran, quelle que

soit sa nature, ne peut se permettre de

Dès la chute de Mossadegh, Washington s'engage à renouveler et à standardiser le matériei militaire iranien. Néanmoins jusqu'à l'arrivée de M. Nixon à la Maison Bianche, en 1968, la nature de l'armement fourni est des plus médiocres. Par exemple, son saul avion supersonique, le F-5A -- livré en 1965. -- est technologiquement d'un niveau si bas que l'armée de l'air américaine n'en a lamais voulu. Ce n'était certes pas avec un tel armement que le chah pouvait dissuader l'Union soviétique d'envahir son pays : en revanche. Il suffisalt bien aux besoins de sa propre sécurité intérieure, à l'inverse de ce que Washington prétendait à l'époque. Toutefois, dès l'installation du président Nixon, l'armement livré va prendre une dimension nouvelle.

Au premier rang des puissances non nucléaires

la la la cource américalnes. l'explication de cet accroissement soudain du niveau technologique du matériel militaire fourni au chah auralt son origine dans la crise survenue à Cuba en 1962, au cours de laquelle un affrontement américano-soviétique fut évité de justesse. Une nouvelle politique est alors mise en œuvre par les Etats-Unis et l'U.R.S.S. visant à empêcher toute confrontation directe sans pour autant cesser la compétition. C'est par aillés interposés qu'ils vont e'affronter hors de l'Occident Industrialisé, en Afrique ou en Asie, et notamment dans le voisinage immédiat de l'Iran.

Au cours de la querre indo-pakistanaise de 1965 - dans laquelle l'Inde est armée par l'U.R.S.S. et le Pakistan par les Etats-Unis — l'Inquiétude de ces demiers se porte sur la médiocrité du dispositif de défense Iranien, d'autant que l'irak entreprend. lui sussi, de s'armer massivement auprès des Soviétiques. Les conflits militaires au Yémen. l'annonce, en 1968, du prochain retrait des troupes britanniques du Golfe en 1971 et les progrès de la guérilla marxiste dans le sultanat d'Oman poussent M. Nixon à reconsidérer la politique de vente d'armes au chah. Pour Washington, dorénavant, la sécurité de l'approvision-

nement pétroller de l'Occident passe par la consolidation des forces armées iraniennes, Le combat mené par le chah contre la « subversion communiste » dans le Golfe devient une nouvelle justification politique pour développer l'exportation de la technologie militaire américaine en Iran.

En 1968, le président Nixon donne son

accord pour que le demier-né des avions de combat, le chasseur-bombardier F-4D, soit fourni à l'aviation impériale : en 1972, le président américain autorise le chah à se pourvoir de n'importe quelle arme conventionnella produita par l'Industrie des Etats-Unie. A partir de cette date. la liste des commandes iraniennes, notamment dans l'industrie militaire de points, ne va cesser de e'allonger, de l'Intercepteur bi-réacteur F-14 au destroyer Spruence, en passant par de multiples systèmes de détection électronique fonctionnant avec l'aide de la

Après l'arrivée de M. Carter à la présidence, en lanvier 1977, et contrairement aux principes proclamés durant sa campagne électorale (4), la vente à l'Iran, en septembre 1977, de sept AWACS (l'avion de détection électronique le plus sophistiqué du monde) marque un nouveau palier dans le renforcement militaire de I'lran, qui se voit hissé au premier rang des puissances non nucléaires. Toutefois, devant les réticences du Congrès, qui a finalement approuvé, en septembre demier, la vente des AWACS à condition que la Maison Blanche limite désormais ses ventes d'armements sophistiqués au chah, le président Carter se voit contraint, en goût 1978, de lui refuser la livraison de trente et un F-4G - dotés d'un équipement électronique dont seule est pourvue l'armée de l'air américaine et de lui fixer un long moratoire pour les F-16 et F-18 qu'il avait commandés

à la vellie des demières élections présidentielles.

cains à l'accroissement des ventes d'armes sophistiquées au chah n'a rien à voir avec les violations répétées des droits de l'homme. Elle s'inspire de considérations cié du mécanisme de l'intégration de taire des Etats-Unia.

La nature complexe et sophistiquée des armes fournies fait que leur maniement dépasse les capacités techniques des militaires iraniens. Ces fournitures ultra-perfectionnées - parmi lesquelles l'on peut citer le F-14, doté de missiles Phænix, le « radar volant » AWACS. l'hélicoptère AH-IJ. Jes réseaux de détection Project Seek Sentry, Seek Switch, IBEX - sont encore quasiment à l'état de prototypes et nécessitent la présence sur place de milliers de techniciens militaires américains. Auxquela s'ajoutent des dizalnes de milliers d'autres qui. selon une récente enquête effectuée pour le compte du Sénat américain, sont détachés par Washington auprès de l'armée Iranienne « pour s'occuper de ses achats, de sa gestion financière, de sa logistique, lui assurer l'entratien du matériel, l'entrainement et l'encadrement des officiers ». L'enquête conclut que cette armée devra. dorénavant. dépendre de milliers d'Américains pendant dix ans ou plus » si elle veut continuer à fonctionner en tant que force militaire - crédible > (5).

Toutefois, ce que cette enquête omet de dire, c'est que ces millers d'Américains n'ont pas pour unique rôle de « conseiller » les militaires frantens : leur présence au cœur des champs pétrollfères, à deux pas de la frontière sovié-

tique, revêt un tout autre sens.

Une base camouflée

Un mutisme pesant règne à Téhéran et à Washington dès que le sujet épineux du nombre d'Américains en Iran est abordá. Des informations de sources sûres permettent cependant d'avancer certains chiffres.

En septembre 1978, 43 000 Américains environ (families non incluses) travaillent en Iran. Parmi eux: 2200 fonctionnaires civils du département de la défense : 1 100 militaires en uniforme : 8 000 contractuels du département de la défense et 32 000 employés du secteur privé.

Pour ce qui est des fonctionnaires civils du département de la défense et des militaires en uniforme - catégories rassemblées sous l'égide du Military Assistance Advisory Group (MAAG), - leur fonction est de « conseiller les forces ermées impériales de l'iran aux les problèmes concernant la défense et l'organisation. ainsi que de planifier, formuler et appliquer le programme d'assistance militaire à l'Iran ». Leur tâche s'étend aussi à la police et à la gendarmerie. « La mission militaire des Etats-Unis a pour fonction de conseiller le ministre de l'intérieur de l'iran sur des sujets relatifs à l'organisation, la formation, la disposition des unités qui lui sont dépendantes, l'utilisation de l'équipement fourni et sur tout autre

sulet qui s'y rapporte > (6). C'est reconnaître officiellement que les militaires américains en Iran sont non seulement partie prenante dans l'organisation de la répression militaire, mais aussi directement engagés dans les opérations de la police. de la gendarmerie et des autres organisations paramilitaires iraniennes dont la tâche principale consiste à extirper toute opposition_

Quant aux spécialistes militaires américains liés par contrat au département de la défense, ce sont pour la plupari d'anciens combattants du Vietnam ou des officiers démobilisés. Enfin. les Américains qui travaillent dans le secteur privé sont envoyés par les firmes qui ont conclu des contrats de fournitures d'armes. Ces deux demières catégories sont chargées de la formation des militaires iraniens et de l'entretien du matériel vendu. A en juger par certaines déclarations publiées dans la presse, le mépris des Américains pour les qualités techniques des militaires qu'ils sont censés « conseiller » est quasi unanime. « ils amochent et écrasent au soi énormément d'avions », dit un officier américain. « C'est comme au Vietnam. ajoute un consultant de la firme Northrop. D'abord, on leur vend ces avions, puis on volt qu'ils ne savent pas les faire marcher aussi bien que nous, alors on tinit per les faire voier nous-mêmes = (7).

Le Congrès détiendralt les preuves (qu'II se refuse à rendre publiques) (8) que du personnel contractuel américain a été engagé dans des opérations militaires l'aniennes, notamment durant la rébellion kurde en Irak, dans les zones de combat d'Oman, pour des missions de reconnaissance aérienne et pour des activités d'espionnage électronique. Il s'agit là d'un des volets de la politique secrète que mènent les Etats-Unis en Iran : compte tenu d'un accord signé entre Moscou et Téhéran — qui interdit à l'Iran d'Installer des bases militaires étrangères sur son

quées par le chah deviennent le prétexte qui permet à des militaires américaires qualifiés de - conseillers techniques -, de venir s'installer par dizalnes de milliers pour former l'armée au maniement de ces armes. En réalité, sur le plan stratégique. ces quarante mille Américains Jouent la rôle d'une armée « camouflée » protégeant les champs de pétrole du Golfe et éplant

territoire. - les achais d'armes sophist.

ainsi intervenir à tout instant. Economiquement dépendante de l'industrie d'armement des États-Unis, technoloalguement et stratégiquement soumise aux impératifs de milliers de « conseillers » militaires américains « pendant dix ans ou plus », l'armée du chah paraît incorporée de manière irréversible au dispositif militaire des Etais-Unis. Sur le plan Intérieur. elle a par le biais de son contrôle sur

l'économie nationale et grace à son

emprise sur les rouages de l'Etat, étendu

son pouvoir à toutes les activités du pays

le flanc aud de l'Union soviétique. Dispo-

sant, grâce au chah, d'un arsenal perfec-

tionné à portée de la main, ils peuvent

Les Etats-Unis ont toujours visé à ne pas avoir à orienter l'iran par le sommet, uniquement à travers l'autorité du monarque, mais à s'assurer que le régime de ce pays évolue automatiquement dans la direction la plus favorable à leurs intérêts. Il faliait pour cela que solt créé un appareil d'Etat tentaculaire et omnipotent qui leur soit organiquement ilé. Dans l'optique des stratèges de Washington. seule l'armée impériale était capable de remplir cette tâcha. Elle a fait ses preuves le vendredi 8 septembre 1978.

AHMAD FAROUGHY.

(3) Voir A. H. Banisadr, € l'Armée da la dépendance », Frontière (Cahiers du C.E.R.S.), inillet-sout 1974.

(4) Voir à ce propos l'article de Michael T. Klare, 4 M. Carter et la limitation des livraisons d'armes à l'étranger », dans le Monde diplomatique de novembre 1977. (5) & U.S. Military Sales to Iran 2, Hearings before the Committee on Foreign Belations - U.S. Senate, 2 soft

(6) < The Persian Gulf >, Hearings before the Committee on International Relations - U.S. Congress, 18 juin 1975,

(7) Washington Post, 12 mai 1977. (8) Washington Post, 13 mai 1977.

Nos précédents articles

- Les échecs du développement à l'occidentale accroissent les difficultés du régime, par Thierry A.-Brun (juillet 1978).
- L'opposition interne face au chah et à la domination étrangère, our Ahmad Faroughy (juillet 1978).
- L'Iran, renoissance d'un empire, reportage de Marcei Barang (mai



QUAND ON N'A PAS L'HABITUDE DE ROULER EN FRANCE IL VAUT MIEUX ROULER EN VOLVO

DEMANDE DE DOCUMENTATION SUR LES MODÈLES VOLVO.

Date de l'arrivée en France_

DÉCOUPER ET RETOURNER CE BON A VOLVO FRANCE SERVICE-T.D.S.

16 rue d'Orléans, 92200 NEUILLY. Telex 610.994 ou téléphone: 747.50.05



VOLVO. VENTES DIRECTES EXPORTATION

ARGUMENTS POUR LA FRANCE

Au sommaire du n° 2 (septembre 1978)

VINGT ANS DE V' REPUBLIQUE par Jacques CHIRAC, Michel DEBRE, Pierre MESSMER, Yves GUENA, Xavior DENIAU, Jacques FOCCART.

Au sommaire du n° 3 (octobre 1978)

- -- NON A L'EUROPE SUPRANATIONALE (Michel Debré, Jean Cau...); - ENTRETIEN avec Philippe de Saint-Robert;
- LA FRANCOPHONIE (Québec, Acadie, Jura); - LA PARTICIPATION;
- LA CONTESTATION AU PARTI COMMUNISTE.

Revue mensuelle. Le numéro : 10 F. En vente dans les principaux kiasques. B.P. 525, 75067 PARIS CEDEX 02

à parir de 20.000 F.

Recherch

._-:45 C:FT0 - teravetia biu ... a.a. : : i je jestié d

-1. - 1 CIS E'8'S ges rigrater di e do 6 weger burg grea egipe : factor ac . - 5--: 23 9 50 et de Foss . Faller diéser ---- 55. 6" 3.9. 42 in the Se of Shirt me ment Life . . <u>. . 6:5-25 348, 6</u>

------- 2-0, "S . "S 3 "0 "T3 . -a 'a't fate Je i Las egreg tar ava . -are- 'are à a r -- green -a da Mc .;: - ::re ecc'u e: parer = "faires kur est bame trêbés the second of the second --- tes Etate fon

the Assemble of

La es es respublicant

tes decestros \$

on granding to

La nouvelle dAl_{i}

D'Us d'un quam de d Clear en 1980 que e descentação au mi jrage Detwu. ...e.a aux Efatt-Unis.

in carde que les fo TI ICLE SEVE à LT - - -- associées à la in a la designation de la completa del completa del completa de la completa del completa del la completa del completa de la completa del completa re Eria parte qu'u - ' Tosate donke Alger eric d'évoquer a ca Tu au debut de 197 Page The Hiss-Cham tist simulation e feit 🐃 ou Alger Hist étai tin nore Chambers, ev

dicuments et d'int in makéa sur das ar Tail - . etail tei et bien o a cresse unanime . e d'éloges le 'lu 13 pure un public qu ces années 50 : : . or cent Nixon, qui dived pas bati sa i libation Four beauc -55 voila rassérénés. e ques semaines plu

if gauche The Nation t pris contact avec der wir let socuments et d'in corre - resultats stupėliants ent : 2 24 propos qui leur c There is a sabrité. Quelque errent i de prusieurs autres cetta de convaincues de ner: -- 'as taules démenten ell -- - -- ces propos, cité. Ngs: 1 - 2. Juneusement, à tall. El patiens, a déclin

Promition terrait de se justif e de Me iu- . . ans aseptiques— n कि : का सम्बद्धाः de fait rele 'a-liens ?- sondamné. M. multe avec lequ de to the standards des t non: :- une - allaire Dreylus froger e. . Etats-Unis, où el Tara ta (ma, 1-3, ce n'est pas) tale introduction in the state of the state 'a 'g' or de "innocent c

A Kn . Walnateln. Perm W-York 1978, 674 ;

ing Nation, o The 1978. Voir ausai

: ::

L'OCÉAN INDIEN ET LE GOLFE

E retrait progressif, annoncé dès 1968, des forces britanniques à l'est de Suez, et le - vide de puissance - ainsi créé, mais aussi les intérêts économiques en jeu, particulièrement l'accès sans entrave au pétrole, entin l'évolution de la technologie des armements, le déploiement opérationnel de sous-marins lance-missiles à long rayon d'action, ont suscité un nouveau dynamisme atratégique, des grandes puissances comme des Etats riverains, dans la région de l'océan indian, redevenue brusquement un « cœur du monde ». A la redécouverte de cet coéan quelque peu oublié depuis que la - route des indes - avait perdu sa signification, Mohammad Reza Djalli, professeur à l'université de Téhéran et animateur du Centre iranien des hautes études internationales, consacre un livre précieux (1), à la construction très classique, étayé par une documentation systématique.

La présence navale des Etats-Unis et celle de l'Union soviétique sont évaluées et interprétées : les deux pulssances « planétaires » ne peuvent se désintéresser d'une région de grande importance politico-stratégique ; alles souhaitent avoir le possibilité, en cas de nécessité, d'accorder leur alde et leur soutien aux Etata alliés et amis ou, au contraire, de pratiquer une « diplomatie de la cenonnière » : elles veulent protéger leurs lignes de communication et jeurs activités économiques... Au-delà, chaoun des deux Granda poursuit sa politique propre. La mission principale de la force nucléaire adviétique est délensive et consiste à « contrer » les sous-marins américains porteurs de Polaris-III et de Poseidon, qui peuvent menager directement l'U.R.S.S.; d'autres préoccupations subsistent, il est vrai : renforcer l'influence soviétique, quitte à déstabiliser certaines régions, et réduire l'influence de la Chine, qui ne dispose pas des moyens nécessaires pour maintenir une flotte importante mais fournit un soutien politique et économique, et partois des armements, à certains riverains. Pour les Etats-Unis, le problème essentiel est de protéger leurs investissements pétrollers du Golfe, d'éviter les problèmes d'approvisionnement, de contrôler le transport du pétrole vers les pays consommateurs : mais le maintien de leur présence navale et le développement de leur base de Diego-Garcia s'expliquent également par le souci de neutraliser l'avantage dû à la proximité territoriale de l'U.R.S.S.

Peut-on anvisager, face à la panétration des Grands, l'élaboration d'une sorte de doctrine de Monroe airo-estatique? L'idée d'une zone de paix ». zone exclusive d'où la rivalité des grandes puissances, les bases militaires étrangères, les armes nucléaires seraient bannies, est sans précédent, L'auteur en retrace la genèse - la première réaction collective des pays afro-asiatiques remonte à la conférence des Etats non alignés réunie au Caire du 5 au · 10 octobre 1964 : l'Assemblée générale des Nations unles se saisit du problème avec sa résolution du 16 décembre 1971 — mais aussi les limites : des désaccords subsistent entre les États riverains quant à l'appréciation de la altuation et quant aux mesures concrètes à prendre : le concept même de « zone de paix » reste vague : des notions essentielles, comme fétendue géographique de la zone ou le terme de « base » militaire, ne sont pas clairement définies...

r E professeur Djaliii consacre une seconde étude à ce Golta qui, Le séparent le plateau iranien de la péninaule arabe, fut longtemps appelé persique, male que la montée des nationalismes tend à priver de tout qualificatif (2). De fait, la compétition des États riversins pour la maîtrise de ce bras de mer de l'océan indien est vive : la

Par CHARLES ZORGBIBE

saule voia d'accès au Golle, mar plus qu'à demi-larmée, est la détroit d'Ormuz ; plus de cent navires le franchissent, cheque jour, par les eaux territoriales d'Oman et de l'Iran, tout autre passage étant interdit par l'existence de hauts fonds ; or la libre circulation est absolument vitale pour assurer la respiration économique des huit riversina — l'Iran, l'Irak, l'Arabie Sagudite, le Kowelt, Bahrein, Qater, les Emirats arabes unis et Oman-

La « pax americana » se aubstitue, à la fin des années 60, à la présence britannique : mais elle est ébraniée par la revendication des pays Détrollers et menacée par la montée des forces progresalates en Irak, au Yémen du Sud, au Dhofar, voire à Bahrein et au Kowelt. Au demeurant, les États riversins sont unanimes sur la nécessité de contenir les puissances extérieures au Goife : le « vide » créé par le retrait britannique ne pourreit-il être rempii par une coopération militaire au niveau des pays de la région ? Depuis 1968, l'instauration d'un système régional de sécurité collective est au centre des précocupations des pays riversins. Ces dernières années, de nombreux problèmes en auspens ont été réglés - l'Iran a renoncé à ses revendications territoriales sur Bahrein, le conflit antre l'Arabie Saoudite et les Emirats arabes unis s'est atténué. le différend Irano-irakien à propos du Chatt-el-Arab a été surmonté... Mais d'autres questions, qui apparaissent mineures, pauvent dégénérer en conflit ouvert : les révendications irakiennes sur les îles Warba at Bublan (qui appartiennent au Kowelt), la délimitation du plateau continental entre l'iran. l'irak at le Koweit. Un dialogue intra-régional a été amorcé : la conférence des ministres des affaires átrangères des Etats du Golle, réunie à Mascate en novembre 1978, n'e pas abouti à un résultet concret, mais les relations bilatérales et multilatérales se développent dans les domaines politique, économique, culturel, technique. Dana l'attente de l'établissement d'une váritable sécurité militaire régionale, l'Iran et l'Arable Saoudite se sont rapprochés, le premier intensifiant ses rapports avec le souscontinent indien, le esconde suivent attentivement les bouleversements que connaît la come de l'Afrique. Situation classique de coopération-

compétition : les ambitions régionales de Téhéran et de Ryad sont objectivement concurrentes : mais le front commun est solide face aux visées de l'irak - encore que la politique de Bagdad se fasse plus conciliante depuis 1977.

Enrichiasement pétroller : mais si le pétrole est la force des pays du Goffe. Il est euszi leur falbiesse car « il tend à dominer toute leur vie économique, et à créer une dépendance excessive par rapport à une seule activité économique (à la manière des) pays du tiers-monde qui dépendent de monocultures tropicales .. Course aux armaments — dont l'auteur souhaite rétabils les dimensions réclies (le dollar a été fortement dévalué depuis 1970, le prix des armements a doublé, voire triplé), alors qu'approche le « point de esturation ». Le atatu quo régional est-il menacé ? M. R. Djailli ne le croit pas : de nombreux facteurs d'instabilité et de vuinérabilité existent, male les enjeux internationaux sont trop grands... alors que s'esquisse une dépendance pétrolière de l'U.A.S.S. et des autres membres du COMECON, semblable à celle des pays de l'O.C.D.E. Mais un nouveau conflit Israélo-arabe pourrait faire resurgir l'antagonisme entre riverajas arabes, traditionalistes et revolutionnaires...

TT NE autre manifestation de la vitalité de l'Ecole iranienne de relations internationales nous est donnée par l'ouvrage collectif. publié à Téhéran, sur les Aspects de la politique étrangère de l'Iran et de la France (3). Parmi d'autres études, on relèvera celles de Farhad Radserecht sur les « relations économiques internationales de l'iran », de la domination de type colonial du dix-neuvième siècle à l'implantation d'une industrie pétrollère au caractère essentiallement extravarti, à la détérioration des termes de l'échange, et à l'amorce, dès 1971, d'un nouveau achéma de croissance qui a'inscrit dans la logique de la division internationale du travail : de Fatemen Ghadimipour sur les « relatione de l'Iran avec ses volsins non arabes », qui évoque l'appartenance de Téhéran au CENTO (ancien pacte de Bagdad) et à l'organisation de coopération régionale pour le dêveioppement : de Diamehid Momtaz sur « l'Iran et le droit international », brillante approche synthétique du comportement franien à l'égard du droit « des conflits internationaux » et des mutations du droit international, qui tend à expliquer le présent par l'expérience des dernières décennies : « d'une part, les affeintes répétées et cans cesse plus graves portées à la couveraineté de l'Iran, et d'autre part. sa mise à l'écart de la communauté internationale jusqu'à la création de la Société des nations ».

(1) Mohammad Reza Djalili, l'Ocean indien, PUF, 1978, 127 pages, (2) Mohammad Resa Djalili, le Golfe persique : problèmes et perspectives, collection du Centre tranten de recherches en sciences humaines. Dalloz, Paris, 1978, 252 pages, 46 F. (3) Aspects de la politique étrangère de l'Iran et de la France, publications du Centre des hautes études internationales. Téhéran. 1976, 212 pages.

La nouvelle condamnation d'Alger Hiss

PRES plus d'un quart de alècie, l'alfaire Alger Hias n'est toujours pas close. C'est en 1952 que ce haut fonctionnaire du département d'Elet, accusé d'espionnege au profit de l'Union soviétique, fut condamné pour taux témoignage. Depuis. Il ne cesse de proclamer son innocence. L'affaire soulève, aux Etats-Unis, une fégitime passion, et cela pour diverses

D'abord, parce que les faits remontent au New Deal et meltant en question la politique suivie à une époque où des personnalitée libérales de gauche étaient associées à la politique rooseveltienne. En second lieu, parce qu'une éventuelle révision du procès serait aussi une révision du maccarthysme. Entin, parce qu'un homme aujourd'hui discrédité se distingue dans la campagne contre Alger Hiss, le jeune député Richard Nixon, dont Il serait superflu d'évoquer la carrière uitérieure.

Or voici qu'au début de 1978 paraît un gros livre de plus de six cents pages, Perjury: The Hiss-Chambers Case (1), par Alten Weinstein, professeur d'histoire. L'auteur a lait savoir qu'il avait entrepris son travail avec la conviction qu'Aiger Hiss était innocent et que son principal accusateur, l'ancien communiste Chambers, avait menti. Mais, après cinq ans de recherches, d'examen des documents et d'interviews de témpins, il arrive à la conviction, solidement étayée sur des arguments qui s'emboltent à la perfection, ou'Aiger Hiss était bei et bien coupable.

Aussitôt, la presse unanime consacre cette nouvelle condamnation d'Alger Hiss et couvre d'éloges le livre scrupuleux du professeur Wainslain. Ce leisant, elle rassure un public qui garde mauvais souvenir de la « chasse aux sorcières » des années 50 : la justice américaine ne s'est pas trompée, et le tutur président Nixon, qui s'était fait connaître en se déchainant contre Alger Hiss, n'avait pas bâti sa douteuse carrière politique sur une monstrueuse accusation. Pour beaucoup, l'affaire Alger Hiss était une « affaire Dreyfus ». Les vollà rassérénés.

Mais, quelques semaines plus tard, Victor Nevasky, directeur de l'hebdomadeire de gauche The Nation, consacre au livre de Weinstein un long articia. Il a pris contact avec plusieurs témoins directement interrogés ou d'examen des documents et d'interviews de témpine, il arrive à la conviction, donne des résultats stupéfiants : les fémoins contestent sans la moindre ambiguité les propos qui leur ont été prêtés par Weinstein pour étayer sa thèse de la culpabilité. Quelques semaines plus tard, The Nation publie les lettres reçues de plusieurs autres personnes citées dans le livre de Weinstein : certaines sont convaincues de la cuipabilité de Hiss, d'autres le croient innocent, mais toutes démentent les propos que Wainstein leur attribue ou affirment que ces propos, cités hors du contexte, avaient une tout autre signification (2). Curieusament, le professeur Weinstein, invité à répondre à ce flot d'objections, a décliné la proposition de The Nation et a riposté dans un autre hebdomadeire, dont les lecteurs ne connaissaient pas les griefs dont li tentait de se justifier.

Pas plus que le livre de Weinstein - qui e cependant emporté la conviction de certains sceptiques- ne pouveit prouver la cuipabilité d'Aiger Hiss. les graves erreurs de fait relevées dans son ouvrage ne sauraient prouver l'innocence du condamné. Mais l'accuell enthousiaste réservé au livre lliustre la constance avec laquelle la bonne conscience des uns s'efforce de dissiper les acrupules des autres. Toujours est-li que i' « attaire Hisa » n'ast pas une « affaire Drayfus », expression qui est passée dans le langage courent aux Etats-Unis, où elle est toujours utilisée à contresens : car l'affaire Dreyfus, ce n'est pas la condamnation du capitaine sur la foi d'un taux document, c'est la longue campagne contre un verdict infâmant jusqu'à la réhabilitation de l'innocent condamné. Il n'y a jamuis eu d'attaire Draylus aux Etats-Unis...

Allen Weinstein. Perjury : The Hisz-Chambers Case, edit. Alfred A. Knopf, New-York 1978, 574 pages, 15 dollars. Victor Navasky, e The Case Not Proved Against Alger Hiss >, The Nation, 8 avril 1978. Voir aussi le commentaire dans The Nation du 22 avril 1978 et les lettres publiées dans les numéros du 6 mai et du 17 juin 1978.

C. J.

UN CAS TYPE DE DOMINATION

L'industrie pharmaceutique au Mexique

ANS le tiers-monde, 50 à 80 % des budgets de santé sont consecrés à l'achat de médicaments, contre seulement 15 à 20 % dans les pays Industriels. Autant de moins pour les autres éléments du développement sanitaire .: -prévention des matadles, lutte contre la pauvreté. Bien plus que la population, ce sont les fabricants, distributeurs et marchande de médicaments qui bénéficient de cette anomalie. A cet égard, la situation de l'Industrie pharmacautique au Mexique est caractéris-

Quoique toujours dépendante de la technologie et des investissements étrangers. l'industrie pharmaceutique atteint un niveau élevé de production. En 1975, alla contribuait pour. 0.4 % au produit intérieur brut. La plupart des laboratoires. de type artisanal, emploient moins de quinze personnes. Onze laboratoires seulement, sur 617, ont plus de 500 employés. Cette concentration se retrouve dans l'implantation géographique : la grande majorité des laboratoires (81 %) sont installes à Mexico ou dans sa banlieue. La première entreprise étrangère à e'installer au Mexique fut, en 1917, Warner-Lambert, comme Importateur. Au cours des années 30, plusieurs entreprises s'implantèrent pour fabriquer des médicaments à partir de matières premières importées. Les trandes ecclétés internationales commencerant à s'installer sur le marché mexicain à partir de 1950 : 36 des 41 plus importantes firmes pharmaceutloues mondiales ont réalisé des investissements au Mexique. Aulourd'hul, les entreprises étrangères contrôlent 85% du marché des médicaments.

TO HENOMENE caractéristique du sousdéveloppement, plus de la moltié des matières premières destinées à l'industrie charmaceutique cont Importées (1). Ces importations sont cotteuses: 74 millions de dollara en 1976. Les exportations, d'hormones essentiellement, sont contrôlées par les sociétés multinationaies. Depuis 1975, le gouvernement a créé une entreprise destinée à Intervenir de facon croissante sur ce marché.

Le Mexique connaît la même prolifération de marques et de produits Par O. PAREDES-LOPEZ *

que le monde industriel : 12 000 médicaments différents, sans que cette diversité coîncide nécessairement avec un progrès médical. On compte, par exemple, 2 200 antiblotiques dont 350 à partir de la seule ampicilline. Chers. juxueusement présentés, ces médicaments ne correspondent pas aux besoins d'une population dont la majorité n'a pas les moyens de se les procurer.

Pour un même produit issu du même laboratoire, la publicité et la notice varient d'un pays à l'autre : des indications cont rédultes ou aupprimées. Certains médicaments, dont l'usage a été ilmité — voire interdit — dans isur pays d'origine, sont en vante libre en Amérique latine. La dipirone, par exempie, qu'aucune des firmes internationales qui la distribuent en Amérique faline ne pourrait vendre aux Etats-Unia. Les bava du tiers-monde comptent un médecin pour 10 000 habitants (contre un pour 1 000 ou moins dans les pave industriels), largement tributaires, pour s'informer sur les médicaments, de la publicité des entreprises pharmaceutiques (2) L'insuffisance du personnel médical est aggravée par la refus d'étudier les conditions epécifiques du pays : les entreprises ne cherchent pas à s'adapter aux besoins de la population. Ainsi le médicament le meilleur marché pour traiter les amibes (majadie très fréquente dans la région) est-il vendu dix fois son prix de fabrication.

L'Industrie pharmaceutique se défend en grauant des difficultés à surmonter pour découvrir, puis commercialiser, un produit La découverte d'une substance nouvelle exige de 4 000 à 5 000 synthèses : le coût moyen de la recherche est de 24 millions de dollars, et il s'écoule entre cing et dix ans avant qu'on pulsse la commercialiser. Le nombre de aubetances nouvelles introduites sur la marché mondial est tombé de 82 en 1961 à 60 en 1970. Ainsi se justifierait le prix élevé des médicaments. Les grands laboratoires internationaux des-

tinent à la recherche et au développement environ 10 % du produit de leurs -liduq al à emmos emme al te publicité); en Argentine, au Brésil et au Mexique, le gouvernement et l'industrie y consacrent ensemble moins de 1 %. surtout utilisé pour l'adaptation de tech-

nologies créées dans les pays industriels. L'industrie pharmaceutique emploie 88 700 personnes au Mexique, soit 0,5 % de la population active, dont 46 700 dans la production et 42 000 dans la publicité at la distribution. Son chiffre d'affaires s'élève à 440 millions de dollars, soit 1 % du P.N.B., et pourrait doubler d'ici à 1982. Achetant plus du quart de la production, le gouvernement pourrait créer une industrie nationale et déterminer l'orientation de la politique

sanitaire.

A médecine sociale a fait de granda progrès en Amérique laline ces dernières années, mais il reste encore beaucoup à faire, dans les campagnes en particulier. La domination du marché des médicaments par des firmes multinationales plus coucleuses de rentabilité commerciale que de responsabilité sociale, s'est traduite par la prolifération des marques et la hausse des prix. Les profits réalisés dans ce secteur en 1976 ont représenté, au Mexique, plus de 40 % des investissements. Le comportement éthique de ces firmes est sujet à caution lorsqu'elles distribuent n'importe quel médicament ou éliminent les contreindications de leur publicité.

A l'heure où les firmes multinationales se présentent elles-mêmes comme le moteur du développement, c'est sur de tels actes qu'il faut juger leurs belles paroles.

(1) O. Paredes-Lopes: «Consideraciones sobre is Activided de les Empreses Parmacéuticas en México», Commercio Exterior, août 1977, pages 932 à 941. Cf. aussi David Schwartsman: «Innovation in the Pharmaceutical Industry», The John Honding Union Industry. Hopkins University Press, Baltimore, 1976, et Robert J. Ledogar : «Hungry for Profits. U.S. Food and Drug Multinationals in Latin America. DOC-North America, New-York, 1975. (2) Cf. L'emprise des géants de l'industrie pharmaceutique dans le tiers-monde, par Sanjaya Lall. le Monde diplomatique, juillet 1976.

LA DOMINATION DES ENTRÉPRISES PHARMACEUTIQUES ETRANGERES AU MEXIQUE EN 1975

Chercheur à l'Institut polytechnique

national de Mexico, D.F.

Entreprises	Pays d'origine	Part ies ventes (en %)	Entreprises	Pays d'origina (Part ies ventes (en %)
Boehringer Ingalheim	Rép. féd. d'Allemagne	3,98	Sterling Drug	Rép. féd. d'Allemagne	
Ciba-Geigy	Suisse	3,34	Hoechst	Suisse	1,43
Pfirer		3,05	Sandoz	États-Unis	1,42
Bristol-Myers		3,01	Richardson Merrell		1,39
Am. Home Products		2,59	Am. Cyanamid	Royaume-Unl	1,38
Upjohn	_	2,97	Beecham	Etats-Unis	1,36
Warner-Lambert	1 —	2,84	Dow Chemical	Etaty-Unis	1,17
Schering-Plough		2,74	Revion		1,16
Roche	Suinse	2,49	Richter Corp.	Bahamas	. 1,06
Lily	Etats-Unis	2,40	Robins	Stats-Unis	1,65
Roussel (a)	France	2,22	Glazo	Royamme-Uni	1,05
Abbott	Etats-Unis	2,21	Searle	Rists-Unis	1,64
Merck	_	2,19	Alcso	Pays-Bas	1,02
Syntex	- · ·	2,02	Merck	Rép. féd. d'Allemagna	0,90
Squibb et Sous	_	1,78	Lab. Carnot (c)	Mexique	0,90
Schering AG	Rép. féd. d'Allemagne		Rhodia	France	0,86
Bayer		2,69	Johnson and Johion	Bints-Unis	5,26
Lakesida	Suizse	1,54	Chinoin (c)	Mexique	9,74
ICI (b)	Royaume-Uni	1,53		TOTAL	67,69

b) Associée avec Am. Rome Products. a) Associés avec Hoschet. Source : M. Maria y Campos. Banco Nacional de Comercio Exterior, Mexico,

UN BATS BI CIS! POUR COMPRISON LES CAISES DU CHO E DE MOZAFARI

AENTS FRANCE

Après sept ans de dictature militaire

L'ÉCHEC DE LA DÉMOCRATISATION EN BOLIVIE

E général Juan Pereda est eniré ce matin au paldis du gouvernement pour y assumer ses nouvelles jonctions de président de la République, vêtu d'un complet bleu et accompagné d'une escorte dont les membres sont tous différents de ceux qui entouraient l'ex-président Banzer.

C'est par cette seule phrase, banale et lapidaire, qu'une station de radio bolivienne, réputée indépendante, résumait la situation au matin du samedi 22 juillet, après trois journées particulièrement riches en événements : le 19, le tribunal électoral avait particules des élections du 9 fuillet et suggéré la convocation de nouvelles élections; formellement, la demande d'annulation avait été présentée par le vainqueur officieux, le général Pereda, alors que le principal candidat de l'opposition, l'ex-président Hernan Siles Suazo, dont la victoire était admise dans les milieux les plus divers, avait entané la veille une grève de la faim et que les mineurs annonçaient un arrêt de travail pour protester contre la falsification des résultats et exiger le respect du « verdict populaire > (1); le 20, Pereda, qui avait justifié la demande d'annulation par un discours sur la nécessité d'éviter les affrontements et d'instituer une société pluraliste, prenaît la tête d'un soulèvement civilo-militaire (orchestre par des groupes de tendance fasciste. et appuyé sur les fameux Rangers et

l'armée de l'air), qui, parti de Santa-Cruz et de Cochabamba, allait amener la démission inattendue du général Banzer, quinze jours avant le terme fixé, et son remplacement (aptès un intermède de trois heures pendant lesquelles le pouvoir fut assumé par un triumvirat) par celui dont il avait fait lui-même le candidat officiel à sa succession. Banzer, habituellement meilleur stratège, n'avait sans doute pas prévu que ses dissensions croissantes avec son dauphin et avec des secteurs importants de l'armée aliaient déboucher sur un coup d'Etat rappelant étrangement (les morts en moins) celui qui l'avait porté au pouvoir sept ans auparavant. sept ans auparavant.

Maigré les premières déclarations du nouveau président garantissant les libertés syndicales, le respect des droits de l'homme (2) et la poursuite du processus de démocratisation (mais les nouvelles élections sont renvoyées à 1980), il est difficile d'imaginer un èchec (provisoire?) plus caricatural de la politique de transition des régimes militaires vers des régimes civils, politique soutenue par le president Carter et dont la Bolivie devait constituer le premier exemple en Amérique latine.

Il aura fallu à Pereda deux coups d'Etat pour prendre le pouvoir : l'un. sous forme de fraude électorale, dirigé contre le rejet du régime militaire par le vote populaire; l'autre contre le genéral en place.

Des élections frauduleuses

T ES élections du 9 juillet ont donné Lieu à une fraude massive, dont le point culminant a été atteint trois jours après le vote, lorsque le tribunal électoral a annonce des « modifications » aux résultats initiaux, en raison d' « erreurs dans la transmission des données ». Du jour au lendemain, le général Pereda, candidat officiel, se retrouvait avec la majorité absolue nécessaire à son élection directe sans vote parlementaire, grâce à l'attribution de plus de cinquante mille voix supplémentaires dans le département de Potosi. M. Hernan Siles, jusque-là largement en tête dans ce département, s'y voyait retirer environ sept mille voix. La suite devalt confirmer que les autorités, surprises par l'ampleur du succès obtenu par l'opposition, avaient décide de manipuler les urnes et les chiffres. Les premiers résultats avaient, en effet. donné l'avantage au candidat de la

coalition de gauche U.D.P. (Union démocratique populaire) à Potosi et dans deux autres départements stratégiques : La Paz et Chuquisaca ; en fin de parcours, seule cette dernière victoire lui était reconnue. Le général Rene Bernal, candidat de la démocratie chrétienne, l'emportait quant à lui dans le département d'Oruro, ainsi que, probablement, dans celui de Cochabamba, et l'opposition était en passe d'avoir la majorité au Parlement, ce qui devait déboucher sur un changement de régime.

En réalité, malgré la promesse faite par le général Banzer de garantir l'impartialité de la consultation électorale, les mécanismes de la fraude avaient été mis en place avant le scrutin : modifications à la loi électorale (dont l'une rendait problématique, et dans de nombreux cas impossible, la présence de bulletins des candidate d'opposition sur les

Par YVON LE BOT *

lieux de vote), prise de position des forces armées en faveur du candidat officiel, etc. Un journaliste local observait « des signes évidents de ce que les candidatures de l'opposition ne pourront pas traduire dans le scrutin les résultats réels qu'ils obtiendront dans les urnes » (3). Les observateurs internationaux présents le 9 juillet dénonçalent, dans un document ferme et circonstancié, les irrégularités dont ils avalent été les témoins. Les partis nationaux d'opposition allaient fournir des preuves muitiples d'intervention des militaires dans le cours électoral, de substitution des bulletins de vote déposés dans les urnes, d'apparition d'urnes et de tables électorales « fantômes », d'altération des résultats, etc. Enfin, lorsque, devant tant d'évidences et de pressions diverses, en particulier américaines, le tribunal électoral se résolut à annuler les élections, le nombre des votants

dépassait celui des inscrits. Pourquoi les partisans du général Pereda ont-ils du recourir à ces procédés, à l'occasion d'élections dont il semblait acquis qu'elles devalent assurer sa victoire et, sur des bases constitutionnelles, la continuité du régime mis en place par le coup d'Etat de

Le vote du 9 juillet revêt les caractéristiques d'une vaste protestation contre la politique économique du régime et sa politique répressive. La prospérité économique de ces dernières années n'a profité qu'à une minorité comme au Pérou et au Brésil, 20 % de la population accaparent plus de 60 % du revenu. De décembre 1971 à décembre 1977, le pouvoir d'achat des salariés a diminué de 33 % en moyenne. Et jusqu'à ce qu'une grève de la faim massive l'oblige à une ouverture relative, le gouvernement militaire s'est efforcé d'étouffer toute démocratie dans le pays. Ont été victimes de cette situation les paysans, les mineurs, les ouvriers mais aussi de nombreux secteurs des classes moyennes, ce qui explique en grande partie le succès de M. Hernan Siles, dont la candidature se présentait comme celle d'une opposition civile et pluri-classiste. Le régionalisme a également beaucoup pesé dans ces élections : il explique le succès de MM. René Bernal et Victor Paz dans leur département d'origine respectif; il s'est manifesté dans le soutien

* Sociologue.

obtenu par Pereda à Santa-Cruz. Chaque candidat a ses fiefs, mais plus généralement on peut observer une réaction des départements « oubliés » de l'Ouest et du Sud contre un régime qui a privilègié deux pôtes de dèveloppement : La Paz et Santa-Cruz (malgré cela, la capitale du pays a voté à sauche).

voté à gauche).

La surprise est surtout venue des paysans, dont peu d'observateurs attendaient qu'ils rejettent aussi clairement le régime militaire. On savait déjà que le « pacte muttaire-paysan », instrument d'encadrement de la paysannerie mis en place par Barrientos et pièce maîtresse de la dictature Banzer, avait souffert durant les der-Banzer, avait souffert durant les dernières années de l'apparition dans les campagnes d'un nouveau syndicalisme et des conséquences d'une politique gouvernementale profondément antipaysanne (culminant dans les massacres de la vallée de Cochabamba en janvier 1974). La Confédération nationale paysanne (C.N.P.), entièrement contrôlée par les autorités, cédait du terrain devant la poussée des organi-

sations d'opposition : le Mouvement indien Tupaj Katari (MTTKA), se réclamant du nationalisme indigène : la Confédération indépendante pay sanne, contrôlée par le P.C.M.I. affiliée à la COB (Centrale Obrers Boliviana), et présente surtout dans les départements de Senta-Crit viana), et présente surtout dans les départements de Santa-Cruz et de Cochabamba; et plus encore le Mouvement révolutionnaire Tupa; Katari dirigé par le paysan ayman Genaro Flores, partisan de l'autonomie et de l'autogestion paysannes et implanté principalement dans l'Altiplano. Alors que la première de tes organisations a présenté, sans grand succès, son propre candidat aux éléctions (pour la première fois un paysan a v m a r a briguait la magistrature suprême d'un pays dont la population est à 65 % indigène), et que le dirigeant de la centrale « indépendante » était le candidat du Front révolutionnaire de la gauche (FRI), la troisième organisation citée se transformait en l'un des éléments les plus dynamiques de l'U.D.P. et des plus décisifs dans le succès remporté par cette coalition

La colère d'un peuple

L E succès tient aussi en partie à l'appropriation partielle par M. Hernan Siles du capital de sympathie que le M.N.R. (Mouvement national révolutionnaire), auteur de la réforme agraire, conserve dans de nombreuses campagnes. Il est à noter, cependant, que M. Victor Paz, chef historique de la « révolution de 1952 », obtient plus de voix (au point semble-t-il, d'y venir en tète) dans les départements où la réforme agraire a connu un moindre degré d'application que dans ceux où elle a débouché sur une réelle distribution des terres aux paysans. Tout se passe comme si la paysannerie de l'Altiplano considerait comme terminée la mission historique du M.N.R. a historique ». Les paysans ont maintenant d'autres revendications que la terre (même si leurs parcelles sont souvent trop exigues) et se tournent vers des organisations et des partis politiques qui ne défendent pas un acquis mais cherchent à formuler et promouvoir des revendications relatives aux circuits commerciaux, à la discrimination régionale, etc.

Comment expliquer ce surgissement sur le devant de la scène politique. au niveau des candidatures et de la campagne électorale comme au niveau des résultats, d'une paysannerie que, hâtivement, on qualifiait de soumise ou d'éternelle victime du clientélisme caciqual ou du bonapartisme militaire? La « révolution de 1952 », en leur accordant le droit de vote et la réforme agraire, avait cherché et reussi à faire des paysans une masse élec-torale du M.N.R. La candidature Pereda, proposant la poursuite de l'œuvre de Banzer et soutenue par une fraction importante de la F.S.B. (Phalange socialiste bolivienne), ennemie déclarée de la réforme agraire, offrait quant à elle, peu d'attraits à ce secteur de la population. Dans le vote paysan du 9 juillet, il faut voir l'expression, du 9 juillet, il faut voir l'expression, largement autonome, d'une révolte contre un régime et un type de croissance économique dont les paysans ont été les principales victimes. La dictature, en imposant le blocage des prix à la production, a favorisé l'enrichissement des intermédiaires au détriment de cette masse d'exploitants familiaux (plus de la moitié de la population active) qui fournit la nourriture de base des quelque cinq milriture de base des quelque cinq mil-

lions de Boliviens. Selon un rapport récent de la mission Musgrave, plus de 80 % des familles les plus pauvres (revenu annuel moyen per capita : 75 dollars) appartiennent au secteur agricole traditionnel.

Le reveil politique des paysans a éclipsé quelque peu l'attitude des mineurs, regroupés dans la Fédération syndicale des travailleurs miniers (F.S.T.M.B.), qui ont toujours été le noyau dur de l'opposition au régime et n'ont jamais accepté les coordonnateurs nommés par le pouvoir pour contrôler les syndicats. Alors qu'ils sont les principaux auteurs de la croissance économique caractéristique des années 1971 à 1978, leur pouvoir d'achat a diminué de plus de 40. % dans cette période, et ils ont été, eux aussi, durement frappés par la répression : districts miniers occupes par l'armée, dirigeants emprisonnés on exiles, etc.

Il n'est pas étonnant qu'ils aient massivement porté leurs voix à ganche. Cependant, confirmation d'une tendance qui s'était déjà manifestée lors des élections des responsables syndicaux de la mine Sigio XX l'U.D.P. a, ici aussi, capitalisé le mécontentement populaire au détriment du FRI, dont on attendait un meilleur score dans ce secteur d'où est originaire Domitila Chungara, candidate du front d'extrême gauche à la vice-présidence. Au lendemain des élections, M. Juan Lechin, secrétaire général de la Fédération des mineurs depuis plus de trente ans. allié au FRI a reconnu son demi-echec et le bien-fonde de la stratégie adoptée par une gauche plus modérée. Cet aspect des élections risque d'avoir des répercussions sur l'orientation et la cohésion du mouvement ouvrier bolivien. qui se caractérise, depuis des décen-nies, par son unité et l'importance en nies, par son unité et l'importance en son sein d'une extrême gauche aujour-d'hui affaiblie (les premières victimes de la marginalisation sont les trots-kistes, divisés en plusieurs groupes irréconciliables). Or, dans un pays où les syndicats ont traditionnellement fait preuve d'une plus grande responsabilité politique que les partis, le sort du gouvernement institué par le coup d'Etat du 21 juillet dépendra en grande partie de la capacité d'opposition des secteurs populaires.

Al Bank Al Saudi Al Fransi

(The Saudi-French Bank)

P. O. BOX 1 JEDDAH, SAUDI ARABIA

est heureuse d'annoncer l'ouverture de sa succursale, le

23 septembre 1978, à

RIYADH

2 Airport Road P.O. Box 1290

Téléphones : 60284 - 60288 - 63769

: 201428 5J SAFRIA Telex Cables : SAFBANK

RIYADH - DAMMAM - AL KHOBAR

Une société energme sécudienne en association avec

BANQUE DE L'INDOCHINE ET DE SUEZ

L'avenir incertain du régime

S I les élections ont démontre que le général Pereda ne peut pas S I les élections ont démontre que le général Pereda ne peut pas compter sur un soutien populaire, il reste qu'il possède des appuis non négligeables dans des secteurs stratégiques. Les partisans de la « continuité », pour qui une victoire de la gauche était et reste inacceptable, se recrutent principalement parmi les bénéficiaires de la politique économique menée depuis 1971 : propriétaires des mines privées de l'Altipiano, bourgeoisle agraire de la région de Santa-Cruz, financiers, industriels, transporteurs, grands commerçants, plus le sommet de la hiérarchie militaire et la techno-bureaucratie (civile et militaire) des ministères, des instituts et organismes gouvernementaux et des grandes entreprises publiques. La danse des millions a permis à cette classe dirigeante (la « volvocratie », comme un l'appelle à La Paz) d'entretenir une clientèle nombreuse (le nombre de fonctionnaires, par exemple, a presque doublé depuis 1971) à travers laquelle elle pensait exercer, sur l'ensemble de la population, un contrôle suffisant pour imposer la victoire électorale de Pereda. Elle lui aura servi à imposer la fraude puis le coup d'Etat. Il est vrai qu'à ces deux occasions le nouveau président et ses proches ont fait preuve d'un goût du pouvoir et d'une absence de scrupules qui ont provoqué de sérieuses réserves pouvoir et d'une absence de scrupules qui ont provoqué de sérieuses réserves dans d'importants secteurs de la classe dirigeante elle-même. L'équipe dont s'est entouré Pereda illustre son isolement poittique. Saura-t-il se concilier deux sources obligées de pouvoir en Bolivie : les forces armées et l'ambassade américaine?

Si le haut commandement militaire a décidé, en avril dernier, d'apporter son soutien à la candidature lancée en décembre par Banzer et si, de fait, les forces armées ont participé acti-vement à la fraude électorale, les conditions de la « victoire » de cette candidature sont loin de faire l'unanimitė.

Quant au gouvernement des Etats-Unis, il s'est montré réservé mais prudent, et son intervention n'est en rien comparable à la pression exercée sur le gouvernement de Balaguer lors des élections en République Dominicaine. Il est vrai qu'un envoyé du gouvernement américain avait déclaré, dès le mois de mai, lors de son passage en Bollvie, que a la forme d'un gouvernement est moins importante que ses actions ». Faut-il comprendre que le général Pereda ne sera jugé que sur ses actions à la tête de l'Etat? Mais de quel poids et de quel crédit disposera-t-il pour prendre des décisions dans des questions particulièrement éplneuses comme celle des rapports avec les voisins et en particulier le Chili (4), sinon de ceux que voudra Chili (4), sinon de ceux que voudra bien lui accorder Washington? Or le dernier en date des coups d'Etat boliviens n'est pas autre chose qu'un camoufiet à la politique du président Carter en Amérique latine.

A moins de parvenir à faire oublier les circonstances qui ont entouré son accession au pouvoir. Pereda ne risque-t-il pas de se retrouver à terme dans la position de devoir annuler son coup d'Etat après avoir demandé l'annulation des élections puis l'annulation de cette annulation?...

(1) Sur le cours des événements syant conduit aux élections, voir Alain Labrousse, « Des élections arrachées par l'action des femmes, des syndicats et de l'Eglise en Bollvie », le Monde diplomatique, juillet 1978,

(2) Si le coup d'Etat du 21 juillet n's pas fait de morts, il n'en a pas moins été accompagné de violences à l'égard d'opposants, de dirigeants syndicaux, de journalistes et de membres de l'Association permanente des droits de l'homme. Une révolte paysanne dans les vallées orientales proches de la capitale a été orientales proches de la capitale a été durement réprimée (plusieurs victimes) et la zone occupée par les Rangers. (3) I.P.E. (Informacion Politica y Eco-nomica), bulletin hebdomadaire d'infor-mation, 3 juillet 1978.

(4) Sur le problème de la revendication bollvienns d'une « ouverture » maritime, voir Thierry Maliniak, « Rivalités territo risles entre le Chili, le Péron et le Boll-vie », le Monde diplomatique, septembre 1977. Depuis cette date, la Bolivis a de nouveau rompu ses relations avec. 18

Une nouvelle progrès h ou myst

color Telleric Line Line Line Line Comement To Line et 1941 introl

er. 1940 introduction for the La Hayes quantities for the Company of the Company

trik triterale to tratient inte to take tedalis to the fedalis tremine dans these et de les

- these et de les 10 (onill mondi 10 (onill mondi 10 (onill mondi 10 (onill passes) 10 (onill onill su 10 (onill onill o

il ace modes

Anno des Nationales de l'article de l'articl

. . . e desarmeme

17.7

The state of the s

... -/- (1771)

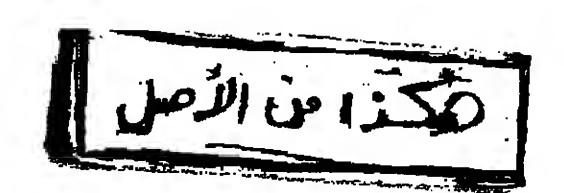
onime une pan
de in moyen par
deser la paix et
desournent vers nininium des re control in maintenant of the control of the control

life Gages 18 à 21 :

(PAGES :: ... 39 . Suite de l'artici -- Charas Zorgbiber -- Espois i iv: des non-sligné Ahm - Osmeni. -- Les amb 5 Foregration Jean Klein). - Le 16. Statt-Units (Bruc

| PAGES 20 .- 21 : Suite de l'artic' - Jack Rissa, — Pour 's dême

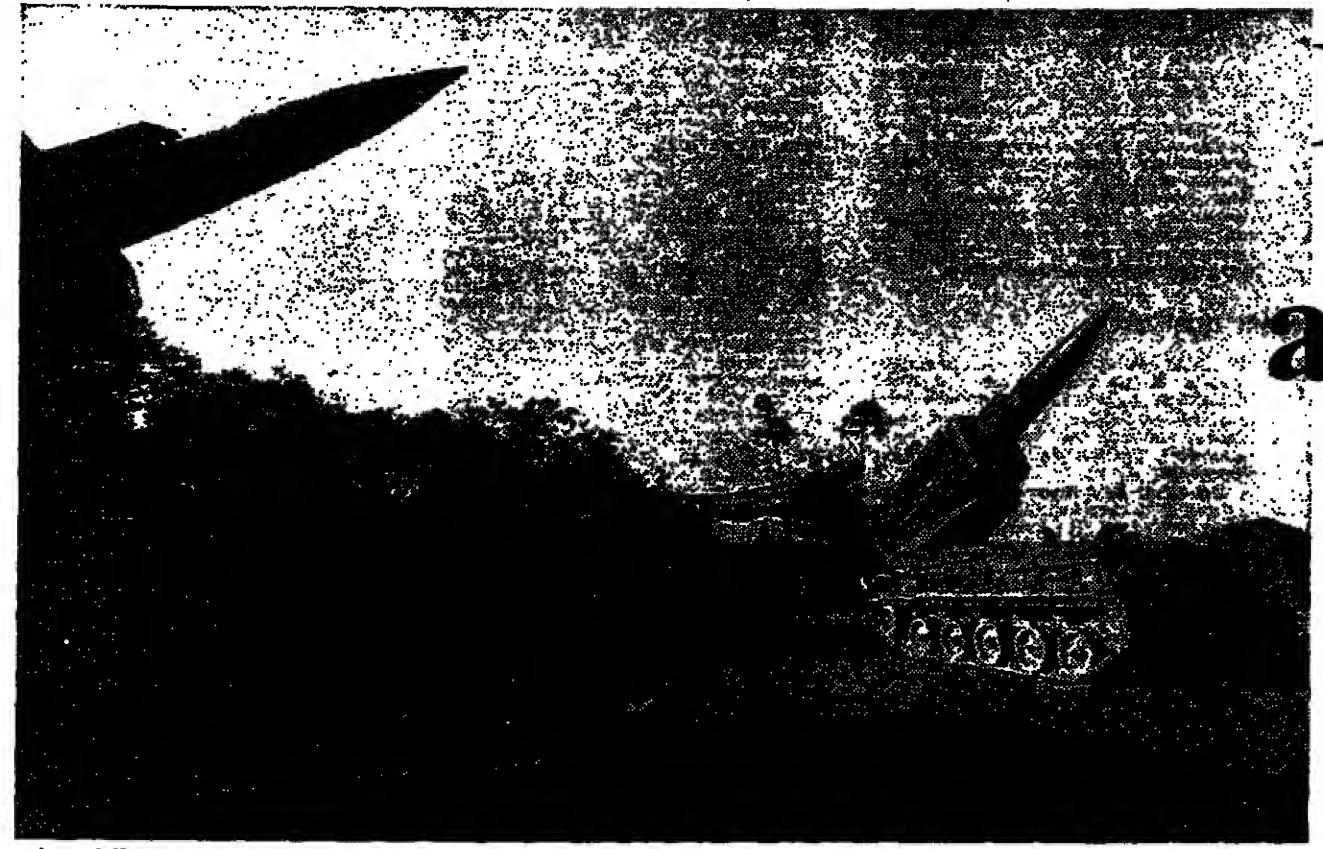
Tis hispociation Dimiter Saincius, — Li 1941 stavenhannelle ⁵ámará Moladziej). — Les pos i limion seviétiqu Alast Fachtchinel,



OLIVIE

188 J. W.

*j*i. : -



Peut-on limiter la course aux productions militaires?

(Photo Gabert Uzan - Gamma.)

Réactions apparemment contradictoires : les peuples s'accoutument à vivre dans un monde surarme, s'indignent épisodiquement parce que des sommes astronomiques sont affectées aux productions militaires, et ne s'intéressent que fori distraitement aux négociations tendant à freiner la course aux armements. Il est vrai que ces négociations, au fur et à mesure que les équipements militaires devenaient plus sophistiques, prenaient à leur tour un caractère plus technique qui peut parfois en rendre la compréhension plus difficule. Il reste que, derrière les arguments des experts, subsistent les éternelles questions qui ont toujours pré-

sidé aux débats sur la guerre et sur la paix, questions d'abord politiques dont la technicité des engins ne modifie pas vraiment la nature.

C'est sans grand succès que les Nations unies ont consacré au problème du désarmement une session spéciale devant laquelle le président Giscard d'Estaing a voulu se présenter en personne. Un seul fait nouveau mérite de retenir l'attention : les Etats-Unis et l'Union soviétique ne sont plus coprésidents du comité du désarmement de Genève, au sein duquel la France occupera le siège qu'elle laissait vacant depuis le général de Gaulle.

Pour tenter le faire le point, le Monde diplomatique a organisé, au siège de l'Académie diplomatique internationale, à Paris, un grand colloque auquel ont participé, outre les auteurs des communications que nous publions ici, Mme Waldheim-Natural, chef du Centre pour le désarmement de l'ONU, dont le bureau est à Genève, et MM. Sean Mac Bride, prix Nobel et prix Lénine de la Paix, Pierre-Christian Taittinger, parlementaire en mission auprès du ministre des affaires étrangères, chargé du désarmement, Rodovan Vukadinovic, professeur de sciences politiques à l'université de Zagreb, Gharekhan, ambassa-

deur, représentant permanent de l'Inde auprès des Nations unies à Genève, et Claude-Albert Colliard, directeur de l'U.E.R. d'études internationales à l'université de Paris-I.

Nous regrettons de ne pouvoir publier toutes les communications présentées au cours de ce colloque et de devoir retenir uniquement celles qui concernent des problèmes relativement généraux (nouvelle approche, non-prolifération, ventes d'armes) et l'analyse des positions des Etats-Unis, de l'Union soviétique et des pays du tiers-monde.

Une nouvelle approche: progrès historique ou mystique?

u désarmement à la «maîtrise des armements»

OMMENT surmonter le paradoxe d'un monde où coexistent l'arme de destruction absolue et l'Etat de souveraineté absolue, de ce monde de « l'intolérance tempérée par la dissussion», pour reprendre le constat de Jean Laloy? La préoccupation du désarmement ne date certes pas de 1945 : du traité de Westphalie qui, en 1648, introduit l'idée d'un désarmement régional partiel, à la conférence de La Haye, qui, en 1899, suggère la réduction des forces armées et l'interdiction de certains types d'armes, et à l'article 8 du pacte de la Société des nations, qui proclame que le maintien de la paix « exige la réduction des armements nationaux au minimum compatible avec la sécurité nationale et apec l'exécution des obligations internationales imposées par une action commune », les notions de réduction des forces, de démilitarisation, de désarmement, ont cheminé dans la conscience des peuples et de leurs gouvernants les plus éclairés. A la fin du second conflit mondial le désenchantement suscité par les échecs de l'entre-deux-guerres, le fait aussi que, si le monde est surarmé, les armements sont concentrés dans les mains des grandes puissances victorieuses sur lesquelles va reposer la responsabilité du maintien de la paix, expliquent la place modeste occupée par le problème du désarmement dans la charte des Nations unies : les rédacteurs de l'article 26 veulent rompre avec l'idéalisme juridique et moral des fondateurs de la Société des nations : le désarmement n'est plus présenté comme une panacée, mais comme un moyen parmi d'autres de favoriser la paix et la sécurité en ne « détournant vers les armements que le minimum des ressources économiques et humaines du monde ». Mais l'éclosion, dans la réalité, des mille solells des explosions nucléaires, le 6 août 1945, au lendemain de l'adoption de la charte de San-Francisco, confère à la question du désarmement, ou de la limitation des armements, une acuité plus vivo et une complexité inattendue.

Lire pages 18 à 21 :

PAGES 18 et 19 : Suite de l'article de Charles Zorghibe — Espoirs et inquiétudes des non-alignés (Ahmed Osman). — Les ambiguités de la « non-prolifération » nucléaire (Jean Klein). — Les hésitations des Etats-Unis (Bruce Marshall).

PAGES 20 et 21 : Suite de l'article de Jean Klein. — Pour la démocratisation des négociations (Dimitri Aninoiu). — Les ventes d'armes conventionnelles (Edward Kolodziej). — Les positions de l'Union soviétique (Alexei Rochtchine).

Sans doute sommes - nous, desormais, chaque jour, « à la veille de la fin des temps *. * Il fallatt bien qu'un jour l'humanité fût mise en possession de sa mort », constate Jean-Paul Sartre. Du même coup, resurgit la très ancienne interrogation sur la nature de la société internationale: l'impossible maintien de l'état d'anarchie l'inéluctable évolution vers l'état de société. De fait, l'arme atondre d'est daz a ta contce de l'augoisse du monde moderne : elle est l'affirmation de cette angoisse, l'accomplissement d'un grand désordre interne, et comme la concrétisation de la folie totalitaire de notre temps. Lorsque Einstein et d'autres savants émigrés d'Europe font porter au président Roosevelt le message qui arrachera la décision des responsables politiques, ils sont d'abord gouvernés par une crainte explicite: puisque l'arme est concevable, les nazis peuvent la découvrir les premiers. Il est vrai qu'ils sont également animés par un espoir plus secret : fonder sur

Les initiateurs de l'ère atomique

A réalité internationale d'aujour-L' d'hui répond-elle aux attentes des interlocuteurs de Roosevelt, ces initiateurs de l'ère atomique? Les débuts furent difficiles. Par la toute première des résolutions qu'elle vote, le 24 janvier 1946, l'Assemblée générale des Nations unies crée une « commission de l'énergie atomique », composée des onze membres du Conseil de sécurité et du Canada. En juin 1946, le délégué américain. Bernard Baruch, salsit la commission d'un projet rédigé par les experts américains, parmi lesquels Oppenheimer, proposant la mise en place d'une a autorité du développement atomique », qui serait chargée de contrôler la production mondiale de matières fissiles. Le délégue soviétique, M. Andréi Gromyko, rejette ce plan, car il se refuse au contrôle international des installations atomiques soviétiques; il préconise, en retour. l'interdiction de la production d'armes atomiques et la destruction des stocks existants. L'impasse est totale — de même que sera rapidement totale l'impasse au sein de la commission des armements du type classique, créée le 13 février 1947 par le Conseil de sécurité, — le délégué soviétique demandant la réduction proportionnelle au tiers de toutes les forces terrestres, aériennes et navales, tandis que les puissances occidentales réclament le recensement prealable des armements existants et se beurtent au veto de l'Union soviétique. qui craint, ici encore, l'« espionnage legalisé ».

Quatre ans plus tard, les positions semblent plus fluides. Le 30 septembre 1954, le délégué soviétique, Vychinsky, accepte, devant l'Assemblée générale des Nations unies, un plan de compromis franco-britannique déposé trois mois plus tôt: ainsi l'U.R.S.S. renonce-t-elle à l'interdiction préalable des armes nucléaires et se rallie-t-elle à la progressivité dans le désarmement, à l'imbrication des mesures classiques et nucléaires, voire au principe d'un contrôle « disposant des pour oirs nécessaires », au moins pour les der-

Par CHARLES ZORGBIBE *

l'apparition de l'arme absolue, sur la menace très réelle d'un désastre commun, pour la première fois dans l'histoire, une a cité humaine » à l'échelle du monde, une « démocratie mondiale » — ainsi, selon le secrétaire à la guerre Stimson, « pourruit être renversé le cours de la civilisation ». Le Bulletin des savants atomistes américains s'orne d'une horloge: la petite aiguille marque minuit, la grande s'en approche ou s'en éloigne selon les fluctuations de la politique internationale. «Le compte à rebours définit l'unione horaire, tous les mortels sont voyageurs du train humanité, le monde est devenu ideal », écrit André Glucksmann. Puisque la lutte à mort ne pourrait conduire les adversaires nucléaires qu'à l'holocauste final, l'arme absolue devrait discipliner, ordonner, unifier les conduites sur la scène internationale.

l'ère atomique

nières étapes. Mais ces
remis en question lors

nières étapes. Mais ces progrès cont remis en question lors de la conférence de Genève, du 18 au 23 juillet 1955, nulle communication réelle ne pouvant être établie entre les monologues clos des chefs d'Etat ou de gouvernement. Le vrai tournant est abordé en 1961, par les deux Super-Grands. En septembre, les négociateurs américain et soviétique, McCloy et Zorine, publient une « déclaration de principes » commune : le désarmement sera général et complet, mais sa réalisation sera progressive, par étapes de durée déterminée : les mesures devront être équilibrées « de telle sorte qu'à aucun stade une des parties ne se trouve javorisée»; un controle « approjondi » sera assuré, en Haison avec une organisation internationale du désarmement. Par deux déclarations précédentes, le 21 avril 1961, les gouvernements de Moscou et de Washington s'étalent engages à reprendre les négociations « dans un organisme appropriés: ainsi apparaîtra le comité des « Dix-Huit ». formé de puissances occidentales, socialistes et non alignés (le comité comptera, en réalité, dix-sept membres, la France refusant de siéger) ; les deux Super-Grands en assureront la coprésidence permanente, réduisant parfois les autres participants au rôle de « figurants ». La déclaration McCloy-Zorine s'as-

signait comme objectif le « désarmement général et complet». En fait, la convergence américano-soviétique qui se manifeste désormais va entrainer l'abandon de la perspective d'une réduction générale des armements : depuis juin 1964, a été interrompu l'examen d'un « t r a i t é général de désarmement», dont seuls le préambule et quatre articles (sur une trentaine) avaient été adoptés; et, le 14 mars 1972, Mme Alva Myrdal, animatrice suédoise du comité du désarmement, constatait la vanité de ses efforts... Les deux principales puis-

* Professeur aux universités de Paris-Bud et de la Sarre et à l'Institut international d'administration publique, doyen de la faculté de droit de Paris-

sances préfèrent la négociation d'accords partiels, sélectifs, dans des domaines où leurs intérêts-ne sont pas inconciliables et où le contrôle ne pose pas de problème technique insurmontable. Il s'agit, en fait, de contourner, à défaut de le résoudre, ie addemme du désarmement » dont l'obstacle du contrôle révèle la nature: « Dans ce jeu à motivation mixte, écrit Jean-Pierre Cot, le danget de truhison est trop élépé pour que les acteurs puissent tenter la collaboration. » Au désarmement jugé impossible, sont donc substituées des formules nouvelles et plus modestes... qui relevent d'une tout autre philosophie, celle de la «maitrise des armements ».

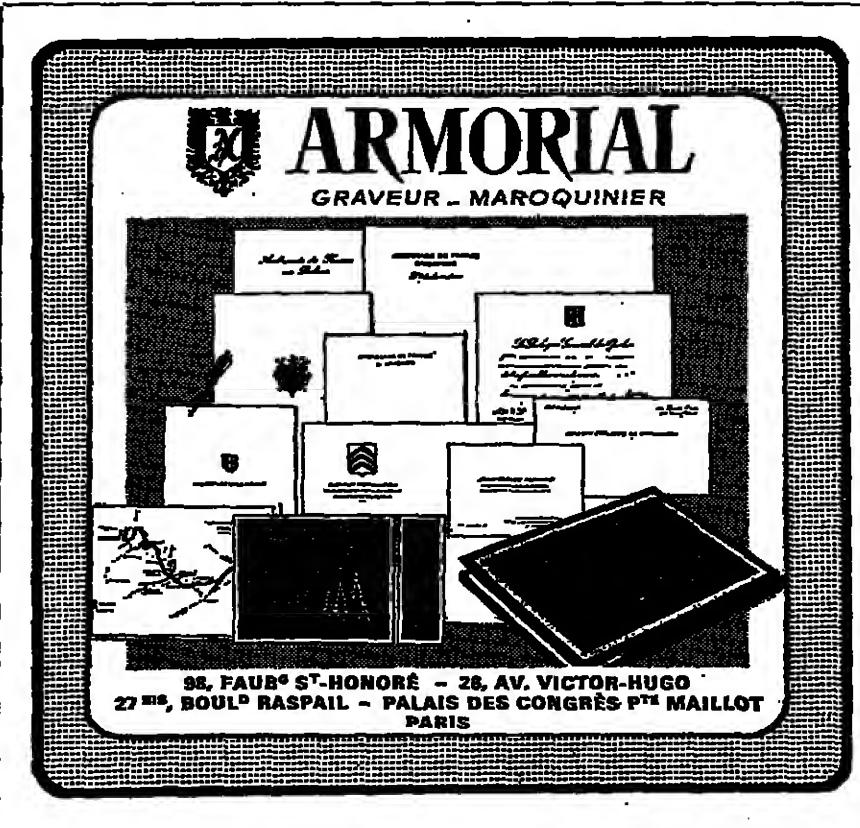
Ainsi la conscience de leur res-

ponsabilité nucléaire commune a-t-elle incité les Super-Grands à rationaliser, à codiffer leurs rapports : devant la considération du risque collectif, la terreur est lentement convertie en ordre mondial : les traités conclus sont autant de moyens de communiquer, d'extérioriser la dissuasion, de rappeler le partenaire au bon sens. Jusque-là, le désarmement était trop souvent considéré comme une politique distincte, autonome, favorisée par les idéalistes et autres « colombes », combattue par les « durs » de l'appareil d'Etat, par les « faucons »; aux militaires revenaient les études stratégiques, aux juristes et aux diplomates les négociations sur le désarmement. La théorie de la « maitrise des armements » est née de la nécessité de réconcilier le diplomate et le guerrier, de soumettre les deux démarches à des critères communs — sécurité, équilibre, stabilité, caractères propres des

armements modernes, — de fondre stratégie et désarmement. Il s'agit de subordonner les considérations militaires à une politique d'ensemble, orientée vers la recherche de la paix, mais aussi de définir cette politique « à partir des réalités présentes de la course aux armements (...), et non à partir d'un monde idéal où les Etats se jeraient suffisamment confiance pour renoncer à se défendre » (Louis Henkin).

Certains auteurs et hommes politiques identifient a maîtrise des armements » et désarmement, et emploient de manière interchangeable les deux concepts; d'autres, au contraire, opposent au désarmement la « maîtrise des armements », la réglementation des armements existants pouvant éventuellement entrainer leur augmentation. La distinction la plus satisfaisante est plus nuancée: le désarmement est défini par « la réduction ou l'abolition des armements »; il peut être « unilatéral ou multilatérai, général ou local, complet ou partiel, contrôlé ou incontrôle ». La maîtrise des armements consiste moins dans un résultat évaluable que dans un comportement fait de modération, de retenue en matière de politique d'armement — qu'il s'agisse du niveau des armements, de leur caractère, de leur déploiement ou de leur utilisation. Les deux domaines, s'ils ne sont pas identiques, ne sont pas exclusifs l'un de l'autre : ils connaissent une large zone d'intersection - celle de la réduction contrôlée des armements — sur laquelle a porté l'essentiel des négociations des années récentes.

(Lire la suite page 18.)



(Suite de la page 17)

Stabilisation de l'équilibre nucléaire,

consolidation du statu que stratéglque : les traités répondant aux exigences de la coopération-compétition entre les deux principales puissances se sont multiplies - particulièrement depuis la crise des fusées de Cuba. Pour la plupart, ces accords sont les produits typiques de la philosophie de la « maîtrise des armements ». Les traités sur l'espace extra-atmosphérique (27 janvier 1967), sur les fonds marins (11 février 1971), sur l'Antarctique (1er décembre 1959) tendent à affirmer l'intérêt général de l'humanité dans des espaces vierges, mais aussi à réduire le risque d'attaques par surprise; ils relèvent du nonarmement plus que du désarmement. Le traité sur l'interdiction partielle des essais nucléaires (5 août 1963) ne limite pas le développement de l'arsenal nucléaire : il prohibe les essais qui compromettent le plus gravement le patrimoine génétique de l'humanité — qui sont en même temps, ceux qui peuvent être constatés sans contrôle sur place. Le traité de non-prolifération (1° juillet 1968) ne vise — pour reprendre la distinction de Jean Klein — qu'à enrayer la prolifération a horizontale » des armes nucléaires, c'est-à-dire à empêcher la naissance de nouveaux centres nationaux de décision nucléaire : Il n'entrave nullement la prolifération « *verticale* », c'est-à-dire l'accumulation d'armes de plus en plus perfectionnées par les puissances nucléaires. Traité discriminatoire, conçu pour rendre plus difficile l'élargissement du « club nucléaire », il n'a pas recueilli l'adhésion de divers Etats capables de se doter de l'arme nucléaire — comme l'Inde, qui procède à sa première expérience en

La Suède avait cependant obtenu l'insertion, dans le traité de nonproliferation, d'un article 6 par lequel les Deux Grands s'engageaient à poursuivre, de bonne foi, des négo-

mai 1974.

ciations sur des « mesures efficaces relatives à la cessation de la course aux armements nucléaires à une date rapprochée et au désarmement nucléaire ». De fait, les conversations sur la limitation des armements stratégiques (SALT) ont affecté, pour la première fois, avec les deux accords du 26 mai 1972, les deux puissances intéressées elles - mêmes - et, en outre. l'aspect le plus délicat de leurs rapports : celui de leur équilibre nucléaire. Le traite sur la défense antimissiles a soumis à une réglementation très stricte le développe-

Un réarmement qualitatif

D REMIER pas historique vers le ralentissement de la course aux armements? Ou mystification qui aurait pour résultat d'accélérer la course aux armements? A l'enthou-stasme des signataires des premiers accords Sait, des chercheurs ont opposé la vive critique des arrangements conclus. Ainsi, l'Allemand Dieter Senghass reprend l'analyse des accords de 1972 pour constater qu'ils gèlent le nombre des missiles pouvant porter des têtes nucléaires... à des plafonds numériques non encore atteints! Surtout, l'équilibre fondé sur la détention mutuelle des populations civiles en tant qu'otages atomiques - équilibre que consacrent les accords SALT - s'avère fragile : l'article 7 du traité sur les systèmes défensifs comme l'article 4 de la convention provisoire sur les armementa stratégiques offensifacontiennent des clauses de modernisation La course aux armements passe donc du domaine quantitatif - seul à être pris en considération par les premiers accords SALT au domaine qualitatif. Pour la première fois en droit international le principe du réarmement qualitatif est codifié : les accords SALT incitent à une évolution technologique menant au « perfectionnisme » militaire. Et le physicien américain Herbert York qui, jadis, collabora à

ment des systèmes antimissiles, qui supposaient une infrastructure considérable au coût trop élevé, et qui accentuaient l'instabilité stratégique en mettant le territoire couvert à l'abri d'une action de représailles et en garantissant donc l'impunité a l'éventuelle première frappe. La convention provisoire sur les armements offensifs a prévu une limitation quantitative des missiles à têtes multiples — une limitation seulement quantitative, relançant ainsi les controverses sur la signification de la « maitrise des armements ».

la mise au point de la premlère bombe H, de commenter : « Nous assistons, aujourd'hui, derrière une jaçade pacifique Illusoire, à une course cachée et redoutable pour accroître l'efficacité de l'armement

nucléaire. » En 1974, le nouvel accord sur les armements stratégiques, conclu le 23 novembre à Vladivostok, par MM. Gerald Ford et Leonid Brejnev, suscite les mêmes controverses - mais aussi, cette fois, le scepticisme du Congrès américain. Certes l'accord de Vladivostok, contrairement à ceux de 1972, ne limite pas seulement le nombre de missiles mais aussi leur équipement en têtes multiples : un certain contrôle de l'amélioration qualitative des panoplies nationales est donc institué. Mais les plafonds fixés sont si élevés qu'ils incitent, cette fois encore, à une relance de la course aux armements. Surtout, les puissances signataires sont muettes sur le contrôle de l'application de l'accord : l'observation par satellites était efficace tant qu'il s'agissait de repérer des sites relativement reconnaissables : mais comment vérifier le nombre d'ogives d'un missile sans inspection sur place? Sans doute faut-il se garder des bilans trop pessimistes. On a pu soutenir que l'orientation qualitative

Par AHMED OSMAN *

clations aux Nations unles et ailleurs.

après de multiples tâtonnements eur la

meilleure approche possible, l'Assem-

blée générale des Nations unles, avec

l'accord des Deux Grands, a adopté

le concept ou le principe du désarme-

ment général et complet - en 1959.

c'est-à-dire quatorze ans après la crés-

Si l'acceptation de ce concept a

défini le but ultime des efforts entre-

pris, il n'en reste pas moins vrai que

les difficultés étalent énormes. Mis à

part le manque de volonté politique

des grandes puissances, les tensions

et les vicissitudes de la querre froide.

qui battait son plein à cette époque,

rendaient difficile toute discussion

sérieuse ou utile sur le désarmement.

rôle pour les non-alignés, fondé sur

les considérations suivantes : a) recon-

naissance aux pays situés en dehore

de la sphère des Grands du droit de

n'être plus des speciateurs passifs

dans une question aussi vitale; b) apti-

tude des non-alignés à prendre une

position indépendante des deux grands

blocs aul divisent le monde : c) néces-

sità d'introduire un élément d'objecti-

vité dans les débats sur le désarme-

ment, un élément qui ne s'accommode

pas de la logique de la guerre froide.

Le rôle des pays non alignés a été

* Sous-secrétaire d'Etat aux affaires

étrangères (Egypte).

tion des Nations unles.

supériorité des engins américains, plus précis et pourvus de têtes multiples, sont en train d'effacer leur retard technologique: ils peuvent espérer surclasser leurs rivaux dans les années 80, tant par le nombre des missiles et des têtes nucléaires que par la puissance de destruction exprimée en mégatonnes. Par ailleurs les innovations les plus récentes en matière de polyvalence et de miniaturisation des engins - du côté soviétique le bombardier à moyen rayon d'action Backfire et le missile de moyenne portée SS-20 facilement transformables, respectivement en appareil intercontinental grace à des ravitaillements en vol. en fusée intercontinentale par l'adjonction d'un étage supplémentaire; du côté américain, le « missile de croisière » (Cruise), armé d'explosifs classiques ou nuciéaires et convertible en une version intercontinentale — altèrent la distinction entre les armes stratégiques, objet des SALT, et les armes tactiques à courte ou moyenne

de l'effort d'armement nucléaire

des Deux Grands était, en un sens,

une mesure de maitrise des arme-

ments. Et Pierre Hassner soulignait

que c'est en allant au-delà de la

maîtrise des armements et non en

refusant sa démarche que l'on trou-

vera la veritable synthèse des poli-

tiques d'armement et de désarme-

ment. Reste que les très récents et

inlassables progrès des technologies

militaires déjouent les prévisions et

les engagements des responsables

politiques, et bouleversent l'esprit

et les propos des conversations

SALT. Les Soviétiques qui avalent

reçu le droit de détenir des missiles

intercontinentaux plus nombreux et

plus puissants afin de compenser la

La course aux armements serait-elle l'une des composantes irréductibles de la vie internationale? L'opinion publique semble

les satellites d'observation.

portée, voire la démarcation même

entre armes nucléaires et armes

conventionnelles, tout en rendant

leur identification indétectable par

la lutte inter-pulssances; dans les actions et réactions des Deux Grands : l'accroissement numérique l'amélioration qualitative de chaque arsenal nucléaire ne seratent que la réponse légitime au renforcement de l'adversaire. Pourtant, selon certains auteurs, ce mode de raisonnement serait fallacieux : la politique d'armement demeurerait relativement indépendante de la conjoncture internationale; elle serait le produit des surenchères entre clans nationaux; elle résulterait de la conjonction des doctrines stratégiques, des intérêts du complexe scientifique - industriel - militaire administratif, des impulsions technologiques et des impératifs en matière d'organisation... Hypothèse cautionnée par la communauté internationale depuis certain rapport du secrétaire général des Nations unles sur « les conséquences économiques et sociales de la course aux armements », adopté le 16 décembre 1971 par l'Assemblée générale : a A première vue, il sembleroit

l'admettre, qui voit son origine dans

que les efforts visant à améliorer la qualité des armements ou à mettre au point un système défensif suivent un ordre logique : invention d'une arme nouvelle ou d'un système d'arme nouveau, parade, contreparade. Mais ce processus ne se déroule ni habituellement, ni nécessairement selon une séquence chronologique rationnelle. En général, ceux qui perfectionnent les armes sont aussi ceux qui envisagent les nouvelles mesures à prendre. Ils n'attendent pas la réaction d'un ennemi éventuel pour réagir à leurs propres inventions. »

« garde-fou », serait-elle finalement impuissante à réduire la contradiction fondamentale entre une politique de détente, qui exige la conflance mutuelle, et une politique de sécurité fondée sur la dissussion réciproque?

La maitrise des armements, simple

CHARLES ZORGBIBE

Les Deux Grands et la multiplication des conflits locaux

ANS le passé, les pays non alignés, récemment émancipés, ont notolrement souffert des armes et des forces armées qui étaient l'instrument par excellence qui étouffait leur liberté durant la période coloniale. Depuis la bulle d'Alexandre VI, qui a divisé le monde entre l'Espagne et l'empire portugals, ils ont dû se battre contre des armes et des forces armées supérieures. Il est tout à fait natural qu'ils manifestent leur méfiance et se jolgnent aux efforts tendant à forger un monde sans armes où puisse régner la règle de droit.

En outre, face à l'apparition d'une nouvelle réalité effravante dans le domaine des armes, face à l'introduction, dans l'arsenal des grandes puissances, des armes nucléaires ou de destruction massive, qui peuvent détruire notre planète plus d'une fols, les pauples du monde ont un intérêt légitlme et vital à épargner à l'homanité l'holocauste nucléaire. Mais les pays non alignés ont des raisons toutes particulières de craindre les annes nuciéaires et de ressentir la nécessité de les éliminer totalement :

1º Les non-alignés et le tiers-monde constituent les deux tlers de l'humanité. Ils n'ont pas lutté jusqu'à une date récente pour leur indépendance pour voir la planète constamment menacée ou pulvérisée (accidentellement ou intentionnellement) par des armes nucléaires concues et fabriquées par les grandes puissances. Les pays non alignés ne se sentent pas à l'aise sous l'équilibre précaire de la terreur

2º Après tout, c'est sur une terre asiatique que la première bombe atomique a explosé le 6 août 1945.

3º Au Proche-Orient et en Afrique du Sud, le spectre de l'arme nucléaire est brandl de temps en temps pour Intimider ceux gul luttent contre les demiers vestiges du colonialisme ou contre le racisme. l'apartheld ou l'occupation étrangère de leurs territoires par

la force. Enfin, dans l'ordre économique, les non-alignés remarquent, avec consternation, les vastes ressources humaines et matérielles dévorées par la course aux armements, alors que cas ressources pourraient être affectées au développement économique et social et. en particulier, aux pays en vole de développement.

Etymologiquement le désarmement est la réduction et la suppression pure et simple des armes ou des forces armées existantes. Mals l'absence d'une autorité supra-nationale habilitée à décider et à contrôler cette suppression a amenė ia. Communaulė interna-

Le danger des blocs

TITEUREUSEMENT. deux ans plus II tard, un nouveau phénomène faisait son apparition sur la scène internationale : le non-alignement. En effet, le 1^{er} septembre 1961 se réunissait à Belgrade la première conférence des cheis d'Etat et de gouvernement non alignés. La naissance de ce mouvement, sa philosophia propre, son développement, l'action positive exercée par les pays non alignés ont eu une influence favorable sur le désarmement. et ceci sur plusieurs plans.

Tout d'abord, le premier sommet de 1961 a été l'occasion de dégager, dans le domaine du désammement, un

reconnu officiellement, quelques mois plus tard, par les Deux Grands et endosse par l'Assemblée générale des tionale à se concerter. Après de Nations unles en décembre 1961, lorslongues délibérations, discussions, négo-

Espoirs et inquiétudes des non-alignés

que furent inclus dans le comité des « 18 » de Genève huit membres n'appartenant pas aux deux blocs. En outre, le non-alignement est né à un moment où la conjoncture internationale ne facilitait pas les efforts de désarmement. Ces efforts se heurtaient à l'animosité des Deux Grands. à l'intensité de la guarre frolde, à la politique des alliances militaires, des blocs, à la multiplication des toyers de tension, dont l'un a faill provoquer

une confrontation nucléaire. La philosophie du non-alignement a permis à ses membres d'œuvrer pour tempérer l'atmosphère Internationale. en évitant l'engrenage de la guerre froide et des alliances militaires, de l'appartenance aux blocs dressés l'un contre l'autre, en insistant sur les principes d'indépendance nationale et du droit des peuples à disposer d'euxmêmes librement, en prêchant la coexistence pacifique au lieu de la confrontation et en essayant de faire de la coopération le fondement néces-

saire de la sécurité du monde. Enfin, l'influence des non-alignés s'est manifestée dans leur contribution directe et positive aux débats sur le désarmement. Leur participation a été active et réelle, malgré leurs limitations dans des domaines parlois hautement techniques. Comme simple témoiquage de leur perspicacité, il suffit de rappeler que l'Assemblée générale extraordinaire sur le désermement de mal-juln 1978 résulte d'une initiative lancée par eux dix-sept ans plus tôt

à leur premier sommet de 1931.

Dans le domaine vaste et difficile du désarmement général et complet, l'Egypte, pour sa part, est allée jusqu'à présenter une formule concrète pour un - paraplule nucléaire minimum . à conserver per les Deux Grands pendant une période transitoire. Pendant quatre ans, que ce soit à la conférence de Geneve ou aux Nations unies à New-York, l'Egypte, avec ses partenaires non alignés, a œuvré pour la conclusion d'un traité de non-prolliération des armes nucléaires, qui puisse conciller les exigences de la non-prolifération avec les besoins de l'utilisation pacifique de l'énergle nucléaire pour

les pays en vois de développement Ceux-ci ont appuyé l'idée des zones dénucléarisées, ils ont applaudi à la conclusion du traité de Tistéloico. L'Egypte et les pays africains opt avancé l'idée de la dénucléarisation de l'Airique aux Nations unles. L'Egypte et l'Iran ont proposé d'établir une zone dénucléarisée au Proche-Orient. Malheureusement, la réalisation de ces deux dernières zones est menacée respectivement par les ambitions nucléaires d'Israel et de l'Afrique du Sud.

De manière générale, les pays non alignés ont tavorisé les mesures collatérales qui réduisent la tension internationale ou facilitent le désarmement - tout en gardent toujours en vue le but du désarmement général et complet.

Chez les pays non alignés commencent à régner un malaise et une inquiétude. Sur les scènes africaine et asiatique, certains signes donnent l'alarme. Les pays non alignés sentent un danger qui guette leur non-alignement, auquel ils sont attachés avec force, maintenant plus que jamais.

Divergences entre le Congrès

et la Maison Blanche

LES HÉSITATIONS DES ÉTATS-UNIS

Par BRUCE MARSHALL*

LEXIS DE TOCQUEVILLE, au milieu du XIXº siècle, proponça un jugement accablant sur la capacité des dêmocraties libérales à conduire la politique étrangére, Selon lui, développer des projets en secret, les laisser murir avec patience, les poursuivre envers et contre tout avec acharnament, sont pour elles autont d'impossibilités. Dong il estimait leurs politiques étrangères vouées à l'échec, à plus ou moins court terme.

Si l'on considére la politique des Etats-Unis d'Amérique en matière de désarmement, on peut se demander si le président Carter n'était pas destiné à démontrer la véracité de la thèse de Tocqueville.

* Professeur à l'université de Carolize du Sud, président du département des études inter-

Un premier projet de désarmement, élaboré en bâte par la nouvelle administration dès son entrée ou pouvoir en jonvier 1977, devoit être abandonné peu après, puis repris avec quelque retard et ensuite mis en sourdine, pendant que d'autres problèmes, tels que le traité de Ponama, l'énergie et l'inflation, occupaient l'attention du président, du Congrès et de l'opinion publique. Le projet d'un troité sur le désarmement, qui traîne depuis des mois, paraît actuellement menacé par la métionce croissante du Sénat envers toute négociation avec l'U.R.S.S. Mais si cette apparence correspend bien à la réalité, nous pouvons nous demander pourquoi cette méfiance se manifeste en ce moment et pourquei l'administration Carter a réagi comme elle l'a fait.

Certes, on ne peut apporter que des réponses théoriques à de telles questions. mais la thèse que je développerai se résume en quatre points;

1) Le problème du désarmement étant un problème politique plutôt que technique, sa solution dépend d'une perception commune é toutes les forces politiques concernées, tant sur le plan intérieur qu'international, de la nature du désarmement.

2) A l'heure actuelle, les relations entre le président Carter et le Congrès, surtout le Sénat, sont sévérement troublées par de nombreux conflits étrangers à la question du désarmement ; ceux-ci rendent plus difficile la recharche d'un accord avec l'Union soviétique sur les armes stratégiques et incitent le président à tergiverser.

3) Cette méfiance envers tout accord sur le désarmement se trouve renforcée par plusieurs initiatives soviétiques qui suscitent des inquiétudes parmi l'opinion publique, même si elles sont inspirées par des préoccupations distinctes des relations soviéto-américaines.

4) Bien des hésitations et incertitudes, voire les incohérences apparentes de l'action du président Carter, s'expliquent par l'interaction de ces deux éléments politiques intérieur et extérieur, de natures différentes et répondant à des saucis distincts, mais dont les conséquences nêgatives se renforcent pour controindre le président Carter à suivre un chemin plus tortueux qu'il ne le souhaiterait.

Depuis la fin de la dernière guerre mondisle, le désarmement a toujours figuré parmi les objectifs les plus fréquemment invoqués de la politique étrongère des Etats-Unis. Dans l'ensemble, l'administration actuelle ne fait que continuer cette tradition, tout en lui opportant des changements de méthode et peut-être quelques nouvelles orientations dont la forme, outant que le fond, semblent avoir provoqué un débat très vif sur l'avenir des relations soviéto-américaines dans les deux capitales.

Une solution de rechange

DARLANT devant les Nations unies le 17 mars 1977, le président Carter insistait sur sa on a poursuivre ovec l'U.R.S.S. les pourparlers portant sur la limitation des armes stratégiques, il marquait ses préférences personnelles pour un accord qui comporterait un a gel a complet des nouveaux types d'armements plus sophistiqués et des nouvelles générations d'armes stratégiques, mais, ce qui est beaucoup plus important, il souhaitait une « réduction importante » du nombre des vecteurs stratégiques des deux côtés. Une telle átape dans la voie non seulement de la limitation des armements mais encore de leur

réduction susciterait, selon M. Corter, l'approbation générale car « elle serait accueillie par l'humanité comme un pas de géant en direction de la paix ». Reconnaissant qu'un tel accord avait peu de chances d'être conclu à bref délai, le président avançait une solution de rechange qui consistait à reprendre les éléments de l'accord de Vladivostok comportant une limitation des vecteurs stratégiques à deux mille quatre cents (dont mille trois cent vingt dotés de têtes multiples), quitte à laisser provisairement de côté les problèmes des réductions et les autres questions épineuses posées par dos nouveaux systèmes tels que les missiles de croisière, le bombardier « Backfire », les problèmes de contrôle, etc. Cette înitiative s'insérait dans une politique plus large de désormement, qui comportait un accord permettant un griet total des essais nucléaires, notamment par les deux puissances nucléaires principales, un accord avec l'U.R.S.S. tendant à modèrer la vente d'armes classiques, et un effort afin d'empêcher la prolifération d'armes nucléaires en instituent des contrôles plus rigoureux des

déchets des réacteurs civils. Dans ce discours, le président Carter exposoit les grandes lignes de propositions que la secrétaire d'Etat, M. Vance, a présentées à Mascou fin mars 1977 et qui se sont heurtées à une fin de non recevoir de la part de l'U.R.S.S. Pendant les mais qui ont saivi, les négociations de Salt II ont continué et, bles qu'elles n'aient pas encore abouti à un accord, les déclarations officielles et officieuses à la presse ont fait état d'une cortaine évolution dans les positions tant sovictiques qu'américaines.

Taujours est-il que, depuis le mois de janvier 1978, un débat de coractère

Maintenir u sans ac de contr

o percent à comfe o partir de l'ar

general der greit

्राप्त करणा विकास सम्बद्धाः । स्टब्स्ट्राप्तिक सम्बद्धाः सम्बद्धाः सम्बद्धाः सम्बद्धाः ।

and a great to all the

... ya. 🖟 babser 7 ()

in a second second

Companie et de maid ್ಷ್ಮ್ರಾನ್ ಭಾರ್ಥ ಕೆಂಡಿ ಕೆಂಡ್ ಫಿ

y some to the

-19 1000,000 4 1 in the second

그 그 중단 하철은 걸었다

1.44

LA COURSE.

1252 Carry 1252

ুন্দুনৰ বুল জাকা জাক

The Reserve to the second The same of the sa and the destroy ્રાં કર્યા (૧.૩) કર્ય Set in the point - ...-3.769 3 631 DD ga ja estabbe 246 regite de monep - et 1949. . ACC Altres Etale di la ... Grande-Bruik: : - entin l'étable in années ett d'un eq entre ballstipo-muclea proteconiates. as dinners nouve ine stagni pjim diinti

industrie ilitorilique scus la tutolle d 74-mat.7ma e 19.20 de faire en sinte - ಅಕ್ಷಣಕ್ಕೆ ಸಕಿರಣಕ್ಕೆ 1. ಅ in pre tempe ou. . Les sateurs Tables ... will, dieviter in prob order madeliante in t or in glupatti dev Et .ub. mai ..doe ಿಕ್ಕಾಗಿಕೆ 🗽 ರೋಚನಿಗ have vet a have no rine gasagalette Se ion in the Assembled gener de Carrie Louis againn déasan ar en de la mem. - Percore 1954) des in anglarion **d**i italie

ing the corport les le la recorda de malia. de ampare te masient dejà i - Fraksement du C 💛 🤲 fut notamm i^{obiet} i divide stanê **a Mos** Letter qui interdisait Seas to the dans less to de facto de mon-prol 🕟 🦠 Mai 12371 le projon - :- brasedil fendan ining gwo th bené or a fact emploser : are on the autre dis etplosif arant 👉 🤼 traite, les pays t in og ent å acceder

rictines. Les partisons d'un accare houvent de plus en plus sur la face aux groupes d'intérêts qui j Portun un nouveau traité dont il l'incidence negative sur la sécurit Celle-ci serait menacée par le d Puissance militaire des Etats-Ur l'U.R.S.S., tant sur le plan strat sus le plan classique. La plup

souvent 'rc; serré semble s'i

Washington autour des relations s

critiques no sont pas viaiment Depuis 1972, il y a toujours e abjectaient que la politique dite de Est-Ouest, et les accords Salt en favorisent I'U.R.S.S. Selan eux, le deviont se montrer plus conscier Huence croissante qu'exercent les grace a l'augmentation de leurs siques en Europe orientale, et au d'une nouvelle géneration de 1 Poursuite par l'U.R.S.S. d'une politi vention militaire, d'abord de façi en Angola, puis directe en Ethia donner reizon a beaucoup de ces En plus, la compagne de l'U.R.S.: * bombe o neutrons », dont le justificat l'existence en invoquant libre des forces classiques en Euro jend, elle enzzi, e soulever de inquietucci. meme parmi les ger plutot favorables a la « détente ».

La volonte de rossurer l'opinion le Sénot, a sons doute inspiré M. let teactact dn,1) exbituait gaus université de Wake Forest le 17 Cripit lo phrose du président ie nos armes, c'est

le mont de l'assurance de n'i le mythe selon lequel les Etats alignement Comment remédier à pareille situation, qui risque de codifier un nouveau partage de l'Afrique et de l'Asie? Le remède est simple. Il suffit de retourner à la source. Lire de nouveau la Charte des Nations unles et insister pour qu'elle soit respectée et appliquée de bonne loi, ce qui implique un renforcement du rôle des Nations unles dans le monde selon les grandes lignes culvantes :

a) inviter les grandes puissances à prendre plus au sérieux le système de sécurité collective, surtout dans le domaine de la répression de l'agression et des attaques armées contre la souverainaté. l'indépendance et l'intégrité

Par JEAN KLEIN*

l'accord de tous les membres per-

manents du Conseil de sécurité, nul

ne pouvait se faire illusion sur sa

portée. Au plan de la réglemen-

tation des armements, les pays non

nucléaires n'obtenaient également

que des satisfactions de principe.

Ainst, l'obligation inscrite à l'arti-

cle 4 du traité de a poursutore de

bonne joi des négociations en vue du

désarmement » n'est pas contrai-

gnante; lors de la conférence d'exa-

men du traité de non-prolifération.

qui s'est tenue à Genève au mois de

mai 1975, on a assisté à une fronde

de nombreux Etats non nucléaires

qui ont dénoncé la lenteur et l'im-

passe des pourparlers SALT et ont

rappelé aux grandes puissances leur

promesses de désarmer. Il ne semble

territoriale des Etats, et surtout des nations. b) Respector at appliquer strictement

les résolutions des Nations unies. c) Mieux utiliser le système de règlement pacifique des différende entre Etats. Ceci est facilitá par la codification récents des régles de conduite dans les relations internationales, telles qu'on les retrouve dans la déclaration des relations amicales entre Etats, et la déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale adoptée par

l'Assemblée générale. d) Renforcer le rôle des organisations régionales pour régler les diffé-

rends qui peuvent surgir entre leurs membres, et permettre ainsi aux petites nations de mieux s'opposer à toutes tentatives d'hégémonie des grandes DUISSANCES.

e) Liquider les deux foyers de tenalon qui menacent gravement la paix et la sécurité internationale, au Proche-Orient et en Afrique du Sud, et ceci par le respect des buts et principes de la Charte des Nations unles, et par une stricte application des résolutions des Nations unles adoptées à l'égard de ces deux zones

AHMED OSMAN.

Maintenir un privilège sans accorder de contrepartie?

Les ambiguités de la «non-prolifération» nucléaire

ES efforts destinés à contenir la dissemination de l'arme nucléaire ont toujours été envisagés dans la perspective du désarmement, mais les accords conclus et les mesures adoptées à cet effet depuis la seconde guerre mondiale ressortissent moins à la limitation des armements qu'au nonarmement. D'aucuns diront même, et c'est un sentiment très répandu dans le tiers-monde, que toute l'entreprise relève de la consecration des privilèges acquis par les pays nantis qui réclament aux pays dépourvus des engagements contraignants sans offrir en échange des contreparties sérieuses. Le débat actuel sur la comptabilité de l'utilisation de l'énergie atomique à des fins pacifiques avec les politiques restrictives de certains Etats exportateurs d'équipements et de matières nucléaires souligne, une fois de plus, les ambiguités d'une démarche où la régiementation des armements pourraient n'être que l'instrument de la consolidation des hégémonies technologiques et l'alibi - d'une

En effet, les pays non alignés, après

avoir acquis leur indépendance et être

devenus membres des Nations unies,

aspirent, pour sauvegarder leur Indé-

pendance et leur intégrité territoriale,

à être protégés et couverts efficace-

ment par le système de sécurité col-

fective prescrit par la Charle des Nations

unies. Une course aux armements seralt

nuisible à leur développement. Ils n'ont

besoin d'armes que pour leur défense

légitlme individuelle ou collective.

conformément à l'article 51 de la

fance des Nations unies à faire respec-

ter leurs droits reconnus les force

, Charte des Nations unies, Mais la défail-

S MILITARIES

politique de puissance. La question de la non-prolifération des armes nucléaires s'est posée des la fin de la seconde guerre mondiale. La perte du monopole atomique américain en 1949, l'accession de trois autres Etats à l'arme nucléaire - Grande-Bretagne, France, Chine, - enfin, l'établissement, dans les années 60, d'un équilibre aéro-, puis balistico-nucléaire entre les deux protagonistes, ont introduit des données nouvelles. Désormais, il ne s'agit plus d'internationaliser l'industrie atomique en la placant sous la tutelle d'une autorité supra-nationale: (plan Baruch), mais de faire en sorte que l'équilibre sur lequel repose la dissussion ne soit pas rompu par la multiplication des acteurs nucléaires. Ainsi, le souci d'éviter la prolifération des armes nucléaires a toujours animé la plupart des Etats membres du club, mais l'idée de consacrer par traité la division du monde en « have » et « have not » est plus récente puisqu'elle ne fut approuvée par l'Assemblée générale des Nations unies qu'en décembre 1961. L'explosion de la première bombe chinoise (octobre 1964) devait hâter la négociation du traité de non-proliferation, qui fut ouvert à la signature le 1er juillet 1968.

Les premiers accords de maltrise des armements visaient dejà a contrecarrer l'élargissement du Club nucléaire, et ce fut notamment l'objet du traité signé à Moscou le 5 août 1963, qui interdisait les essais nucléaires dans les trois espaces. Le traité de non-prolifération en constituait le prolongemen' logique puisqu'il tendait à consacrer le statu quo au bénéfice des Etats qui ont e fait exploser une arme nucleaire ou un autre dispositif nucléaire explosif avant le 1≤ janvier 1967 ». Aux termes du traité, les pays non

nucléaires renonçaient à accéder à

l'arme nucléaire sous quelque forme que ce soit et, pour attester leur bonne foi ils acceptalent de soumettre l'ensemble de leurs activités nucléaires pacifiques au contrôle de l'Agence internationale de l'énergie atomique. En contrepartie, les Etats dotés de l'arme nucleaire s'engagealent à favoriser la coopération internationale pour le développement des applications pacifiques de l'énergle atomique et à mettre un terme à leur course aux armements. Enfin, pour réduire le caractère discriminatoire du traité, les trois puissances nucléalres signataires — Etats-Unis, Grande-Bretagne et Union soviétique - prenaient l'engagement d'agir par le canal du Consell de sécurité et de prêter assistance aux victimes d'une agression ou d'une menace d'agression avec emploi d'armes nucléaires, mais cette résolution n'ajoutait rien au système de sécurité de l'ONU; comme la

pas que ces remontrances aient produit l'effet escompté. garantie qui en découlait supposait

CI les contreparties à l'adhésion au traité de non-prolifération etalent relativement modestes au plan des garanties de sécurité, les pays non nucléaires recevaient néanmoins des assurances en ce qui concerne le développement sans discrimination des applications pacifiques de l'énergie atomique. En effet, l'article 4 du traité prévoit un « échange aussi large que possible d'équipements, de matières et

Une coopération encore dans les limbes de renseignements scientifiques et technologiques » ainsi qu'une coopération internationale tenant dûment compte des besoins des « régions du monde qui sont en voie de déveioppement ». Certes, la coopération internationale dans le domaine nucléaire est

> · Charge de recherches au C.N.R.S. collaborateur du Centre d'études de

politique étrangère.

encore dans les limbes et le souci du développement des pays du tiersmonde ne transparait guère dans la politique nucléaire des pays industrialisés. En revanche, on assiste à une remarquable expansion des marchés de biens d'équipements nucléaires et à des transferts de technologie vers des pays qui ne sont pas tous parties au traité de non-proliferation. C'est pour éviter que les matériels livrés et les combustibles des réacteurs ne soient détournés de leur finalité économique que l'on a songé à renforcer les contrôles existants et préconisé des méthodes plus contraignantes que celles appliquées dans le cadre du traité de non-prolifération

Le contrôle a donné lieu à des débats animés pendant la négociation du traité; les Etats dotés d'une industrie nucléaire craignaient de faire les frais de l'opération dans la mesure où les industries concurrentes des Etats non soumis à contrôle se seraient trouvées en position privilégiée. En outre, l'inspection des installations nucléaires comportait le risque de divulgation de secrets industriels et elle n'était acceptable que si des limites très strictes étalent assignées aux compétences de l'organe de vérification. On se rallia, en définitive, à une formule qui réduisait au minimum les ingérences dans le fonctionnement des usines grâce à un contrôle de la comptabilité matières complété par des inspections sur

Si le système de vérifications a fonctionne, jusqu'à present, d'une manière satisfaisante, il convient de souligner que sa fonction n'est pas d'empêcher matériellement le détournement de matières fissiles à des fins militaires, mais d'en dissuader les Etats par le risque d'une détection rapide. A cet effet, les méthodes appliquées se sont montrées efficaces, mais on s'interroge sur la flabilité du système existant dans un monde où les installations nucléalres se seraient multiplièes et où les risques de détournement se seraient accrus aux différents stades du cycle du combustible nucléaire.

En outre, on a fait observer que le système de garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique n'est vraiment efficace que s'il s'applique à l'ensemble des activités nucléaires pacifiques d'un pays déterminé. Or il existe une différence de régime entre les Etats non nucléaires parties au traité, envers lesquels le contrôle s'exerce dans toute sa rigueur, et ceux qui n'ont pas signé le traité, où le contrôle ne porte que sur les équipements et matériels livrés par un Etat partie au traité. L'explosion nucléaire indienne de mai 1974 a fait apparaître les limites du système de garanties applicable aux pays non signataires du traité tel qu'il est prêvu par le deuxième alinéa de l'article 3 du traité.

(Live la suite page 20.)



9-4 AMERICAINS PRETS A DECOLLER.



(Photo Daniel Simon - Gamma.)

LES NOUVEAUX CHARS SOVIETIQUES T-72. A l'Ouest et à l'Est, une contradiction fondamentale entre politique de détente et politique de sécurité.

souvent très serré semble s'instaurer à Washington autour des relations soviéto-américaines. Les partisans d'un accord Solt II se trouvent de plus en plus sur la défensive, face aux groupes d'intérêts qui jugent inopportur ua nouveau traité dont ils redoutent l'incidence négative sur la sécurité nationale. Celle-ci serait menacée par le déclin de la puissance militaire des Etats-Unis face à l'U.R.S.S., tant sur le plan strategique que sur le plan classique. La plupart de ces critiques ne sont pas vraiment nouvelles. Depuis 1972, il y a toujours eu ceux qui objectaient que la politique dite de « détente » Est-Ouest, et les accords Salt en particulier, favorisent l'U.R.S.S. Selon eux, les Etats-Unis devront se montrer plus conscients de l'influence croissante qu'exercent les Soviétiques grâce à l'augmentation de leurs forces classiques en Europe orientale, et au déploiement d'une nouvelle génération de missiles. La poursuite par l'U.R.S.S. d'une politique d'intervention militaire, d'abord de façon indirecte en Angola, puis directe en Ethiopie, semblo donner raison à beaucoup de ces inquiétudes. En plus, la campagne de l'U.R.S.S. contre la « bombe à neutrons », dont les partisons justifient l'existence en invoquant le déséquilibre des forces classiques en Europe centrale, tend, elle aussi, à sociever de nombreuses inquiétudes, même parmi les gens qui sont

· •

g - - - : ·

~ 4 A 7 %

La volonté de rassurer l'opinion, et surfout le Sénat, a sans doute inspiré M. Carter dans les réserves qu'il exprimait dans son discours à l'université de Wake Forest le 17 mars 1978. Il citait la phrase du président Kennedy : « La raison de nos armes, c'est la paix, non ia guerre ; c'est l'assurance de n'avoir jamais besoin de les utiliser. » Après avoir dénoncé le mythe selon lequel les Etats-Unis man-

plutôt favorables à la « détente ».

augient de volonté ou de moyens pour protëger leurs intérêts vitoux, il a parlé du problème de l'équilibre militaire, aujourd'hui menacé par l'expansion de la paissance de l'U.R.S.S., qui, depuis plus d'une décennie, n'a jamais cessé d'augmenter ses dépenses et d'actroître sa capacité en armes classiques et nucléaires. Cette expansion ne date pas d'hier et, par conséquent, n'implique certainement pas un changement d'intention envers l'Occident, mais elle inspire quand même une réévoluation approfondie des relations soviétoaméricaines. La stratégie de défense nationale, dont M. Carter dégageait les lignes générales, peut se résumer ainsi:

1° « Nous ne permettrons pas qu'une autre nation acquière sur nous une supériorité militaire. >

2º « Nous rechercherons la coopération avec l'Union soviétique pour réduire les zones de tension. N'ayant aucune intention d'intervenir militairement dans les affaires des autres pays, nous nous opposerons également à toute initiative de ce genre, de la part d'autrui. »

3° « Nous utiliserons les grands avantages dont nous-disposons sur les plans économique, technologique et diplomatique pour défendre nos intérêts et promouvoir nos valeurs. Mais si l'U.R.S.S. ne fait pas preuve de modération dans l'élaboration de ses programmes de missiles, la fixation du niveau de ses autres types d'armements et l'envol direct ou par pays interposés de forces militaires dans d'autres continents, le soutien populaire que pourrait rencontrer une telle coopération aux Etats-Unis sera considérablement amoindri. »

Ces déclarations out suscité bien des commentaires. D'un côté, elles semblent réanimer une politique de « linkage », qui implique

que tout accord sur les armés stratégiques ou bien la coopération économique dépendent des actions dans d'autres secteurs. Cette interprétation ne semble pas justifiée pour deux raisons: d'abord, parce que l'application d'un tel principe empêcherait la conclusion de tout accord jusqu'au moment où tous les problèmes aurajent été résolus ; entuite, parce qu'elle multiplierait les possibilités qu'ont les opposants de l'administration au Congrès de bloquer ses initiatives. Donc, il semble plus raisonnable d'interpréter cette abservation comme une simple mise en garde lancée aux Soviétiques contre l'état d'esprit assez critique de l'opinion publique et notamment du Congrès, qui pourreit facilement empêcher la ratification d'un accord Sult II, que le président continue d'autre port de souhaiter. En effet, il déclare que, outre les accords Salt-II, de nouvelles mesures s'imposeront si on espère protéger l'équilibre stratégique au cours de la prochaîne décennie et assurer la dissuccion mutuelle, véritable fondement de la paix. En l'absence de tels accords, les États-Unis seront obligés de développer leurs forces stratégiques. Mais cette décision interviendrait seulement « s'il était nécessaire, afin d'assurer l'invulnérabilité certaine de notre force de dissuasion stratėgiaus »,

Une concurrence plus ouverte

E discours, présenté par la Maison Blanche 🔾 comme un gvertissement à l'U.R.S.S., constitue-t-il l'amorce d'une nouvelle politique de confrontation, et l'abandon d'une politique de coopération? Bien au contraire, il apparaît plutôt comme une étape importante vers l'élaboration d'une vision d'ensemble qui permettre à l'administration Carter de faire

face à deux sortes de contraintes : l'une d'ordre extérieur et l'autre intérieur. Car si, en matière de désarmement, les initiatives de la première année de sa présidence s'adresscient, en premier lieu, à l'Union soviétique, elles étaient destinées également à montrer la différence de contenu autant que de style ovec la politique de son prédécesseur. Cette politique-là, M. Carter l'a jugée trop pessimiste dans son inspiration, trop hésitante dans son execution et trop faible dans la poursuite des valeurs fondamentales de notre société. En conséquence, il o éloboré une politique étrangère qui accepte les risques d'une concurrence plus poussée, plus ouverte avec l'U.R.S.S. sur le plan idéologique, et il est prêt à conclure des accords tendant à réduire les risques d'une confrontation militaire et à rendre moins onéreux le fordeau économique des armes, dont on espère ne jamais avoir besoin de se servir.

Il s'agit de trouver dans nos relations ovec l'U.R.S.S. un niveau de concurrence et de coopération qui permette de protéger nos intérêts sons courir des risques inacceptables. Jusqu'à maintenant, ce problème était complique par de multiples incertitudes quant aux priorités adoptées par Washington et quant aux prix que l'on accepte de payer, sur le plan tant parlementaire qu'international. Le discours du 17 mars 1978 ne résout pas tous les problèmes, mais il éclaire les priorités d'une façon qui ne doit ni surprendre ni effrayer l'Union soviétique. Il sert également à mettre les parlementaires devant leurs responsabilités, et notamment en ce qui concerne un éventuel accord Sait II, qui sera bequeoup plus important pour notre avenir que na l'est, par exemple, la traité de Panama...

BRUCE MARSHALL.

(Suite de la page 19)

Aussi le directeur général de l'Agence internationale, M. Sigvard Eklund a-t-il suggéré, en 1975, de subordonner toute fourniture d'équipements et de matières fissiles à l'acceptation par le pays acheteur du contrôle de l'ensemble de ses activités nucléaires. Cette exigence a également été formulée par certains Etats comme les Etats-Unis et l'Union soviétique, mais, jusqu'é présent, la concertation des principaux pays fournisseurs n'a pas permis d'aboutir à un consensus sur ce point.

La concurrence entre fournisseurs

VEC le développement des appli-A cations pacifiques de l'énergle atomique et la concurrence sur le marché des équipements et des combustibles nucléaires, le problème de la non-prolifération requiert des solutions nouvelles. Aussi les principaux pays exportateurs ont-lls adopté, en 1976, un code de bonne conduite (qui prevoit un reniorce ment des contrôles de l'Agence internationale) et recommandé une certaine modération dans la competition commerciale pour la vente d'équipements nucléaires. Par ailleurs, certains Etats on: voulu aller plus loin, et ils ont, notamment, décidé de prohiber la vente des équipements dits sensibles

pour ne pas faciliter la tâche des

candidats à l'arme nucléaire. A cet égard, ils n'ont pas hésité, ce qui ne laisse pas d'être inquiétant, à remettre en cause les engagements découlant de l'article 4 du traité et à revenir sur les assurances qui avaient été données aux pays disposant d'une industrie nucléaire significative pendant la phase d'élation, Enfin, la législation adoptée récemment aux Etats-Unis sur les exportations de combustibles d'équipements nucléaires a des implications qui ne sont pas de nature à favoriser l'émergence d'un nouvel ordre nucléaire mondial. Les difficultés qui ont surgi à propos de la renégociation des accords

portant sur la fourniture de combus-

prolifération est entré en vigueur

mars 1970), on n'a pas assisté

un élargissement du club nu-

cléaire. Toutefois, des doutes ont

surgi sur la solidité de cette bar-

rière juridique pour contenir la

dissémination de l'arme nucléaire.

En effet, de nombreux pays capa-

bles de se doter de la bombe n'ont

pas adhéré au traité de non-proli-

fération, et, en procédant à une

explosion nucéaire, le 18 mai 1974,

l'Inde a démontré les virtualités

militaires d'un programme civil

d'une certaine ampleur.

tibles nucléaires entre l'Euratom et les Etats-Unis illustrent parfaitement ce point.

Ces controverses ne doivent pas nous leurrer sur le fait qu'aucune puissance nucléaire ne souhaite favoriser la dissémination de l'arme nucléaire : c'est sur les méthodes à suivre pour atteindre cet objectif que subsistent des divergences sérieuses. Les uns veulent réserver aux pays développés le privilège d'exploiter certaines techniques, car ils craignent que leur vulgarisation ne facilite la tâche des candidats à l'arme nucléaire. Méfiants à l'égard des engagements d'utilisation pacifique des pays acquéreurs et sceptiques quant à l'efficacité du contrôle international qui peut toujours être remis en question, ils marquent leur préférence pour des formules telles que la création de « centres régionaux multinationaux » pour le retraitement des combustibles irradiés, la création d'un cartel de l'uranium, voire le partage du marché mondial des réacteurs assorti d'une interdiction de vente des équipements vés à l'égard du contrôle de l'Agence internationale, considérent que ce n'est pas en multipliant les interdits et en mettant sous tutelle les pays bénéficiant des transferts de technologie nucléaire qu'on les dissuadera de se doter de l'arme atomique. Selon eux, il vaudrait mieux jouer le jeu du commerce inter-

national en faisant preuve de discer-

nement dans le choix des clients et en prenant toutes les précautions pour éviter que les matières et les matériels livrés ne solent détournés à des fins militaires. Il semble bien que telle soit la

position du gouvernement français

qui, bien que non signataire du

traité de non-proliferation, a mani-

festé clairement, dans le passé, qu'il ne favoriserait pas la proliferation de l'arme nucléaire et respecterait ses engagements internationaux en la matière. C'est un point de vue qui a été réaffirmé maintes fois, et notamment dans la déclaration commune franco-soviétique publiée en juin 1977 à l'occasion de la visite à Paris de M. Brejnev. D'autre part, par un décret en date du 1 septembre 1976. un conseil de politique nucléaire extérieure, placé sous la présidence du chef de l'Etat et comprenant tous les ministres intéressés, a été créé pour examiner les différents aspects de la politique française egard. Plusieurs communiqués, publiés depuis lors, ont fixé la doctrine du gouvernement. Celuiprendra des précautions pour empêcher la prolifération entend également contribuer à la mise en œuvre des applications pacifiques de l'atome et répondre

aux besoins légitimes d'accession à

la technologie nucléaire. Toutefois,

le 16 décembre 1976, le Conseil de

politique nucléaire extérieure a

annoncé la suspension, pour une

durée indéterminée, de la vente

du combustible irradié. En définitive, les dispositions prises jusqu'à présent par le bials du traité de non-prolifération et du code de bonne conduite adopté par les pays exportateurs de technologie nucleaire n'offrent pas de garanties absolues contre la prollération et il est difficile de mettre en œuvre des mécanismes juridiques et techniques plus efficaces. En revanche, il est probable que la compétition commerciale entre producteurs d'équipements nucléaires se poursuivra, que de nouveaux centres de production de combustibles se constitueront et qu'un nombre accru d'Etats auront acquis, avant la fin du siècle, la capacité scientifique et technique nécessaire pour se doter de l'arme nucléaire. Il n'en résultera pas nécessairement une prolifération anarchique, car les Etats ne s'engageront dans cette vote que s'ils v sont poussés par des considérations tenant à la fois à l'affirmation de leur identité nationale et au souci de leur sécurité. En tout cas, on ne volt pas au nom de quelle morale internationale les pays nantis interdiraient aux autres le droit d'exercer l'option nucléaire aussi longtemps qu'ils n'auront pas renonce eux-mêmes aux privilèges que leur confère l'arme noble et démontre par des mesures concrètes de désarmement, leur volonté d'asseoir la sécurité mondiale sur des bases non-

d'installations pour le retraitement

JEAN KLEIN.

Un domaine réservé dans des enceintes trop limitées

A course aux armements favorise et se trouve étroitement associée à l'aggravation des contradictions, à la promotion de la politique de force, de diktat, de domination et d'Ingérence dana les affaires intérieures des Etats. à la compétition pour un nouveau partage du monde et des sphères d'influence, au maintien des foyers de conflit dans différentes régions du monde.

Rien, absolument rien, pas même le prétendu équilibre stratégique fondé sur la force, expression d'une politique aurannée de confrontation et de compétition entre les blacs militaires, ne saurait justifier l'absurdité qui prévaut dans le domaine des amements. Comment pourrait-on trouver la moindre justification au gaspillage d'énormes ressources humaines et matérielles dans un monde où l'on meurt encore de faim et où l'on ressent une pénurie chronique de logements, d'écoles et d'hôpitaux, dans un monde qui devrait être cejui de la paix, de ja bonne entente et de la coopération, un monde d'épanouissement pour toutes les nations?

Ce n'est assurément pas de nouveaux engins nucléaires, de bombes à neutrons et d'autres moyens de destruction massive que l'humanité a besoin. Blen au contraire, comme le soulignait le président Nicolas Ceausescu. « l'humanité a besoin de détruire tous cas armaments et d'employer les centaines de milliarda de dollara engloutia chaque année par l'industrie de l'armement. pour favoriser un progrès économique et social plus rapide, pour liquider le chômage at assurer une vie digne et libre pour tous les peuples de la terre, l'avènement d'un monde mellieur et plus luste... -

La cituation particulièrement grave à faqualla on est parvenu place tous les gouvernements, les Etats et les peuples. toutes les forces politiques, les organisations de tout genre, l'opinion pu-

bilque du monde entier devant une question cruciale ; que faire?

Allons-nous admettre que la sécurité et la stabilité internationales peuvent être assurées par une nouvelle variante de l'antique « paix armée », réglisable par le prétendu équilibre des forces. c'est-à-dire un semblant d'équilibre ou. plus exactement. I' - équilibre de la terreur > ? Allons-nous accepter encore l'idée aberrante selon laquelle le monde se serait habitué à vivre avec les bombes, que les arsenaux nucléalres seraient devenus une composante naturelle du paysage poiltique et militaire contemporain? Ou bien, nous déciderons-nous à établir des programmes concrets visant à réaliser un désarmement effectif et à écarter ainsi le danger qui pèse d'une facon el menacante eur les destinées de l'humanité? Il faut œuvrer de concert afin de créer un courant d'opinion à même de permettre à la volonté des peuples de s'imposer aux gouvernements.

au désarmement ne pourront être élaborés que dans le cadre de certains forums et mécanismes de négociations. Les résultats tout à fait décevants optenus jusqu'ici sont dus, pour une large part, au caractère peu démocratique des forums et des mécanismes de négociation actuels, au fait que l'Organisation des Nations unles ne s'est pas eltuée à la hauteur des responsabilités spécifiques qui lui incombalant en matière de désarmement. L'ONU a souvent été évités, voire ignorés, et ce notamment à cause des mésententes entre les grandes pulasances. Les problèmes fondamentaux du désarmement ont été soustraits aux compétences de l'ONU. ces résolutions et ses appels ont été ignorés, les organismes subsidiaires ont été paralysés, alors que des structures paralièles ont été créées en dehors de l'Organisation. En outre, l'ONU et les Etats membres n'ont pas été convens-

Les programmes et les mesures visant

Pour la démocratisation des négociations

Par DIMITRI ANINOIU *

blement informés des négociations blia-

Les mécanismes de négociation actuels reflètent la situation qui existait à la fin des années 50 et au début des années 60. Ils ne correspondent plus à la structure et aux exigences du monde où nous vivons à présent.

La situation qui prévaut dans le domaine des négociations militaires a créé un grave paradoxe. Alors que la tendance vers la démocratisation des relations internationales gagne toujours du terrain et que les nations font des efforts considérables en faveur de la bonne entente et de la coopération, on voudrait cantonner les problèmes du désarmement dans la sphère de certains intérêts limités, on voudrait en faire un domaine réservé à un cercle fort restreint. On s'évertue même à accréditer l'idée qu'un problème aussi complexe que celul du désarmement ne peut pas être - abordé par tous, mais equiement par certains, que les forums à large participation — c'est-à-dire avec tous les Etats intéressés — entravent le déroulement des négociations et ne eauralent aboutir à des résultats tangibles.

En fait, le désamement constitue un problème de tous les peuples, de tous les Etats, un souhait vital de l'humanité. une exidence impérieuse de la paix et de la détente. Il exige, par conséquent, la participation de tous les Etats aux efforts visant à trouver des solutions et ne saurait être le résultat d'arrangements conclus entre des groupes restreints ou entre les blocs militaires.

-L'unique voie permettant de trouver des solutions efficaces est celle d'une

* Ambassadeur, spécialiste du désarmement (Roumanie)

démocratisation profonde des négociations dans ce domaine :

- Un changement radical devrait se produire quant au raffermissement du rôle que les Nations unles sont appelées à jouer dans le domaine du désarmement. De par sa mission historique, l'ONU doit être associée et œuvrer directement et efficacement pour l'arrêt de la course aux armements, exercer des compétences directes en ce qui concerne la négociation, l'élaboration et la contrôle de l'application des mesures de désarmement :

- Toutes les négociations militaires, bilatérales ou multilatérales, devraient être placées sous l'égide, l'autorité et le contrôle des Nations unies :

- Des mesures devralent être adoptéss en vue de changer de facon substantielle la teneur des négociations et démocratiser la structure, le mode de travall et les procédures internes du Comité du désamement de Genève. Le Comité devrait fonctionner à l'avenir comme un organisme de l'Organisation des Nations unles dont il deviendralt partie intégrante : con activité devrait se développer cous l'autorité indivisible de l'Assemblée générale, à laquelle il devrait présenter des rapports sur le etade des négociations et les résultats

- Etant donné que le problème du désarmement est l'affaire de tous les peuples et que tous les États ont droit à une sécurité égale. Il est nécessaire de garantir lors de toutes les négociations sur le désarmement : le droit de tous les Etats intéressés d'y participer sur un pied de parfaite égalité le respect de l'indépendance et de la souveraineté des Etats, ainsi que des droits qui découlent de ces attributs, leur participation directe et effective à toutes les phases des négociations, l'absence de toute forme de pression, de menace ou d'intimidation durant le processus des négociations; le droit pour tous les Etats participants de présenter leurs points de vue, de défendre et soutenir leurs intéréta: l'octroi d'un traitement égal aux suggestions et aux propositions de toutes les délégations, pendant toutes les phases des consultations et des nécoclations.

Dans le cas de négociations à participation restreinte, tout membre des Nations unles doit avoir la possibilité d'exprimer ses points de vue eur les questions faisant l'objet des négociations. à quelque stade des travaux que ce solt et sous la forme qu'il estime convenable.

BIBLIOGRAPHIE

• LE DESARMEMENT : LIMITATION. REGLEMENTATION, CONTROLE : UN dossier réalisé par la Documentation française (à l'aide d'articles ou d'études déjà parus dans la presse) à l'occasion de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations unles sur le désarmement du 23 mai au 28 juin 1978. Quatre grands thèmes : la problématique du désarmement : la paix surarmée » : la position de la France face au désarmement : les cadres institutionnels des négociations sur la « maîtrise des armements ». (« La Documentation française », série Problèmes politiques et sociaux, nº 336 du 12 mai 1978, 6 F.)

ARMERS. GUERRE ET POLITIQUE EN AFRIQUE DU NORD (XIX-XX SIE-CLES) : sous ce titre, les Presses de l'Ecole normale supérieure reproduisent trois études sur la politique et le rôle de l'armée française en Afrique du Nord - principalement en Algérie de la conquete coloniale à l'insurrection des années 1955-1962. L'évolution de la mentalité militaire, des méthodes de combat, de répression ou de simple contrôle des populations : c'est le fil conducteur qui permettre de passer de l'une à l'autre de ces études menées séparément par trois chercheurs (Jacques Frémeaux, Daniel Nordman, Guy Pervillé). (Presses de l'Ecole normale supérleure, 45, rue d'Ulm, Paris, 1977.

Arrangements partiels pour une solution globale

LES POSITIONS L'UNION SOVIÉTIQUE

Par ALEXEI ROCHTCHINE *

'UNION SOVIETIQUE attache une attention soutenue au problème du désarmement. Chaque session de l'Assemblée générale des Nations unies donne l'accasion à l'Union soviétique de lancer d'importantes initiatives sur ce problème, dont beaucoup ont servi de base à la conclusion d'accords internationaux de signification majeure.

Tout en gardant à l'esprit que le but final des Etats dans le domaine du désarmement devrait être un désarmement général et complet, l'Union soviétique a maintenant exé ses efforts sur la realisation d'arrangements partiels portant sur un voste éventeil d'actions visant à limiter et à faire cesser la course dux armements. Ces mesures concernent event

* Ambassadeur, ancien représentant de l'Union soviétique au Comité du désarmement.

tout les armes nucléaires, de même que les armes chimiques, les nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive, les forces armées et les armements conventionnels. la réduction des budgets militaires.

L'Union saviétique sa prononce pour la cessation simultanée de la fabrication des armes nucléaires -- qu'elles soient atomiques, à hydrogène ou à neutrons — pour tous les Etats. L'U.R.S.S. estime que les puissances nucléaires poarraient s'engager à réduire progressivement les stocks déjà accumulés, pour aller ensuite jusqu'à leur destruction complète. En même temps, l'Union soviétique œuvre activement pour la solution positive des problèmes particuliers concernant l'attênuation de la menace d'une guerre nucléaire exterminatrica.

En septembra 1975, l'U.R.S.S. a proposé l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires. Cette proposition a pour but de mettre fin également aux explosions pucléaires souterraines qui n'ant pas été prohibées par le traité de 1963 de Moscou, de mettre ainsi un terme au perfectionnement qualitatif des armes nucléaires et de prévenir la pollution radioactive de la terre. Au cours des négociations sur ce problème, qui se sont déroulées entre trois puissances nucléaires, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne imposaient une condition non justifiée selon nous: que le contrôle de l'observation d'un tel accord soit assuré par une inspection in sity pour déterminer la nature des phénomènes sismiques douteux, c'est-à-dire pour établir s'il s'agissait de phênomenes naturels ou d'explosions nucléaires expérimentales. Bien que la partie soviétique estime que les moyens notionaux de détection sismographique sont suffisants, elle a néanmoins consenti, pour parvenir à un accord sur ce problème, à collaborar à l'échange des données sismographiques nécessaires pour l'enalyse internationale des phênomènes sismiques douteux. L'Union soviétique a

également accepté la proposition de compromis suédoise sur « l'inspection sur invitation », qui prêvoit que la pays soupçonné d'avoir procédé à une explosion nucléaire souterraine a le droit et la possibilité de susciter une inspection internationale pour établir sur place la nature d'un phénomène sismique douteux. En outre, l'U.R.S.S. a donné son accord pour proclamer un moratoira sur les explosions nucléaires souterraines à des fins pacifiques. Les efforts déployés par l'U.R.S.S. en vue de mettre fin à tous les essais d'armes nucléaires ont fraye la voie à une entente entre trois puissances nucléaires — l'U.R.S.S., les Etats-Unis et la Grande-Bretagne - sur ce problème. On peut constater avec satisfaction que, le 16 mars 1978, les représentants de ces puissances ont rendu public, aa sein du Comité du désammement à Genève, un communiqué commun concernant le progrès sensible obtenu dans la ségociation d'an traité sur l'interdiction de tous les essais d'armes nucléaires. Notre tâche est de faire en sorte que toutes les puissances nucléaires prennent part à cette initiative fondamentale.

La bombe à neutrons

TTNE autre tache d'importance capitale liée directement aux efforts pour écarter la menace de guerre nucléaire consiste à prévenir le déploiement de nouveoux types d'armes nucléaires, et ayant tout de la bomba à nautrons. Ce deraier type d'arme constitue la troisième génération des armes nucléaires. Elle possède toutes les propriétés d'une armo nucléaire, à saveir l'onde de choc, le rayonnement calorifique, la boule de feu et, cette dornière étant particulièrement puissante, la radiation qui aneantit tout organisme vivont. Les promoteurs de l'installation de cette arme an Europe et de sa mise en service dans les forces de l'OTAN prétendent que l'arme à

neutrons n'est pas un moyen d'extermination massive des êtres humains et que son emploi n'aboutirait pas à une querre nucléaire mondiale. Cette conception est dépourvue de fondement et lourde de danger. L'arms à neutrons n'est qu'une variété des armes nucléaires, qui a toutes les propriétés d'un moyen de destruction massive des hommes. Le recours à cette arme serait lourd de la menace du déclenchement d'une guerre nucléaire mondiale où les armes nucléaires de

tout genre seraient employées. La mise en service de l'arme à neutrons pour les armées nationales pousserait la course aux armements vers ane nouvelle étapa très dangereuse. Les calculs seion lesquels les États-Unis auraient le monopole de cette arma sont illusoires. L'expérience historique a montré qu'ils avaient en le monopole de l'arme atomique pendant moins de quotre ans, et de celle à hydrogène pendant moins d'un an. M. Leonid Brejnev a dit à ce sujet : « L'Union soviétique s'oppose énergiquement à la mise ou point de la bombe à neutrons. (...) Mois si cette bombe est créée en Occident - créée contre nous, ce que personne ne coche, -- on doit se rendre parfaitement compte de ce que l'U.R.S.S. ne restera pas un observateur passif. Nous serons mis devant la nécessité de répondre à ce défi, afin d'assurer la sécurité du peuple soviétique, de ses alliés et amis. Tout cela finira, en dernière analyse, par élever la course aux armements à un niveau encore plus dangereux... »

M. Leonid Brajney a proposé aux Etats occidentaux de s'entendre sur la renonciation réciproque à la bombe à neutrons pour épargner ou mondo cette nouvelle armo inhumaine de destruction massive. Au mois de mars dernier, l'U.R.S.S. et sept outres pays socialistes ont saisi le Comità du désarmement a Genève d'un projet de convention pertant sur l'interdiction de la fabrication, du stockage, du déplojement et de l'atilisation de l'armo

🚤 (NDANI un jaur e bradersie diploma cons pu faire le p dieze de desarmemei the solutionales ou contin the of qualques perspective acerventions étaient and directoment les dministrations ou de chercheurs is oparells d'État, mai Solido - pationales resp

e je Altaber

ig in Eigenfallete D

t.... inst tut

า.... วุ่ง 5าคาเตอโ

y or carpet The second - -- 7 gen vær skender

gement a

w 1.052. I - 교 第二號 - 함:

in a gent and least of the Compa

ក់ប៉ុន្តា ប៉ុន្តែ។ សម្ពន្ធ (ស្វាស់)

y to year at ₽

inger in dat til fler til

120 1 1 00 TH

さん **医型(50)手**(30)

Si tatemen

on the second part of the extra

er ka Anzila H Propinsi Grande-B

2 203

್ಕಾರಗಳನ್ನು

Liners on les ma ar - Carres -- très norma co considerets des Etats. --- lu monde - et the on the sont si divers 😃 🔝 une upanimité Sot nuciéaire. Cela merci montre en la disan

🖖 🗼 intervestions, or

miutrons. La conclu telle exercision serait d'une majeure tout le renforcement de er de 🅦 Sucurità internationales. CU.F 5.3 -cir des efforts consid prevenir - nouvelle phase de la eimement furtaut dans le di moyens at distruction massive d A set cita: .lle a avance, en 19 position a recraire la mise au tabrication de nouveaux types destruction -rossive. L'Assemblée Nations : a adopte on 197

douze tot. '= resolution qui recr necessite de saite prohibition. li y a z. ans, le traité sur l feration de armes nucléaires a é regrette Li -nant, ancien secreti de l'O 24 U = qualitie ce traite plus remar-vable de l'ere nuclès prononce pour tou la part part plu de ce traité et po lidation de l'étame de non-prolé ormes nucl. 125 A la lumière sement de Catantie: scientifique. industriei 4: plusicurs pays, l'ir de la prolite ation des armes nur te tach, com les plus actuell Manual Mai. U.R.S.S. oppuie 7 dangers le resperation internation domoine c. attlisation pocifique nucleaire : "cité sur la nonbenn for and dawn Etats, ter hone bas are telle cooper man ichiem: -: a essurer la securi

mais austrile - developpement ecc ton- limit, it les accords in daire du daivent to tender sur le princ Beingick o nat dasteoudne gea Mu.: de consequences de principe est le Mu importante de l'efficacité et lite de cos documents internation

moyens financiers des pays pétroliers leur a permis d'absorber une part de plus en plus grande des armes exportées. Il est probable qu'en 1975 et 1976, 70 % à 75 % des armes vendues dans le monde l'ont été dans les pays du Proche-Orient. Selon les chiffres fournis par l'Institut de recherches sur la paix de Stockholm. la valeur des armes importées par les pays du tiers - monde a doublé entre 1973 et 1976.

Les objectifs et les motifs des exportateurs et des importateurs d'armes sont varies et complexes. Aucun pays, y compris les superpuissances, ne peut, par ses propres moyens, assurer sa propre securité. Le transfert d'armes est, pour lui, un moyen d'atteindre ses objectifs stratégiques. Pour le fournisseur, les armes contribuent efficacement à la securité de ses alliés et clients. Les armes fournies par les Etats-Unis, dans le cadre de leur programme d'assistance militaire, entre 1950 et 1974, étaient, en ordre décroissant, destinées à la France, à la Corée du Sud, à la Turquie, à l'Italie, à la Grèce, au Vietnam du Sud, à la Belgique, aux Pays-Bas et au Royaume-Uni. En ce qui concerne les ventes proprement dites, les pays d'Europe (notamment la R.F.A.) et du Proche-Orient (Israël, Arabie Saoudite, Iran) sont de gros clients des Etats-Unis, ces derniers essayant aussi de protéger leur position prééminente en Amérique latine et de fournir de plus en plus d'armes aux pays africains comme le Kenya.

L'Union soviétique fait de même pour ses clients d'Europe et du Proche - Orient. Sa pénétration en Afrique a êté marquée par des exportations massives en Angola et en Ethiopie, La France, la Grande-Bretagne et la Chine populaire fournis-sent, elles aussi, à un niveau plus modeste, des armes à leurs clients régionaux, avec lesquels elles sont liées par des accords de sécurité ou par des intérêts stratégiques, économiques ou historiques.

Les fournisseurs d'armes charchent à obtenir des bases militaires; comme l'ont fait les Etats-Unis en Espagne, ou l'Union soviétique, d'abord en Somslie, puis en Ethiopie Les motifs économiques des four-

nisseurs ne sont pas des facteurs négligeables. Pour la France, M. Michel Debré, ancien ministre de la défense, a bien réaumé cette dimension économique : la vente d'armes assure un « meilleur équilibre de la charge, l'accroissement des quantités produites donc l'amortissement des trais tires sur des séries plus longues, une meilleure balance des paiements et des marchés extérieurs ».

Pour la France, les ventes d'armes ont payé, en 1976, l'équivalent de 20 % de ses importations de pétrole, alors que dix ans plus tôt elles en convraient un tiers. Cela représente une augmentation considérable des ventes d'armes, puisque le prix a quadruplé depuis 1973. En 1976, les ventes d'armes représentaient 4.3 % du montant giobal des exportations françaises. La France a enregistre, en 1977, à l'étranger, l'équivalent de 6 miliards de dollars en commandes de matériels militaires. Par rapport aux années précédentes, l'augmenta-

Le plan < sous-national >

C I le phénomère de transfert d'armes peut s'expliquer, en priorité, par le jeu des rapports entre nations, on ne doit pas pour autant négliger le plan « sous-national ». C'est à ce niveau - tantôt militaire, tantôt industriel, tantôt administratif, tantot scientifique — que l'on trouve les racines profondes du problème. Ces structures bureaucratiques des pays capitalistes et socialistes pesent lourdement sur la politique nationale d'un Etat. Autrefois, on pariait des « marchands de canons », mais les intérêts à l'intérieur de chaque pays sont beaucoup trop complexes pour se satisfaire de cette image. La division du travail dans l'économie mondiale et la spécialisation exigée par la guerre moderne créent un réseau puissant, qui encourage l'expansion des transferts d'armes. Il y a une tendance, limitée bien sûr par les ressources et les moyens dont chaque

pays dispose, à produire plus d'armes que ce dont il a besoin.

Le stockage de ces armes dans des centres nationaux ou l'expansion et la muitiplication des centres de production militaire menacent la paix internationale. Une nation sera tentée d'intervenir dans les affaires d'un autre pays si elle dispose des moyens militaires pour le faire. L'existence de ces armes n'est pas la cause principale de l'intervention étrangère la volonté politique des dirigeants d'un pays est bien plus importante. Mais cette volonté politique est formée en partie par la mise en place et l'influence d'un complexe militaroindustriel lié aux fonctionnaires et techniciens. Quoiqu'il soit très difficile d'établir sans ambiguité les liens

Professeur à l'université de l'Illinois. président du département des sciences

Les ventes d'armes conventionnelles

Por EDWARD KOLODZIEJ*

tion est considérable : en 1976, les commandes s'étalent élevées à environ 3,8 milliards de dollars, et en 1975 à 3.5 milliards de dollars (1). La complexité des armes modernes implique que l'importateur dépendra de l'exportateur pour les pièces de rechange, l'entretien et la formation des forces locales. Lorsqu'on achète un avion, par exemple, on achète en même temps le fournisseur et le systeme de fourniture : autrement dit on achète un partenaire politique. Les importateurs, de cette manière, ne sont pas privés d'atouts. A l'époque de M. Kissinger, on pensait ainsi qu'Israël serait plus disposé à entreprendre des nournerlers de paix avec les Arabes si les Etats-Unis lui fournissaient toutes les armes qu'il demandait. C'est l'inverse qui s'est produit; plus Israël est devenu fort, plus il est devenu intransigeant. De surcroit, en suivant l'exemple d'autres pays fournisseurs, Israël s'est créé une capacité industrielle militaire avec un chiffre d'affaires pour l'exportation de 300 à 400 millions de dollars en 1976. L'U.R.S.S., de son côté, a aussi découvert que l'on peut s'assurer un allié par la seule livrai-son d'armes. Si elle a gagné l'Ethiopie comme allié, elle a perdu en Somalie sa base militaire, et la Chine populaire ne s'est pas alignée sur l'Union soviétique en dépit des armes que, par le passé, elle recevalt d'elle.

entre ces centres d'initiatives et le transfert d'armes, on ne peut pas laisser ce réseau « sous-national » en dehors de l'analyse des facteurs qui contribuent aux transferts d'armes. On ne peut pas expliquer l'interven-tion des Etats-Unis au Vietnam, ou de l'Union soviétique en Ethiopie et en Angola, sans évoquer les pressions exercées par ce complexe militaro-Au plan transnational, on observe

deux espèces de rapports. D'une part, les rapports entre un gouvernement légitime et des groupes étrangers qui cherchent, soit à contester l'autorité d'un gouvernement local, soit à éta-blir une nation indépendante : ainsi de l'aide multaire apportée par la Libye aux insurgés du Tchad, ou de celle de l'Union soviétique aux Palestiniens. D'autre part, le développement de la multinationalisation des industries de guerre : presque tous les avions de haute technologie, en Europe, comportent des éléments de fabrication américaine. En 1977, les

Etats-Unis étaient ainsi engagés dans près de quarante grands programmes de coopération à l'étranger, pour une valeur de 8,5 milliards de dollars. Les entreprises américaines ont, elles aussi, des accords commerciaux avec leurs homologues à l'étranger (cinquante autres projets de même type). Le France a signé un accord avec un consortium arabe pour développer l'industrie militaire : Dassault, Matra et Thomson-C.S.F. figurent dans ces accords.

En l'absence d'un consensus international sur les transferts d'armes, les Nations unies jouent en ce domaine un rôle mineur, voire marginal Pire encore est l'absence d'accords sur le principe d'un enregistrement par l'ONU de tous ces transferts : sans accord sur ce point minimal, on voit mal comment des progrès seront possibles.

(1) Pour les ventes d'armes, la Prance vient au troisième rang après les Etats-Unis et l'U.R.S.S. (N.D.L.R.).

Les travaux de l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm

Outre son annuaire (1) oui fait le point des progrès réalisés d'année en année par les Etats dans la production, la vente et le commerce des armements, des stocks accumulés ou encore des mesures prises en faveur de la limitation des armements, l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI) publie régulièrement le résultat de ses recherches sur tel ou tel aspect spécifique. Parmi les ouvrages récents, à signaler:

. Arms Control, A Survey and Appraisal of Multilateral Agreements : nomenclature commentée et textes des accords multilatéraux de contrôle des armementa depuis la fin du siècle dernier (238 pages, 1978, 10,50 livres sterling). e Outer Space - Battlefield of the Future? L'utilisation des satellites orbitaux et le rôle qui leur est assigné à des fins militaires (202 pages, 1978, 8 livres).

e Scological Consequences of the Second Indochina War : les effets destructeurs sur l'environnement des différentes catégories d'armements utilisées durant la guerre du Vietnam (1976, 119 pages).

 Delayed Toxic Effects of Chemical Warfare Agents: une monographic consacrée plus spécialement aux effets à long terms des armes chimiques (1975, 60 pages).

 Chemical Disarmament, New Manages for Old els point sur les Weapons for Old : le point sur les négociations de 1974 en faveur du désarmement chimique le pro-gramme américain de production de gaz agissant sur les nerfs; les stocks d'armes chimiques (1975, 150 pages).

• The Problem of Chemical and Biological Warfare : en six volumes. l'histoire de la production des

armes chimiques, les problèmes juridiques, diplomatiques ou tech-niques qui en découlent sous l'angle du désatmement ou de la limitation des armements. Les anciennes publications du SIPRI peuvent être commandées & la maison d'édition Almqvist & Wiksell International, 26, Gamla Brogatan, S-111 20 Stockholm. Suède. Depuis le mois d'avril 1978, les ouvrages de l'Institut sont publiés par Taylor & Francis Ltd. 10-14 Macklin Street, Londres

WC2B 5NF. Grande-Bretagne. (1) World Armaments and Disarmament, SIPRI Yearbook 1978, Taylor & Francis Ltd. Londres, 1978, 518 pages, 18 livres.

Contradictions et convergences

PENDANT un jour et demi, grâce à l'accueil de l'Académie diplomatique internationale, nous avons pu-faire le point sur les étapes parcourues en matière de désarmement, cerner les différentes positions nationales ou continentales dans le débat actuel, tracer quelques perspectives d'avenir.

Les interventions étaient le fait, tantôt de personnalités exprimant directement les vues de leurs gouvernements, de leurs administrations nationales, tantôt d'universitaires ou de chercheurs indépendants. « distanciés » de leurs appareils d'Etat, mais exprimant tout de même les sensibilités nationales respectives.

De ces interventions, on peut tirer certaines lignes de convergences ou les manifestations de contradictions persistantes — très normales dans un monde hétérogène où les intérêts des Etats, les positions géopolitiques, les « images du monde » et de la menace, les idéologies dominantes, sont si divers :

1º Il y a une unanimité sur la nécessité de ne pas aller au conflit nucleaire. Cela va sans dire - mais cela va encore mieux en le disant... - le porte-parole égyptien a évoqué, en termes émouvants, la sensibilité particulière du tiers-monde à cet égard. La délégation soviétique a reaffirmé sa position — reaffirmation précieuse, en un terms où certains commentateurs nord-américains (peut-être emportés par la polémique sur les SALT) mettent l'accent sur la diversité des approches au sein de l'appareil d'Etat soviétique.

2º Le débat continue sur les procédures, sur les structures du désarmement. Pour les deux principales paissances, il s'agit d'une question secondaire. Ce problème est, par contre, mis au premier plan par la France ainsi que par divers Etats non alignés ou ayant une position specifique au sein du bloc (Yougoslavie, Inde, Mexique, Roumanie). Parmi ces Etats, deux « sous-approches » différentes sont à relever : pour les uns, il importe de démocratiser le comité de Genève, pour les autres, il est essentiel de lui substituer une nouvelle structure.

3º Le débat est intense sur le contenu de la négociation; en particulier sur les priorités à établir : désarmement nucléaire ou classique? Simple « maîtrise des arme-

ments » respectueuse des équilibres stratégiques, ou réduction, voire abolition des forces? Approche sélective ou générale? Imbrication des mesures « nucléaire » et « classique »? La question du contrôle reste enfin posée (la proposition française sur les « satellites de contrôle » n'ayant pas suscité d'écho au cours du colloque)...

4º Un vif intérêt s'est manifesté sur le principe des « approches régionales ». La dénucléarisation de l'Afrique et du Proche-Orient a été évoquée. La France a souhaité l'extension des mesures de confiance au plan de l'Europe géographique. Rappelons que la France et la Chine ont ratifié, en 1973, le protocole n° 2 du traité de Tlatelolco sur la dénucléarisation de l'Amérique latine.

5° Une convergence est réalisée sur la nécessaire conversion économique des dépenses militaires. La France apparaît un peu ici en « pionnière » depuis 1955, où elle présenta des propositions sur ce thème à la conférence des Quatre à Genève.

Le plan français d'anjourd'hui prévoit une taxation du « surarmement » : mondialisme utopique ou réalisme de demain?

C.Z.

nucléaire à neutrons. La conclusion d'une telle convention serait d'une importance majeure pour le renforcement de la détente et de la sécurité internationales.

L'U.R.S.S. fait des efforts considérables pour prévenir une nouvelle phase de la course aux armements, surtout dans le domaine des moyens de destruction massive des hommes. A cet effet, elle a avancé, en 1975, la proposition d'interdire la mise au poiat de la fabrication de nouveaux types d'armes de destruction massive. L'Assemblée générale des Notions unies a adopté en 1975, par cent douze voix, la résolution qui reconnaissait la nécessité de cette prohibition.

Il y a dix ans, le traité sur la non-prolifération des armes nucléaires a été signé. Le regretté U Thant, ancien secrétaire genéral de l'O.N.U., a qualifié ce traité d'accord le plus remarquable de l'ère nucléaire. L'Union soviétique se prononce pour tout le renforcement possible de ce traité et pour la consolidation du système de non-prolifération des armes nucléaires. A la lumière de l'accroissement du potentiel scientifique, technique et industriel de plusieurs pays, l'inadmissibilité de la prolifération des armes nucléaires reste une tâche parmi les plus actuelles de notre temps. Mais YU.R.S.S. appuie par tous les moyens la coopération internationale dans le domaine de l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire. Le traité sur la non-prolifération signé par ceat deux Etats, représente uce bonne base pour une telle coopération. Il sert non seulement à assurer la sécurité des États, mais oussi leur développement économique.

Les traités et les accords internationaux concernant le problème du désarmement doivent se fonder sur le principe du nonpréjudice à une quelconque des parties. Le respect de ce principe est la condition la plus importante de l'efficacité et de la viabilité de ces documents internationaux. L'Union

soviétique, qui a subi pendant deux guerres mondiales et sous l'intervention étrangère durant la guerre civile, d'énormes sacrifices en vies humaines et des destructions atroces sur son territoire, se peut pas se pes considérer le principe de non-préjudice à se propre sécurité comme la pierre angulaire de la conclusion des accords internationaux de toute zorte. La même attitude est partagée par tous les autres Etats. La valonté d'aboutir à des changements dans le rapport des forces existantes, à l'affaiblissement d'un des Etats ou d'un groupe d'Etats par la voie des accords internationaux représente une approche injustifiable du problème du désarmement, qui freine les négociations dans ce domaine.

Le principe important pour assurer le progrès dans le domaine du désarmement est celui du refus par les Etats de l'emploi de la force dans les relations internationales. En 1972, l'Union soviétique a présenté une proposition sur le non-recours à la force et l'interdiction permanente d'atiliser les armes nacióaires. En 1976, l'Union soviétique a pris l'initiative d'introduire le projet d'accord sur le non-usage de la force qui a reçu un écho favorable à la session de l'Assemblée générale des Nations unies.

Un manque de progrès sensible

TTN certain nombre d'États manifestent leur insatisfaction à l'égard du mécanisme des négociations sur le désarmement. Le manque de progrès sensible dans la solution des problèmes du désarmement résulterait des insuffisances de ce mécuaisme. Una critique sévère est parfois adressée au Comité du désarmement à Genève. Un rôle non négligeable dans la critique de ce comité et, en général, du mêconisme du désormement. revient à la France.

Dans l'appréciation de l'activité de Comité du désarmement de Genève, on ne peut pas ne pas remarquer que, face à la stérilité totale de tous les autres organes mondiaux qui fonctionnaient dans le domaine du désarmemeat, il s'est avéré possible, au sein du Comité, d'aboutir à des accords internationaux importants sur l'interdiction des essais d'armes nucléaires, sur la non-prolifération de ces armes, sur l'interdiction de les placer au fond des mers, sur l'interdiction totals de l'arme bactériologique (biologique), sur l'inferdiction de modifier le milieu environnant à des fins militaires et autres fins hostiles. A présent, le Comité procède activement aux négociations, qui portent sur l'interdiction de tous les essois d'armes nucléaires, sur l'interdiction des armes chimiques les plus meurtrières et les plus dangereuses, etc. Au mois de février 1978, l'U.R.S.S. et six autres Etats socialistes ont soumis au Comité va large programme d'action dans le dameine du désarmement, dont la discussion devreit contribuer au progrès dans la réalisation des abjectifs du désarmement.

Le démontélement du méconisme existent arrêterait pour une longue période le processus de solution des problèmes en discussion au Comité. Or les questions du désormement out un coractère urgent et leur solution ne peut pas attendre. En dehors de cette considécation, une autre question se pose : une fois démantelé le mécanisme existant des négociations, réussira-t-on à en coastruire un autre, meilleur que le précédent?

Og considère, en Union soviétique, qu'il doit s'agir non pas de la « réorganisation » du mécanisme des négociations et de la suppression de l'organe principel des nègociations qu'est le Comité du désarmement, mais, au contraire, de l'amélioretion del'activité de tous les forums existants. Le Comité du désarmement a subi déjà plusieurs

réorganisations; deux fois, il a vu sa composition s'élargir de dix-huit à trente et un Etats participants), tandis que la compétence de ses coprésidents était rétrécie. L'U.R.R.S. est prête à entreprendre des pas dans la direction du perfectionnement du travoil de ce comité, mais elle se prononce contre sa suppression. Elle préconise la convocation d'une conférence mondiale sur le désarmement afin de pouvoir examiner toutes les voies et propositions de noture à mener à l'intensification des négociations et à la réalisation d'autres mesures de limitation et de réduction des armements et des forces armées. L'U.R.S.S. estime qu'il est nécessaire d'assurer la participation maximale des Etats, en particulier des paissances muclégires et des États disposant de contingents

importants de forces armées et d'armements.

En quise de conclusion, il fout souligner que l'Union soviétique prend de nombreuses initiatives afia de contribuer, par la promotion du désormement, à complèter la détente internationale par la détente militaire. En vue de consolider ce processus en Europe, M. Leonid Brejnev a avancé un programme d'action appuyé par d'autres pays socialistes qui prévoit : l'engagement des États participant à la Conférence européenne de ne pas utiliser l'arme nucléaire en premier ; de ne pas élargit, en y admettant de nouveaux membres, les groupements et alliances palitiques et militaires européennes; de ne pas organiser de manœuvres militaires de pl cinguante mille à soixante mille personnes; d'étendre les mesures de confignce militaires prévues par l'Acte final d'Hebinki que pavs de la partie sud de la Méditerranée. Il n'est que trop regrettable que ces propositions ne soient pas acceptées par les pays occidentaux. La mise en pretique de ces propositions aurait une immense importance pour la couse de la paix, non seulement en Earope, mais également deas le monde.

ALEXEI ROCHTCHINE

FEEN YES

Iciations

(€2 ÷ ±.

22 **2**1 • • 9 81 9 ⊋**4** 4.2 °

g - 1 - 1 - 1 garage attention 14 g = 1 y 1.40 € 1.00 ± -- th i / - -918 1 1 Bre . . . 4 40

184-6 ·

... - :- : - :

💮 . 🖡 🛂 kepte

. -- er guria Codes f

4-12%

CEL

e de la contemité de la contem

ner de la production de la filia de la fil

en and the second

The property of the

ំ ប្រក្សាក្សស ស្វាក់ស្ថាក់ស្វាស់ស្វាស់

2 --- 3 - 3 - 43.

ាក់ កាក់ក្រុង <mark>ដែលក្</mark>នុង ខែ ជំពង

e- me-(riei, Törd 1870-le Pajade S

e koja vija in ja enes an teridis

des his construction

poit where the court

RECTO: NOW, - Dans Parts

des de m

्रिक्षिक के अपने के स्टब्स के

metti^{el} t

1017 F-17

Lake Pi

Le «HITLER» de John Toland

Par YVES FLORENNE

B 10GRAPHIE totale, l'énorme ouvrage de John Toland, qui se lit pourtant d'un trait, étonne par l'ampleur de la recherche, la masse des documents et des témoignages exploités, tout comme il force l'estime par un effort d'objectivité d'autant plus méritoire que l'auteur a souffert dans sa vie personnelle du délire fauatique et meurtrier de son modèle, dont on peut d'ailleurs se demander si la notion fragile d'objectivité peut le concerner. En tout cas, Toland constate que le jugement et la condamnation à peu près manimes et sans appel n'ont changé depuis trente ans : jugement dernier. Ce qui ne lui donne que plus de force, avec plus de sérénité. Et lai apporte aussi des raisons, des clartés nouvelles ou plus vives, que fournissent notamment les témoignages de ceux qui pendant longtemps

n'ont pas su on pas voule parler. Avec quelle patience l'enquêteur les a recueillis, dans plus de deux cent cinquante entretiens - presque tous enregistrés, archives incomparables - avec ces témoins les plus divers. Etroitement tissés dans le texte, ils sont la trame d'un livre où la vie et ce qu'il faut blen nommer l'âme, d'un homme sont inséparables du destin de dizaines de millions d'hommes et de peuples entiers. Ce qui apparaît plus que jamais effrayant et dérisoire, c'est la disproportion entre le « heros » et la tragédie.

Le livre s'ouvre par un prologue dramatique : l'attaque à l'ypérite dont un caporal obscur mais déjà frénétique fut à peu près le seul à survivre. Etrange miracle, qui sauve de ces gaz mortels l'homme qui fera mettre à mort, par les gaz, des millions d'êtres humains et sera la cause des plus grandes hécatombes de l'histoire. Dès ce lever de rideau, où le blessé aveugle et halluciné entend comme Jeanne d'Arc — suprême dérision — des voix lui ordonner de sauver l'Allemagne, le diagnostic est établi par le médecin : « Psychopathe présentant des symptômes hystériques ».

TIN diagnostic qui est dans le filigrane de cette U existence des l'enfance et la jeunesse remarquablement restituées, jusque dans ce qu'il y a de pitovablement attachant chez ce malade : sa vocation d'artiste, ses rêveries d'architectures imaginaires, son romantisme suicidaire, son attitude à l'égard des femmes, son complexe de Lohengrin. Dès l'entrée de Hitler dans la vie politique, et à plus forte raison après la prise de pouvoir, le diagnostic sera plus tranché: dans ses variantes, on entend le même leitmotiv, chez les politiques, les militaires, les diplomates, les intellectuels et jusque chez Freud : « Un fou. » Et même : « Fou dangereux, dégénéré sexuel » : c'est Mussolini qui parle! Et nous ne sommes qu'en 1934! Après ce jugement sur son confrère, le Duce

définit le nazisme comme le surgissement « sauvage »

des « vieilles tribus germaniques dans la forêt pri-mitive ». D'où aussi, d'aflieurs, l'intérêt de l'analyse de Jung (qui s'écarte ici encore de Freud) sur le pouvoir magique du sorcier dans la « forêt ». Nous sommes arrivés au moment décisif, irréversible, de la fascination absolue, Toland cite Marx, avec trop de bienveillance dans l'application au sujet : « On ne pardonne ni à une nation ni à une femme une heure d'inattention où le premier aventurier venu peut les terrasser et les posséder. » N'est-ce pas plutôt la chose pardonnable ? Ce qui ne l'est pas - et qui est arrivé, — c'est l'abandon et le don frénétiques, enthousiastes et darables. « Inattention », ce qui fut possession, au sens démoniaque? Quand il s'agit de l'accession au pouvoir suprême absolu, Toland le rappelle, à quatre-vingt-dix pour cent le peuple allemand - y compris l'Association des juits de la nation allemande! — « vota librement » pour Hitler. Au point du livre où nous voilà parvenus, la biographie est, hélas, devenue l'histoire. Toland la retrace evec un double don, de synthèse et d'animation, son modèle restant toujours, blen entendu, au centre de la toile. Et voici l'enchaînement de ce que l'auteur a d'abord appelé « un rêve », puis « les desseins les plus monstrueux ». Ict. faisons place un instant à l'humour noir — dans la bouche du vertueux Hitler. ce mot, on plutôt ce sonpir : « Il n'y a plus de morale internationale! >

T E lecteur revit ou découvre avec un intérêt qui Le tient en haleine cette douzaine d'années rétrospectivement plus longues qu'un siècle, plus chargées d'immenses et sombres événements : de l'apothéose « impériale » à la mort dans un trou. Cette dernière page, si mélodramatiquement exploitée, est traitée ici avec presque la secheresse d'un rapport. Elle ouvre simplement le bref épilogue de la tragédie, clos par l'épitaphe de « l'un des personnages les plus funestes de son siècle », qui « a dispara pour jamais ». Toland avait cité Frank, pendu à Nuremberg : « Je ne crois pas que l'Allemagne retrouve jamais un autre homme capable de susciter autant d'espérance, de confiance et d'amour. > Espérons-le. « Disparu pour jamais » : que ce soit en Allemagne et ailleurs.

Par sa dimension, son ambition, par le talent qui z'y déploie - mais par cela seulement, - cette biographie ne sera pas sans faire penser an Napoléon de Ludwig. Mais c'est probablement un signe des temps qu'entre les deux modèles il n'y ait pas, et en rien — le biographe ne saurait s'y tromper. fut-ce l'apparence d'une commune mesure, l'ombre d'une ressemblance. Sinon une singerie : la mèche sur le front.

* Adolf Hitler, deux volumes. Editions Pygmalion, 117, rue de l'Ouest, Paris-14°. Chaque volume de 512 pages : 69 F.

ESPAGNE

Témoignages sur la guerre civile et la dictature franquiste

LA REVOLUTION ESPAGNOLE (LA GAUCHE ET LA LUTTE POUR LE POUVOIR). — Burnett Bolloten.

* Editions Ruedo Ibérico, Paris, 1978, 568 pages, 84 F. Comme envoyé spécial de l'agence Unitémoin direct, à la guerre civile espagnole. Mals il attendit 1961 pour publier un premier état de ses recherches sur les luttes internes qui dévorèrent le camp des républicains et sur l'étouffement de la révolution sociale commencée en 1936. Aujourd'hui, sprès quarante ans de minutieuses recherches et de vérifications pointilleuses (le livre est une authentique mine d'informations pour les chercheurs). il nous donne enfin la version définitive et met sinsi un point final à de nombreux mythes ou demi-vérités colportés tout au long de l'exil par les partis de gauche espagnols; mythes qui ont toujours empêché les nouvelles générations de se faire une idée claire sur les déchirements

républicains et leurs causes. Bolloten lette la lumière sur de nomment ceux de mel 1937 à Barcelone, ou ceux qui précédèrent la chute de Madrid an mars 1939 : le comportement d'hommes politiques comme Largo Caballero ou Negrin est explicité pour la première fois. Bolloten démontre, à l'aide d'une masse de documents impressionnante, comment le parti communiste d'Espagne, petite formation au début de la guerre, devint rapidement (avec les méthodes les moins généreuses souffiées par une pléiade de conseillers staliniens) le protagoniate principal de la République en utilisant habilement et froidement les conflits ou les hésitations des anarchistes, des socialistes ou des républicains, et en s'imposant à tous comme un interlocuteur redoutable. Après la publication de cet ouvrage de Bolloten. Il semble évident que les qualques histoires qui, jusqu'à présent, faisalent autorité sur le conflit espagnol devront être corrigées. Pour comprendre dans sa globalité les bouleversements et les ambitions politiques provoqués par la guerre d'Espagne, la Révolution espagnole est désormals un livre indispensable.

REVOLUTION ET CONTRE-REVOLUTION EN ESPAGNE (1936-1938). — Felix Morrow.

* Editions de la Brêche. Paris, 1978, 256 pages, 39 F. « Le but de ce livre est de fournir aux travalleurs conscients américains, et à leurs alliés, du matériel pour comprendre pourquoi le prolétariat espagnol a été défait et par qui il a été traiti », précise à la fin de son livre Pelix Morrow, journaliste américain, trotakiste, ancien dirigeant du Socialist Workers Party, qui fut correspondant de l'habdomadaire Socialist Appeal durant la guerre d'Espagne jusqu'à la chute de Barcelone. Morrow fait reposer la principale responsabilité de la défaite sur les forces politiques (notamment le P.C.E.) qui contrôlaient l'appareil d'Etat de la République et qui avaient imposé la consigne de a pagner d'abord la querre, et faire ensuite la révolution ». Mais les autres forces de l'extrême gauche ne sont pas pour autant innocentées ; le POUM, par exemple, se voit reprocher de ne pas avoir sulvi son alle gauche et de ne pas avoir assumé son « trotakisme » manifesta : la C.N.T. n'échappe pas aux critiques de Morrow, qui l'accuse d'avoir renié les positions révolutionnaires de 1936 et même d'avoir trahi les thèses de son chef historique Durruti, mort au compat. Seuls les trotakistes auraient pu, seion Morrow, gagner la guerre et faire, à la fols, la revolution. Comment? Morrow l'explique : e 11 faut que les partisans de la IV Internationale, condamnés à l'illé-

organisés par les exclus du POUM deruis le printemps 1937 seulement, et cher-chant la voie vers les masses, contribuent à la fusion de l'alle gauche du POUM de la Jeunesse socialiste révolutionnaire et des travailleurs de la CNT, et de l'U.G.T. politiquement conscients pour créer les cadres du parti révolutionnaire en Espagne. > Un programme aimple comme on voit (à qualques mois de la fin de la guerre), à tal point qu'on pourrait se demander pourquol alors in révolution ne l'emporte pas? Ernest Mandel, dans la préface du livre, répond à cette question : c Parce que les masses travailleuses ne mirent en place queun organe de pouvoir unifié et centralisé.

FRANCO AU JOBR LE 10UR. — Francisco Franco Salgado-Araujo.

* Gallimard, coll. a Temoins s, Paris, 1978, 388 pages, 69 P. e Hier Franco a tire plus de six mille certouches. Tous lui disent qu'il est très fort pour le flatter et, ainsi, mieux l'exploiter. Ces parties de chasse ne sont, pour tous les copains des propriétaires qui les organisent, qu'un prétexte pour demander des javeurs, des exemptions d'impôts et des permis d'importation. Si le penchant du dictateur espagnol pour l'ast cynégétique était fameux, on connaissait moins l'habileté de ses subordonnés (ministres, gouverneurs, politicions) à l'attiser, en se transformant au besoin en rabatteurs, pour profiter ensuite de la grande florté naive de Franco es obtenir toutes sortes de profits. Ces informations menues (qui illustrent excellemment la corruption du régime) foisonnent dans ce curieux journal tenu, de 1954 à 1971, par le plus fidèle des franquistes, cousir germain du dictateur, chef de sa maison militaire et son sacritaire personnel jusqu'à sa mort. A travers ses propos, rapportés par Salgado, Franco apparait constamment préoccupé (tous les historiens l'ont noté) par le maintien de l'équilibre politique de la coalition des droites qui l'a porté au pouvoir (armée, Phalange, carlistes, monarchistes). A cet équilibre qui l'obsède, il sacrifie tout (hormis la chasse), et notamment l'efficacité du gouvernement; il lui arrive ainsi de nommer à des postes de responsabilité des hommes dont il pense le plus grand mal; des généraux lui désobélssent ; des ambsesadeurs no suivent guère ses consignes; des gouverneurs s'opposent ouvertement à se politique, et Pranco, pour éviter les scissions, ne résgit pratiquement pas; il se contente d'exprimer son mécontentement et son amertume à son confident. En revenche, il a des phobies qui le rendent intransigeant, à l'égard de la franc-maconnerie surtout, soupconnés de favoriser l'avènement du communisme. Le seul rival qu'il prend en considération et dont il ne cesse d'épier les déclarations et d'observer les déplacements est don Juan, prétendant à la couronne (père du roi actual Juan Carlos), a gui il ne pardonne pas son Manifeste, publié à Lausame en 1945 contre lui. Salgado, d'un loyalisme absolu et d'uns parfaite intégrité, regrette d'être toujours oublié par Franco au moment des récompenses: il n'en pourfend que plus les notables (généraux, aristocrates) enrichis grace au régime et à l'indifférence du

Salgado. Il a'en faut de beaucoup, n'a pas le talent du duc de Saint-Simon son style est d'une platitude, d'une répétitivité consternantes : la traduction, bien souvent maladroite, et les notes, partois erronées, de l'édition française n'en favorisent pas la lecture. Reste tout de même, révélé dans sa banalité quotidienne, un dictateur ordinaire.

LE POUVOIR SDISSE — Claire et François Masnata-Rubattel * Christian Bourgois, Paris, 1978. 320 pages, 39 F.

EUROPE

Des chiffres, des falts, des notes, une bibliographie abondante, une analyse serrée et percutante : c'est un excellent dossier que publient C. et F. Masnata-Rubattel sur le pouvoir suisse. Un pouvoir qui séduit par ses apparences démo-cratiques, mais qui, comme tant d'autres (tous les autres?), fonctionne d'abord à la répression. Comment a'en étonner. quand son fondement même réside dans l'exploitation des travailleurs? De ceux du tiers-monde (la Suisse investit principalement dans les pays « stables » : Afrique du Sud, Amérique du Sud), des immigrés, des nationaux : 10 % de la population détiennent 34 % du revenu global. 10 % — 4 %. Exploitation d'autant plus efficace qu'elle s'appuie sur de muitiples clivages : régionaux, hommes-femmes — < la femme est d'abord la gardienne du loyer », précise le Petit livre rouge de la défense civile - catholiques-protestants. Le tout, enrobé dans l'idéologie de la sauvegarde des « particu-

Il va sans dire — mais les auteurs le disent et le démontrant très pertinemment - que sur de parellles bases n'a pu s'édifier qu'une démocratie très ilmitée, et qui va en se restreignant : des dizaines d'enselgmants et de syndicalistes ont été licencies pour raisons politiques, des journalistes consurés. Copendant que se développent luttes urbaines, écologiques, de consommateurs. Peut-on dire pour autant que a le timbre du coucou suisse est icie, (que) la Suisse officielle craque > ? Dans un pays où les (rares) manifestations ressemblent à des processions, c'est peut-être mentrer un peu trop d'opti-

LES PARTIS POLITIQUES EN EUROPE -* PUF. Paris, coll. c Que sais-ie s, 1978, 128 pages, 9,60 F. Il était utile de présenter dans une étude d'ensemble et suffisamment ramassée les familles politiques communes à l'Europe, avec des nuances. L'autour considére les « partis ouvriers ». la famille libérale, les « cléricaux », ceux qu'il appelle les « centralistes »; puis dans un chapitre spécial, les P.C. et l'eurocommunisme. Cette prise de vue débouche naturellement sur les partis

dans le Parlement suropéen.

CULTURE

ARRETEZ VOTRE CINEMA! - Collectif Cinéma de Quat'sons. * Editions La Pensée Sanvage (B.P. 11, 38849 Claix), Claix, 1977, 91 pages, 15 illus-

trations, 22 F. La crise du cinéma français fait couler beaucoup d'encre et inspire souvent des bavardages tissés de généralités, élaborés sur des points de vue exclusivement parisianistes. D'où le double intérêt de la démarche du collectif Cinéma de Quat'sous : durant tout un trimestre ses membres se cont attelés à analyser les consequences de la crise dans le concret de la programmation d'une ville moyenne

de province (Grenoble) (1). De leur enquête, minutieuse, scientifique, il résulte notamment qu'une heure de travall payés au taux du SMIC ne suffit guère pour acheter une place de cinéma; que le nombre de salles sug-mente inconsidérément mais se concentre toujours dans les mêmes quartiers; que plus de la moitié des films programmés cont d'origine américaine ou à thème pornographique; que la choix des films pour la province se fait autoritairement a Paris. Partant de ces principales constatations. ce collectif propose que se développe, à travers la France, un véritable cinéma

(1) CL l'article de J.-M Salaib, 4 Monde diplomatique de mai 1978.

regional-populaire

COMMANDEZ DIRECTEMENT TOUS VOS LIVRES FRANÇAIS

(ancien. librairie DELAMAIN) 4, rue des Ecoles 75005 PARIS

Sur simple demande envoi gratuit de notre bulletin « les Livres du mois ».

TIERS-MONDE

MESTLE CONTRE LES BEBES? - Dossier réuni par le Groupe de travail tiers-monde

* Maspero, Paris, 1978, 195 pages, 35 F. En un an, au Chili, le nombre des mères qui allaitent leurs enfants est tombé de 95 % à 20 %; en Jamaique, 90 % des bébés, au Nigéria 70 %, sont alimentés au biberon. Excellente affaire pour les marchands de lait (d'autant plus que 85 % des enfants naissent dans le tiers-monde), mais affaire désastreuse, et parfois mortelle, pour les nourrissons. Depuis qu'on les sévre à deux mois pour leur donner du lait en poudre, leur mortalité s'est multipliée par trois. Non que le lait, en lui-même, soit de mauvalse qualité. Mais on ne transpose pas impunement une technique d'un contexte culturel dans un autre, radicalement différent : non stérilisé — combien d'Africaines disposent d'une cuisine, de casseroles, de gaz, de connaissances dié-tétiques? — le biberon peut tuer. Ou provoquer toutes sortes de maladies (infections, lésions). Et pour peu que le lait, qui coûte cher, soit e allongé », la mainutrition devient chronique (elle touche 40 % des enfants du tiers-monde). N'empèche qu'à coups d'affiches publicitaires, de alogans — « Elepes bébé avec amour et Lactogène ». - de campagnes radiophoniques, d'infirmières-maison, les trusts, et en particulier Nestlé, incitent les mères à scheter leurs produits.

AFRIQUE

DIVISER POUR REGNER. — Barbara Rogers * Editions Droit et Liberté, Paris, 1978, 151 pages, 16 F. Traduit un an et demi sprés sa parution en anglais, le petit livre de Barbara Rogers sur les bantoustans (ou chomelands >) pour les Noirs en Afrique du Sud n'a rien perdu de son actualité. Selon la propagande officielle de Pretoria, la création des bantoustans devrait définitivement mettre fin aux problèmes raciaux en consolidant sa politique de « développement séparé » des races. économiquement, les bantoustans ne sont point viables. Le Bophuthatswans, par example, est composé de plus d'une dizaine de morceaux de territoires géographiquement séparés. Dans sa politique du e diviser pour régner », le gouverne-ment Vorster a accordé aux Noirs — 87 % de la population — seulement 13 % du territoire. En réalité, les bantoustans devront permettre de créer des conditions optimales nour l'exploitation d'une main-d'œuvre bon marche et sans droits par le capitalisme sud-africain. Si cette situation profite à la minorité blanche et sux multinationales, une pseudo-bourgeoisie et des chefs fantoches noirs trouvent également leur compte dans l's indépendance ». Mais ni le Transkei ni le Bophuthatawana — qui ont délà accédé à l'«indépendance» — n'ont été reconnus par un seul pays, à l'exception

SOCIÉTÉ

L'ETABLL - Robert Linhart * Editions de Minuit, Paris, 1978, 179 pages, 22 F. Ancien militant gauchiste embauché en 1968 chez Citroën, où il partagera pendant un an la vie des mancruvres at des O.S., Robert Linhart aura attendu près de dix ans pour nous livrer ce témoignage. Une fresque brillante des conditions de travail dans une grande usine de fabrication d'automobiles où la plupart des employés sont des travallleurs immigrés. Cibles idésles pour une exploitation accrue, grâce à des techniques de domination à la limite de la légalité. Univers de contention, dit l'auteur, qui donne une description hal-lucinante du travail à la chaine. Son propos est de montrer comment l'usine, pour produire des objets, détruit l'homme ; il l'atteint parfaitement, sans slier toutefois au-delà d'une simple description des faits. L'échec de la grève, qu'il avait contribué à déclencher en marge des syndicats. reste pour l'auteur un souvenir affligeant, une occasion de décrire l'esprit de solidarité et de résistance animant certains de

ses camarades, et les difficultés de leur lutte. Mais d'analyse politique, point. Et le lecteur s'en étonners peut-être pulsque Robert Linhart s'était fait embaucher pour mener une action politique qui manifestement, aboutit à une impasse, On est pouriant simé connaître les conclusions tirées de cet échec, dix ans après mai 1968. A l'époque, trop de verbisge idéologique avait nui sux élans polltiques. Faut-il pour autant accepter ausai sagement, aujourd'hui, la perte des illu-

VOCABULAIRE DES SCIENCES SOCIALES. — Paul Foulouié

* PUF, Paris, 1978, 378 pages, 145 F. « Vocabulaire » est modeste pour ce qui est un véritable dictionnaire, analogue à ceux que l'auteur a donnés de la langue philosophique et de la langue pédago-gique. Un millier de mots, définis, analyaés, avec tout un appareil de références: certains occupent à eux seuls plusieurs colonnes; et chacun engendre

notions et léées.

HEROD. REFLECTIONS ON POLITICAL VIO-LENCE - Congr Cruise O'Brien * Londres, Hutchinson, 1978, 236 pages. 6.50 HYPES.

de l'Afrique du Sud.

Intellectuel autant qu'homme politique. Conor Cruise O'Brien nous offre dans co recueil trois courtes pièces de théâtre et quelques essais qui s'interro-gent sur la légitimité de la violence politique. C'est bien entendu la guerre de l'Ulster qui fournit la matière des réflexions les plus intéressantes. Député travalliste puis ministre (1973-1977) et aujourd'hui sénateur, C.C. O'Brien s'est attiré de solides inimitiés dans son pays en remettant en cause ce qu'il appelle la « culture commune » du Sud qui, à son avis, légitime la terreur des « provos > du Nord. C'est le parti dominant iriandais, le Flanna Pall, no du refus du traité de 1921, qui est l'objet des analyses les plus cruelles. L'auteur voit dans la rhétorique et la mystique « républicaines », entretenues de façon irresponsable par de Valera et le Pianna Pan dans l'opposition, mais remisées au placard des accessoires inutiles dans l'exercice du pouvoir, l'une des causes du drame de l'Irlande du Nord. Car les idées - villes on fausses - survivent à ceux qui les ont mises en circulation. L'Eglise catholique est également prise à partie pour sa manauétude envers l'IRA provisoire : ayant deux foie fait le mauvais choix et condamné les républicains de 1916 et de 1922, c'est-à-dire ceux dont les héritiers politiques allaient gérer l'Etat de 1932 à aujourd'hui à trois interruptions pres, la hiérarchie n'aime pas se prononcer sur la violence « patriotique ». L'Eglise, le Pianna Pail, il n'en fallait pas plus pour qu'on reproche à C.C. sation ». Pourtant la politique actuelle du premier ministre. M. Lynch, reconnais-sant le bien-fondé des deux identités conflictuelles du Nord, est un pas important dans la voie préconisée par l'auteur... qui a sana doute eu raison trop tôt. Il est besucoup plus difficile, en revanche, de le suivre lorsqu'il pensa que, pour obtenir son indépendance. l'Iriande aurait pu faire l'économie de l'insurrection de 1916. A quel moment la violence est-elle au non nécessaire ?

POLITIQUE

SAHARA OCCIDENTAL : UN PEUPLE ET SES

* Harmettan, Paris, 1978, 200 pages,

Voici un livre indispensable pour

comprendre les fondements historiques et

l'enjeu stratégico-économique de la luite

du peuple sahraoui pour le droit à

l'autodétermination dans l'ancienne colo-

nie espagnoie du Sahara occidental. L'ou-

vrage est le résultat d'un colloqua, orga-

nisé au printemps 1978, auguel prirent

part des universitaires, des représentants

des formations politiques et organisa-

tions humanitaires, et des militante du

Pront Polizario. La question du Sahara

est abordée sous divers angles dans les

rapports présentés par un sociologue,

un historien, un juriste et un écono-

miste. Outre un rappel des principaux

faits de la lutte armée, conduite depuis

trois ans par le peuple sahraoui sous

l'égide du Polisario, on y trouvera un

riche débat sur les différents aspects de

ce conflit qui concerne directement la

DROITS. — Ouvrage collectif

LA QUESTION COLONIALE ET LA POLITIQUE DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, 1944-1947. — Grégoire Madiarian.

* Maspero, Paris, 1977, 281 pages, 40 F. La critique de la politique coloniale du P.C.F. privilégie fréquemment son attitude devant la guerre d'Aigérie et le vote des pouvoirs spéciaux en 1956.

Grégoire Madjarian a voulu remonter plus haut pour tenter de comprendre comment un parti se réclamant des thèses léministes sur la question coloniale avait pu aller sussi loin dans la « communauté de vue et de réaction avec les autres forces politiques et sociales francoises » face à la montée des luttes nationalistes dans l'Empire. Les années 1944-1947 ont précisément été retenues parce que, outre la participation communiste au gouvernement, elles voient éclater une série d'insurrections contre la présence française aux quatre coins du monde, de Damas à l'Indochine, de Sétif à Mada-ERSCRI.

L'analyse, fondée aur l'étude de la presse de l'époque, montre un P.C.F. surtout sourieux de jouer le jeu du tripartisme, avant tout préoccupé de maintenir ou de développer su profit de l'U.R.S.S. le pouveau rapport de force issu de la seconde guerre mondiale, peu empressé enfin do e tomber » à propos d'une crise coloniale, at brutal et sangiant qu'en fût le réglement. La ligne du parti apparaît favorable au maintien de la France, aurtout gonvernée par une majorité P.C .-S.P.LO. garante d'un avenir meilleur, plutot qu'à une indépendance qui jetterait inevitablement les nouveaux Etats dans la zone d'influence américaine. A l'occasion de chacune de ces insurrections, dont les conditions sont soigneusement retracées, on voit ainsi le P.C., solidaire du gouvernement, ne dénoncer avec prudence que les « excès » de la répression mettre en garde contre les « complots étrangers », voire contre le « fascisme » de partis avec lesquels il collaborait la relle encore, comme le P.P.A. d'Alger. Citant abondamment articles et textes d'actualité, cet ouvrage pose la question de la responsabilité historique du P.C.F. dans la sous-information et l'incompréhension politique de la classe ouvrière française face aux mouvements de libé-ration nationale qui devaient tenir le devant de la scène dans les années suivantes.

C. B.

ELECTION. or Note ADESII . · jain 1978) ನೀಡಿದ : ೧೯೭೪ ಇವರಿಸಿದ್ದರು . . A profit to the land a dis chientes et de

and Sales of California and California Calif ins of foots: 25. Az in 6 M. Shangi da.

da trentieme ar in lendation de la Re ··· / democratique M Mme E. Ming-be ont donné a e felendere. M. Hat. Ne-hua. ambassadeur h Republication de Chin

Chacati prioritaire po Silco i un Département sp Voining que vous souhaite la C.: Prestige, une limousi Cipoën vous propose commed yos besoins. Champ de Mars vous four quil : cus plaimit d'obtenir

CIROEN 2 WATTEL

Dans les

A La NOUVELLE REVUE SOCIALISTE change de peau : converture bleu ciel et illustrée, rose blanche au poing, Nouvelle aussi la forme du contenu : la rubrique « Débat » exprime la plu-ralité du parti, celle-ci étant précisément le thème de ce premier échange entre quatre secrétaires fédéraux. Les questions internationales seront abordées au plus près de l'actualité : cette fois, les inter-ventions françaises en Afrique ; Khartoum et l'O.U.A., par Paulette Decrane. Tendances et rapports gouvernement --patronat-syndicats seront analysés chaque mois par J. Delors. Bien d'autres innovations, parmi lesquelles une rubri-que culturelle qui marque l'apparition d'un écrivain dans la revue : F.-R. Bas-tide. Il met en scène « la bataille du livre >. FNAC ou pas FNAC ? La ques-tion se poserait piutôt d'une nationalisation des « grandes surfaces » de l'édition. Qui détermine aujourd'hui la littérature en France, ou, ce qui revient au même, sa publication ? Les banques. (N° 33, septembre, mensuel, 12 F. 12, cité Malesherbes, Paris-9.)

NE

guerre civile

franquiste

revue éditée par l'Association Agir pour la France, consacre son dauxième numéro au vingtième anniversaire de la Vª République. Diverses personnalités du R.P.R. dont Jacques Chirac, Michel Debré et Plerre Messmer, y rappellent l'œuvre constitutionnelle et diplomatique du général de Gaulle. Un bilan qui se veut réponse à tous ceux qui s'empressent d'enterrer le gaullisme ». (N° 2, septembre, 10 F. - B.P. 525, 75067 Paris Ceder 82.) pose d'éclairer les problèmes de politique et de société auxquels se trouvent confrontés les Français, la dernière livraison de la revue marxiste CRITI-QUES DE L'ECONOMIE POLITIQUE traite de certains éléments de la gestion étatique : plans Barre, politique d'immigration, politique d'animation urbaine. (Nouvelle série nº 4, juin-septembre, trimestriel, abonnement : 75 F. - Maspero,

M ARGUMENTS POUR LA FRANCE

Prito et la question nationale : YUGOSLAV SURVEY prend l'initiative de publier des extraits des discours et écrits du maréchal Tito définissant ses positions, depuis quarante ans, sur les problèmes du droit à l'autodétermination en général et de l'unité yougoalave, problèmes qu'une certaine conception de la participation peut aider à concilier. (Vol. XIX, nº 2, mai, trimestriel, 3,5 dollars ou l'équivalent. - Mose Pijade 8/1,

1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris,)

P.O.B. 677, Belgrade.) ☐ < Une certaine dégradation du climat
</p> social en Allemagne fédérale au cours des derniers mois » — sur laquelle on insiste peu en général — incite DOCUMENTS, revue des questions allemandes, à poser la question du syndicalisme dans ce pays. Un dossier qui remonte briévement au siècle dernier pour permettre aux auteurs de cerner ensuite les signes d'évolution et le rôle

RECTIFICATIF. — Dans Particle concernant le Mexique compris dans le dossier du mois dernier sur l'a Agrobusiness en Amérique latine », le déclin des disponibilités alimentaires par habitant (tableau II, page 7) devait se lire en tonnes, et non en kilogrammes.

actuel des syndicate ouest-aliemands. (Nº 3, 1978, trimestriet, 18 F. - 50, rue de Laborde, 75008 Paris.)

B. Une antre expérience ouest-allemande retient l'attention de la REVUE ADMI-NISTRATIVE DE L'RET DE LA FRANCE : la réforme territoriale et administrative, principalement à l'aide de l'exemple du regroupement communal. Problème qui confronte tous les Etats de l'Europe occidentale, à la suite de l'urbanisation et des nouvelles modalités de gestion à grande échelle des ressources économiques. (Nº 10, denxième trimestre, trimestriel, 30 F. - 15, avenue de Lyon, 57090 Metz.)

El Un numéro spécial d'APPROCHES, revue du Centre d'études et de recherches de l'Asie orientale contemporaine dépendant de l'université de Nice, est consacré aux e structures politiques de l'Asia orientala contemporalna >. Il s'agit, plus particulièrement, de la Chine, du Vietnam et de l'Inde-Indonésie. A propos de la Chine, Thierry Pairault s'interroge sur la réorganisation de l'économie rurale au lendemain de la chute des « quatre ». (N° 3, périodicité non précisée, 8 F. - CERAC, 117, rue

La revue trotskiste IMPRECOR fête le quarantième anniversaire de la IV* Internationale, avec un article d'ouverture d'Ernest Mandel qui en dresse le bilan. Le crise en Indochine (Pierre Rousset et Fred Feldman) et la politique extérisure cubains (Joseph Hansen at Claude Gabriel) fournissent d'autre part les thèmes des principaux articles. (Nº 34, 21 septembre, bimensuel, 5 F. - B.P. 57, 93101 Montreuli Cedex.)

de France, 95000 Nice.)

E Sous une citation du poête anglais Spenser rappelant que, de tout temps. le valuqueur s'est employé à détruire la langue du vaincu pour lui imposer la zienne. Keith Buchanan plaide dans TRACT pour le maintien de la diversité des cultures et des langues en Europe. Propos dirigés contre l'Etat cantraliseteur an Angleterre et en France, mais qui ont valeur d'enseignement si l'on se réfère à d'autres luttes culturelles, plus diffuses, de part et d'autre de 'Atlantique. (Nº 26, 1 livre sterling. -The Gryphon Press, 38, Prince Edward Road, Lewes, East Sussex).

La fonction de la ville ou, comme on dit aujourd'hui, de l' e espace urbain », dans le développement national est le thème d'un important dossier de la REVUE FRANÇAISE D'ETUDES POLITIQUES MEDITERRANEENNES : de Sofia à Barcelone, les auteurs examinent les problèmes de pouvoir, de croissance économique et d'inégalités de développement entre capitales et métropoles méditerranéennes (3ª année, nos 30-31, 20 et 30 trimestres, 40 F. -32, rue de l'Echiquier, Paris-10.)

E Dans LE PETROLE ET GAZ ARA-BES, Christian Christeller s'interroge, sous le titre « Pétrole et industrialiestion dans les pays arabes >, sur les possibilités d'avenir dans trois secteursclés : raffinage du pétrole, sidérurgie et pétrochimis et conclut à l'indispenmable solidarité régionale en concertation avec certaines régions industrialisées. (Vol. X, nº 228, 16 septembre, bimensuel, exclusivement vendu par abounement : 1850 F l'an - Centre grabe d'études pétrolières, 7, avenue Ingres, 75781 Paris Cedex 16.)

L'Afrique australe occupe une large place dans le dernier numéro de la REVIEW OF AFRICAN POLITICAL ECONOMY publice à Londres, Ducan Innes, en particulier, remonte aux ori-gines de la lutte nationaliste en Namibie tandis que d'autres auteurs font le point des plans de réglement at des négociations en cours dans ce territoire et en Rhodésie. A signaler aussi une étude d'Isobel Winter mettant en évidence l'articulation, au Swaziland, entre mode de production capitaliste importé de l'Afrique du Sud et mode non capitaliste. (No 9, mai-août, trois numéros par an, 1,20 livre sterling. - c/o Onyx Press, 27 Clerkenwell Close, Londres ECIR OAT.)

& Sous le titre e La faim ; le marché du siècle », Gérard Vigulé aborde dans la revue POLITIQUE ETRANGERE le problème, alimentaire mondial sous deux aspecte principaux : la situation actuelle seion les régions et, surtout, l' « agri-power » américain. Brève esquisse, qui a du moins le mérite de poser le problème en termes réels. Dans le même numéro, Pierre Velles consacre une ctude à la diplomatie marocaine dans le problème du Bahara occidental. Un universitaire ture, de son côté, expose son point de vue sur la question chy-priote, concluant à l'inévitabilité prochaine du partage, e solution abhorrée par les Grecs et indésirable pour les Turos ». (43º année, nº 4, himestriel, 18 F. - 6, rue Ferrus, 75014 Paris.)

B ← Un peuple décidé à vivre > c'est le titre d'un dossier mi-documentaire mi-reportage qu'AUJOURD'BUI L'AFRI-QUE publie sur le problème du Sahara occidental. Au même sommaire : une étude critique de la politique du régime camerounais et de sa gestion économique (Pierre Vidaud). (Nº 13, 1978, trimestriel. 8 F. - 9, place Jean-Jaurès, 93180

🔁 Dans les dimensions réduites qui sont les siennes, le bulletin APARTHRID NON! publie une excellente petite étude montrant comment, des manuels scolaires aux bandes dessinées, les enfants occidentaux « apprenneut » l'Afrique du Sud. (N° 26, septembre, mensuel, 4 F. - 46, rue de Vaugirard. 75006 Paris.) 🖫 Est-ce blen, seulement, de grands

projeta et d'argent que manque la Sahel ? CONSTRUIRE ENSEMBLE. bulletin du Centre d'études économiques et sociales d'Afrique occidentale de Bobo-Dioulasso insiste, quant à lui, sur le rôle des communautés rurales dans un numéro entièrement consecré au Sahel (le premier à paraitre en offset). (1978-2, six numéros par an. - CESAO, B. P. 305, Bobo-Dioulasso, Haute-Volta.) M Une nouvelle publication consacrée à l'Arie du Sud-Est : LES CAHIERS DE L'ASIE DU SUD-EST, qui se proposent de faire connaître les résultats des travaux de recherche menés au Centre de documentation et de recherches sur l'Asie du Sud-Est, lui-même créé au printemps de 1975 dans le cadre de l'Institut national des langues et civilisations orientales. Le premier sommaire comprand des études historiques et littéraires sous la signature de Jean-Plerre Laine, Jacqueline de Fels et Khing Hoc Dy. (Nº 1, deuxième semestre 1977, semestriel. -P.O.F. Etudes, 2, rue de Lille, 75005 Paris.) E TIMOR INFORMATIONS, que publie

orientale, donna la parole à des responsables du Fretilin qui exposent leurs problèmes de guerre et de négociation pour libérer le territoire (N° 7, septem-bre, trimestriel, abonnement : 25 F. -B.P. 209, 75264 Paris Cedex 06.)

🗗 Jean Guiart, professeur au Muséum. attire l'attention, dans DROIT ET LIBERTE (bulletin du M.R.A.P.) sur la situation coloniale e rétro > en Nouvelle-Calédonio dans un article au titre dérangeant : « Bantoustans en Nou-volte-Calédonie ». (N° 371, juillet-soût. mensuel, 5 F. - 120, rue Saint-Denis, 75002 Paris.)

. 🔂 Au sommaire du dernier numéro de PROJET : la doctrine de la c sécurité nationale » en Amérique latine, dont Arturo Fernandez, professour à Annaba, démonte la logique. A signaler aussi plusieurs articles consacrés sux cultures dans leurs rapports avec le politique. (Nº 128, septembre-octobre, dix numeros par an, 13 F. - CERAS, 15, rue R.-Marcheron, 92170 Vanves.)

Des auteurs américains et latinoaméricains, catholiques ou non, analysent l'évolution de l'Eglise catholique en Amérique latine dans la perspective de la réunion des épiscopais qui se tient à Puebla, au Mexique, ce mois d'octobre. Une excellente documentation est ainsi réunie, dans une perspective de progres, per la revue CROSS CURRENTS (Vol. XXVIII, No 1, Printemps 1978, trimestriel, 1,75 dollar. - 163 Van Houten Fields, West Nyack, N.Y. 10994.)

· 🗗 LES CABTERS DU FEDERALISME affichent un titre suggestif pour leur dernier recueil : « Karl Marz devant le tribunal révolutionnaire». Ensemble critique inauguré par un bilan général (« à déposers), où s'inscrit « la peur de l'utople » et le nou-fédérallame de Mara et d'Engels. Un panorama des accialismes. où J. Vierd s'emploie à remettre en lumière et à l'houneur « le gévisi Leroux ». sinsi qualifié par Matz et néanmoins totslement oublié ou étouffé. Un article sur marxisme-leninisme et eurocommunisme le numéro trouvant sa conclusion. dans les « paradores marxians » de Danis de Rougemont. (Nº 4, septembre, supplément bisannuel au mensuel L'EUROPE EN FORMATION, ce nº : 30 P. - 17, rue du Faubourg-Montmartre, Paris-9.)

LES CAHIERS DU CURSA publient un numero spécial sur le journalisme révolutionnaire. En fait, deux essais (de Trinh Van Thao et Daniel Hemery). Le premier, historique, lui-même en deux parties : sociologie de la presse révolutionnaire entre 1840 et 1848, et roie de cette presse dans la formation politique et théorique de Marx et d'Engels; l'autre, plus actuel, sur le journalisme révolutionnaire au Vietnam, face au système de la presse, dans les années précédant 1939. (Nº 8, prix non indiqué. - Centre universitaire de recherche sociologique d'Amiens, chemin de Thil, 80044 Amiens Cedex.)

El L'œuvre de Jean Dresch, géographe communiste dont les positions anticoloniales devancèrent celles de son parti, fait l'objet d'un numéro entier d'HERO-DOTE. Pour la prochaine livraison, la revue annonce la collaboration de l'intéreasé qui exposera l'évolution de ses idées en géomorphologie. (N° 11, juilletseptembre, trimestriel, 25 F. - Maspero, 1, place Paul-Painlevé, 75005 Paris.)

EUROPE, scule revue qui apporte une initiation complète aux littératures les plus mal condues, consecte son dernier numéro à celle de Porto-Rico. Histoire d'une « littérature nationale », qui est aussi histoire tout court. (N° 592-593, notit-septembre, mensuel, ce nº : 25 F. -21, rue de Richelieu, Paris-1er.)

🖫 Une longue et intéressante étude, largement illustrée, de l'historien et sociologue Eric Hobsbawm : « Sexe, symboles, vetements et socialisme » dans ACTES ET RECHERCHES EN SCIENCES SO-CIALES, Ou : pourquoi, dans la repré-sentation et l'imageris, le torse nu de l'homme au travail a-t-il évince la forte nudité féminine comme symbole? Ce texte ouvre un excellent numéro consacré aux rapports entre art, littérature et société : Wright, sorte de La Tour de le revolution industrielle; Bramante ou son cespace impossible > : la perspective et le pouvoir; la poésie orale ber-bère. (N° 23, septembre, bimestriel, 18 F. -54, boulevard Raspail, Paris-?".)

Signe des temps : LA NOUVELLE CRITIQUE - un énorme e muet entre parenthèses sur la couvertura - ajoute en effet ce féminin dans une parenthèse aux adjectifs habituellement unisexemasculin : nie, exploité, fatigné, révolté, libéré... Bref. un numéro sur le libération de la famme. Entre parenthèses? (Nº 116. aodt-reptembre, mensuel, 20 F. - 2. place du Colonel-Fabien, Paris-19t.)

Du beau numéro double de L'HOMME. revue française d'anthropologie : uz ensemble, résultat d'une recherche collective, sur caste, liguage, territoire et pouroir en Asie du Sud, anthropologiquement passionnant at qui n'est peut-être pas étranger à toute actualité. Non plus que l'étude d'O. Herrenschmidt : « A qui profite le crime?>, autrement dit, le sacrifice : au sacriflant. (Janvier-julu, trimestriel, 35 F. - Editions Monton,

CINÉMA

Marcel Martin et Claude Beylie analysent, dans ECRAN 78, l'œuvre des grands cinéastes suédois V. Sjöstrom et M. Stiller. Le producteur Pierre Braunberger donne ses impressions sur sa profession et rappelle sa passionnante expérience auprés de Renoir, Godard, Truffaut, etc. (Nº 72, septembre, mensuel, 12 F. - 60, avenue Simon-Bolivar, Paris-194.)

E LA REVUE DU CINEMA (Image et Son) consacre un numéro spécial de rentrée à la situation du cinéma français : le genre comique. la « crise endémique », les rapports avec la télévision et cles inclus et les exclus du système > y sont sáriousement étudiés. (Nº 331, septembre, 8 F. - 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex 07.

5 LA SAISON CINEMATOGRAPHIQUE 1978, ouvrage toujours très attendu par les cinéphiles, vient de paraître. Tous les longs métrages sortis en France du les juillet 1977 au 30 Juin 1978 y sont répertoriés. Fiche technique, résumé succinct et analyse critique fournissent sur chaque film des renseignements utiles. On trouve en outre dans les 384 pages de cette revue un an de bibliographie (incomplète), un index des réalisateurs, des opérateurs et des musiciens de cinéma. (Nº 332, octobre, 39 F. - 3, rue Récamier,

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES ET NOUVEAUX GOUVERNEMENTS

l'Association de solidarité avec Timor

BANGLADESH

(29 jum 1978) Président de la République, chargé du secrétariat présidential, des affaires gouvernamentales des ministères de la défense, des finances, des sciences et de la technologie : général Ziaur Rahman ; vice-président, ministre de la justice, responsable des affaires parlementaires et de la commission électorale : M. A. Satter; transports routiers et ferroviaires : M. Mashtur Rahman ; plan : M. Mirza Nurul Hude: travail et affaires industrielles : M. Azizur Rahman ; aviation civile et tourisme : M. Anwarul Haque affaires étrangères : M. Muhammed Shamsul Huq; agriculture et forêts: M. Azizul Huque; jute : M. S.M. Shafiul Azam;

A l'occasion du trentième anni-

versaire de la fondation de la Répu-

blique populaire démocratique de

Corée, le chef de la représentation et Mms Ri Mong-ho ont donné une

réception le 6 septembre.

M. Han Ke-hua, ambassadeur de

la République populaire de Chine, a

alimentation : M. Abdul Momen Khan : directeur du personnel administratif : général. Majidul Haque; gouvernement local, développement rural et coopératives : capitains Abdul Halim Chowdhusy; énergie, contrôle des caux et ressources hydrauliques : M. B.M. Abbas A.T.; intérieur : lisutement-colonel Abu Saleh Mohammad Mustafizur Rahman secours et réinstallation : M. Rasheraj Mondol; commerce : M. Mohammad Sai-fur Rahman; industries : M. Jamal Uddin Ahmed; santé et contrôle des nalasances : M. A.Q.M. Bodruddozza Chowdhury; éducation : M. Jajar Ahmed; affaires culturelles et sports: M. Shamsul Huda Chondhury; ports, marine marchande et transports fluvisux: capitains Nurul Hug: ressources

offert une réception le 11 septembre à l'occasion de la visite en France

d'une délégation de la radio-télévision

● L'ambassadeur du Pakistan et

Mme Iqbal Akhund ont offert me

réception le 21 septembre.

minérales et pétrollères : M. A.Z.M. Enagetuliah Khan; postes et telécommunications : M. Moudud Ahmed ; developpement de la main-d'œuvre et blen-Atre social : M. S.A. Burt A.T.; condition féminine : Mme Amina Rahman ; simi-Golam Hajiz; pêches et élevage E.M. Obsidur Rahman; textiles M. Abdul Alim; information at radiodif-fusion: M. Habibullah Khan; travaux publics at développement urbain: M. Abdur Bahman.

> MAURITANIE (11 juillet 1978)

Président du comité de redressement national président du gouvernement : lieutenant-colonel Moustapha Quid Mohamed Salek; ministre des affaires étran-gères: M. Cheffehna Ould Mohamed Leghda; intérieur: commandant Jiddou Ould Saleck; justice et affaires religieuses: M. Be Ould Neh; finances et
commarce: M. Sid Ahmed Ould B'Neijara; équipement: colonel Ahmed Salem
Ould Sidi; transports, postes et télécom-Ould Sidi; transports, postes et télécommunications, artisanat et tourisme; colonel Viah Ould Mayoni; plan et mines: M. Mohamed El Mokter Ould Zamel; industrie et pêches : lieutenant-colonel Ahmed Ould Bouceli; développement rural : M. Ba Oumar; éducation nationale : M. Seck Mame N'Diack; culture et information : M. Mohamed Yehdih Ould Breideleil; santé, travail et affaires sociales : M. Diagana; jeunesse et sports : commandant Thiam El Badi; contrôle et enquêtes : Heutenant-colonel Mohamed Mahmoud Ould Louis; secrétairs permanant du comité chargé de l'administration du ministère de la défense : Heutenant-colonel Maousa Ou Sidi Ahmed Taya.

Calendrier des fêtes nationales

16-31 OCTOBRE 21 SOMALIE 24 ZAMBIE Fête nationale Pête de l'Indépendance 26 AUTRICHE Fête nationale Fête nationale 24 IRAN 29 TURQUIE Anniv. de la proch de la République 1=-15 NOVEMBER

Fête nationale 1 ALGERIE 3 PANAMA Fête de l'indépendance 7 U.R.S.S. Anniv. de la révolution d'Octobre

(5 juillet 1978)

Chef d'état-major des forces armées et administrateur en chef de la loi martiale : général Mohammad Zia-ul-Haq; ministre des finances, de la planification et de is coordination des affaires dans les provinces : M. Ghulam Ishaq Khan; administration, commissariat à l'inspec-tion fédérale et affaires du Cachemire et des régions du Nord : général F.A. Chishi! construction et travaux publics : M. Fida Mohammad Khan; navigation. ports et promotion de l'exportation :

M. Mustaja Gokal; industries et production : général Habibullah Khan; intérieur : M. Mahmood Haroon; pétrole et
ressources naturelles : général Ghulan
Hassan Khan, Etats et régions frontaliers : général Jamal Said Mian; esu et
énergie : M. Gul Mohammad Khan
Joggsal : éducation culture tourisme : Jogesai; éducation, culture, tourisme;
M. Mohammad Ali Khan of Hoti; communications: M. Mohtyuddin Baluch;
justice: M. Sharifuddin Pirzada; produits
alimentaires et agriculture: M. Khwaja
Mohammad Sajdar; commerce: M. Mian
Zahid Sarjruz; travall, main-d'ouvre,
gonvernement local et développement
rural: M. Ch. Zahoor Elahi; justice et affaires pariementaires, affaires religiouses et minorités : M. A.K. Brohi : transporta ferrovisires : M. Mohammad Khan Junejo. Ministres d'Etat : MM. Agha Shahi (affaires étrangères), Hamid D. Habib (finances, commerce, affaires économiques et commerce extérieur). Mahmood Ali (conseil du blan-être social), Javed Hashmi (jeunesse et affaires des étudiants), Begum Vigarum-Nisa Noon (tourisme).

> Nouveau gouvernement formé le 23 août 1978

Chef d'état-major des forces armées et administrateur en chef de la loi martiale : général Mohammad Zia-ul-Haq; ministre des finances et de la planification :

M. Ghulam Ishaq Khan; justice et

affaires parlementaires : M. A.K. Brohi;

construction et travaux publics : M. Fida

Mohammad Khan; ports et promotion

de l'exportation : M. Mustaja Gokal;

intérieur : M. Mahmood Haroon; trans
ports ferrovisires : M. Mohammad Khan

Luncio: Aducation et tourisme : M. Mo-Junejo; éducation et tourisme: M. Mohammad Ali Khan of Hoti; communications: M. Mohiyuddin Baluch; justice:
M. Sharifuddin Pirzada; produits alimentaires et agriculture: M. Kh. Mohammad
Sajdar; commèrce: M. Mian Zahid Sarsajaar; commerce : M. Mian Zania Sarjraz : travail et main-d'œuvre : M. Ch.
Zahoor Ejahi; production : M. Ghajoor
Ahmed : cau et énergie : M. Rehmat
Elahi; Etats et régions froutaliers, affaires du Cachemire et des régions du Nord :
M. Haji Faqir Mohammad Khan; affaires
religieuses et minorités : M. Ijtikhar

Ahmed Ansari; gouvernement local et développement rural : M. Mohammad Zaman Khan Achakzai : défense : M. All Ahmad Talpur; information : M. Mahmud Asam Parooqi; santé, bian-être social et planification familiale: M. Suba logie: M. Mohammad Arshad Chaudhry. Ministres d'Etat : MM. Mahmood Ali (conseil national), Javed Hashmi (jeu-nesse et étudiants), Agha Shadi (conseiller en affaires étrangères ayant le statut de ministre d'Etat).

CITE UNIVERSITAIRE

«PAVILLON DU LAC»

Ouvert tous les jours 28, rue Gazan (Parc Montsouris)

Pour une communanté moudiale sans frontières, basée sur la propriété commune et le contrôle démocratique. produisant pour la seule satisfaction des besoins humains et non pour le profit SOCIALISME MONDIAL B'oppose à toutes les guerres, tous les racismes et tous les gouvernements. Pour un exemplaire gratuit, écrivez (sans autre mention) à : B.P. 26, 6760 Arion, Belgique.

STERN

• GRAVEVR • depuis 1840 CARTES DE VISITE, INVITATIONS

la distinction d'une gravure traditionnelle nouveau département "Sociétés"? pour cartes et papiers à lettres

de belle qualité Atelier: 47 Passage des Panoramas PARIS 2" - Tél. 236.94.48 - 508.86.45

Edité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants: Jacques Fagyet, directeur de la publication. Jacques Sarvagent.



Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux

et publications : nº 57 438

La première dame de France.

Le connet des ambassacles



Objectif prioritaire pour Citroën: mettre à votre disposition, grâce à un Département spécialisé auprès des Ambassades, les voitures que vous souhaitez. La CX Pallas, au confort exceptionnel, la CX Prestige, une limousine de grande classe. Citroën vous propose un éventail de modèles adaptés à vos désirs

comme à vos besoins. Le Département des Relations Internationales de Citroën Champ de Mars vous fournira sur demande, tout renseignement qu'il vous plairait d'obtenic

FILIALE DESA: CITROEN 6-10, rue de la Cavalerie, 75015 Paris. Télex TT Citro 204.833 F. Tél. 567.55.62

CITROENAMITUTAL

CITROEN®

Modèles 76: garantie un an.

Vient de paraître le n° 4 de PEUPLES NOIRS - PEUPLES AFRICAINS

la seule grande publication francophone

entièrement contrôlée par des Africains.

OU YA L'EGLISE CATHOLIQUE AFRICAINE? CONTRE ROBERT CORNEVIN GISCARD D'ESTAING, L'ENNEMI PRINCIPAL...

192 pages, 25 F. Abonnement annuel (six livraisons): 120 F. 341, rue des Pyrénées, 75020 PARIS. - Tél. : 366-80-94. C.C.P. Peuples noirs, 21 891-92 Y Paris.

CINÉMA POLITIQUE

Hollywood: nostalgie et stratégies

du film oméricain, à Deauville, fournissent désormais l'occasion, en début de soison, de foire le point sur un cinêma très directement mêlé à la vie cinématographique fron-

La France, on le sait, constitue le quatrième client (après le Canada, l'Allemagne et le Japon) des produits hollywoodiens; elle a procuré, en 1977, aux grandes compagnies américaines, 46,5 mil-40 % du chiffre d'affaires de la distribution française, secteur clef de l'économie du cinéma. Ces dernières années, dans un marché en récession (huit millions de spectateurs en moins, de 1973 à 1977), les spectateurs français ont été de plus en plus attirés par les productions américaines ; la fréquentation de cellesci a marqué un bond spectaculaire passant de 19,7 % en 1973 à 30,5 % en 1977 ; alors que durant la même période les films français perdaient 12 % de leurs clients. A titre de comparaison, signalous qu'aux Etats-Unis les films français ne sont vus que par 1,5 % des spectateurs américains.

Le renouveau de Hollywood date de 1973, lorsque fut lancée une nouvelle politique de super-productions (cf. « le Monde diplomatique » de septembre 1977) prenant appui sur une thématique spectaculaire (les films-catastrophes), dans un contexte de technologie audio-visuelle très moderne et une politique commerciale fondée sur la connaissance très fine des techniques de gestion les plus sophistiquées. La prépondérance du cinéma américain ne

repose pas seulement sur les mérites de ses produits ou sur la puissance des infrastructures technologiques mais, surtout, sur la parfaite appréciation du fonctionnement des marchés nationaux et internationaux. Une nouvelle génération de gestionnaires misent aujourd'hui autant sur leur intuition du « bon sujet » que sur des études précises de marketing et des modèles de minimisation des risques de financement.

Les grandes compagnies pratiquent massivement à l'égard des exploitants américains (très dispersés puisque 55 % des cinémas sont possèdes par des sociétés qui contrôlent moins de onze solles) deux types de contrats quasi illéganx sur lesquels se fonde leur réussite: le Block Booking, location d'un paquet de films de moyenne qualité liée à celle de deux ou trois films à grand succès, et le Blind Bidding, location de films non encore achevés; cela leur permet à la fois da contrôler le marché et de diversifier les risques.

Beaucoup de nouveaux nababs bollywoodiens viennent à peine de quitter l'Université, où souvent ils furent mêlés oux luttes politiques; leur promotion fulgurante dans le secteur de la production s'explique par le fait que 60 % des spectateurs américains ont entre vingt et un et trente-neuf ans et appartiennent à leur génération. Le responsable du secteur production à la Paramount, Donald Simpson, n'a que trente-deux ans, tout comme Paula Weinstein, au même poste à la Fox, qui est une ancienne étudiante, et militante radicale, de l'université de Columbia (New-York). Mark Rosenberg, de la Warner, n'a que trente ans, il a longtemps été fiché par le F.B.I. pour ses activités politiques libérales à l'instar de Tom Mount, yingt-neuf ans, de la Universal, qui fut leader des manifestations contre la guerre du Vietnam en Caroline du Sud. Claire Townsend, vinat-six ans, qui dirige les affaires de création à la Fox, est une ex-militante écologique de l'organisation dirigée par Ralf Nader.

Cette génération nouvelle favorise la réalisation de thêmes plus libres en prise directe avec la nouvelle réalité américaine, empreinte toutefois d'une certaine nostalgie : celle des bouleversaments (ludiques et politiques) des années 60 ; ce sont eux qui produisme des films-hommages aux musiques de naguere : le rock (Grease American Hot Wax), les Beatles (1 Wanna Hold Your Hand), etc. et qui abordent des sujets délicats dans des films comme Dress Gav. sur le meurtre d'un cadet homosexuel à la célèbre académie mil taire de West-Point; Mex-American, sur la nouvelle force politique des Chicanos; Blue Collar, sur la condition auvrière, on F.I.S.T., vision sans fard du syndicalisme américain qu'évague ci-dessous son réalisateur, Norman Jewison.

Une autre caractéristique de cette nouvelle génération est d'avoir favorisé l'arrivée en force, dans le domaine de la mise en scène. de nombreuses femmes. Sept réalisatrices ont tourné leur premier film ces deux dernières années, dont Claude Weil, auteur de Girl Friends, venue du documentaire politique, genre où se sont fait remarquer Barbara Kopple (Harlan County), Cinda Firestone (Attica). Barbara Margoulis (On the Line) et, aujourd'hui, Barbara Frant auteur d'une extraordinaire méditation sur les années 60 à partir de la dernière compagne (The Last Campaign) de Robert Kennedy, dont elle explique ci-dessous l'importance pour toute la génération de moins des treute-ciaq ans.

Hollywood est toujours, pour les cinéphiles politiques, une fascination ambigue, contradictoire, où les fastes mythiques de la renrésentation le disputent sans cesse aux craintes d'un obsédant impérialisme culturel. Aujourd'hui, définitivement, un certain Hollywood a dispara: celui qui hante Fedoro, le merveilleux film de Billy Wilder, et celui dont nous parle ci-dessous King Vidor, à quatrevingt-six ans le dernier des grands cinéastes hollywoodiens de la période hérolique. Le nouvel Hollywood se bâtit, encore une fois. sur des nostalgies et des enchantements; mais les nouvelles straté. aies mercantiles du commerce des ombres nous inquiètent aptant que jamais.

IGNACIO RAMONET.

F.I.S.T., C'EST AUSSI L'AMÉRIQUE Naissance d'un charisme

T'AI toujours été impressionné par le fait que les syndicats américains, si puissants, soient de droite. J'ai réalisé F.I.S.T. (1) pour essayer de comprendre comment un mouvement ouvrier si plein d'ideal et de passion durant les années 30 s'était corrompu au point de tomber sous le contrôle de véritables gangsters.

Quoique centré sur un personnage imaginaire (qui peut faire penser à James Hoffa, le célèbre dirigeant du syndicat des camionneurs), le film est une synthèse de l'histoire du syndicalisme américain. La première partie rappelle les moments les plus exaltants de cette histoire, notamment la combativité ouvrière des années qui suivirent la grande dépression. Le climat politique était alors favorable aux syndicats, car Roosevelt, pour relever l'économie américaine, avait besoin de l'appui des ouvriers. Le président avait fait voter le National Industrial Recovery Act (1933), qui garantissait aux ouvriers le droit de s'organiser, imposait le respect du salaire minimum et limitait la journée de travail Plus tard, en 1935, le Wagner Act fut la grande charte du syndicalisme américain qui encouragea les ouvriers à se syndiquer en masse; de 1933 à 1940, le nombre d'ouvriers syndiques doubla, atteignant le chiffre de sept

Cette période fut aussi une époque de grandes luttes; il y eut d'abord une scission au sein de la centrale conservatrice A.F.L. (American Federation of Labor) qui déboucha sur la création, en 1935, du C.I.O. (Congress of Industrial Organizations) plus progressiste et dont les méthodes de lutte ont inspiré la première partie de mon film. Le C.I.O. organisa les premières grèves sur le tas, à Flint, dans le Michigan, dans les usines de la General Motors où les ouvriers résistèrent violemment à toutes les charges de la police jusqu'à faire capituler la G.M. Ce même syndicat lança une campagne massive d'occupation d'usines durant les années 1935 à 1937 ; c'est au cours de cette période qu'eurent lieu les sanglants affrontements de Detroit entre les grévistes et les hommes de main du vieil Henry Ford qui firent dix-sept victimes ouvrières ; à la même époque. la grève des ouvriers de l'acier. a Youngstown, fit seize morts.

Cette période tres brutale, nee de la Dépression, donna naissance à un mouvement syndical puissant, mais aussi, des cette époque, certains secteurs, grisés par leur puissance, se laissèrent gagner par la corruption et passèrent des accords avec des organisations de gangsters.

Après la guerre, dans l'euphorie de la victoire, le patronat chercha à mettre au pas les syndicats; il fut soutenu par l'administration, qui (c'était le début de la «guerre froide >> souhaitait limiter l'influence des communistes. En juin 1947, sous la présidence du démocrate Truman, une majorité républicaine au Congrès vota la loi Taft-Hartley dont une des clauses obligeait les dirigeants syndicaux à un serment de non-communisme. Cela fut facilement accepté par l'A.F.L. mais plus difficliement par le C.L.O. dont le quart des syndicats était contrôlé par les communistes. Le C.I.O. proceda à sa propre épuration : il expulsa, en 1949-1950, douze syndicats à direction communiste et perdit un million de membres. A cette époque, se sont produites les émeutes de Minneapolis où il y eut vingt-deux ouvriers tués, et tous les éléments de gauche du syndicat furent victimes d'une purge. Cela fut fait avec l'aide de la police et du gouverneur ; Jimmy Hoffa lui-même fut envoyé dans le Minnesota pour régler la question.

La corruption syndicale dont je fais état dans la deuxième partie de mon film a surtout été incarnée par le tristement célèbre James Hoffa qui fut condamné en 1957 à treize ans de prison pour malversation après une enquête conduite par une commission

• Réalisateur. Auteur notamment de : Dons la chaleur de la nuit, l'Affaire Thomas Crown, Rollerball.

Par NORMAN JEWISON *

du Sénat que présidait Robert Kennedy (dans le film, Rod Steiger). Les relations de James Hoffa avec la Mafia étaient tellement notoires qu'elles provoquèrent l'expulsion du syndicat des camionneurs (Teamsters Union) du sein de l'AFL-CIO. Hoffa contribua cependant, de sa prison, à l'élection de Richard Nixon qui, pour le remercier, le fit libérer sur parole en 1972. La suite est connue: le 30 juillet 1975, Jimmy Hoffa disparaissait, probablement victime d'un règlement de comptes avec la Masia. Certains prétendent que le corps de Hoffa a été coule dans le béton d'une autoroute du New-Jersey et que ses deux meurtriers auraient été exécutés

à leur tour pour effacer toute trace. Cependant, tous les camionneurs ne sont pas identiques à James Hoffa; le syndicat de Kansas City a organisé une projection-débat de F.I.S.T., prouvant ainsi qu'il existe, à l'intérieur des Teamsters, des tendances plus intègres qui souhaitent voir changer les mœurs syndicales. Mais cela encore aujourd'hui est risqué : la preuve il y a a peine six semaines, un dirigeant oppositionnel du New-Jersey a été abattu à coups de revolver dans un restaurant. Cela, c'est aussi l'Amé-

(1) P.I.S.T., dans le film, est le sigle d'une imaginaire Federation of Inter-State Truckers (Fédération inter-Etats de camionneurs). En langue anglaise, le mot list signific poing.



F.I.S.T. : UN HOMMAGE A LA COMBATIVITE DU SYNDICAT C.I.O. De l'idéalisme des années trente à la corruption et au conservatisme

Par BARBARA FRANK *

TERS la fin des années 60, tout semblalt possible : un grand espoir e'était emparé de la Jeunesse américaine. l'espoir surtout d'en finir avec la guerre du Vietnam, et aussi d'imposer aux Etats-Unis une autre idée de la justice. Et, en 1968, en Californie, aux yeux des Noirs, des Chicanos, des jeunes, des pauvres, de tous les exclus, un homme, soudain, a été investi de cette immense espérance : le candidat démocrate Robert

Les humbles lui ont fait d'emblée une conflance sans limite: ils débordalent d'affection à son égard, avaient besoin du contact physique avec lui. Un tel amour pour Robert Kennedy pouvait surprendre au début, car il avait la réputation d'être un politicien calculateur et froid, organisateur méthodique des campagnes électorales de son frère John: on le prenaît pour un « dur » à cause de sonpassé maccarthyste et de sa lutte contre le syndicat des camionneurs de James Hoffa, Mais l'idée que s'en faisalent les gens s'est très vite effacée devant l'homme réel : une sorte de charme opérait et tout le monde se mettait à l'aimer.

J'ai décidé de tourner ce film sur une Intuition; la sensation que quelque chose d'important se passait, que nous étions en train d'assister à un événement politique exceptionnel : la naissance d'un charisme. Les grands studios de Hollywood n'ont pas perçu alors l'intérêt d'un film sur « le frère de Kennedy », ils ont considéré qu'on devait attendre jusqu'à la convention de Chicago. Je me suis donc résolue à le produire moi-même avec l'aide de quelques personnes qui sentalent aussi la puissance du courant populaire qui soutenait Robert Kennedy.

Nous l'avons sulvi, caméras en main. pendant des semaines, et nous avons découvert un homme de cœur, chaleureux. fragile, vulnérable et timide, avec un sens profond du devoir, fruit probable de son éducation catholique, et aussi un sens certain de la fatalité. Dans ses allocutions, il mélait des anecdotes de Jerry Lewis et des citations d'Albert Camus : Il pouvait plaisanter et trouver le ton des tragédies grecques. Souvent nous avons eu l'impression qu'il savait que sa vie serait courte.

Politiquement, Robert Kennedy arrivait à la fin d'une évolution vers l'alle la plus radicale de son parti : il avait été l'un des premiers à dire publiquement dans un discours à des étudiants d'université (sursitaires privilégiés), que la guerre du Vietnam était faite par les gens les plus pauvres des Etats-Unis : Noirs, Chicanos, Portoricains, etc., des hommes qui n'avaient pas le choix, coincés par leur condition sociale. En Californie, Bob Kennedy s'était entouré d'une équipe assez curieuse, mélange de vieux politiciens du temps de J.F. Kennedy, et de militants comme Tom Haydn, Charles Evers ou Cesar Chavez, d'authentiques radicaux.

Sa campagne était la dernière d'un certain genre : c'était: une campagne électorale dans le style du dix-neuvlème slècle; Robert Kennedy elllonnait en train la Californie, s'arrêtait à toutes les gares, improvisait des discours, les gens l'embrassalent, les enfants couralent en criant le long du train. C'était un peu populiste, mais cela ne manqualt pas d'une certaine saveur Ilncoinlenne. Il incamalt, en 1968, un des souhaits politiques profonds du peuple américain, surtout en période troublée : le désir d'évangélisme.

La brutalité de sa mort provoque un désarroi général parmi la population la plus modeste qui venalt de voter en sa

Si l'avais présenté The Last Campaign luste après le meurtre. Il aurait eu une valeur un deu scandaleuse de - document d'actualité », de reportage. Cela je ne le voulais pas. Après dix ans. je l'ai monté comme un drame politique qui oblige les spectateurs à s'interroger sur cetté période de la fin des années 60. Et notamment sur la complexité de l'Amérique en l'an 1968, cette date de rupture où un grand frisson politique a parcouru le monde, et dont on se souviendra désormais su même titre que d'autres dates mythiques : 1789. 1870 ou 1936.

* Réalisatrice, auteur de The Last Campaign.

KING VIDOR: «Donner confiance aux hommes»

UAND je suls arrivé à Hollywood, en 1916, à l'âge de vingt ans, l'ai fait le tour de tous les départements des studios pour voir ce qu'on y faisait. D'abord voir. Ensuite j'ai travaillé partout où il y avait de l'embauche, comme extra, comme chauffeur, comme cameraman, Je contribuais aussi aux scénarios. C'était cela, l'école des cinéastes à Hollywood. En autodidacte, je suis devenu peu à peu professionnel. Je souhaitais faire des films qui présentent des idées positives et élevées. Je voulais utiliser l'écran comme expression de foi et d'espoir, pour donner confiance aux hommes.

J'ai dù cependant, surtout au debut de ma carrière, accepter de mettre en scène des œuvres de commande, dans lesquelles je ne m'engageals pas. Vers 1925, avec la constitution des grands studios, l'expression personnelle a été. paradoxalement, plus facile. A la Metro Goldwin Mayer, où le travalllais, on produlazit plus de cinquante films par an. Confondu dans le nombre, j'ai pu ainsi réaliser un sujet aussi aride que la Foule (1928); l'ai obtenu le feu vert, et une lois que les producteurs vous donnaient leur accord, ils n'intervenaient plus pendant le tournage. Par contre, dans les conditions actuelles, je ne crois pas que l'aurais pu tourner la Foule ; la Foule était un

film prémonitoire : dans une Amérique insouclante qui ne pensait qu'au plaisir facile (c'étalent . les années folles .). J'avais voulu rappeler, un an avant la dépression, que l'avenir n'est pas toujours rose, surtout ceiul de l'homme moyen, sans talents particuliers, qui devrait rencontrer de la solidarité là où la ville moderne n'offre qu'hostlité et indifférence.

Mon premier film parlant fut Halleiujah (1929); c'était aussi le premier film américaln exclusivament interprété par des Noirs. Durant le tournage. dans le Tennessee, il y avait une atmosphère d'hostilité générale contre notre équipe, c'était un peu l'ambiance du film de Norman Jewison. Dans la chaleur de la nuit ; nos comédiens étaient victimes de toutes sortes de discriminations. L'exploitation de Hallelujah a beaucoup souffert de ce racisme: le film venalt trop tôt et, au sud de la ligne Mason-Dixon, les préjugės raciaux ont empēché presque complétement la diffusion de cet hommage à la culture noire américaine. Je pense cependant que Hallelujah a favorisé l'entente entre Noirs et Blancs aux Elats-Unia. Je crois à la nécessité des changements, et je me considére profondément comme un homme libérai. Longiemps, je me suls passionnė pour ce qui se passait en Russie;

dans les années 30, beaucoup d'Américains ont cru au . rêve russe .. bien plus qu'au rêve américain.

Au début du New Deal, j'ai cru en Rooseveit. J'al réalisé Notre pain quotidien (1934) au moment où des millions de sans-emploi se retrouvalent dans les « marches de la faim » vers Washington, J'ai donc imaginé. dans l'esprit de la Tennessee Valley Authority et inspiré par l'élan épique de certains films soviétiques, que ces chômeurs en dérive s'organisaient en coopérative en échangeant non plus de l'argent mais du travail. Ce n'était pas d'alleurs une invention, il existait une coopérative de ce type. Hooverville, qui m'a servi de modèle. Dans ce film, j'ai essayé de faire le portrait de l'homme ordinaire pendant la Dépression. Je n'al pas l'impression d'avoir été compris. A Moscou (où le film a été primé) Notre pain quotidien fut qualifié de - propagande capitaliste -, tandis que la presse Hearst le traita de - film rouge -.

L'Idéal rooseveltien s'est vite dissous dans la politique la plus primaire. J'ai vite cassé de croire en Rooseveit : à mon avis, il n'était pas très sincère : il parialt souvent de l' « homme commun », mais il agissait en aristocrate. A cette époque, la monde a produit de nombreux dictateurs, et Rooseveit,

peut-être par mimétisme, a eu un comportement dictatorial: dans eas discours, il ne disait plus « le peuple » ou « le pays » mais constamment

« moi, je », comme Mussolini. Malgré ces réticences, je me suis associé aux plans de relance du gorvernement; j'al notamment travaillé avec mon ami Pare Lorentz, gul faisait des documentaires et des actualités pour l'administration Roosevelt Nous avons fait des documentaires politiques comme : The Plow that Broke the Plains (1936) et The River (1937), films d'éducation, chargés de répandre la philosophie du New Deal.

Durant la guerre d'Espagne, j'ai soutenu le camp républicain : le leur al offert une ambulance par l'intermédiaire d'Ernest Hemingway; j'al d'ailleurs craint, sous le maccarthysme, que cela ne me soit reproché, mais je n'ai jamais été inquiété. La « guerre froide - fut la période la plus triste. pour Hollywood. Tout le monde était tendu, on avait paur. Les maccarthysies croyalent, de manière tout à fait simpliste, que le cinéma pouvait changer les gens. Ce qui est absurde. Le cinéma peut, tout au plus, faire réfléchir, mais seule une révolution peut faire changer les gens.

> (Propos recueillis par NOELLE DE CHAMBRUN.)



- couple jeu. Ce ": " 3.57%, SATE ್ಕಾಗಿದ್ದು ಹಾಗೆ :ons -ಬಿಕ್ಕಾರ್ಡ್ ಕಾಗ್ರಾ ...en ben Cary-man ्राः वेखः शिवन्यस्य coréta de la bale. .. moren Niger præmint 11.0 utrupes eilime-... 2233167 223 , gerve la carle mus quarte Dans le Nord. de la fere es imaer -Royussa, pauple

reantsès autout rinrohandes el XIN sain of he aristocratic der na- ce. et til les Britan-Figure a contract et contralide le pais le cadre de Haoussa of the ment dita complete in dining a vinit Tillion: a majamié 12:52:20 o de lete tradi-

de -- --

.0. 2 · · ·

Juxtaposition

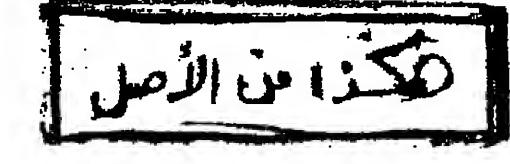
in in all etait une Wabasant sans 🔗 regions. Nord, 3 73 1.515 DAT CRE incheres si 👉 Stillinniaues ans economic " 11765 ethnies, ำา ๓ฺ๛ ๓ฺ!!แอกร ding-non en cui se trouvaient in telat de mino- :

Bate and Albert, en milleu

Aans l'e

ARRITER depuis plus d'un an marché excéden: des petroles de men du lette le particulière ment brett i alle au Nigeria. benet with the petroliere ifet, a'un touble at Misters name de son brut gi ja bina in na interiore nambre they des marteding the first of amoritans. fedulating an armoniant les cours dia e mondiage du la crise mon de l'étant ement

P. Share and Carticle d'Yves p. 18-29 W. Chael Imoudu, chef sy - Romania de la lit [P. 30-31. — Prairie de l'arricle de Bri



121; 32-. :

d = -. · . · .

Maria .

7200

42 2 . . . - .

, 下层出现。

homuns

géant de l'Afrique



Le 1e octobre 1978, le Nigéria, le plus peuplé des Etats d'Afrique, sête le dix-huitième anniversaire de son accession à la souveraineté internationale. Si le général Olusegun Obasanjo tient ses promesses et celles de ses prédécesseurs, le 1er octobre 1979, l'ancienne colonie britannique, qui a connu depuis 1966 une succession de gouvernements militaires, reviendra à un régime civil.

Le gouvernement de Lagos semble fermement résolu à s'en tenir aux échéances fixées. C'est du moins ce dont témolgnent deux mesures récentes dont la portée politique est considérable : la suppression de l'état d'urgence et la réapparition des nartis politiques mis hors la loi en mai 1966. Le 21 septembre dernier, les autorités fédérales ont officiellement mis fin à l'état d'urgence imposé depuis douze années aux Nigérians. Quelques jours plus tard, tandis que la commission électorale fédérale rendait publique les nouvelles circonscriptions, on apprenait que, d'ores et déjà, trois nonveaux partis politiques allaient briguer, l'an prochain, les suffrages populaires : le Parti de l'unité de chef Obafemi Awolowo, ancien leader de l'ancien parti Action Group (A.G.) et ancien speaker de l'opposition parlementaire, le Parti populaire nigérian d'El Radj Waziri Ibrahim et le Mouvement national du Nigéria.

Cette volonté manifestée par l'équipe gouvernementale nigériane de retrouver les voies de la démocratie de type occidental pourrait contribuer à accruître le polds de leur pays sur la scène africaine. Plus qu'Addis-Abeba, qui abrite pourtant, depuis quinze ans, le siège de l'Organisation de l'unité africaine, Lagos apparaît comme une des capitales sudsahariennes où les problèmes continentaux font l'objet de recherches systématiques de règlement. C'est là que M. James Carter est venu, en avril, évoquer avec les dirigeants nigérians, l'avenir de l'ensemble de l'Afrique australe. Plus récemment encore, c'est à Kano que, le 22 septembre, M. Callaghan, premier ministre britannique, a rencontré M. Kannda, président de la Zambie, pour discuter avec lui de la mise

au point d'un plan commun d'action en Rhodésie.

C'est dans la capitale fédérale qu'en mars dernier M. Louis de Guiringand est venu expliquer les grandes lignes de la politique africalne de la France En effet, quels que puissent être les aléas du dialogue franco-nigérian, on tient à Paris à entretenir des relations aussi harmonieuses que possible avec ce pays qui, pour sa part, entend blen diversifier ses partenaires internationaux. Le Nigéria constitue un marché beaucoup trop important pour les industries françaises, les intérêts pétroliers français y sont trop étendus pour que les responsables de la politique extérienre de la France n'agissent pas dans le sens de l'ouverture. Cette attitude est d'autant plus alsément explicable que la fédération nigériane possède des frontières communes avec quatre Etats africains francophones, avec lesquels Paris entretient des rapports privilégiés de coopération : le Bénin, le

subirent une

communisante à partir de 1945,

ce qui provoqua, dès 1948, la

formation d'un syndicalisme

« apolitique », et cette opposition

allait s'avérer durable. Toutes

les tentatives d'unification, en

1949, 1953, 1957 et 1962 demeu-

rèrent vaines. De même, les ten-

tatives d'Imoudu pour créer un

Labour Party en 1963 et 1969

Niger, le Tchad et le Cameroun. C'est pourquoi. notamment, les attaques menées par les Nigérians lors de la quinzième conférence au sommet de ro.u.a. à Khartoum, en juillet dernier, contre le projet français de création d'une force africaine commune d'intervention n'ent pas provoqué de reactions importantes à Paris.

Véritable « géant de l'Afrique » et faisant, par l'importance de sa population, l'étendue et la diversité de ses resseurces économiques, figure de véritable souscontinent, le Nigéria n'en est pas moins menacé dans son équilibre par la persistance de graves tensions internes et par l'apparition de premières difficultés économiques. Le mouvement de contestation s'amplifie dans de telles proportions, au selu de la jeunesse, que le général Olusegun Obasanio a dû fermer, le 21 avril, les trois universités de Lagos. Ibadan et Zaria. Par allleurs, l'exploitation du pétrole, sur laquelle repose très largement l'économie nigériane, commence à donner de sérieux signes d'essoufflement, comme l'explique cl-après Bruno Dethomas. C'est sans doute dans son histoire, évoquée icl par Yves Person, et dans sa culture, dont Claude Wauthier présente un des multiples aspects, que le peuple et les dirigeants du Nigéria sauront puiser les ressources nécessaires à la préservation de leur unité nationale et, donc, de leur rayonnement international.

PHILIPPE DECRAENE.

L'une des clés du devenir du continent

Par YVES PERSON *

'INDEPENDANCE de l'immense Nigéria, proclamée le 1er octobre 1960, s'est faite sous le signe de l'hésitation, de l'ambiguité et du double jeu. Ce vaste pays comptait alors, sans doute, quarante-cinq millions d'habitants, alors que des recensements, contestés, allaient bientôt lui en accorder cinquantecina millions. Etiré des franges sahariennes aux forêts de la baie de Biafra et du moyen Niger au Tchad. Il présentait une extrême diversité géographique et humaine nullement réduite.

Trois grands groupes ethnolinguistiques sautent aussitöt aux yeux quand on observe la carte de la fédération. Dans le Nord, l'immense pays Raoussa, peuplé de musulmans organisés autour de vieilles cités marchandes et dominé depuis le début du XIXº siècle par une aristocratie d'origine peule, dont les Britanniques avaient confirmé et consolidé le pouvoir dans le cadre de l'administration indirecte. Les Haoussa proprement dits comptaient de quinze à vingt millions d'âmes en majorité paysans et artisans très traditionalistes.

Dans le Sud-Ouest, en milieu

les cités-Etats des de Lagos. Animistes ou bien isiamisés ou christianisés récem-ment, ils représentaient l'élément le plus évolué, ayant réussi à se moderniser sans rompre avec leur culture traditionnelle. Ils avaient été les premiers lies au système colonial britannique et devalent compter près de dix millions de personnes. Cet effectif était aussi celui du dernier groupe constitué par les Ibo, qui occupent les forêts situées sur le bas Niger et à l'est de ce fleuve, en villagesdispersés, car leur société traditionnelle est caractérisée l'absence d'Etat et une grande compétition entre les individus. Acculturés plus tard que les Yorouba, les Ibo se sont ralliés massivement au christianisme, et ont fait preuve de telles qualités intellectuelles et d'un tel dynamisme économique qu'ils s'étaient imposés partout comme cadres à la veille de la seconde guerre mondiale, soulevant des haines tenaces, notamment celle des Yorouba auxquels ils tendaient à se substituer. C'est en grande partie d'eux que provenaient les éléments du premier capitalisme nigérian constitué de gros com-

Dans la région ouest, les Edo, Yorouba occupaient l'arrière-pays héritiers de l'empire du Bénin, souhaitaient se séparer des Yorouba. Dans l'Est, les pêcheurs Ijaw, ainsi que les Ibibio et Efik de Calabar, se plaignaient de l'attitude envahissante des Ibo. Le Nigéria aurait du accéder très tôt à l'indépendance, car il avait vu le nationalisme africain, en liaison avec le panafricanisme, se développer des le XIX siècle, par suite du retour d'anciens esclaves Yorouba christianises en Sierra-Leone. Dès la fin des années 20, les Ibo lui: avaient fourni un leader prestigieux, très lié aux mouvements noirs américains, et fondateur d'une presse redoutable, le Dr Nnamdi Azikiwe, surnomme Zik. L'évolution sociale très rapide des deux régions du Sud, avec une économie florissante fondée sur l'huile de palme, le cacao et le plus tard dans le Nord, allait dans le même sens. Entre les deux guerres mondiales, le syndicalisme était déjà puissant au Nigéria et il connut, des 1940, un développement remarquable, sous la direction du leader de l'Union des cheminots, Michael Imoudu, issu d'un sous-groupe Edo (Bénin, Etat du Centre-Quest).

Le mouvement ouvrier fut marqué par des grèves très violentes comme celle des charbonnages d'Enugu, qui fit vingt et un morts en 1949. Ces syndicats n'avaient cependant pratiquement pas mordu sur le Nord et ils restaient divisés, incapables de s'allier durablement aux partis politiques, ce qui est exceptionnel en Afrique. Les Nigerian T.U.C. d'Imou-du, d'abord proches d'Azikiwe,

Professeur à la Sorbonne.

échouèrent totalement, mais son Union restait indépendante du pouvoir. Il faudra la guerre civile pour ruiner cet équilibre.

C'est donc en dehors du mouvement syndical que se sont constitués les partis politiques du Nigéria, sur des bases sociales très diverses, leurs militants étant des intellectuels, fonctionnaires et hommes d'affaires dans le Sud, des notables traditionnels dans le Nord. Leurs divergences étaient profondes. La marche à l'indépendance ne fut donc pas aisée, bien que le colonisateur, loin de s'y opposer, y ait fortement poussé dès l'instant où le Ghana de N'krumah donnait l'exemple.

Londres en avait admis le principe des 1949, en abro-

geant la constitution Richards de 1947, qui donnait la part trop belle aux chefs contumiers. Mals les nombreuses conférences constitutionnelles qui siègèrent ensuite de 1949 à 1960 se heurtèrent aux plus grandes difficuités. Les partis politiques s'organisant sur une base régionale. conformément à la nature du pays, il n'était certes pas question d'envisager une formule qui ne soit pas féodale mais encore fallait-il en préciser les équili-

Le National Congress for Nigeria and Cameroons (N.C.N.C.) du Dr Azikiwe, exprimant les ambitions pannigérianes des Ibo. préconisait une formule aussi centralisée que possible.

(Lire la suite page 26.)

Juxtaposition sans fusion

L federation juxtaposant sans les fondre les trois régions, Nord, Ouest et Est dominées par ces trois ethnies de caractères si différents. Mais les Britanniques n'avaient guère tenu compte dans ce découpage des autres ethnies, comptant pourtant des millions de personnes, et qui se trouvaient ainsi réduits à l'état de mino-

E Nigéria colonial était une rité. Ils avalent particulièrement favorisé le Nord, dont le conservatisme musulman leur plaisait. C'est ainsi que dans cette région, les Haoussa dominalent à la fois les Kanouri de l'ancien royaume du Bornou, de langue milosaharlenne et plus vieux musulmans qu'eux, ainsi que les Yo-rouba d'Ilorin et les Tiv, paiens sans Etat des rives de la Benoue.

mercants et de gros planteurs.

WIGERIA

Une pause dans l'essor pétrolier

Par BRUNO DETHOMAS

an, sur un marché excél'Alaska, du Mexique et de la mer du Nord a été particulièrepréjudiciable au Nigéria, dont la production pétrolière bénésiciait, en esset, d'un double a bonus n : le faible poids spécifigue et la faible teneur en soufre de la majeure partie de son brut et la proximité relative - comparée au Proche-Orient — des marchés européens et américains, réduisant sensiblement les coûts de transport Dėja erodės par la crise mon-

des cours du fret, ces avantages du record de 1974. Cette tendance

ont encore été réduits par la distion, dans les raffineries améncaines. d'unités de désulfuration. facilitant ainsi l'achat de bruts sulfureux.

Vendant près de la moitié de sa production aux Etats-Unis, dont il est le second fournisseur, le Nigeria a été obligé de limiter ses ambitions. En 1977, la production moyenne avait été de 2.18 millions de barils par jour (104 millions de tonnes dans l'année), soit un peu plus que l'année précédente, mais moins que les diale, qui a vu un effondrement 2.25 millions de barils par jour

Lire pages 26 à 31 :

P. 26-27. - Suite de l'article d'Yves Person. P. 28-29. — Michael Imoudu, chef syndicaliste et militant nationaliste. - Richesse et diversité de la littérature (Claude Wanthier). P. 30-31. — Suite de l'article de Bruno Dethomas.

à la baisse s'est encore accentuée ponibilité des bruts légers de la dans les premiers mois de 1978. mer du Nord et par la construc- la production retombant, au mois de mars, à 1.5 million de barils par jour, soit le niveau atteint peu après la fin de la guerre du Blafra. Entre le premier semestre 1977 et la même période pour 1978, la chute atteint près de

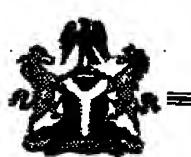
> La légère réprise de la consommation dans les pays industrialisés et les achats dits « de précaution a depuis le mois d'août par anticipation sur une hausse possible du prix du pétrole — que certains envisageaient au les octobre mais qui n'interviendrait pas si elle était décidée par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), avant le 1er janvier 1979, — ont certes redonné un peu de vigueur au marché. La production nigériane ne dépasse cependant pas - pour les derniers chiffres connus — 2 millions de barils par jour. Or les revenus tirés du pétrole représentent 93 % des recettes d'expor-

tation.

(Live la suite page 30.)

Fougerolle Nigeria Limited — Lagos, 25, Boyle Street

P.O. Box 5290 - Téléphone : 55.385 -Telex: 21445



L'une des clés du devenir du continent

dental rejoignit le Cameroun français à la suite du référendum dynamisme qui leur avait enlevé réclamaient une révision des pérer Lagos et Ilorin et limiter poids du Nord. Leur parti, l'Action Group, issu du Nigeria Youth Movement a tradition panafricaniste, était dirigé par un leader remarquable, Obafemi Awolowo. surnommé Awo. Le Northern People Congress (N.P.C.), dominé par définition par l'aristocratie peule, était diri-gé par Ahmadu Bello, sardauna de Sokoto et descendant d'Osman Dan Fodio, mais mettait en avant un intellectuel issu d'une minorité, Sir Abubakar Tafewa Balewa, premier ministre sous la Constitution coloniale provisoire de 1954. Décidé à empêcher à tout prix l'hégémonie des «évolués» du Sud qui risqualt de miner l'ordre social archaïque, le Nord jouait avec intransigeance de son seul atout : la masse démographique de sa région, encore enflée pour les besoins de la cause. Il s'opposa donc farouchement à la révision des frontières que ses minorités réclamaient violemment et exigea d'avoir en tout cas la majorité absolue dans la fédération. Cela en ruinait l'équilibre et compromettait l'avenir, mais les Britanniques, croyant ainsi consolider un réglme conservateur, lui donnérent gain de cause. Cette décision fatale, marquée par le mépris de la réalité organique des peuples du Nigéria, portait en germes les drames de la domination du Nord et de la sécession du Biafra.

Il restait à diviser les gens du Sud, ce qui était facile en jouant de l'opposition entre Yorouba et Tho. Dans les années 1955-1960. Azikiwe commit l'erreur historique de forger l'alliance des Iho avec les Haoussa, dont il soutint toutes les revendications. Au demeurant, ceux-ci n'hésitaient pas à menacer de retarder l'indépendance ou de faire sécession. Il faut reconnaître que la Grande-Bretagne pesa alors de toutes ses forces pour l'indépendance dans l'unité, au moment précis où la France favorisait l'éclatement de l'A.O.F. puis empêchait par tous les moyens la consti-tution de la fédération du Mali Cependant, le temps passait. Le Ghana était indépendant de-puis 1957, la Guinée depuis 1958 et l'Afrique francophone allait suivre la même voie. La création de nouvelles régions fut donc écartée, l'hégémonie du Nord confirmèrent

La fédération proclama donc son indépendance le 1er octobre 1960. le Dr Azikiwe devenant gouet le grand vaincu l'Action Group d'Awolowo, dont la participation nale avait été écartée. Le désenchantement vint très vite car le caractère démocratique

de la fédération ne pouvait tenir devant un Nord prépondérant. autocratique et féodal, mais inquiet et anxieux d'établir définitivement le pouvoir musulman jusqu'à la mer. Dans le Nord, Ahmadou Bello

instaura un despotisme brutal et imposa partout l'enseignement en langue haoussa aux dépens de celles des minorités que les Britanniques avaient reconnues. Les Tiv de la Benoué se lancèrent alors dans des actions de guérilla qui allaient durer jusqu'au putsch de 1966. Les Ibo d'Azikiwe, pensant qu'ils seraient les bénéficiaires de ces tendances unitaires, commirent une fois de plus l'erreur de s'y prêter, sans

Cartes faussées au profit du Nord

laissait aucun espoir, car elle annonçait pour le Sud une domination à la fois religieuse, ethnique et sociale. Or tout aliait dans ce sens. Le recensement de 1963, en vue des élections, fut l'objet d'un étonnant truquage, en enflant la population du Nord. Quand le scrutin eut lieu, en 1964, il consacra ces résultats et fut entièrement manipulé au profit d'Akintole chez les Yorouba dans une ambiance de grande violence. Le pouvoir de l'extrême droite haoussa paraissait définitivement établi. La violence et la corruption triomphaient partout. Azikiwe réalisa qu'il avait été trompé, mais un peu tard. C'est alors qu'un groupe de

eunes militaires, en majorité ibo, prirent le pouvoir en janvier 1966, tuant Sir A.T. Balewa ainsi que le sardauna de Sokoto et de nombreux officiers originaires du Nord. Ces jeunes officiers étaient assurément mus par une exigence de liberté et d'honnêteté, mais il leur était impossible d'échapper à la logique des divisions ethniques. Ils mirent à la tête du Nigéria le général Ironsi, un conservateur étranger au coup d'Etat, mais d'origine ibo. Des gouverneurs militaires furent placés à la tête des provinces dont ils étaient originaires. A travers tout le pays yorouba, Akintole et ses partisans furent massacrés, village par vil-lage, par ceux d'Awo qui les considéraient comme des traîtres.

drait. Sous l'impulsion d'Ahmadu Bello, le gouvernement entreprit donc de briser l'Action Group. La faction d'Akintola, désireuse de participer aux prébendes du pouvoir, rompit avec Awolowo

lowo fut accusé de trahison et condamné à quinze ans de pridaleux, pendant qu'Akintole prenait sa piace (1963). Les Yorouba, avec rage, se voyaient soumis à de simples agents des émirs

La république dans le Commonwealth fut cependant proclamée la même année, sous la présidence d'Azikiwe, mais déjà, ayant mis au pas les Yorouba. le N.P.C. songeait à soumettre les Tho, ce qui laisserait son islam arriéré maître de tout le pays. Dans un Etat immensément riche et prospère, avec un commerce extérieur en pleine croissance, la corruption généralisée et les injustices sociales faisaient cependant monter la tension. Les syndicats, pourtant divisés, arriverent à constituer un Joint Action Committee pour diriger la grande grève de septembre 1964.

T A consolidation de l'hégémo- Il allait falloir près de dix ans L nie des émirs du Nord ne à cette région pour retrouver le

calme, la violence politique dégénérant peu à peu en banditisme. Le sud du pays accueillit avec joie le nouveau régime, mais non le nord, qui jugea l'islam menacé par les paiens. En outre, Ironsi multiplia aussitôt les erreurs, mai conseillé par Azikiwe. Inspiré par la hargne des Ibo contre les Yorouba, il refusa de se réconcilier avec ceux-ci et maintint Awolowo en prison. Il ne fit rien pour rassurer le Nord Au contraire, inspiré par l'idéologie unitariste des Ibo, il abolit en mai 1966 la fédération et proclama une république une et indivisible. Tout le monde comprit

Le sanglant intermède nigéro-biafrais

ES négociations organisées au trouver complètement isolés. Les le gouvernement fédéral qui provoqua la rupture en annonçant la division du Nigéria en quatorze Etats, dont trois aux dépens de la région orientale, privant les Ibo d'une grande partie des zones pétrolifères

29 mars 1967, l'indépendance du Biafra, et en juillet commença une des plus terribles guerres civiles de l'Afrique contempo-raine. Les Biafrais avaient des cadres militaires, mais pas d'ar-mes et, en dehors d'une aide française limitée, ils allaient se dominer l'espace qu'on leur ou-

des officiers du Nord Ironsi et tués et, un peu partout, des officiers ibo furent massacrés.

Affectant de ne pas abuser de leur victoire, les auteurs du putsch mirent au pouvoir colonel Yakubu Gowon, originaire du Nord mais chrétien et membre d'une ethnie minoritaire les Angass. Cette précaution fut vaine. Le colonei Ojukwu, gou-verneur de l'Est, refusa de reconnaître le nouveau régime et l'été vit, à travers tout le pays haoussa, surtout à Kano, d'horribles massacres de civils ibo, auxquels l'armée prit part. nombre des victimes fut sans doute de vingt mille à cinquante mille. Tous les originaires de l'Est s'enfuirent alors en masse, au nombre de plus d'un million. vers leur région d'origine, d'où Ojukwu expulsa Yorouba et

Tel est le traumatisme essentiel qui allait mener à la sécession et que des discours sur le déterminisme économique ne doivent pas masquer. Après ce bain de sang, les Ibo, bouleverses, renièrent leur idéologie pan-nigérians, et leur opinion publique, remarquablement informée, poussa irrésistiblement à la rupture. A ce moment jouèrent facteurs économiques et l'influence de l'extérieur. D'importants gisements de pétrole avaient été découverts dans la région orientale et les Ibo eurent le sentiment qu'ils pouvaient mener seuls leur jeu. La France poussa dans le même sens, et employa à cette fin la Côted'Ivoire, qui s'y prêta, par méflance de l'angiophonie et du fédéralisme, et par jalousie envers un Etat trop grand.

L Ghana ayant échoué, ce fut Pédéraux surent utiliser les diverses rancœurs qu'avaient inspirées les Ibo et éveiller une espèce de patriotisme nigérian. L'appel de l'islam joua aussi en leur faveur : c'est ainsi que de nombreux citoyens du Niger traverserent la frontière pour s'engager. Les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Union soviétique fournissant du matériel aux Fédéraux, ceux-cl constituèrent peu à peu une armée de deux cent mîle hommes, de loin la plus puissante d'Afrique noire.

Par ailleurs, ils menèrent la guerre de façon impitoyable, comptant sur un blocus féroce

Malgré l'héroïsme et l'ingéniosité des Blafrais, leur crasement paraissait donc assuré terme si aucun facteur exté-

Or l'Afrique fit aussitôt bloc disposer d'eux-mêmes, mais il ne suivirent cependant pour des motifs divers, cette dernière reconnaissant même le Biafra, sous la pression française, en mai 1969. Bloquée par l'idée ultra-conservatrice du caractère sacré des frontières et par servlité l'égard de tout pouvoir établi, l'Organisation de l'unité africaine (O.U.A.) fut incapable d'arbitrer, car elle ne tenait pas la balance égale entre les parde négocier aux meilleures condi-

famine, pour aboutir à l'issue l'armée biafraise et sa capitula-tion en janvier 1970. Ojukun avait ful à temps, ce qui abrége On s'attendait à de terrible représailles. Il faut porter su crédit du général Gowor n'en fut rien. Ramenés la Fédération par la force contre leur volonté quasi una nime, les Ibo étaient un peuple vaincu, ruiné, occupé, suspecté par tous, mais ils ne furent pas maltraités et leur fameuse ingéniosite allait leur permettre une reconstruction remarquablement rapide. Leurs talents étant indispensables, on accepta peu à peu qu'ils reprennent leurs places dans les autres Etats

Le rythme remarquable de la reconstruction

partir de 1970, la reconstruc-A tion se fait à un rythme remarquable. l'economie etant soutenue par l'expansion de la production pétrolière, qui passe de soixante-deux millions de tonnes en 1971 à cent douze millions en 1975, mettant le Nigéria au second rang de l'Afrique après la Libye, mais avant l'Algérie. A la suite de la guerre d'octobre, le 3 novembre 1973, le Nigéria augmentera le prix de son pétrole de 94 %. La montée des cours du café et du cacao jouera momentanément dans le même sens. Le plan national de développement economique fut réalisé de façon satisfaisante en 1970-1974. Ce développement a ete concu dans la perspective du capitalisme libéral et, dans les limites de cette logique, il a obtenu un succès remarquable. La bourgeoisie d'affaires nigériane, qui avait déjà un long passé derrière elle, a su participer à la création d'une industrie efficace et différenciée. Des Ibo y jouent à nouveau un grand rôle. Bien entendu, les inégalités de fortune deviennent de plus en plus choquantes et la corruption, vice traditionnel grandit de facon remarquable au rythme des

Cependant, au-delà de toutes les crises, un profond nationalisme nourrit l'orgueil de ce puissant pays. Il explique que, malgré le choix d'une idéologie économique libérale, le Nigéria tienne à développer un secteur public partir de 1972, toute nouvelle concession est interdite, au profit d'une société d'Etat, la Nigerian National Oil Corporation (N.N.O.C.).

Des goulets d'étranglement ne peuvent pas être évités. Maloré la récuverture de Port-Harcourt dans l'Est, le port de Lagos fut incapable de faire face à ce traffe intense, en dépit de l'appoint de Cotonou (Bénin) et de Lomé (Togo). La durée d'attente des bateaux s'éleva à quatre ou six mois vers 1975.

L'immense croissance sauvage des villes africaines, déjà sensible avant la guerre, prit une ampleur incroyable. Lagos avait huit cent mille habitants en 1965. Elle en compterait trois millions cing cent mille (1975) sur un territoire à vrai dire élargi. Entassée sur une ile étroite. cette ville est réputée pour les plus remarquables emboutelliges d'Afrique, malgré d'énormes travaux publics. En désespoir de cause, la police réserve les jours pairs ou impairs à la circulation des seules voitures pourvues d'un tel numero.

Il ne faut pas négliger les aspects positifs. Les services se sont considérablement développés et l'enseignement primaire est, en principe, généralisé depuis 1976, avec une place importante pour les langues africaines. Si la logique productiviste du capitalisme met en danger l'identité des ethnies secondaires, les cultures des grands peuples, n'ayant pas été proscrites par la colonisation britannique, ont été en état de servir de véhicule à la vie moderne d'une facon inconcevable en Afrique francophone

Cette remarquable croissance politiques, même si elle a permis d'amortir les crises. Elle a été marquée par une très forte inflation que les salaires n'ont pas

A côté de la corruption, qui

lveco en Nigeria. Kano, la rencontre entre une grande industrie européenne et la volonté de croissance d'un pays nouveau.

A Kano, une ville du Nigeria du Nord naît une grande entreprise. C'est la National Trucks Manufacturers Ltd., une Société créée entre l'Etat nigérien et lveco pour produire des camions, des autobus et des autocars. Production annuelle prévue à plein rythme: 6000 véhicules et 4000 tracteurs agricoles (pour le compte de Fiat Trattori). La collaboration d'Iveco – le groupe européen formé par Fiat Veicoli

Industriali, Unic, Magirus Deutz et Lancia Veicoli Speciali –, le travail et la vocation industrielle jeune du Nigeria représentent les conditions préalables pour le succès de cette initiative. L'usine de Kano: elle s'élèvera sur une surface de 500.000 m², son effectif se composera de 1300 personnes – ouvriers, techniciens et dirigeants nigériens; lveco se chargera de leur formation par un vaste programme tant en Italie qu'au Nigeria.

Kano: l'expérience lveco pour un pays qui construit son avenir.



zenéral Gowe

SWEP!

Le TUC

- .. --- G.044

2.7.3.27.2

the course of the minimum conducts

Elim parter in some nimmes el-

The state of the s

niamo lingua

- - <u>-- 300761.6</u>.

. (cieta) form

missinges c.viu

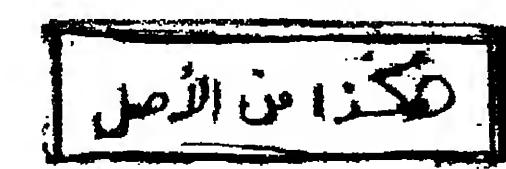
: w.res de .eur:

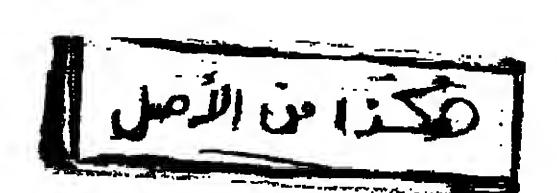
L'armes carde

the cold and the

79.00 to 100 to

United Bank f a votre servic Présente dep repartis sur l'i







de la guerre avec une armée pléthorique qu'on n'osait pas démobiliser et un grave problème de banditisme, surtout en pays yorouba, où le calme n'est jamais revenu depuis la crise de 1963. Il en est résulté une ambiance de démoralisation, tandis que les politiciens, croyant à la promesse des militaires de leur rendre la des militaires de leur rendre la pouvoir en 1976, commencerent à se livrer à des intrigues compli-

nête et modéré, le général Gowon parut vite trébucher dans ce maquis. La répression du ban-ditisme fut menée avec une bru-talité remarquable. En mai 1973, deux cent dix-sept personnes avaient été fusillées publique-ment, après un jugement som-maire. Le calme revint alors dans la campagne yorouba, mais un gangstérisme redoutable s'organi-sait en ville. Il se manifesta en 1976 nar d'étonnantes entreprises 1976 par d'étonnantes entreprises de piraterie, des bateaux en Homme incontestablement hon- à l'abordage.

Le général Gowon à l'épreuve

à l'inflation, les syndicats parurent un moment pousser les travailleurs à l'action. Ils étaient liés à un petit parti « marxisteleniniste », le Socialist Workers and Farmers Party (S.W.F.P.) qui espérait profiter du bannissement des partis officiels. Des grèves importantes eurent lieu dès février 1971, sur un fond de vive agitation estudiantine. Les militaires réagirent avec la plus grande vigueur, arrêtant syndicalistes et étudiants, ces incidents faisant plusieurs morts. Le TUC se divisa et son président. Goodluck, soutenu par le pouvoir, réussit à s'en emparer. En 1975, il a obtenu la création d'une centrale unique, le Nigerian Labour Congress (N.L.C.), évidemment contrôlé de près par le pouvoir. La 'vie syndicale du Nigéria, jusque-là exceptionnelle par sa liberté, s'est donc alignée a son tour sur la norme africaine. Cela n'empêche évidemment pas grèves spontanées d'éclater, mais cela permet de les isoler et de limiter leurs répercussions

Miller.

nir.

Le problème essentiel était de savoir si la vie politique allait renaître. La structure du pouvoir est restée la même depuis janvier 1966, mals on lui avait alors fixé un terme de dix ans. conseil militaire suprême, recrute par cooptation, désigne un conseil executif fédéral, formé surtout de commissaires civils. Les gouverneurs militaires, choisis parmi les originaires de leurs Etats respectifs, sont nommés et non plus élus. L'armée garde

attente devant Lagos étant pris

DANS le soulagement de la tation ne peut venir que de son paix retrouvée, et en réponse sein. Les anciens partis sont bannis comme « régionaux », donc dangereux pour l'unité nationale. Leurs biens ont été confisqués en 1972. C'est pour protester contre la volonté évidente des militaires de rester au pouvoir qu'Obalewi Awolowo démissionna de ses fonctions ministérielles en

> En fait, il était notoire que le pouvoir du président Gowon était faible, étroitement limité par l'avis de ses collègues. Le sentiment général, jusqu'en 1975, était que maigré son souci de maintenir l'équilibre, la guerre civile avait consacré la prépondérance du Nord et que les musulmans haoussa pesaient d'un poids excessif sur l'Etat. Les Ibo étant pour l'instant neutralisés. les Yorouba se sentaient isolés et se plaignaient de ne pas récolter les fruits d'une victoire chèrement payée. La proposition faite par l'ancien président Azikiwe de proceder à une nouvelle division en plus petits Etats, leur paraissait dirigée contre eux. Les politiciens voulaient obliger les militaires à déclarer leurs intentions.

La tension monta au début de 1974 quand, après des hésitations, s'inclina et partit faire des études le gouvernement se décida à révéler les chiffres d'un nouveau gne.

Vers un retour progressif au régime civil T E nouveau régime était prati- plus grande énergie. La lutte

L quement identique au précé- contre la corruption s'attaqua dent quant aux grandes orienta- cette fois à de grands hommes tions politiques et sociales. Mais d'affaires. En février 1976, le préil voulait les poursuivre avec une sident annonca un nouveau de-

politiques. Comme dix ans plus tôt, ce fut un tollé dans le Sud. Le pays aurait compté plus de quatre-vingts millions d'habitants, et la prépondérance du Nord était encore accrue. En fait, le chiffre véritable s'établit sans doute autour de solxante-cinq ou solxante-dix millions, ce qui est encore considérable.

En même temps, les dirigeants militaires étaient atteints par des scandales de corruption, et Gowon devait révoquer deux héros de la guerre, les généraux Adekunie (le célèbre « Scorpion Noir ») et Shatami, tout en défendant le général Gonwalk, gouverneur de l'Etat de la Benoue.

C'est dans cette ambiance que le président Gowon crut pouvoir calmer cette effervescence en annonçant, lors de la fête nationale, le 1° octobre 1974, que les civils ne reviendraient pas au pouvoir en 1976 et que les militaires y demeureraient aussi longtemps que la situation ne serait pas éclaircle. Les milieux politiques et la presse, remarquablement libre, critiquerent alors séverement le pouvoir.

Le général Gowon voulut se justifier en généralisant la lutte contre la corruption, mais ce fut une chasse aux sorcières frappant surtout des comparses. Dix mille fonctionnaires furent cependant révoqués. L'agitation estudiantine et syndicale fut durement réprimée et le syndicat unique institué, aiors que l'inflation battait tous les records.

C'est alors qu'eut lieu une révolution de palzis. Trouvant Gowon faible et indécis, ses camarades profitèrent de son séjour à Kampala, où il participait à une réunion au sommet de l'O.U.A., pour le remplacer par le chef d'étatmajor, le général Murtala Mo-hammed (29 juillet 1975). Gowon universitaires en Grande-Breta-

permettre de tourner cette inter-

rapide de la capitale fédérale à Abuja, dans le Nord, loin de

En même temps, il annonçait la démobilisation d'une grande partie de cette immense armée, qui demeurait inutile depuis la fin de la guerre. Cela lui fut sans doute fatal. En outre, en temps que haoussa musulman, le nouveau président avait renforcé les préventions des gens du Sud, qui voyaient se confirmer leur crainte d'une hégémonie nordiste.

l'hystèrie de Lagos.

Cela explique le putsch des 12 et 13 février 1976, qui échoua, mais coûta la vie au président. Le chef des insurgés, le lieutenant-colonel Dimka, fut fusillé en mars avec trente-deux autres officiers. Le général Gowon et la Grande-Bretagne furent mis en cause, contre toute vraisemblance. et le gouvernement annonça que la continuité serait assurée.

Le régime a connu pourtant depuis lors une assez forte évolution. Le nouveau président est un yorouba, le général Olusegun Obasonjo, ce qui rassure les Sudistes, tandis que l'homme fort du Nord, le général Yar Adua, se contente de la deuxième place comme chef d'état-major. Pour sortir de l'isolement et de

l'impasse où il se trouvalt, le régime militaire a annoncé qu'il allait rendre le pouvoir aux civils selon un calendrier précis. Des conseils locaux ont en effet été élus en décembre 1976 et ont eux-mêmes désigné, le 31 août 1977, une Constituante de deux cent trois membres. Celle-ci s'est réunie en octobre et devait remettre un projet avant l'été 1978, afin qu'il puisse être ratifié dans le délai d'une année de session. Il semble bien qu'elle imposera des petits Etats, nombreux, mais à faible autonomie, ce qui est sans doute une erreur dans un tel pays, et un pouvoir central fort autour d'un président élu. Les partis ne sont pas encore autorisés. Seuls le seront ceux qui pourront justifier d'une implantation dans les deux tiers au moins des Etats, afin d'éviter le retour aux partis régionaux. Mais des fédérations habiles devraient

Face à cette inflation, le nouyeau gouvernement a reduit son

ment réglementé le droit de grève et même interdit, en août 1977, les syndicats non regroupés dans

Nous avons négligé jusqu'ici la politique étrangère du Nigèria. La première République, dominée par des éléments très conservateurs, ne pouvait que se sentir proche de l'Afrique modérée du groupe de Monrovia et des puissances occidentales. C'est dans cette perspective qu'elle a participé, en 1963, à la fondation de l'O.U.A. où elle a eu, jusqu'à la guerre civile, une grande influence. Le gouvernement Balewa sut negocier, de 1962 à 1966, un accord

Cependant, le nationalisme panafricain, puissant chez les intellectuels du Sud, et l'exigence de dignité qui en découlait, apportaient certaines satisfactions. Cela explique que le Nigéria ait tonjours masqué son orientation prooccidentale sous le masque du neutralisme et qu'il ait pris à l'occasion des positions vigoureuses et même surprenantes sur des falts symboliques.

C'est ainsi qu'il rompit les relations avec la France en 1982 pour protester contre les expériences atomiques du Sahara. Des ambassadeurs furent échanges à nouvesu en 1966, mais ces relations furent aussitôt soumises à une forte épreuve du fait de la prise de position de Paris et de ses alliés africains dans l'affaire du Biafra. Depuis 1972, ces relations se sont cependant rétablies et une coopération économique de plus en plus intense s'est organisée.

Avec les autres puissances occidentales. Grande - Bretagne et Etats-Unis, les relations ont, par contre, été toujours bonnes, le Nigéria falsant preuve de la plus grande modération envers l'ancienne métropole lors de la crise provoquée par la proclamation de l'indépendance unilatérale de la Rhodesie (U.D.I.) en 1968.

Ces tendances ne purent se développer après 1970, l'orientation progressiste ne faisant que se confirmer. Favorable à l'entrée de la Chine à l'ONU, le Nigéria a marqué très tôt la nécessité d'une attitude ferme face à la Rhodésie et à l'Afrique du Sud.

regrets, avec Israel en novembre 1973 et fut l'un des premiers & reconnaître le gouvernement du M.P.L.A. en Angola.

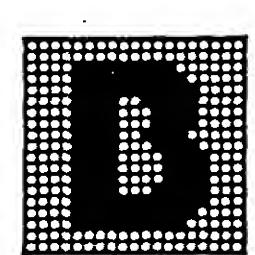
L'élection du président Carter, en novembre 1976, allait ouvrir une ère nouvelle. Alors qu'une visite de M. Kissinger avait été demandée l'année d'avant, la po-litique africaine de la nouvelle administration avait tout pour plaire au Nigéria. Celui-ci soutint les efforts de M. Andrew Young pour débloquer la situation en services furent consacres, en novembre 1977, par la première visite d'un président américain en terre nigériane.

Ce grand et puissant pays n'a certainement pas encore trouvé sa voie. Il a sûrement tort de ruser avec la réalité organique de ses peuples, ce qui accumule les tensions et l'empêche d'apurer entièrement le passé. De même, le choix d'un développement productiviste dans la ligne d'un capitalisme non contrôlé est tragique, car il sacrifie les communautés de base et les minorités. Il ne fait qu'accroître les tensions et les contradictions. Mais la force de la personnalité africaine est telle dans ce pays qu'un redressement serait assez alsé. La facon dont il a traversé l'histoire dramatique des quinze dernières années est cependant remarquable et ses minuscules voisins francophones ressentent fortement son poids. Ils ne pourront ignorer la route qu'il choisira.

Le recours à un découpage en petits « Etats » artificiels au lieu de prendre en charge la réalité organique du pays et de négocier clairement la formation d'un parti national entre ses composantes, paraît une erreur lourde de dangers pour l'avenir. Autant, peut-être, que l'avait été, en 1959, le refus de réviser l'équilibre des trois regions.

Il n'est pas sûr que le Nigéria puisse surmonter ses contradictions sans violence. Mais le principal danger serait que, trop conscient de sa force, il se repliat sur lui-même et renonçat à donner au reste de l'Afrique noire l'impulsion et l'aide qui lui manquent. Cet Etat détient, en tout cas, l'une des clés du devenir du continent.

YYES PERSON.



Pour vos affaires avec le Nigéria

UBA et BNP

United Bank for Africa, affiliée au groupe BNP, est l'une des toutes premières banques à votre service au Nigéria.

Présente depuis plus de 30 ans , elle met à votre disposition ses 40 sièges , répartis sur l'ensemble du pays.

UNITED BANK FOR AFRICA LIMITED 97-105 Broad Street Lagos Tel.637510 Telex: 21241 Mindobank

BANQUE NATIONALE DE PARIS Siège Social: 16, Bd. des Italiens 75009 PARIS Tel. 244.45.46 Telex. 280,605 Division Internationale: 20, Bd des italiens 75009 PARIS Tel.244.52.36



Michaël Imoudu, chef syndical et militant nationaliste

OMME leurs concurrents français, les colonisateurs britanniques eurent à faire face très tôt à la vague de revendications du soloriet africain. Au sud du Sahara, l'Empire britannique connut des soubresauts sensiblement analoques à ceux qui ébranlèrent le mande colonial français dans cette même partie du globe. Et tants syndicalistes que prit naissonce le mouvement nationaliste, au Sénégal comme au Kanya, en Côte-d'Ivoire comme au Ghana, en Guinée comme en Ouganda. La vie de Michaëi lmoudu, chef de file du mouvement syndical nigérian, est, à cet égard, exemplaire (1). Né en septembre 1902 dans

un petit village du centre-ouest de la Fédération nigériane, Michael Imoudu appartient, par sa famille, au groupe des Happy few > que l'administration coloniale entendait lier étroitement à elle oar l'octroi de priviléges. Son père était soldat et, à ce titre, se déplacant d'une gamison à l'autre, il eut l'occasion de connaître, et de faire connaître à ses enfants, le monde extérieur.

Ayant perdu ses parents à vingt ans, Michael Impudu apprit la langue ibo et se convertit par pur opportunisme (essentiellement pour avoir sans histoire libre accès à l'enseignement) au christianisme. Muni de diplômes, il s'installe à Lagos en 1928, sons pouvoir y trouver immédiatement un emploi correspondant à sa qualification. Chômeur, il apprend à connaître le monde des déshéritès de la capitale fédérale. avant de débuter comme manœuvre aux postes et télégraphes. En 1929, il entre à la Régie des chemins de fer, qui deviendra le terrain priviléaié de son action militante, avec un salaire quotidien de 8 pence, c'est-à-dire de quelques cen-

Adhérent de l'Union des cheminots, il prend très vite conscience de la nécessité absolue de réorganiser profondement ce syndicat. Au début de la seconde guerre mondiale, il est déià « fiche » par les autorités britanniques, qui tateur. Secrétaire, trésorier et président élu du syndicat, c'est un homme avec lequel le gouvemeur doit compter... et composer. Effectivement, en 1941 d'abord, puis en 1942, 1945, il est à l'origine de vastes marches revendicatives organisées par les travailleurs du mil. L'ambiance que connaît alors

le Nigéria peut être comparée à celle décrite pour son pays par

le cinéaste et écrivain sènégalais Sembene Ousmane (2) lors des grandes grèves du chemin de fer Dakar-Niger. Le gouverneur Bourdillon, qui représentait la Couronne britannique, à Lagos, tenta vainement de circonvenir Imoudu. Le fait que certains territoires de l'A.O.F. soient restés fidèles ou régime de Vichy et que le mineral Nigério présentent un intérét stratégique primordial pour la guerre » incitent les autorités coloniales à passer à l'action avec vigueur contre les syndicolistes. Exilé en brousse, Imoudu sera libéré sous la pression des militants et fera un retour triomphal à Lagos, parcourant les principales artères de la capitale sur un cheval

Peu aprés, il rencontre

NNamdi Azikiwe, le populaire < Zik >, orateur, journaliste, politicien, homme d'affaires, chef de file de la Convention nationale pour le Nigéria et le Cameroun (N.C,N.C.). Les deux hommes éprouvent l'un pour l'autre un coup de foudre réciproque et, dès lors, les syndicats vont épauler l'action du parti de « Zik », soutenu par le combatif journal « The West African Pilot ». En 1945, de nouvelles grèves éclatent au Nigéria, qui compteront, avec celle de 1964, parmi les plus longues qu'ait connues la Fédération. Lorsau'lls reprennent le travail, après quarantecinq jours, les grévistes ont obtenu entière satisfaction. La technique de confrontation constante avec les autorités choisie par Imoudu donne à ce demier une dimension nationale. Cependant, paradoxalement, l'union avec la N.C.N.C. se révèle fragile. Bien que les deux mouvements se retrouvent côte à côte de nouveau lors de la grève de 1949, les liens se rompent un an plus

Cependant, les gréves de l'époque coloniale ont mis en évidence l'efficacité de l'unité. d'action entre syndicalistes et hommes politiques. La lecon ne sera publiée ni immédiatement oprès l'indépendance, 1966, ni même après la prise de pouvoir par les militaires en janvier 1966. D'allieurs, Michaël Imoudu demeurera, jusqu'à la retraite volontaire en 1972 dans son village natal d'Ora un meneur combatif, inlassablement à la pointe du combat.

Fier de ses origines populaires, contrairement à beaucoup d'autres leaders syndica-

listes, il est resté près du peuple et il a fallu lui forcer la main pour qu'il accepte le titre de président honoraire à vie d l'Union des cheminots. Il ne parle de son alliance momentanée avec la N.C.N.C. qu'avec regret, dans la mesure où i pense qu'une telle formule condomne les syndicats à une forme d'électoralisme.

son mouvement, il a toujours été très réticent à l'égard de toute formule d'association avec des fédérations internationales. C'est ainsi que, en dépit d'un bref voyage à Moscou en 1960, il refusa toujours l'affiliatoin de son Union à la Fédération syndicale mondiale (F.S.M.). Enfin, farouche adepte de la lutte des classes, il rejeta sans appel toutes les formules d'association capital-travail ou de partage des bénéfices.

Son intransigeance personnelle le tient à l'écart des partis de gauche tels que le parti socialiste des travailleurs et des fermiers et suscite les critiques de militants « unionistes », tel Wahab Goodluck, par exemple. Mais le succès de la grève de 1964, dans laquelle il joue un rôle déterminant, confirme la réalité de ses assises populaires. Cette apothéose personnelle foit néanmoins figure de « chant du

cygne >. Auteur de plusieurs pamphlets vigoureux, il adressa, en septembre 1975, une lettre ouverte au premier ministre. Dans cette demiére, il écrit notomment : « Pour l'instant, personne ne sait quel type de gouvernement est actuellement le nôtre. Nos dirigeants politiques prônent un mélange de féodalisme, de capitalisme, de sociolisme et de tribalisme cela plonge le pays dans la dérision, le désordre et la confusion. Certains dirigeants précanisent une ligne de conduite démocratique, pragmatique et travailliste? Nous savons tous que de telles notions n'ont plus cours dans le monde, et, néanmoins, les dirigeauts aigériaus continuent à se ranger derrière ces notions mortes. > Ce style souligne comblen Michael lmoudu n'a jamais cessé d'être près des gens du peuple. Ce qui fait d'ailleurs conclure à Robin Cohen, son biographe: « Il est sons aucun doute « un homme du peuple » en un sens où peu de politiciens nigérious l'ont été, avant et après lai. »

(1) Robin Cohen, Michael Imoudu dans tome X de l'ency-clopedie les Africains, éditée par Jeune Afrique, 51, avenue des Ternes. 75017 Paris, pp. 177-207, (2) Dans les Bouts de bois de Dieu, éditions Marabout.

Ph. D.

Richesse et diversité de la littérature

Par CLAUDE WAUTHIER *

riche de l'Afrique contemporaine, l la mesure du pays le plus peupl du continent, et où des le début du siècle. l'Angleterre avait commencé à former, à Lagos, une élite intellectuelle avisée et remuante. Entre les deux guerres mondiales, des politiciens noirs tels Herbert Macaulay, fustigeaient déjà l'administration coloniale dans de virulents pamphlets. Les premières écoles secondaires du Nigéria avaient été créées peu avant 1880, mais ce n'est qu'en 1946 que fut installée la première université du pays, à Thadan. Jusque-là les étudiants nigérians devalent fréquenter soit l'université de Fourah Bay, en Sierra-Leone, fondée dès 1827. soit le collège d'Achimota, au

Ghana, créé en 1925. La parution du premier livre écrit en anglais par un Nigérian remonte toutefois à la fin du dixhuitième siècle, et l'ouvrage compte parmi les plus anciens de la littérature africaine c'est l'autobiographie d'Olaudah Equiano, dit Gustavus Vassa. capture alors qu'il était agé d'une dizaine d'années sur la côte du Bénin par des négriers qui le ven-

Au pays des morts

 □ l'œuvre de ces auteurs, bien que s'échelonnant sur près de deux siècles. atteste de l'importance de la contribution du Nigéria à l'éveil du monde noir, il faut attendre cependant les années 50 pour y voir apparaître les premiers ouvrages de fiction. Phénomène, au demeurant, habituel dans les anciennes colonies africaines ou la parution d'essais politiques ou ethnologiques a généralement précédé celle de contes, romans, pièce de théâtre ou poèmes. Au Nigéria, comme ailleurs sur le continent noir, c'est la veine folklorique qui a été exploitée la première, entre autres par un auteur dont l'œuvre constitue une curiosité littéraire d'une saveur

exceptionnelle, Amos Tutuola. Tutuola n'appartient pas, en effet, à l'élite intellectueile, et n'a pour tout bagage qu'une éducation primaire. Il était planton dans l'administration coloniale quand roman, l'Ivrogne dans la brousse, écrit dans un anglais souvent maladroit : ce fut un succès immédiat, et l'ouvrage a été tra-duit en plusieurs langues, dont le français (par Raymond Queneau), Brodant sur les mythes et

lègendes du pays yoruba, l'auteur y raconte l'expédition, tantôt hilarante, tantôt cauchemardesque, d'un buveur impénitent de vin de palme au pays des morts pour y retrouver le « mala-foutier » — celui qui incise les

dirent en Amérique. Affranchi, il s'installa en Angleterre où il présenta, en 1790, une pétition au Parlement pour l'abolition de

Le destin du second auteur de riane, Ajayi Crowther, n'est pas moins exceptionnel : lui aussi, capturé par des trafiquants d'esclaves dans sa prime jeunesse, est libéré par un navire de guerre britannique, éduqué par les missions à Freetown, et retourne dans son pays natal pour y devenir le premier évêque noir de l'Eglise anglicane. Entre 1850 et 1860, il publie trois ouvrages, une grammaire yoruba, un journal de voyage et un rapport sur l'évangélisation dans la vallée du Niger. En 1921, paraît la première histoire des Yoruba écrite par l'un

d'eux, le révérend Samuel Johnson. Son livre marque une date, car, pour la première fois, un Africain affirme l'importance de la tradition orale comme source. En 1938, Namdi Azikiwe, fondateur du premier grand quotidien africain en langue anglaise. le West African Pilot, et futur président du Nigéria indépendant, publie un essai, Renascent Africa, dans lequel il revendique l'indépendance pour les colonies britanniques de l'Ouest africain.

troncs de jeunes palmiers — qui pourvoyait à sa soif inextinguible dans une plantation de cinq cent soixante mille arbres. Conte si drolatique que des critiques francais crurent à une facétie de l'auteur de Zazie dans le métro. Après l'Ivrogne dans la brousse, Tutuola a publié une demi-douzaine de contes de la même veine, dont Simbi and the Satyr of the Dark Jungle et My Life in the Bush of Ghosts, continuant à susciter le plus vif intérêt dans les milieux univer--sitaires angio-saxons. On n'a pas manqué d'y relever que l'auteur a emprunté à l'œuvre d'un écrivain yoruba. D. O. Fagunwa, qui a transcrit les contes perpétués par la tradition orale. Mais l'univers fantasmagorique de Tutuola doit autant à sa débordante imagination qu'à la mythologie Le choc des deux civilisations. l'africaine et l'européenne, a été.

un sujet de prédilection pour les écrivains du Nigéria. Ils l'ont traité, toutefois, avec une certaine équanimité, évitant tout aussi bien l'apologie du christia-nisme que le réquisitoire contre la colonisation. C'est le cas pour le premier roman de Chinua Achebe, Things Fall Apart (le Monde s'e/jondre), qui raconte la vaine rébellion d'un ches contre l'administration coloniale. Le * Journaliste, écrivain, auteur de l'A/rique des A/ricains, Le Seuil, Paris, 1977.

héros, Okonkwo, se suicidera por avenement de l'ordre européen Arrow of God, du même auteur. qui saisit les tenants de la tra-Blancs : le grand prêtre du village, ascète à la vie exemplaire enverra son fils à l'école des missions. Non point qu'il ait perdu la foi ancestrale, mais parce qu'il ne faut négliger aucune chance et jauger le pouvoir du dieu des Blancs.

to desenche

1.00

15.50°-75.00°

trans = 1

7 - 7

<u>minte</u>rse^r de

. pravett John 🧸

in ingentalte de hi

et. a fact entre d

Cest un

GUINEE-BISSAU?

SENEGA

- -: son reque.

್ - ಜನ ರ⊖ಕ ಚಾಡಿ.−

195

....

Acres " -

1325 Tell

3

1277

ن خال (حد

Au demeurant, les romanciers nigerians jugent différenment du poids actuel des croyances traditionnelles. Pour Nkem Nwankwo, elles sont déjà déponilées de tout mystère, même dans les communautés villageoises. Ainsi dans Danda, récit picaresque qu l'auteur démonte avec humour le mécanisme de l'emprise des sociétés secrètes, la femme adultère, qui devait être terrorisée chaque nuit par les cris-de l'esprit vengeur qui lui reproche sa faute, reconnaît sans peine la voix de l'un de ses voisins : elle feindra d'y croire par pure convenance, mais personne ne

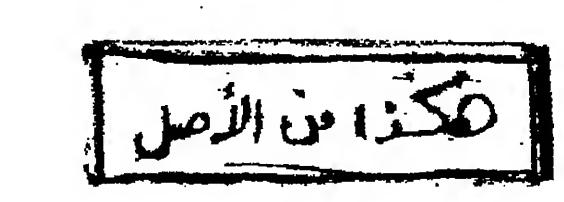
Pour Chukwuemeka Ike les superstitions les plus ridicules s'incrustent encore dans les milieux les plus évolués. Dans son roman satirique sur les intrigues au sein d'une nouvelle université africaine. The Naked Gods, une partie du corps enseignant se prête à une cérémonie rituelle pour démasquer le coupable d'une indélicatesse.

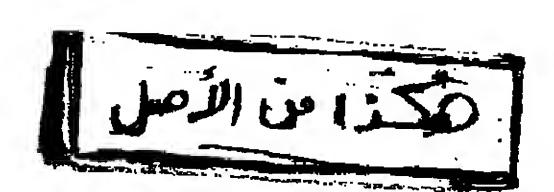
En fait, le salut ne se trouve pas plus dans la règit coutumière que dans la morale nouvelle, s'il faut en croire le roman désabusé de Gavriel Okara, The Voice, Amants naîfs et présomptieux qui voulaient réformer les mœurs du village, Okolo, frais émoulu de l'école, et Tuere, la fille du féticheur, mourront liés dos è dos dans une pirogue emportée par les tourbilions du fleuve, condamnés par le conseil des Anciens pour avoir tout à la fois enfreint la ligne du parti, offensé la communauté chrétienne et méprisé la coutume

Mais il est des auteurs pour lesquels le pèlerinage aux sources de la tradition n'implique aucune tentative de porter un jugement de valeur : c'est le cas pour John Pepper-Clark, qui a paise, dans une variante africaine du trame d'une pièce d'une rare intensité dramatique. Song of a

Ainsi, dans ce débat sur l coutume et la modernité, au-dela de leurs divergences d'approché ou d'opinion, Achebe, Nkwankwo Ike, Okara et Pepper-Clark ont-ils en commun d'avoir juge sans sévérité inutile ni complaitionnelle africaine. Ils n'ont pas succombé à la tentation de décrire une Afrique précoloniale idylique, comme l'ont fait parfois les









tenants de la « négritude » en Afrique francophone. Ils se sont abstenus aussi de condamner sans rèmission l'administration britannique, alors que, dans les anciens territoires français, les romans de Sembéne Ousmane, Mongo Béti, Ferdinand Oyono et Jean Malonga étaient des romans anticolonialistes d'un militantisme sans concessions. C'est que les auteurs nigérians n'ont guère commencé à publier qu'après les années 60 — après l'indépendance — alors que leurs confrères francophones les ont devancés de quelques années, écrivant à une étant dispensé uniquement dans la langue de la métropole, la « négritude » a été une réaction contre la politique française d'assimilation).

semble, au demeurant, avoir eu le pressentiment de cet holocauste (la guerre du Blafra a fait sans doute un million de morts). Dans une pièce qu'il avait écrite en 1960 pour célébrer l'indépendance de son pays, A Dance of the Forests, une brillante fresque historico-mythologique, l'historien de la cour du roi légendaire Mata-Kharibou annonce prémonitoirement que « la guerre est l'unique constante que nous aient léguée les siècles : c'est l'héritage que les jeunes nations s'efforcent de perpétuer ». perpetuer ».

Si l'intelligentsia nigériane a pu être traumatisée par le drame du Biafra, elle n'est pas pour autant la seule en Afrique à s'être élevée contre le despotisme et la gabegle. Les essais et les romans d'auteurs africains qui ont fait le procès de leurs dirigeants, avec une lucidité et un courage qui les ont conduits souvent à l'exil, et parfois en prison, sont nombreux : que ce soit en Guinée avec Camara Laye, au Cameroun avec Mongo Béti, au Ghana avec Ayi Kwei Armah et Koffi Awoonor, au Kenya avec James Ngugi Wa Thiongo, etc.,

saxon et des missions chrétien-

nes sur les écrivains d'Onitsha :

le triomphe de l'individualisme

bourgeois et du mariage chrétien

sur la coutume ancestrale et la

polygamie en sont, en effet, un

des sujets les plus fréquents. Mais,

dans beaucoup de ces historiettes,

la femme est aussi la pécheresse

tentatrice irrésistiblement attirée

par la richesse on la position

sociale de l'homme qui en est la

dupe. Et si toutes ces nouvelles

- où les prostituées jouent un

rôle important — se terminent de

manière très « morale », il n'en

reste pas moins que l'admiration

est implicite pour celui qui est

arrivé sans ennuis au luxe et au

Objectiona déclare ne pas discer-ner clairement les raisons de cette floraison exceptionnelle d'écri-vains « bon marché » dans tous les sens du terme. Tout aussi spectaculaire est le développement du théatre yoruba dans l'ouest du Nigéria, où, il y a quelques années déjà, on avait recensé plus de deux cents plèces. Si ce théatre en langue vernaculaire s'adresse, par définition, à un public populaire, il est, en revanche, le plus souvent animé par des intellectuels, comme Wole Soyinka, Duro Lapido et Herbert Ogunde, qui ont formé des troupes ambulantes pour le public villageois. Ce théâtre chanté, qui

villageois. Ce théatre chanté, qui s'apparente un peu à l'opéra, emprunte ses thèmes aussi blen à la vie de tous les jours qu'au folklore, mais il tire son origine des saynètes bibliques que faisaient jouer les missionnaires à leurs ouailles au temps de la colo-

Pas plus que pour la littéra-ture d'Onitsha, les sociologues n'avancent d'explications précises à cet engouement pour l'art théatral, géographiquement limité à la région d'Ibadan. Il est remarquable, en tout état de cause, que ce soit la langue du colonisateur qui ait pris dessus en pays ibo, alors que c'est l'idiome africain qui a prévalu en pays yoruba : il n'y a pas eu. en effet, de différences notables dans les progrès de l'enseignement en langue vernaculaire et en anglais entre les deux régions.

Le Nord musulman, quant à

lui, n'a guère fourni d'écrivains de langue anglaise, sauf quelques essais dus à ses leaders politiques. comme l'autobiographie de Sir Ahmadu Bello, ancien premier ministre de la région. Il existe une poésie traditionnelle en langue haoussa, transcrite en caractères arabes, dont les sujets sont, le plus souvent, religieux (les cours des émirs du Nord étaient des lieux de haute culture arabe avant la colonisation : le premier explorateur anglais à visiter la cour de celui de Sokoto, en 1824, se vit demander s'il pourrait procurer au souverain un nouvel exemplaire en arabe de la géométrie d'Euclide, le sien ayant été détruit dans un incendie. C'est par des manifestes religieux en arabe que le grand réformateur fulani (peul), Ousmane Dan Fodio avait amorce, vers 1800, son dfihad contre les sul-

haoussa a été transcrit en carachaoussa a été transcrit en carac-tères latins, et de nouvelles perspectives se sont ouvertes aux écrivains du Nord. Quelques-uns perpétuent aujourd'hui la tradi-tion poétique, comme Na'ibi Wali, avec son Wakar Damina (le Chant de la pluie), hymne à la joie et à la fécondité, ou Isa Hashim, dans Wakar Bushiya, satire virulente d'un supérieur hiérar-chique. Les œuvres de circons-tance (poèmes pour la campagne chique. Les œuvres de circons-tance (poèmes pour la campagne d'aiphabétisation, pour l'unité nationale, etc.) sont encouragées par l'administration. Entre les deux guerres, le Literature Bureau avait suscité des œuvres de fiction en prose sur le modèle du roman occidental. L'une des plus connues de cette époque est Jiki Maggiri de Tofide Zaria qui Magayi, de Tafida Zaria, qu pravé par un jeteur de sort. L'après-guerre a fourni un auteur prestigieux en la personne de Sir Abubakar Tafawa Balewa, l'ancien premier ministre fèdéral Son roman, Shaihu Umar, récit d'aventures édiflant qui évoque les dernières razzias esclavagistes.

Ainsi, la littérature du Nigéria est-elle à l'image même d'un Etat aux frontières singulièrement artificielles où les particularismes locaux des trois grandes ethnies ont donné naissance à des formes littéraires originales qui témoignent et du poids de la tradition et de l'impact de la colonisation. La qualité des œuvres de l'inteligentsia de langue anglaise ne doit pas faire oublier l'importance des problèmes d'acculturation

a été traduit en anglais un an

après son assassinat en 1966.

(Minist. de l'inform, du Nigéria.) A LA RECHERCHE D'UNE IDENTITE CULTURELLE

L'apparition de la littérature populaire d'Onitsha, la naissance du théatre yoruba et la survivance de la poésie haoussa sont autant de signes d'une évolution quelque peu disparate : ils reflètent, sans aucun doute, les soubresauts internes d'une grande nation à la recherche d'une identité culturelle.

CLAUDE WAUTHIER.

Le désenchantement

N EE, pour ainsi dire, avec l'accession du pays à l'indépendance, la jeune littérature nigériane s'est trouvée presque immédiatement confrontée aux événements sangiants qui ont marqué les premières années de l'histoire du Nigéria et débouché sur la guerre du Biafra. Aussi bien les écrivains nigérians se sont-ils érigés en censeurs ont-ils dénoncé la corruption, le népotisme et l'incapacité des politiciens professionnels qui avalent mené le pays au bord de la catas-

Le premier de ces romans « politiques » est sans doute Jagua Nana, de Cyprian Ekwensi, qui, dès 1961, décrivait l'atmosphère trouble des milieux dirigeants : une prostituée vicillie fait assassiner, par les tueurs gage d'un politicien influent, son jeune amant qui l'a abandonnée. Queiques années plus tard, T. M. Aluko, dans Chief, the Honourable Minister, raconte l'ascension d'un professeur de lycée devenu ministre, qui assiste en témoin résigné à la corruption généralisée et aux élections truquées qui provoqueront la prise du pouvoir par l'armée. Chinua Achebe n'est pas moins sarcastique dans A Man of the People, qui met en scène un ministre de la culture semi-illettré, préoccupé avant tout par ses conquêtes féminines. Avec The Interpreters, Wole Soyinka aborde les mêmes thèmes : ses héros sont des intellectuels écœurés par le cynisme des hommes au pouvoir. John Pepper Clark, dans son recueil Casualties, dénonce l'absurdité de

uis 1904

autres victimes le poète Christopher Okigbo, tombé dans les rangs blafrais.

Okigbo était ibo, comme Achebe et Ekwensi, qui prirent aussi le parti de la sécession, Soyinka qui est yoruba, fut, quant à lui, emprisonné par le gouvernement fédéral du général Gowon pour avoir suggéré un cessez-le-feu. Il pour n'en citer que quelques-uns.

Une littérature pour les masses

EN marge de cette littérature, fluence du capitalisme anglodont les auteurs appartiennent à l'élite intellectuelle de la nation, s'est développée au Nigéria une littérature en anglais pour les masses qui passionne les généralement sous le nom pamphlet littérature », parce qu'elle consiste en œuvrettes de la minceur d'un pamphiet. Ce sont, la plupart du temps, des nouvelles ou de courtes pièces de théâtre, parfois de petits manuels de savoir-vivre ou de simple a débrouillardise », qui ont pour caractéristiques d'avoir été édités par de petites imprimeries artisanales et écrits par des auteurs dont le niveau d'instruction n'excède que rarement celui de l'école primaire. Ce phénomène littéraire est pratiquement circonscrit au pays ibo, et plus particulièrement à la région d'Onitsha. Mais on compte ces petits ouvrages par centaines. Un des plus brillants intellectuels nigérians, Emmanuel Obiechina docteur ès lettres de Cam-

confort. Elles sont, en définitive, révélatrices des appétits de la société de consommation qui est en train de se développer en Afrique, dont se font aussi l'écho les cinéastes africains comme-Sembène Ousmane dans Xala. Si on trouve ailleurs, en Afrique, et notamment au Ghana, d'autres

BIBLIOGRAPHIE

Très peu d'ouvrages d'auteurs nigérians ont été traduits en français. Voicl les princi-

Daux: Amos Tutuola, l'Ivrogne dans la brousse, Gallimard, Paris, 1953, réédité en 1976.

• Wole Soyinka, la Danse de la forêt, P.-J. Oswald, Paris, 1971 et les Gens du marais, P.-J. Oswald, 1971.

 Cyprian Ekwensi, la Brousse ardente, Présence africaine, Paris. 1978. Chinua Achebe. Le monde

s'effondre, Présence africaine, 1966 et le Malaise,

Présence africaine, 1974.

Présence africaine annonce la traduction prochaine de The interpreters, de Wole Soyinka.

Trois ouvrages de critique littéraire à signaler :

- Alain Ricard, Théûtre et Nationalisme - Wole Soyinka et LeRoi Jones, Présence atricaine, 1972
- Alain Ricard, Livre et communication au Nigéria, Présence africaine, 1975.

● Michèle Dussutour - Hammer, Amos Tutuola, Présence africaine, 1976.





Brossette en Afrique. Nous avons les moyens de vos ambitions.

Le groupe Brossette est une enfreprise multinationole qui a fêté, en 1977, le 30e anniversaire de son implantation en Áfrique. A son expérience, à la connaissance réelle des problèmes posés par chaque pays africain, Brossette associe une technologie d'avant-garde et, pour chacun de ses grands départements, des spécialistes au fait des particularismes locaux. Département Industrie : des spécialistes de la technique des fluides. Brossette ne se contente pas de commercialiser tous les produits, matériels ou machines nécessaires à chaque industrie, mais il joue également un rôle prépondérant dans l'étude et la réalisation des projets grâce à ses équipes d'ingénieurs, techniciens et monteurs. Département Infigation : pour les exploitations de un à plusieurs milliers d'hectares. Brossette résoud tous les problèmes d'irrigation en Afrique, et ce, en s'appuyant sur une connaissance approfondie des conditions naturelles alliée à une technologie adéquate. Les moyens

importants de Brossette en Afrique lui permettent aussi bien d'assurer un service après-vente permanent

que de prendre en charge la formation des techniciens locaux. Département Constructions Tubulaires : du simple échafaudage aux structures métalliques les plus complexes. Brossette propose une gamme étendue de constructions tubulaires et un service complet qui va de la éalisation. Il apporte des solutions de stockage particulièrement adaptées à tous les problèmes. Département Verre et Akominium : de l'étude technique du chantier jusqu'à la fourniture et la pose du matériel. Brossette fournit tous les matériaux d'habillage du bâtiment.

Il réalise l'étude technique de tous les chantiers, de la villa individuelle aux hôtels de classe internationale. Puis il mêne à bien leur exécution grâce à plus de 200 poseursmonteurs et à une quinzaine d'ingénieurs. Département Bâtiment : des stocks, des services. Depuis 30 ans, Brossette distribue en Afrique l'ensemble des matériaux nécessaires à l'activité des professionnels de la construction. Ce

que Brossette apporte en plus, c'est : un stock permanent et équilibré - une qualité de service particulière dans les affaires quotidiennes comme dans les cas d'urgence - une compétence incontestée et un rôle de conseil. Département Confort : des expositions permomentes. Les succursales Brossette sont plus que de simples magasins. Elles remplissent un rôle de conseil auprès

du public. Les boutiques "Centre Confort disposent de salle d'exposition où les particuliers peuvent venir voir et juger la gamme de sonitoires, de revêtements de sols et



Brossette en Afrique: 14 pays. 21 succursales. 1.300 collaborateurs. correspondant en France: SOVEMA. B.P. 7151. 69353 LYON CEDEX 2. Tél.: 1781 69.81.69. Télex: 300448.

Une pause dans l'essor pétrolier

(Suite de la page 25)

demi-siècle d'exploitation au niveau actuel - avaient pousse jusqu'à un passé récent les autojusqu'à un passe récent les autorités de Lagos à préférer maintenir un prix élevé (le pétrole
du Nigéria est le plus cher de
l'OPEP), quitte à réduire la production. Mais la conjoncture pétrolière internationale et les nécessités du troisième plan national
de développement (1975-1980) ont
eu raison de cette politique. S'alignant sur la souplesse de la Libye
et sur les prix de ses concurrents
africains, le Nigéria, pour stimuafricains, le Nigéria, pour stimu-ler la demande, n'hésite pas de-puis les derniers mois de 1977 à offrir des rabais.

En 1978, les revenus petroliers balsseront donc de près de 20 %, perspective qui a provoqué d'importantes révisions budgétai-res (le budget de fonctionnement a été réduit de 10 %) et a obligé le pays à un recours accru au marché financier puisque, selon le *Petroleum Economist*, 5.5 mil-liards de dollars devront être trouvés à l'étranger d'icl à 1980 (un emprunt de 1 milliard de dollars à déjà été lancé fin 1977 auprès des grandes banques com-

La fin des années 70 a donc marqué une pause dans le déve-loppement pétrolier de ce pays, qui a émergé parmi les premiers exportateurs mondiaux en moins de deux décennies.

Des indices d'hydrocarbures avaient, il est vrai, été repérés recherches ne commencerent vraiment — par la Shell — qu'à partir de 1937. Le premier forage profond intervint en 1951 et la première découverte — jugée non commerciale — en 1953. En 1955,

eum Company of Nigeria.

1956, un premier gisement exploitable à Oloibri, en plein centre du delta du fleuve Niger, à une soixantaine de kilomètres de Port-Harcourt, puis, blentôt, un second gisement à Afam. Le 18 février 1958, le Nigéria devient exportateur : le premier pétrolier de 9 000 tonnes est chargé à Port-

terminal de Bonny permet à la Trans-Niger des champs petroliers du Moyen-Ouest Bonny est achevé en 1965), arrivent dans le pays plusieurs sociatés à la recherche d'un domaine minier prometteur : Amoseas Tennessee, Guil, Agip, la Safrap (filiale de l'Erap), etc., La production ne cesse alors de croitre et, à la veille de la guerre zivile qui va opposer les autorités de Lagos à la province orientale En 1960, année où la Fédération séparatiste du Biafra — en mai du Nigéria accède à l'indépen- 1967, — elle approche 600 000 badance, Shell-BP produit quelque rils par jour (dont 486 000 pour 17 500 barils par jour. Un an plus la seule Shell-BP).

Cinquième exportateur mondial

Le constituent un des principaux objets du conflit, ne serait-ce que pour bénéficier de la fisca-lité. Avec prudence, les compa-gnies internationales — qu'on a accusées d'avoir voulu créer « une sorte de Kowelt africain » continuent de verser cette redevance au gouvernement de Lagos malgré-la localisation des deux maigre la localisation des deux tiers des gisements au Blafra. Mais la localisation de certaines sociétés est interrompue pendant plusieurs mois. En 1970, au sortir du conflit, elle atteint pourtant déjà 50 millions de tonnes; le développement est alors stupédépasse 10 millions de tonnes et que, l'année suivante, avec dès le début du siècle. Mais les 110 millions de tonnes, le Nigèria devient le premier producteur africain, devant la Libye et l'Algérie, et le cinquième exportateur mondial.

Au cours de cette période, les dirigeants nigérians vont élabo- de Gulf, Mobil et Texaco, mais

installations pétrolières rer une politique qui, sous l'in-stituent un des principaux fluence de l'Algérie, apparaîtra en avance sur celle de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), que Lagos rejoint en 1971. Le 26 avril de cette même année est créée une compagnie nationale, la Nigerian National Oil Corporation (N.N.O.C.). L'antorisation pour la Safrap —
pénalisée par la politique de la
France lors de la guerre civile —
de reprendre ses activités est
assortie d'une prise de participation de 35 % par la N.N.O.C. Peu après, la société d'Etat prend une participation de 33 % sur les permis Agip-Phillips et de 51 % shore. En mai 1973, is N.N.O.C. entre pour 35 % dans les opérations du principal producteur, Shell-BP, alors que, au Proche-Orient, le taux couramment pra-tiqué ne dépasse pas 25 %. Le général Gowon envisage même de détenir 40 à 45 % des activités



offre aux investisseurs et exportateurs français intéressés par la rapide expansion de l'économie du NIGÉRIA un concours efficace grâce à son réseau d'agences, son expérience et sa connaissance du marché local qui datent de près de quinze ans.

Elle met à la disposition de sa clientèle dans le monde entier un réseau de correspondants de tout premier plan. Filiale de la BANQUE INTERNATIONALE pour l'AFRIQUE OCCIDENTALE, qui possède en AFRIQUE NOIRE, en FRANCE et en EUROPE un réseau de plus de 80 agences, bureaux et filiales, elle compte parmi ses actionnaires plusieurs des plus grandes banques françaises et une des toutes premières banques américaines.

> Siège Social: 94, Broad Street, LAGOS (NIGÉRIA). Tél. 23-347 - 57-535

15 agences au NIGÉRIA

Télex. 21345 BANCAF NG.



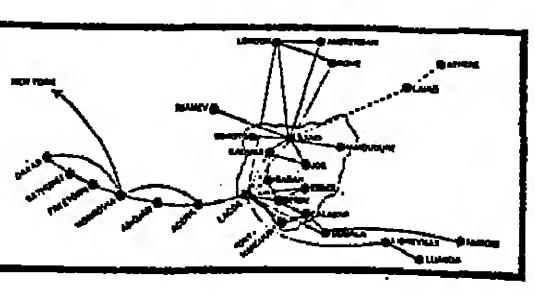
Nigeria Airways vous assure les contacts et liaisons utiles à vos affaires en Afrique de l'Ouest

A peine avez-vous mis le pied à bord de nos luxueux DC 10 que vous êtes en Afrique, où l'hospitalité est noire tradition ancestrale. Vous rencontrerez des gens qui veulent vous connaître, faire des affaires avec vous.

Vous vous détendrez dans une atmosphère de confort, d'amitié et de service.

Et il est si facile d'arranger des correspondances avec des vois vers les principales villes

du Nigéria et de l'Afrique de l'Ouest quand vous voyagez sur Nigeria Airways. Il n'y a pas de meilleure façon de vous rendre à Lagos, centre nerveux des affaires en Afrique, que par Nigeria Airways. Consultez les bureaux de réservation de Nigeria Airways ou votre agence de voyages pour tous les détails.





Group

1 1/5 1 4/5 1 4/5 1 4/5 1 4/5 1 4/5 1 5/5

molamet (el - me capacité les sullaties de doi - Britis La No - désiendra de - des B.P. (El

128.78 — m: n. et Arm 188 et Elf à

Grand projet de liqu

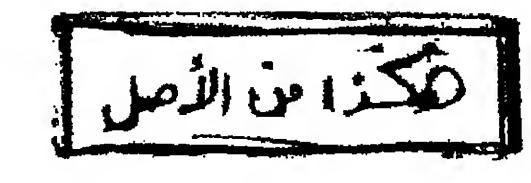
શે ૐ

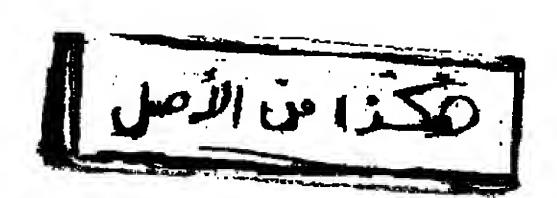
Chez LEVENTI lonque et fructue ei au role croisse indapendance, po loppsment.

Sous sommes Portants secteurs ven e de matériau distribution et se hotallerie; grands non aicoolisées; en verre ; fabrica venie de matérie

ios investisse rience s'étendent en plus spécialis notre rôle pour firme au sein de internationaux.

IDDG HOUSE, P.O. Bo WEST AFRICA HOUSE,







troller

The office

Les sociétés de commercialisa-tion ne sont d'ailleurs pas en reste. En 1975, une participation de 60 % est prise dans Shell Marketing et, en 1977. Exxon — qui n'est pas producteur — est nationalisé à 100 %, ce qui permet de créer Unipetrol

la redevance à 30 %. En janvier 1976, les autorités de Legos augmentent le prix de référence pour l'impôt, sans que les compagnies puissent répercuter en totalité autre hausse sur les prix gnies puissent répercuter en tion de gaz et de complexes pétrolité cette hausse sur les prix pétrochimiques, la réduction des revenus pétroliers a obligé à plus moyenne des sociétés productrices de modestie. Deux raffineries vont pourtant être construites. La prenière, à Warri, devrait entrer en service fin 1978 ou au début de la gisements multiples mais peu importants dont les conditions que dans le Golfe).

La fiscalité nigériane connaît difficines de dollars.

les négociations tournent court avec les événements de la fin 1973; désormais, les compagnies des Etats membres de l'OPEP contrôlent à 55% les opérateurs internationaux, taux encore en vigueur à Lagos.

Les sociétés de commercialisation ne sont d'ailleurs pas en reste. En 1975, une participation de 60% est prise dans Shell Marketing et, en 1977. Exxon

est nationalisé à 100 %, ce qui permet de créer Unipetrol Nigeria.

A ces prises de contrôle s'est ajoutée une politique fiscale qui a aussi pour objet de faire bénéficier au maximum l'Etat des revenus pétroliers. Dans le sillage de l'OPEP, le taux d'imposition du baril de concession est des gui production du baril de concession est des guivernement de Lagos se d'exploration et des deux premi puits d'évaluation sur charce confronté à une série de problèmes gisement, une réduction de 85 concomitants : développer les concomitants : développer étrangères sans obèrer la création à terme d'une industrie offshore jusqu'à 100 mètres
nationale des hydrocarbures.

Si le troisième plan était fort supérieures et, enfin, des concesambitieux pour la construction de sions ont été faites pour les
raffineries, d'unités de liquéfacamortissements et les crédits
tion de gaz et de complexes d'impôts.

parler d'un réseau de pipe-lines qu'il sera indispensable de mettre

ses premiers pas dans l'explora-tion. A en croire le troisième

pian, elle devrait produire par elle-même quinze mille barils par jour en 1980. C'est peu, par rapport aux ressources et aux besoins financiers du pays. Le gouvernement a donc pris un certain nombre de dispositions pour amener les opérateurs internationaux à reprendre activement la prospection.

Avec effet rétroactif au 1^{er} avril 1977, il a décidé, en juillet, une exemption fiscale de tout forage d'exploration et des deux premiers puits d'évaluation sur chaque gisement, une réduction de 85 à 67.5 % du taux de l'impôt sur les bénéfices pétrollers jusqu'à l'amortissement des coûts de préproduction (ce taux est désormais le plus bas de tous ceux de l'OPEP), un abaissement de la proportion des redevances de

piusieurs producteurs ont décidé de reprendre les travaux sur les puits « abandonnés parce que non rentables », et la plupart des sociétés ont, selon le Petroleum Economist, augmenté, en 1978, leurs budgets de recherche. Shell-BP, par exemple, aurait accru de 40 % ses forages d'exploration et ses travalles significants. et ses travaux sismiques.

Cela suffira-t-il pour permettre à la production de retrouver, dans les années 80, le rythme de 1974? Du succès de cette politique dépendent non seulement l'avenir pétrolier mais encore le développement économique du plus peuplé de tous les pays d'Afrique. BRUNO DETHOMAS.

	en place pour acheminer le gaz à Bonny. Cette usine entrerait en fonctionnement au début des	L'EVOLUTION DE LA PRODUCTION (en milliers de barils) *
	années 80. Il reste au gouvernement de	Année 1960 175 906
1	Lagos à favoriser le développe- ment d'une industrie nationale	1965 44 000
	sans pour autant décourager les	1 1986 100 065 1
	investisseurs étrangers. En avril	1967 116 462 1968 51 732
	1977. la Nigerian National Petro-	1969 197 204
	leum Corporation a été créée pour remplacer la N.N.O.C. et le minis-	1970 395 331
	tère fédéral des ressources pétro-	1971 558 888 1972 664 546
	lières afin que soit mieux coor-	1972 664 546 1973 750 875
	donnée la politique pétrolière du	1974
	Nigéria. Cette compagnie, qui s'occupe de ventes directes de	1975 651 949
	l'Etat nigérian sur le marché	1976 756 884
	mondial fait aussi, actuellement,	1977
	ses premiers pas dans l'explora-	* Il fant 7,3 barils pour faire 1 t.

Grand projet de liquéfaction du gaz

ETAT nigérian a aussi donné L'investissement pourrait s'élever le « feu vert » à la construc- à 4.9 milliards de dollars, sans tion d'une usine de liquéfaction de gaz. Actuellement, 18 milliards de mètres cubes de gaz associé au pétrole sont brûlés chaque année à la torche, et les réserves de gaz sont évaluées, de source nigériane — citées par le Petro-leum Economist, — entre 1650 et 2 100 milliards de mètres cubes, soit, en équivalent d'énergie, les deux tiers des réserves petrolières. Un projet initial prévoyait la construction de deux usines de liquéfaction, mais 11 a finalement été décidé de n'en implanter qu'une seule — d'une capacité annuelle de 16,5 milliards de mètres cubes, — à Bonny. La compagnie nigériane détiendra 60 % des parts, Shell et B.P. construiront l'usine — 10 % chacune, Phillips et Agip 15 % à elles deux et Elf 5 %.

Groupe des Sociétés

A.G. LEVENTIS

Chez LEVENTIS nous sommes très fiers de notre longue et fructueuse association avec le Nigéria, et du rôle croissant que nous y jouons depuis son indépendance, pour la reconstruction et le développement.

Nous sommes actuellement engagés dans d'importants secteurs de son économie, notamment : vente de matériaux en gros et au détail; assemblage, distribution et services après-vente de véhicules; hôtellerie; grands magasins; fabrication de boissons non alcoolisées; bouteillerie et fabrication d'articles en verre; fabrication, distribution et services aprèsvente de matériel technique et électrique.

Nos investissements en capitaux et notre expérience s'étendent à des domaines divers et de plus en plus spécialisés, et nous continuerons à jouernotre rôle pour que l'importance du Nigéria s'affirme au sein de l'Afrique comme sur les marchés internationaux.

> Lagos, Ibadan, Kano, Kaduna, Benin, Port Harcourt, Jos, Maiduguri, Aba, Onitsha, Enugu, Ife, Warri, Zaria.

IDDO HOUSE, P.O. Box 159, IDDO ISLAND, LAGOS, NIGERIA WEST AFRICA HOUSE, HANGER LANE, EALINE; LONDON W 5, ENGLAND



THE INTERNATIONAL TRANSPORTERS (Nigeria) limited

SHIPPING

DÉDOUANEMENT

TRANSPORT

FRET AÉRIEN

TRANSPORT

DE CONTENEURS

MAGASINAGE

CHALANDAGE

Agences ou représentation à :

Ikeja Airport Port Harcourt

Sapele

Koko Warri

Brass

Calabar Kano

Kaduna Maiduguri

Siège Social:

Apapa 26, Creek Road P.O. Box 2206-Lagos Téléphone : 47776-9 Télex: 21244 freight

Télégrammes : freight

Spécialiste en transports maritimes et terrestres de tous grands complexes industriels



May -

ONU

M. Waldheim présente un plan en quatre étapes pour la Namibie

M. KURT WALDHEIM, secrétaire général M. des Nations unies, a présenté, le 30 août, un plan en quatre étapes pour assurer la prochaine accession à l'indépendance de la Namible au moyen d'élections contrôlées par les Nations unies. Le document se fonde sur le résultat d'une mission d'enquête effectuée sur place par M. Martti Ahtisaari, représentant spécial du secrétaire général.

M. Waldheim envisage la mise sur pled M Waldheim envisage la mise sur pied d'un « groupe d'assistance des Nations unies pour la Namible » composé de quelque neuf mille militaires et civils et dont la mission

durerait une année. Les dépenses pourraient

atteindre 300 millions de dollars, dont 33 millions de dollars pour le retour des réfuglés et exilés. Le plan prévu par le secrétaire général comprendrait quatre étapes : tout d'abord, cessation de tous les actes d'hostilité par toutes les parties et retrait, consignation ou démobilisation des différentes forces armées. Deuxième étape : organisation d'élections libres et équi-tables à l'Assemblée constituante. M. Waldheim prévoit ici plusieurs conditions préalables : abrogation des lois ou mesures administratives de caractère discriminatoire ou restrictif, libération des prisonniers politiques, retour volontaire des exilés, mise en place d'un dispositif de surveillance efficace par les Nations unies et fixation d'une période suffisante pour la campagne électorale. Troisième étape : élaboration et adoption par la future Assemblée constituante de la Constitution de Namibie. Enfin dernière étape : entrée en vigueur de la Constitution et accession de la Namibie à

Le secrétaire général envisage un délai de sept mois entre le « fen vert » du Conseil de sécurité — sous réserve de son accord — et la tenue des élections, alors que les autorités sud-africaines avaient précédemment fixé au 31 décembre la date de l'accession du territoire à l'indépendance.

l'indépendance.

Le Conseil de sécurité a entrepris, le 31 août, ses consultations officienses pour décider de la marche à suivre en ce qui concerne le projet du secrétaire général Le 6 septembre, l'Afrique du Sud a adressé une note à ce dernier, signalant qu'elle n'est pas disposée à accepter des interprétations qui ne sont pas conformes à la proposition de règlement des cinq pays occidentaux membres du Conseil de sécurité. De son côté, M. Sam Nujoma, président de la SWAPO (South-West Africa People's Organisation), lui a signifié par lettre, le 8 septembre, qu'il acceptait le rapport, sous réserve que certaines considérations solent élucidées.

Le 25 août, le conseil des Nations unles pour la Namibie s'était réuni pour commémorer la journée de la Namibie.

Ouverture de la trente-troisième session de l'Assemblée générale La trente-troisième session de l'Assemblée générale de l'ONU s'est ouverte le 19 septembre à New-York. Placée cette année sous la présidence de M. Indalecto Lievano Aguirre (Colombie), l'Assemblée a aussitôt procédé à l'élection des présidents de ses commissions. Le débat général s'est ouvert le 25 septembre. Le bureau de l'Assemblée a décidé que la question du



développement et de la coopération économique internationale (dialogue Nord-Sud) serait exa-minée en priorité des la conclusion du débat général

COOPERATION TECHNIQUE ENTRE PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT. — La conférence sur la coopération technique entre pays en voie de déve-loppement qui s'est réunie à Buenos-Aires du par consensus un plan d'action pour la promotion et la mise en œuvre de la coopération technique entre pays en vois de développement. La conférence a décidé que ce plan sera connu sous le nom de e plan d'action de Buenos-Aires ». Elle prie instamment tous les gouvernements, le système des Nations unies pour le développement et la communauté internationale dans son ensemble de prendre des mesures efficaces pour le mettre en coupre. DESARMEMENT. - Le comité ad hoc pour la conférence mondiale du désarmement a siégé le mois dernies pendant une semaine pour rédiger

son rapport à l'Assemblée générale. NON-RECOURS A LA FORCE, — Le comité pour le renforcement du principe de non-recours à la force dans les relations internationales, charaé d'élaborer un projet de traité sur ce thème, a ouvert sa première session le 21 août. Il a notamment entendu les déclarations des délégués de 35 pays qui le composent. M. Francisco Cuevas Cancino (Mexique) a été élu président.

FORCE DES NATIONS UNIES AU LIBAN. — Dans un rapport publié le 14 septembre, M. Kurt Waldheim a recommandé au Consell de sécurité de renouveler le mandat de la Force intérimaire des Nations unies au Liban pour une nouvelle période de six mois.

DROITS DES PALESTINIENS. — Le président du comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien a adressé fin août une note au scorétaire général au sujet du traitement que réservent les autorités irraéliennes aux prisonniers palestiniens, traitement jugé en violation, notamment, de la convention de Genève relative au traitement des prisonniera de guerre.

DECOLONIBATION. — Avant de terminer 263 truvaux de l'année 1978, le comité de décolonisation a adopté le mois dernier par dix voix avec douze abstentions une résolution révisée et amendée qui réaffirme le droit inaliénable du peuple portoricain à l'autodétermination et à l'indépendance. La résolution avait été présentée par Cuba et l'Irak. Auparavant, le comité avait adopté une résolution sur les activités contraires à la décolonisation qui condamne la collaboration nucléaire apec l'Afrique du Sud. Il a décidé de reprendre à sa session de 1979 l'examen de la question du Sahara occidental. D'autre part, un projet de résolution relatif à l'application de la déclaration sur la décolonisation par les institutions spécialisées de l'ONU a été adopté à l'unanimité. Enlin, le comité a entendu un pétitionnaire de Timor-Oriental CONFERENCE SUR LE DROIT DE LA MER. -La deuxième partie de la septième session de la consérence des Nations unies sur le droit de la mer, qui avait commencé le 21 août à New-York, s'est achevée le 15 septembre en décidant de se réunir à nouveau le 19 mars à Genève pour su huttième session. Aucun progrès notable ne semble avoir été réalisé dans la préparation d'une convention globale sur le drott de la mer, alors que le Congrès américain est en train de mettre au point une législation unitatérale sur l'exploitation des ressources minérales des grands jonds marins.

e REFUGIES. — Après une mission officielle de cinq jours en Angola au mois d'août, M. Poul Rastling, haut commissaire des Nations unies pour les réjugiés, a entrepris le 3 septembre une mission en Asie. Il s'est rendu successivement en Thallande, au Laos, au Vietnam, en Malaisie et à Singapour, pour y examiner sur place les problèmes des réfugiés et s'entretenir avec les autorités officielles des pays

• COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE. — Une conférence ministérielle sur la coopération commerciale en Asie et dans la région du Pacifique s'est tenue (in août à New-Delhi sous l'égide de la Commission économique des Nations unies pour l'Asie et le Pacifique. - Un séminaire a, d'autre part, été organisé à Conton et à Pékin du 24 août au 8 septembre par les soins de la même Commission. Il portait sur les méthodes utilisées en Chine pour irriguer les

UNESCO

domaines soricoles.

L'alphabétisation progresse trop lentement

r ES résultats obtenus en matière d'alpha-« L bétisation restent en deçà des espoirs », a déclaré M. Amoudou Mahtar M'Bow, directeur général de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), à l'occasion de la Journée inter-nationale de l'alphabétisation qui a été célébrée le 8 septembre.

« Même si les dernières estimations sont prévoir une diminution du pourcentage de l'analphabétisms de 32,4 % en 1970 à 25,7 % en 1990, le nombre absolu des analphabètes passerait de sept cent quarante-deux millions en 1970 à huit cent quatorze millions en 1990 d, a précisé M. M'Bow.

Le directeur général de l'UNESCO a remis cette année les « prix de l'alphabétisation ». alors qu'en 1977 le jury avait décidé de s'abstenir dans la mesure où les efforts d'alphabétisation avaient été en deçà de ce que l'UNESCO en

Le prix Mohammed Reza Pahlevi a été attribué à l'équipe d'alphabétisation de Mwanza, en Tanzanie, grâce à laquelle deux millions d'adultes ont été alphabétisés en quatre ans. D'autre part, le prix Nedejda K. Kroupskaia a été décerné à l'unité pilote d'alphabétisation et d'enseignement complémentaire de la commune de Cambinh, au Vietnam.

L'ENSEIGNEMENT DES DECITS DE L'HOMME. - Bépondant à une recommandation de la commission des droits de l'homme des Nations unies. l'UNESCO a organisé à Vienne, du 12 au 16 septembre, un congrès international sur l'enseignement des droits de l'homme. Principale contribution de l'UNESCO à la célébration du XXX anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, ce congrès a permis de formuler des recommandations détaillées pour améliorer un tel enseignement à tous les niveaux, tant dans le cadre scolaire qu'en dehors de l'école.

CONFERENCE SUR LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE. — Sous le nom de
MINESPOL II. la deuxième conférence des ministres
chargés de la politique scientifique et technologique
dans la région d'Europe et d'Amèrique du Nord s'est
tenue à Belgrade (Yougoslavie) du 11 au 16 septembre. L'objectif de cette conférence, qui faisait
suite à MINESPOL I (en 1970) et qui a réuni des
ministres venant de trente-sept pays de la région,
était de permetire aux gouvernements participants
d'échanger des informations sur leurs politiques
scientifiques et technologiques, d'améliorer la mise
en œuvre de ces politiques ainsi que des activités
de recherche qui s'y rapportent et de promouvoir la
recherche scientifique et technologique en tant
qu'élément essentiel du développement guiturel,
social et économique. social et économique.

CONFERENCE SUR LES POLITIQUES EN MATIERE D'INFORMATIQUE. — Une conférence intergouvernementale sur les stratégies et les politiques en matière d'informatique, organisés conjointement par l'UNESCO et le Bureau intergouvernemental pour l'informatique, s'est tenue à Torremolinos (Espagne) du 28 août au 6 septembre. Les participants ont examiné 25 projets de rices. mandations touchant a la situation actuelle et aux perspectives de l'emploi de l'informatique, aux conditions préalables à son utilisation efficace, à la coopération régionale et internationale, etc.

Certains délégués ont formulé des mises en parie touchant l'utilisation des systèmes information, notamment dans les pays en voie de développement. La conférence a reconnu également que l'informatique peut avoir des répercussions sur le vie privée des citoyens, sur le marché du travail et finalement sur les relations sociales.

F.A.O.

A la conférence régionale pour l'Afrique : un plan pour l'alimentation

T A dixième conférence pour l'Afrique de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (F.A.O.) a réuni à Arusha (Tanzanie) du 18 au 29 septembre les ministres de l'agriculture et du développement rural de quarante-neuf pays africains membres de la F.A.O. La dégradation de la situation alimentaire et agricole sur le continent notamment au Sahel et dans la come de l'Afrique, a évidemment été le principal thème de discussion. Selon M. Saouma directeur général de la F.A.O., le continent africain n'a cesse de prendre du retard par rapport aux autres régions en voie de développement pour la production des aliments : celle-ci ne rénssit pas à se maintenir au rythme d'augmentation de la population et de la demande.

Aujourd'hui, dix-sept pays africains doivent affronter de graves pénuries alimentaires à la suite de sécheresse, de guerres et d'inondations. La situation est particulièrement grave en Ethiopie, au Niger, au Mali, au Tchad et au Ghana. Les perspectives de la production alimentaire en Ethiopie sont inférieures à ce qu'on avait estimé tout d'abord. Faute d'une aide massive fournie en temps utile à ces pays, de graves pénuries alimentaires sont tout à fait possibles.

La F.A.O. a préparé, en collaboration avec la Commission économique des Nations unles pour l'Afrique (C.E.A.), un plan régional sur l'alimentation en Afrique destiné à intensifier les efforts pour permettre au continent aincain de réaliser son autosuffisance alimentaire d'ici à 1985. Ce plan propose d'importantes modifications dans les politiques et les priorités

UNE GAGEURE POUR LE H.C.R.

LES CAMPS DE RÉFUGIÉS DU ZIMBABWE SOUS LE FEU DES REPRÉSAILLES RHODÉSIENNES

N Rhodésie, la recrudescence de la lutte armée des mouvements de libération au cours de ces derniers mois a provoqué un regain de l'afflux des réfugiés vers le Mozambique et la Zambie. Eux-mêmes engagés dans un effort considérable de développement, ces pays de la « ligne de front » doivent faire face dans des conditions souvent dramationes aux problèmes que pose l'accueil de mil-liers de Zimbabwéens (1).

En effet, depuis l'accord intervenu en février 1978 entre M. Ian Smith et trois leaders noirs a modérés », le Front patriotique qui regroupe les partis nationalistes noirs a énormément développe la guérilla à l'intérieur du pays, transformant 80 % du territoire rhodésien en zone d'insécurité. Pour la ZAPU (Zimbabwe African People's Union), basée en Zambie et dirigée par M. Joshua Nkomo, et la ZANU (Zimbabwe African National Union), installée au Mozambique et présidée par M. Robert Mugabe, il s'agit à la fois de démontrer leur force et leur représentativité et de faire échec à la prétention des trois dirigeants ralliés de mettre fin à la guerre en entraînant derrière eux la majorité des combattants.

A cette offensive, le gouvernement rhodésien a réplique de plusieurs façons. D'une part, en intensifiant son effort militaire et le recrutement des mercenaires : ils composent aujour-d'hui près de 50 % de son armée. D'autre part, en ayant recours à la tactique du « retirons l'eau, le poisson mourra »: dans les zones les plus touchées par la guérilla, celles qui sont proches des frontières en particulier, la population africaine est regroupée dans des « villages de protection », immenses camps entourés de barbelés et protégés par des miradors, que tous les payeans doivent réintégrer avant six heures du soir. Toute personne surprise dehors passé cette heure est un « terroriste » qui peut être abattu. Plus d'un Africain sur sept est ainsi regroupé. C'est pour échapper aux ratissages de l'armée et à ces camps qui ruinent l'economie villageoise traditionnelle que la plupart des réfugiés quittent la Rhodesie.

Malgré l'importance du trafic entre la Rhodésie et la Zambie, semi-clandestin depuis la rupture officielle des relations économiques, aucun réfugié no franchit cette frontière trop bien

protégée. Les troupes de Salisbury et l'armée de M. Joshua Nkomo se font face de part et d'autre du fleuve Zambèze et du lac Kariba qui constituent des obstacles naturels suffisamment dissussifs. De part et d'autre, des raids sont parfois lancés, mais point de véritable engagement. La région, pourtant, n'est pas sûre et les civils ne s'y engagent pas. Les réfugiés préfèrent prendre la route du Botswana à l'ouest, ou du Mozambique vers

Le Botswana, souvent, n'est qu'une étape, un détour sur le chemin de la Zamble : après un séjour plus ou moins long au camp de Selebi-Pikwe, dont on garde un souvenir de misère et de terrible promiscuité, les Zimbabweens sont transportés en avion vers les camps de la ZAPU autour de Lusaka Le trajet Rhodésie-Zambie se révèle onéreux et l'affrètement d'avions grève le budget, déjà limité, du haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.). L'implantation prévue d'un camp agricole plus vaste au Botswana risque de se heurter à la volonté des mouvements de libération d'assurer eux-mêmes la formation et l'organisation des réfu-

Bien que les secteurs frontaliers soient truffés de mines, autant pour empécher les infiltrations de guérilleros que pour entraver la fuite des réfugiés, le nombre de ceux qui pas-

Les camps sont de deux natures : camps de réfugiés proprement dits, administrés conjointement par le gouvernement du pays d'accueil, le mouvement de libération qui y réside et le H.C.R.; camps de transit ou fighting camps, qui ne relèvent que du mouvement de libération et servent de bases à ses actions militaires. Il agit pourtant pas de camps d'entrainement militaire puisque celui-ci est assuré en Angola pour la ZAPU, en Tanzanie pour la ZANU. On pourrait dire en simplifiant que les premiers regroupent des réfuglés, les seconds des guérilleros. En pratique, le manque de cadres oblige souvent les mouvements de libération à installer des

écoles ou des hôpitaux dans les camps

de transit, avec toutes les consequences

dramatiques que cela implique en cas

d'agression rhodésienne.

Par CHRISTOPHE BATSCH

sent ne cesse de croître. Plus de deux cents par jour arrivent au Botswana, selon des sources proches de la ZAPU à Lusaka. Au Mozambique, les responsables des camps de réfugiés indiquaient dans une conférence de presse en juin 1978 qu'il y avait alors solxante-dix mille réfugiés, dont près de 40 % arrivés depuis le début de l'année.

Par un phénomène qui n'est pas propre au Zimbabwe et qu'on avait déjà pu observer durant la guerre d'indépendance du Mozambique, un très grand nombre de réfugiés sont des jeunes d'âge scolaire. Eduardo Mondlane, premier président du FRELIMO, a avancé l'explication suivante (2) si l'ensemble de la population est confrontée à la brutalité de l'exploitation coloniale, celle-ci est plus particulièrement sensible pour les jeunes scolarisés à qui l'éducation donne les moyens d'une analyse politique en même temps qu'ils prennent conscience du blocage de leur avenir au sein du système. On peut ajouter que les paysans répugnent à quitter la terre de leurs ancêtres sans motif vraiment grave; de plus, les écoles des mouvements de libération, si pauvres soientelles en moyens, offrent plus de perspectives que l'enseignement limité. réservé aux noirs, qu'assurent les mis-

« Donnex-nous les outils... »

En Zambie, où le gouvernement a délégué l'essentiel de ses prérogatives au mouvement de M. Nkomo, l'assistance aux réfuglés est organisée directement entre la ZAPU et le H.C.R. On compte environ quarante cinq mille réfugiés, dont la moitié dans des camps autour de Lusaka. Au Mozambique, où cinq mille des réfugiés sont installés dans quatre camps principaux tandis que les vingt mille autres vivent dans les camps de transit, le gouvernement a créé un Centre national de soutien aux réfugiés et aux mouvements de libération chargé de gérer son assistance et d'administrer les camps en accord avec la ZANU et le représentant local du H.C.R.

Les camps de réfugiés sont installés sur des terres cultivables offertes par les gouvernements d'accueil Ils ont vocation à l'autosuffisance: elle est

loin d'être déjà atteinte et le premier problème à résoudre demeure l'approvisionnement en eau, nourriture et médicaments, aggravé par les difficultes d'accès en toute saison, un accès parfois impossible au moment des pluies, car les camps sont installés à l'écart des grands centres pour des raisons de sécurité. Pour leurs responsables, le défrichage et le développement agricole demeurent donc, avec

MAIS si les difficultés restent énormes et l'aide insuffisante pour nourir, vêtir et soigner les populations déracinées (3), le danger principal qui les guette reste les repré-sailles rhodésiennes. Depuis l'échec des pourparlers secrets Smith-Nkomo en août 1978 à Lusaka, le gouvernement rhodésien a décidé d'intensifier ses représailles qui visent un double objec-tif : liquider les troupes des mouve-ments de libération, particulièrement les ZANLA (4) — les plus actives sur le terrain, — démoraliser les réfugiés et décourager ceux qui seraient tentes de les imiter; contraindre, d'autre part, le Mozambique à faire appel à une assistance étrangère, russe ou cubaine, qui entraînerait cette internationalisation du conflit dans laquelle le régime de Salisbury voit, à tort ou à raison, sa meilleure chance de survie. Grâce aux Mirage sud-africains et à ses propres troupes héliportées, le gouvernement rhodésien dispose des moyens de poursulvre et d'amplifier cette coûteuse politique d'intervention extérieure. Elle n'est pas nouvelle : en justifiant récemment cette politique par la perte de l'avion des Rhodesian Airlines abattu dans le

nord du pays, les Rhodésiens blancs ne peuvent masquer la série d'agressions qu'ont subles depuis deux ans les provinces mozambleaines de Tete et Manica, où sont basés la majorite des camps de réjuglés. En août 1976, une colonne rhodésienne revetue d'uniformes des P.P.L.M. (5) et équipée de kalachnikovs attaque le camp de Nyazonia à 120 kilomètres à l'intérieur des frontières et massacre six cents personnes. En novembre 1977, des troupes

bombardent le camp de Gondola à une

vingtaine de kilomètres de Chimolo.

transportées par hélicoptères attaquent Chimolo, capitale provinciale de Manica. En juliet 1978, des Mirage

l'éducation des taches prioritaires. « Notre mot d'ordre, déclare l'un d'eux, membre de la ZANU, est que nous sommes nos propres libérateurs. On a la main-d'œuvre. On a la capacité. On a la détermination. Mais nous manquons d'outils. S'il vous plait, donnez-nous les outils et nous jerons le reste. Nous savons que beaucoup, peut-être, prient fort pour nous. Mais dites à tous que les prières seules ne peuvent battre l'impérialisme armé. »

Un double objectif

tandis que des hélicoptères se posent dans la province de Tete à la recherche des maquisards des ZANLA:
un hélicoptère est abattu par les
F.P.L.M. L'échec de cette opération,
qui visait à liquider des guérilleros
fraichement arrivés de Tanzanie, a
provoqué sa répétition le mois dernier
contre Chimolo et les camps qui l'entourent, justifiant a posteriori le remarque du directeur de l'hôpital prod'expérience, appellent e la transfor-mation de la lutte armée en guerre Populaire révolutionnaire.

vincial après l'attaque de Gondola : a Nous avons pu reagir très rapidement; nous commençons à prendre l'habitude de ce genre de situations d'urgence. > L'escalade déclenchée par le régime rhodésien, grâce en partie à des armes françaises comme les hélicoptères Alouette, risque pourtant d'atteindre un but diamétralement opposé à ceux qu'elle se propose : la radicalisation des populations visées et leur transformation de réfugiés nationalistes en révolutionnaires intransigeants. Ce que les dirigeants de Maputo, qui parlent

(1) Zimbabwe, qui signifie « maison de pierre » ou « forteresse », est le nom africain de la Rhodésie. (2) FRELIMO : Front de libération du Mozambique. Eduardo Mondiane, sessaine en février 1969, avait rédigé un livre Luiar por Moçambique, d'où ces explications sont tirees. (3) Le budget 1978 du H.C.R. s'élève. 24 millions de dollars pour le Mossinbique et à 1,5 million de dollars pour la Zamble, incluant dans ce dernier cas l'assistance aux réfugiés zairois, namiblens of aud-africains. (4) Les Zanis constituent la branche armée de la ZANU.

(5) Forces populaires de libération de

-- -∶.

Mozambique (armée mozambicaine).

Agence internationale de l'enargie atomique A. A. Suranties aved

e de la companya de l

i. •

1.5

3C:

-٠٠. مل

ħψ::--2.

Ĺ

Te-

£ 8. ···

M. C.

121:--:

titer....

dent:

3 1

लियेकार :

11126

20

w. 111. 111. 227

.....

47 LIENS **

....

.. 2. * * 2 #

en de la communicación de

Ellise et en Es le cadre e

... rements de

EA emema

en articlament a

perintension on:

🕝 🧸 ಚಾಲುಕ್ರಾಡಿಕ ಸಚಿಸಿ

. e. na le cadre du T

. ... para d'Europe

. II traile.

Trigres (es los losta)

TNP

-:--

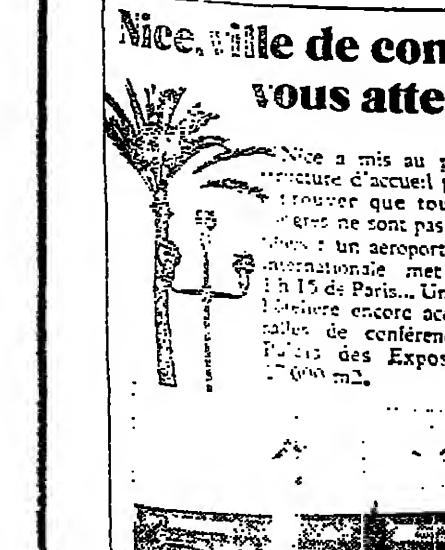
ORGAI D'AIDE

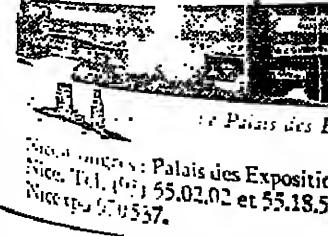
tonds monetaire interna

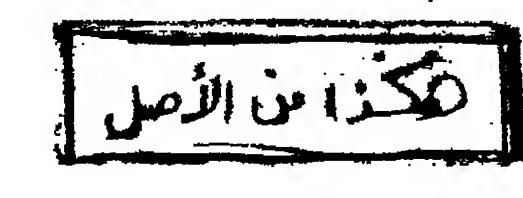
Le export annuel pour n north annuel public Finds monetaire if 🕠 : 🥫 go att cours des do mon : de l'étonomie a ét des de l'étonomie a ét de l'étonomie a ét de l'étonomie a ét de la production de l'étonomie a été de la production de l'étonomie a été de la production de l'étonomie a été des de l'étonomie a été ee nd semestre 19 i die environt si ∵- des ressources in Ti. Nu été que d du Japan (a 1876) ina mièmeurs au potentielle (1917)e. De docum nivise de l'avolu - bars non indi · gasticulièrement ojia p÷trole. II fa laithte par le conse

> ·· souverneurs afin - are une croissand ातना 😝 dësequili palements intern o dien du syster -5 troisième chapit

ar et par le comité







3W1:

1-1

SIENES

nationales, et consenie de donner plus d'importance au développement agricole et rural aux cultures alimentaires. Il conseille mise sur pied de structures économiques et sociales appropriées, la coopération entre les régions et les sous-régions et « une confiance en soi collective » parmi les pays d'Afrique. Principales mesures recommandées : extension et intensification de l'agriculture non irriguée : amélioration et extension de l'irrigation extension de la mécanisation agricole et de la technologie; développement de la production de l'élevage et des pêches.

CEREALES. — D'après le bulletia mensuel publié par le système mondial d'information et d'alerte rapide de la F.A.O., des pluies tombées en abondance cet été ont amélioré les perspectives des prochaines récoltes mondiales de céréales. De meilleures perspectives pour les récoltes de céréales secondaires, suriout our Eists-Unis, sinci que pour le ble en Chine, compensent largement les diminutions des récolles de blé prévues pour l'Europe (en raison des dégâts causes par des pluies trop abondantes) et au Proche-Orient. La F.A.O. prévoit pour 1978 une production mondiale de blé de 408 millions de tonnes, soit 5,7 % de plus qu'en 1977. Une production de céréales secondaires de 721 millions de tonnes dépasseruit de 2,3 % le record atteint l'an dernier. La première prévision de la F.A.O. pour le paddy (riz non usiné) est de 375 millions de tonnes, chiffre dépassant le record atteint en 1977 (372 millions de tonnes).

CAOUTCHOUC NATUREL. — Selon une étude ellectuée en commun par la Banque mondiale et la F.A.O., les producteurs de caoxichouc naturel devraient augmenter leurs investissements des d présent pour affronter un accroissement futur de la demande qui ne saurait être satisfaite dans les conditions actuelles de production.

AIDE ALIMENTAIRE AU LIBAN. — Une aide alimentaire d'urgence d'une valeur de 1 109 000 dollars au Liban a été annoncés le 29 goût au titre du Programme alimentaire mondial (PAM). Elle est destinée au ravitaillement des personnes des quartiers est et sud-est de Beyrouth, particulièrement éprouvés par les combats.

NOMINATION. — M. Merco Antonio Flores Hrodes (Hondurus) a été nommé directeur du département des forêts de l'Organisation où il succède à M. K.F.S. King (Ghana).

Agence internationale de l'énergie atomique

désormais parties au traité.

Accords de garanties avec la Suisse et le Liechtenstein

T ES accords de garanties conclus entre l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) et la Suisse et entre l'Agence et le Liechtenstein dans le cadre du traité de non-prolifération nucléaire (T.N.P.), approuvés par le conseil des gouverneurs de l'A.I.E.A. le 8 juin dernier, ont été signés le 6 septembre. Le Conseil fédéral suisse a notifié officiellement à l'Agence que l'accord de garanties entre la Suisse et l'ALE.A. entrerait en vigueur immédiatement. Toutes les installations nucléaires et tout le combustible nucléaire sur le territoire suisse sont actuellement soumis à des accords de garanties avec l'ALE.A. qui n'ont pas été conclus dans le cadre du T.N.P. La Suisse et le Liechtenstein ont accédé au T.N.P. le 9 mars 1977 et le 20 avril 1978, respectivement. Tous les pays d'Europe occidentale non dotés d'armes nucléaires, sauf un, sont

L'AMELICRATION DES PROTEINES DES CEREALES ET DES LEGUMINEUSES. — L'A.J.E.A. et une société d'Allemagne occidentale ont organisé du 4 au 8 septembre près de Munich un colloque international pur l'amélioration des protéines des céréales et des légumineuses. Ce colloque, qui a réunt cent soimmte-dix charcheurs de quarante-cinq pays et huit organisations internationales, a permis de passer en revue les résultats des recherches récentes et des techniques nouvelles mises au point dans ce domaine.

PROTECTION PHYSIQUE DES MATTERES NUCLEAIRES. — Les représentants de quarante gouvernements so sont réunis au siège de l'A.I.E.A. 4 Vienne du 4 au 7 septembre pour procéder à des consultations officieuses au sufet d'une convention internationale pour la protection physique des matières nucléaires, le problème le plus urgent consistant à assurer cette protection pendant les transports entre pays.

VINGT-DEUXJEME SESSION DE LA CONFE-RENCE GENERALE. — Le vingt-deuxième session de la conférence générale de l'A.I.E.A. s'est tenue le mois dernier à Vienne. On trouvers un bref résumé de sos travaux dans le prochain numéro.

• ORGANIBATION DE L'AVIATION CIVILE INTERNATIONALE. — Une conférence internationaie de droit aérien l'est réunie à Montréal, siège de l'Organisation vivile internationals (O.A.O.L.), du 6 au 22 septembre pour examiner notamment les limites de responsabilité des transporteurs aériens d l'égard des tiers en cas d'accident d'avion. OBGANISATION METEOROLOGIQUE MON-DIALE. — L'Organisation météorologique mondiale

(O.M.M.) annonce la composation, apec le concours d'autres institutions dont la F.A.O. et l'UNESCO, d'une conférence d'experts sur le climat et l'homme qui aura lieu à Genève du 12 au 23 sévrier 1979. ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTE.
 La première conférence internationale sur les soins de santé primaires, qui s'est tenue à Alma-Ata (Union sopistique) du 6 au 12 septembre, a lancé un appel en faceur de nouvelles approches qui permettraient de mettre un terme à la répartition inégale et infuste des ressources sanitaires, tant entre les pays qu'à l'intérieur des pays. Cette réunion rassemblait les délégués de cent quarante pays sous le patronage conjoint de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF). Elle s'est terminée par l'adoption d'une déclaration en dix points de vingt-deux recommandations spécifiques. Toutes les nations, à tous les niveaux du gouvernement et de la société, sont invitées à fournir des soins de santé primaires à l'ensemble des citoyens; actuellement, plus de la moitié de la population du monde n'a pas accès à des soins

et mondiaux qui faciliteront le soutien mutuel que doivent s'apporter les pays dans le domaine des soins de santé primaires. L'O.M.S. et l'UNICEF ont également été priés d'envourager de japon continue la mobilisation, d'autres ressources internationales. • ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL. — L'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) a publié au mois de septembre le premier numéro d'une nouvelle repue : Industrie et développement, qui s'est donné pour objectif de définir des techniques de planification et des instruments de politique qui permettront aux pays en vois de développement de « participer à

une action collective dans un cadre complet, cohé-

La conférence a recommandé que l'O.M.S. et

l'UNICEF mettent au point, sur la base des pro-

grammes nationaux, des plans concertés régionaux

de santé primaires.

rent et agréé ».

 UNION INTERNATIONALE DES TELECOM-MUNICATIONS. — Le 11 septembre s'est ouvert à New-Dehli un cycle d'études sur les télécommunications rurales, organise par l'Union internationale des télécommunications (U.I.T.) en coopération avec le ministère des postes et télégraphes de l'Inde, avec le concours du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).

accusé une haisse de 85 milions de dollars (soit 2,2 % de moins que l'exercice précédent). La chute de 18 % enregistrée pour les décaissements de l'IDA par rapport à l'année 1977 constitue l'explication de cette balsse (pour 1978, les décaissements de l'IDA s'élèvent à 1062 millions de dollars).

Selon ce document la croissance économique des pays en voie de développement est supéricure à celle du monde industrialisé, mais, dans ces régions, le problème de la production future de denrées alimentaires reste difficile à résoudre appravant d'autant la misère des masses rurales. De son côté, la Société financière internationale (SFL) a publié le 19 septembre son rapport annuel faisant état du montant de ses engagements. Au cours de l'exercice 1978, le conseil d'administration de la S.F.I. a approuvé 3384 millions de dollars en faveur de projets dont le coût total est estimé à 1872 millions de dollars. La S.F.L. a, ce faisant, déployé une activité sans précédent puisque, par rapport à l'exercice précédent, le volume de ses investissements a augmenté de 31 % et le nombre de ses projets de 21 %.

PRETE DE LA BIRD. — Trois prêts ont été octroyés par la BIRD le 7 septembre : - à la Jordanie : 35 millions de dollars rétrocélés à l'Arab Potash Company pour la production annuelle de 1,2 tonne de potasse extraite de la mer Horts: - à la Malaisie : 19,5 millions de dollars pour la remise en état de 17 900 hectares de plantations - au Swazijand : 11 millions de dollars pour l'amélioration des transports.

OREDITS DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DEVELOPPEMENT. — L'Association internationale de développement (IDA) a annoncé l'octroi des — 15,5 millions de dollars (7 septembre) à l'Empire centrafricain pour la réalisation d'un projet routier; - 55 millions de dollars (7 septembre) qu Pakistan pour le financement d'un programme de production d'engrais dans la province du Pendjab. INTERVENTIONS DE LA S.F.L — Trois opérations de la S.F.I. ont été approuvées le 12 septembre : — Participation de 245 000 dollars dans la Banykok

Glass industry en Thallande pour la réalisation d'un projet de 20 millions de dollars de jabrication de bouteilles en verre : des investisseurs thallandais et allemands ont également participé à cette - 4 millions de dollars accordés par la S.F.J. sous la forme de participation au capital de la société Siam City. Cement Company en Thallande assortis

d'un prêt de 36 millions de dollars pour le développement de la capacité de production de ciment de l'usine de Saraburi :
— Prêt de 8 millione de dollars à la société Massuh en Argentine pour l'expansion et la modernisation de la production de papier. D'autre part, le 7 septembre, la S.F.I. a annoncé une prise de participation de 2,5 millions de dollars

au capital de la Bonco Latino Americano de Expor-

tuoiones (BLADEX) qui pient d'étre créée pour financer les exportations de l'Amérique lutine. EMISSIONS D'OBLIGATIONS DE LA BIRD EN SUISSE ET AU JAPON. — Une émission d'obligetions de la Banque mondiale en frança suisses a été réalisée en Suisse du 6 au 12 septembre par un consortium de banques de ce pays. Ces obligations. d'un montant de 250 millions de france suisses à dix ans, portent intérêt à 4 % et ont été émises au pair. Cette nouvelle émission, intitulée Emprunt en francs suisses 4 % 1978-1988 >, porte la date du 10 octobre 1978 et viendra à échéance le 10 octobre 1988. Les intérêts seront payables annuellement le 10 octobre de chaque année, à partir du

D'autre part, le 14 septembre, la BIRD et un consortium de banques et de compagnies d'assurances japonaises ont signé un accord de prêt portant sur un emprunt de 70 milliards de yens par la Banque mondiale. C'est le plus important placement jamais effectué sur le marché japonais par l'intermédiaire d'un consortium. Ce prêt est consenti pour une durée de vingt ans (avec des amortiesements pendant les années 1993 à 1998). Le montant de cet emprunt est équivalent à 361,9 millions de dollars. Son produit sera utilisé pour les opérations générales de la Banque mondiale.

Banque africaine

de développement Dix prêts

10 octobre 1979.

A Banque africaine de développement Lannonce une série de prêts en faveur des pays suivants — République populaire du Congo (8 juin) millions d'u.c. (environ 1428,8 millions de F.C.F.A., pour une durée de seize ans) en vue du financement partiel des dépenses en devises du réalignement du chemin de fer Congo-

ocean; — He Maurice (8 juin) : 1,6 million d'u.c. (environ 457,2 millions de F.C.F.A., pour une durée de dix-huit ans) pour le financement du projet d'adduction d'eau de Port-Louis : — Gabon (8 juin) : 5 millions d'u.c. (environ 1428,8 millions de F.C.F.A. pour une durée de seize ans) affectés au remodèlement et à l'extension du réseau téléphonique de Libre-

— Maroc (8 juin) : 5 millions d'u.c. (environ 1428,8 millions de F.C.F.A., pour une durée de dix-huit ans) consentis à la Société de distribution d'eau du Maroc pour le financement du projet d'adduction d'eau de Marrakech; - Zambie (11 août) : 4,80 millions d'u.c. (environ 1371,65 millions de F.C.F.A., pour une durée de dix ans) pour le financement de l'expansion de la verrerie de Kapiri à Kapiri-

- Algerie (22 août) : 1428,8 millions de F.C.F.A. environ (pour une durée de douze ans et à 7 % l'an) pour financer le programme de développement de la Société nationale d'électricité et du gaz d'Algérie (SONELGAZ) pour 1a période 1976-1980 - Libéria (22 août) : 1 200,19 millions de F.

C.F.A. (pour une durée de vingt ans et à 7 % l'an) pour l'amélioration des ressources syl-

--- République de Guinée (22 août) : 1428,8 millions de F. C.F.A. environ (pour une durée de treize ans et à 7 %) pour le financement d'un projet visant à amélierer le réseau d'adduction d'eau à Conakry;

— Tunisle (22 aoît): 5 millions d'u.c. (environ 1428,8 millions de F. C.F.A. pour une durée de dix-sept ans et à 7 %) pour le financement d'un programme d'adduction d'eau dans la région du Sabel; - Côte-d'Ivoire et Ghana (22 août) : 2857,6 F C.F.A. (pour une durée de douze ans et à 7 %) pour la réalisation d'un réseau de

communications entre ces deux pays.

OPERATIONS DU FONDS AFRICAIN DE DEVE-LOPPEMENT. - Plusieurs opérations de prête du Fonds africain de développement ont également été annoncées ces dernières semaines en javeur des pays suivants: — Suaziland (7 juin) : 8 millions d'u.o.j. (environ 2,048 milliords de F.C.P.A., pour une durés de quarente ans) pour la réalisation de deux tronçons - Mall (7 juin) : 8,5 millions &u.c.j. (environ 2.176 milliards de F.C.F.A., pour une durée de quarante ans) destinés au financement des travaux d'études et de construction de la route Markala-Niono: — Comores (29 juin): 4.05 millions d'u.c.f. (environ 1306,8 millions de F.C.F.A. pour une durée de cinquante ans) pour financer une partie des dépenses du projet de construction de la route Nioumakele: — Empire centrafricain (24 août) : 5,2 millions &u.c.f. (environ 1331 millions de F.C.F.A.) pour la réalisation de la route Bangui-Bossembele; - Tchad (24 août): 5,25 millions d'u.o.j. (environ 1344 millions de F.C.P.A.) pour le financement d'un projet d'entretien routier : - Sénégal (24 août) : 2,13 millions d'u.c.f. (environ 550,40 millions de F.C.F.A.) pour la mise en releur de la vellée de Guidel. Les quatre derniers prêts ont una durée de cinquante ans.

OPERATION CONJOINTE DU GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE. - Trois accords pour le financement d'un complexe agro-industriel destiné à la production et au traftement du kenaf en République de Guinée ont été conclus le 11 août. Ces trois prêts, d'un montant de 12,838 millions de dollars des Etats-Unis (environ 2994,56 millions de F.C.F.A.), ont été octroyés à la Guinée par le Fonds africain de développement (5 millions d'u.c.f.), par le Fonds du Nigéria (5,3 millions d'u.c.) et par la Banque africaine (700 000 u.c.). L'HABITAT EN AFRIQUE — A la demande de

la Banque africaine, un groupe d'experte s'est réuni du 6 au 8 septembre à Abidjan (Côte-d'Ivotre) afin d'examiner le problème de l'habitat en Afrique. Ils ont formulé une série de recommendations qui permetiront par la suite au groupe de la Banque d'instaurer une politique de développement en matière d'habitat, secteur actuellement prioritaire. NOMINATIONS DE CONSULTANTS. -- La Banque africaine de développement et les consultants en matière de commerce et d'industrie d'une société suédoise, dont le siège est à Stockholm, ont signé le 12 juin un accord d'un montant de 1 200 000 couronnes suédoises dans le cadre duquel les consultants en matière de commerce et d'industrie entreprendront des études économiques, financières et techniques de factibilité sur la réalisation de l'industrie pharmaceutique en Afrique.

CONCLUSION D'UN ACCORD AVEC L'AGENCE CANADIENNE POUR LE DEVELOPPEMENT INTER-NATIONAL. — Le 23 juin, un accord sur le cofinencement de projets de développement a été conclu entre la Banque africaine et le gouvernement du Canada. Aux termes de cet accord, l'Agence canadienne pour le développement international ajoutera aux ressources propres de la banque une somme allant jusqu'à 10 millions de dollars canadiens pour le financement conjoint de projets.

Banque de développement des Caraibes

Au conseil de direction : création d'un fonds d'assistance technique

T A quarante-huitième session du conseil de L direction de la Banque de développement des Caraïbes (B.D.C.) s'est tenue à Wilday (Barbade) le 24 août. Le conseil avait à examiner une série de questions se rapportant à la structure du capital de la B.D.C. ainsi qu'au financement de ses opérations. Il a approuvé la création d'un fonds d'assistance technique de 4 100 000 dollars, ressources qui seront affectées au financement des travaux de mise au point de projets de développement dans les pays membres. Le conseil a en outre autorisé son président à signer trois accords de prêts contractés auprès de l'Agence internationale pour le développement pour un montant de 23 520 000 dollars, dont :

- 1847 000 dollars au fonds d'assistance technique de la C.D.B.; - 20 000 000 de dollars pour le financement du programme de stabilisation des économies

des pays membres; — 1680 000 dollars pour la promotion des investissements régionaux et la création d'em-

Au cours de la même réunion, le conseil a approuvé les prêts suivants : — 1 253 250 dollars à Belize pour développer la production de la canne à sucre dans les

districts de Corozal et d'Orange Walk ; — 137 280 dollars aux îles Calmans pour la poursuite d'une série de projets dans les domaines de l'éducation, de la science et de la culture;

— 1 685 839 dollars au gouvernement de Dominique pour le financement de la dernière phase des travaux de construction de routes dans les zones rurales, et 477 778 dollars pour l'aménagement d'une zone industrielle.

PROJET D'ASSISTANCE DU PNUD. -- En vertu d'un accord signé à Wilday le 31 août, la Banque de développement des Caraïbes a été chargée de l'exécution d'un projet d'assistance technique du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement) en javeur des pays de la Communauté des Caraïbes. Ce projet a pour but de réduire la dévendence des pays de la Communauté des Caraïbes. Ce projet a pour but de réduire la désentance des pays de l'épard des transporters de l'épard des transporters des pays de l'épard des transporters de l'épard de l'épard de l'épard des transporters de l'épard de l' dépendance des pays membres à l'égard des impor-tations de produits alimentaires, qui atteignent 400 millions de dollars l'an, en développant l'agriculture régionale et en améliorant les circuits de distribution.

• BANQUE ASIATIQUE DE DEVELOPPEMENT. - La Banque asiatique a accorde en juillet et en août des prêts en javeur des pays suivants : — Ajghanistan (27 juillet) : 150 000 dollars (à l'aide des ressources du fonds spécial, pour dix ans

Fonds monétaire international

Le rapport annuel pour 1978 DANS son rapport annuel publié en septem-bre le Fonds monétaire international (FMI) souligne qu'au cours des douze derniers mois l'évolution de l'économie a été peu satisfaisante à plusieurs égards. Il rappelle, en effet, que l'expansion de la production dans les pays industrialisés a été, en 1977, relativement lente et irrégulière et n'avait augmenté que de 3,5 %. Au cours du second semestre 1977, seuls les Etats-Unis ont connu un taux d'expansion de la production (soit 5 % environ) suffisant pour réduire la marge des ressources inutilisées. Le taux de croissance moyen, de 1976 à 1977, dans les pays européens, n'a été que de 2 %; les taux d'expansion du Japon (5 %) et du Canada (2,5 %) restent très inférieurs au taux estimé pour la production potentielle de ces pays dans le moyen terme. Ce document présente également une analyse de l'évolution récente des économies des pays non industrialisés en s'attachant plus particulièrement à celles des pays exportateurs de pétrole. Il fait aussi état de la stratégie définie par le conseil d'administration du Fonds et par le comité intérimaire du conseil des gouverneurs afin d'assurer à l'économie mondiale une croissance non inflationniste et éliminer les déséquilibres majeurs qui affectent les paiements internationaux. Dans un chapitre séparé, le rapport présente une étude de l'évolution du système monétaire

international; un troisième chapitre décrit les

activités du Fonds au coms de l'exercice financier clos au 30 avril dernier qui fut marqué par une intense activité (entrée en vigueur au 1° avril du deuxième amendement aux statuts, relèvement des quotes-parts du Fonds, rentorcement du rôle des D.T.S., création d'une facilité de financement supplémentaire...).

TRENTE-TROISIEME ASSEMBLEE ANNUELLE. -La trente-troisième assemblée annuelle des consells des gouverneurs du Fonds monétaire et de la Banque mondiale s'est tenue à Washington du 25 au 28 septembre. Elle a pris connaissance des rapports annuels de ces deux organismes et entériné certaines décisions préparées par différents comités. On en trouvers un bref résumé dans le prochain

LES RESTRICTIONS DE CHANGE. - Selon le vingt-neuvième rapport annuel du Ponde sur les restrictions de change, en 1977 et au début de 1978 la Communauté économique européenne et certains membres (les Etats-Unis, le Canada et plusieurs autres pays développés) ont eu recours à des mesures commerciales de caractère protectionniste. Ces mesures ont eu des conséquences particulièrement néjastes pour les pays en voie de développement qui s'efforçaient de soutenir la croissance de leur économie en veillant à augmenter les exportations non traditionnelles Dans an pre-mière partie, l'étude du F.M.I. décrit la situation économique mondiale en 1977 et su début de 1978 economique monquale en 1977 et eu deout de 1978 et retrace l'évolution des pratiques restrictives. Dans sa deuxième partie, elle analyse les régimes de change et de commerce appliqués par chaque pays membre du Fonds (à l'exception du Kampuches démocratique) et par deux territoires métropolitains; cette deuxième partie comprend, en outre, des chapitres consacrés au Cap-Vert, aux lles Salo-

VENTE MENSUELLE D'OR. — Le 6 septembre, le VENTE MENSUELLE D'OR. — Le a septembre, le Fonds a procédé à sa vente mensuelle d'or par adjudication au bénéfice des pays en voie de développement. 470 000 onces d'or fin ont été attribuées aux adjudicataires entre 212,39 et 213,51 dollars l'once (soit une moyenne de 212,50 dollars l'once). En outre, 133 600 onces d'or fin ont été accordées aux pays membres ayant présenté des soumissions hors concours au prix moyen d'adjudication, de 21,50 dollars l'once.

Groupe de la Banque mondiale

Publication des rapports annuels

A Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Banque mondiale ou BIRD) a publié le 14 septembre son rapport annuel dressant le bilan de ses activités pour 1973 ainsi que de celles de sa filiale, l'Association internationale de développement (IDA). Le montant des engagements pris par la Banque mondiale en 1977 s'élève à 6097,7 millions de dollars contre 5 759 millions de dollars en 1976 ; ceux de l'IDA s'élèvent à 2313 millions de dollars, contre 1308 millions de dollars l'année précédente. L'augmentation de 77 % des crédits de l'IDA s'explique par l'accrelasement des ressources mises a sa disposition par les pays membres donateurs pendant la première année de la période triennale de la cinquième reconstitution des ressources, qui doit se poursuivre iusqu'à la fin de l'exercice 1980. L'IDA a reçu 7731.7 millions de dollars sous forme d'engagements de la part de vingt-six pays au titre de la cinquième reconstitution des ressources; près de 89 % des crédits de l'IDA sont allés à des pays dont le revenu annuel par habitant est inférieur à 280 dollars, et plus de la moitié de tous les crédits de l'IDA (58 %) ont été affectés à l'agriculture et au développement rural. En revanche, il faut noter que les décaissements de la Banque mondiale et de l'IDA ont

ÉDITIONS A. PEDONE

13, rue Soufflot, 75005 PARIS

Tél. 033-05.97

Série Afrique noire nº 8 AUX URNES L'AFRIQUE

Elections et pouvoirs en Afrique noire

Un ouvrage de 260 pages Série Afrique noire n° 7, - Dmitri Georges LAVROFF LES SYSTÈMES CONSTITUTIONNELS

EN AFRIQUE NOIRE LES ÉTATS FRANCOPHONES

Un ouvrage de 438 pages

90 F H.T.



au toux de l'A) pour la réalisation d'un programme de développement agricale : ce prêt est assorti d'un don d'assistance technique de 1.45 million de

— Indonésia (27 juillet) : 34 millions de dollars (à l'aide des ressources ordinaires de la Banque, pour vingt-trois ans au taux de 7,7 % l'an) pour l'amélioration du réseau routier.
— Pakistan (24 août) : 51,5 millions de dollars (à l'aide des ressources du jonds spécial, pour querante ans, au taux de 1 % l'an) pour financer la construction d'une elmenterie dans la province du Punjab.

 BANQUE EUROPEENNE D'INVESTISSEMENT - Dans le cadre de la convention de Lomé, la Banque européenne d'investissement (B.E.I.) a consenti le 8 septembre un prêt de 4,9 millions d'unités de compte pour l'extension d'une centrale thermique à Bushrod, dans la banileue de Monrovia (Libéria). Ce pret a été accordé à la Liberia Electricity Corporation, organisme public autonome charge de la production, du transport et de la distribution de l'électricité dans tout le pays; sa durée est de quinze ans, avec un taux de 5.55 %

compte tenu d'une bonisication d'intérêt de 3 % sur les ressources du Fonds européen de dévelop-

• BANQUE INTERAMERICAINE DE DEVELOPPE-MENT. - Du fait des e effets tardifs > de la récession qui a frappé les pays industrialisés en 1974-1975 et des difficultés qu'a rencontrées la région pour s'adapter au renchérissement de l'énergie, l'économie latino-américaine s'est développée à un rythine assez lent en 1977. C'est une des conclusions auxquelles aboutit le rapport 1977 sur les Progrès économiques et sociaux en Amérique latine publié le 10 septembre par la Banque interaméricaine de développement. Ce document contient également une analyse générale des récentes ten-dances économiques de toute la région ainsi qu'une étude de la situation de chacun des pays latinoaméricains membres de l'institution. D'après lui. aux prix constants en dollars de 1976, l'augmenta-tion du produit intérieur brut global des pays d'Amérique latine est tombée de 4,8 % en 1976 à quelque 4,5 % en 1977. (En 1975, le taux de croissance était tombé à 3,1 % après avoir enregistré

un taux moyen remarquable de 7,2 % pendant la période 1968-1974).

GATT

Le commerce international en 1977-1978

COUS le titre Le commerce international O en 1977-1978, le secrétariat du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) a publié le 5 septembre son rapport annuel sur les tendances du commerce mondial au cours des dix-huit mols écoulés et les perspectives pour les mois à venir. Selon ce rapport, la récapitulation des évenements qui ont caractérisé l'économie mondiale en 1977 montre que « la solution des problèmes de l'inflation, de la lenteur de la croissance et du chômage dont se ressentent la plupart des économies, n'a guère progresse ». Dans l'ensemble des pays développés, l'inflation s'est maintenne à 8 %, taux inchangé par rapport à 1976. La croissance du P.N.B. à prix constants de ces pays et l'expansion du volume de leurs échanges ont fortement diminué. Les pressions protectionnistes — de même que les mesures effectivement prises — se sont encore renforcées. En 1977, l'augmentation de la masse monétaire s'est accélérée dans la plupart des pays et, au second semestre, les marchés des changes ont connu une recrudescence d'agitation. Pour les mois à venir, les pressions inflationnistes aux Etats-Unis et la faiblesse des investissements dans la quasi-totalité des pays industialisés sont les principaux dangers qui menacent l'économie mondiale.

L'année 1977 s'est caractérisée surtout par le contraste entre la forte décélération de l'expansion dans les pays développés et sa relative régularité dans les pays en voie de développement, y compris ceux qui sont importateurs de pétrole. Comme il est improbable que les résultats économiques du premier groupe de pays s'améliorent très sensiblement au second semestre de 1978, une question importante pour l'ensemble du commerce international est de savoir si l'expansion dans les pays en vole de développement peut se poursuivre.

REPRISE DES NEGOCIATIONS COMMERCIALES MULTILATERALES — Les négociations commerciales multilatérales (« Tokyo Round »), engagées dans le cedre du GATT, ont repris le 11 septem-L'objectif est de parrenir à un accord avant le 15 décembre. bre à Genève après deux mois d'interruption.

Les grands pays industrialisés avaient choisi cette nouvelle date limite lors de la rencontre au sommet de Bonn, à mi-juillet, faute d'avoir pu parvenir auparavant à un accord. Après cinq ans de négociations, ils ne sont encore parvenus à élaborer qu'un texte-bilan de portée générale, qui laisse subsister d'importants problèmes à résoudre dans le domaine de la réduction des tarifs douaniers et surtout pour le commerce des produits agricules et surtout pour le commerce des produits agricoles. Encore ce mémorandum, adopté juste à temps pour la réunion de Bonn, a-t-il fait l'objet de réserves de la part de certains pays de la Commu-nauté européenne, dont la France, et de critiques de la part des pays en vote de développement qui ne reulent pas laisser oublier qu'ils participent, eux aussi, aux négociations.

VILLE D'ART, DE TOURISME ET DE CONGRES

Allie au prestige de ses monuments anciens l'energie souriante d'une jeune cité qui, dons un élan sans relâche, construit son avenir. **ELLE VOUS OFFRE**



(Ph. ATZINGER.)

- LE PALAIS DES PAPES; LE PONT SAINT-
- BENEZET, popularisé à travers le monde par la légende et la chanson, ses nombreux édifices civils et religieux;
 LES TRESORS DE SES MUSEES;
 DE MAGNIFIQUES EXCUESIONS A TRAVERS LA PROVENCE;
 • SON FOLKLORE (danses et vieilles tradi-
- UN FESTIVAL DRAMATIQUE (15 julilet 15 août). Théâtre chorégraphique, cinéma.
- musique:

 DES SALLES DE REUNION;

 DES SERVICES REGULIERS DE TRAINS
- « autos-couchettes » aller et retour au départ de PARIS, ETAPLES (Le Touquet), BOU-LOGNE, LIEGE, BRUXELLES, AMSTERDAM,
- dusseldorf. Hambourg, Karlsruhe • SON IMPORTANT MARCHE QUOTIDIEN DE FRUITS ET PRIMEURS;
- DES SATISFACTIONS GASTRONOMIQUES et des vius de grands crus (Châteauneuf-du-Pane, Côtes-du-Rhône, Gigondas, Tavel, etc.); . LE PALAIS DES EXPOSITIONS AVEC SON équipement pour toutes les manifestations et congrès, ses grandes et luxueuses sailes de
- parking. • Visitez AVIGNON « La Sonneuse de Jole i... » Renseignements : Maison du Tourisme, cours Jean-Jaurès.

conférences, de restaurant, son immense

Groupe andin

La « déclaration de Bogota »

DEUNIS à Bogota le 8 août dernier, les prér sidents des pays andins ont fait un large tour d'horizon sur la situation de leurs pays dans l'actuelle conjoncture internationale avant d'examiner l'évolution de l'intégration de la sous-région. A la suite de cet échange de vues, les présidents ont adopté la « déclaration de Bogota », où ils font état de la ferme décision de leurs gouvernements de contribuer à la recherche de solutions réalistes aux problèmes qui affectent la marche du processus d'intégration. Ils s'engagent aussi à poursuivre leurs efforts pour assurer la mise en vigueur, avant la fin de l'année, des protocoles de Lima et d'Arequipa, l'actualisation dans les délais prévus des programmes sectoriels de développement industriel, la souscription au cours de l'année prochaine du traité créant une cour de justice sous-régionale, etc. Les présidents se sont mis d'accord pour se retrouver à Cartagena le 26 mai 1979, à l'occasion du dixième anniversaire de la signature du traité, afin d'évaluer les résultats des engagements souscrits dans la présente déclaration.

VINGT-QUATRIEME SESSION ORDINAIRE DE LA COMMISSION. — A la suite de cette réunion à Bogota des présidents des pays du Groupe andin, la commission de l'accord de Cartagena a tenu d Lima sa vingt-quatrième session ordinaire dont les travaux se sont prolongés jusqu'en 18 août. En application des recommandations adoptées à Bogota, la commission a approuvé trois décisions pour sortir l'intégration sous-régionale de l'impasse : a) la décision nº 128, qui soumet à la signature des gouvernements le protocole d'Arequipa modifiant. en /onction de la situation des pays membres, les délais établis par l'accord de Cartagena et le protocole de Lima pour la réalisation du programme de libération des échanges, l'installation du tarif extérieur commun et les programmes sectoriels de développement industriel : b) la décision nº 129. qui modifie dans le même sens les dispositions des articles 5 et 6 de la décision nº 67 relatire au programme de développement de la machine-outil et ouvre la vote à la participation du Venezuela à ce programme sectoriel; c) la décision nº 130, qui porte sur l'actualisation du programme sectoriel de l'industrie pétrochimique, abandonnant notamment la fabrication des produits qui avalent été assignés

La commission a, en outre, constitué un groupe de travail chargé de taire des propositions sur la mise à jour de différents engagements souscrits par les six pays au titre des dispositions de l'accord de Cartagena et des décisions de la commission. Il aura aussi à considérer les propositions du comité sur le tari/ extérieur commun, les certificats d'origine et l'harmonisation des politiques fiscales. En sin la commission, qui a annoncé l'entrée en vigueur de la décision n° 40 supprimant la double imposition, a recommandé au comité de réunir dans un délai de trente jours un groupe d'experts pour procéder à l'examen du projet de traité sur la création d'une cour sous-régionale de justice. Les experts chargés de cette tâche se sont réunis à Lima dès le 15 septembre pour une première service. Lima des la 15 septembre pour une première session. AU CONSEIL DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELE-VAGE. — Au cours de sa cinquième réunion, qui s'est tenue du 4 au ? septembre à Lima, le conseil de l'agriculture et de l'élevage s'est penché sur les problèmes de la planification et du développement de la production, de la commercialisation des produits et de la protection sanitaire. Les principales décisions concernent les orientations arrêtées par la troisième réunion des chefs des bureaux nationaux de planification; les projets spécifiques d'intégration de la production de viande, de lait, de mais et de soroho; la création d'un réseau d'itablicament. de sorgho; la création d'un réseau d'établissements, de froid industriel et la lutte contre la brucellose des porcins et la roulle du seigle.

STATISTIQUES. — Du 13 au 15 septembre s'est tenue à Lima la troisième réunion du groupe des statistiques des secteurs de l'agriculture et de l'élevage, l'un des trois groupes relevant de l'autorité du conscil des statistiques, organe directeur du système régional d'informations statistiques institué par la décision n° 115 de la commission. Purmi les questions inscrites à l'ordre du jour : le rapport du comité sur les insuffisances de l'information statistique dans les confession de l'appleallemnt mation statistique dans les secteurs de l'agriculture et de l'élévage; les perspectives de production de viandes et l'organisation du recensement de l'agriculture prévue pour 1980.

Marché commun centraméricain

Session extraordinaire des ministres de l'économie

A l'issue de leur troisième session extraordi-naire à Guatemala, les 1er et 2 septembre. les ministres de l'économie des cinq pays membres du Marche commun centraméricain (M.C.C.A.) ont fixe au 31 mars la date limite pour la mise au point du projet du nouveau tarif extérieur commun en vue de la soumission de ce texte, la même année, à une réunion extraordinaire des ministres. Une autre résolution confie au SIECA

(secrétariat de l'Intégration) et aux organismes compétents qui en dépendent les études préparatoires à la négociation d'un accord de coopération avec la C.E.E. Les ministres ont aussi examine le rapport du SIECA sur les perspectives à court terme des exportations de produits de base, à propos desquelles un groupe d'experts doit se réunir à la fin de l'année dans le cadre du projet de coopération économique avec l'O.E.A. Ses travaux devraient apporter aux gouvernements des éléments d'appréciation sur la possibilité d'une coordination des politiques de commercialisation des produits de base.

DIX-NEUVIEME SESSION DES SECRETAIRES D'ETAT A L'ECONOMIE. — A l'occasion de leur diz-neuvième session, qui a eu lieu à Guatemala du 17 au 19 août, les secrétaires d'Etat à l'économie ont opprouté des mesures se rapportant au fonctionnement de la zone de libre-échange ainsi pu'aux problèmes industriels directement lies aux dispo-sitions de l'erticle IX du traité pénéral d'intégration. Ils ont envisagé la convocation prochaine de la conférence des directeurs de l'intégration et de l'industrie dans l'intention de leur soumettre les

problèmes que soulève, dans les pays membres l'application des instruments régionaux de l'accord centraméricain sur les encouragements siscaux au développement industriel. Enfin les secrétaires d'Etal ont fixé les quotas de lait en poudre assignés d chaque pays.

COORDINATION DES MARCHES AGRICOLES ET STABILISATION DES PRIX - La sixième session extraordinaire de la commission de coordination des marchés agricoles et de stabilisation des prix s'est tenue à San-Salvador du 15 au 17 août. A cette occasion, la commission a pris connaissance des études que la Banque centraméricaine d'intégration économique (B.C.J.E.) est en train d'effectuer sur la création d'un sonds de stabilisation des prix agricoles et l'ouverture d'une ligne de crédit destinée à renjorcer les moyens d'intervention sur le marché des instituts nationaux de stabilisation. Deux résolutions ont été approuvées concernant l'établissement au niveau régional de normes uniformes de qualité pour le mais, le riz et le sorgho et chargeant le SIECA et la B.C.I.E. d'une étude sur la constitution de stocks de réserve de ces produits pour permettre aux cinq pays de faire face aux dissicultés d'approvisionnement résultant des aléas de la production. La commission a, en outre. recommandé au SIBCA de poursuivre ses études pour définir une politique régionale des prix de garantie des céréales et fixer les prix d'orientation pour la campagne 1978-1979.

Système économique latino-américain

La création d'une entreprise multinationale latino - américaine de commercialisation des engrais

E mécanisme intérimaire de commerciali-L sation des engrais, qui a commencé à fonctionner le 1er juin au sein du Système économique latino-américain (SELA), a recommandé en août, à l'issue de la deuxième session trimestrielle de son conseil des gouverneurs. une rapide mise en place de l'entreprise multinationale latino-américaine de commercialisation des engrais (MULTIFERT). Le conseil avait alors estimé que l'entreprise (qui est la première du genre à être créée par le SELA) pouvait voir le jour des le mois de septembre. MULTIFERT devrait avoir pour rôle principal de coordonner à l'échelon latino-américain les opérations de vente et d'achat d'engrais dans la région, tout en représentant la région en tant que groupe dans les tractations avec les pays extérieurs, de manière à obtenir de meilleures conditions d'achat et de meilleurs prix. L'an prochain, ses opérations devraient porter sur un volume de marchandises représentant 330 millions de dollars, selon les calculs des experts.

INDUSTRIE ALIMENTAIRE. — Les organismes responsables de la nutrition de douze pays membres du SELA (Argentine, Bolivie, Colombie. Costa-Bica, Cuba. Chili, Equateur, Guatemala, Guyana. Jamaique, Panama et Venezuela) se sont prononcés au mois d'août en javeur de la création d'une industrie latino-américaine des compléments alimentaires. La décision a été prise lors d'une session du comité d'action chargé des problèmes de production et de commercialisation des compléments alimentaires de haute valeur nutritive.

TECHNOLOGIE. — Une mission d'experts spècialisés dans le développement de la technologie s'est rendue à la sin du mois d'août dans neus pays latino-américains, sous l'égide du SELA, pour y avoir des consultations et recueillir les avis nécessaires en vue de la mise en place d'un réseau latino-américain d'information en matière de technologie. Les pays consultés sont les suivants : Argentine. Brésil. Colombie. Cuba. Chili, Guatemala, Mexico, Nicaragua et Pérou.

• ASSOCIATION EUROPEENNE DE LIBRE-ECHANGE. — L'Association européenne de libreéchange (A.E.L.E.) a publié en septembre son rapport annuel pour la période de juillet 1977 à juin 1878, qui marquatt la première année d'application du libre-échange des produits industriels. entre les pays de l'A.E.L.E. et la Communauté europeenne. Le rapport indique que la persistance d'un taux

de croissance peu élevé du commerce international n'a pas manqué de créer des difficultés aux pays

de l'Association, qui sont particulièrement dependants du commerce mondial : durant l'année ciole de 1977, dien que leurs ventes à l'étranger clent augmente de plus de 12 % en valeur, cas pers ont enregistre un désicit combiné de 12,9 millioris de dollars (soit 2,4 milliards de plus que l'année précédente). Dans quelques pays de l'AELE, les contraintes exercées par la balance de paiements sont aggravées en cours d'année et il a faila atopier ou renjorcer des politiques généralement restric-tives. Pourtant, la plupart des sept pays membres sont parvenus à maintenir le chômage à des taux relativement bas. Malgre une lutte internationale plus âpre pour la conquête des marchés, les pags de l'A.E.L.E. « se sont bien comportés (_) en s'abstenant de recourir à de nouvelles mesures visant à restreindre les exportations ».

LATINO-AMERICAINE DE ASSOCIATION LIBRE-COMMERCE. - La onzième session des directeurs des douanes nationales des pays membres de l'Association latino-américaine de libre-commerce (ALALC), qui a eu lieu à Montevideo du 28 con au 4 septembre, a approuvé douze projets de normes communes relatifs à des régimes dougners spéciaux, notamment en matière de transit dougsier. d'admission temporaire, de draw-back, d'exportetion préclable et de zone franche. Elle a adopté un certain nombre de recommandations se rapportent aux travaux de mise au point de la nomenciature à la définition de la valeur, à l'harmonisation et à la simplification de la documentation et des procedures douanières, et aux programmes de formation professionnelle des écoles nationales des

- Les représentants des industries chimiques. ont tenu leur quinzième session à Salvador (Brest) du 15 au 25 août ont approuvé des recommandations visant à l'élargissement de trois accords de complé. mentarité : sur les produits des industries chimiques dérivées du pétrole, sur les pigments et les colorants, et sur les excédents et les déficits. Au cours de la même réunion, les représentants de l'Argentine, du Brésil et du Mexique ont recommandé la reprise des négociations sur les fibres chimiques — Les représentants de l'industrie de l'habitie. ment, qui ont tenu leur deuxième session à Monte-video du 23 au 25 soût, ont pressé leurs gouverne-ments d'engager des négociations en vue de l'adoption de l'accord de complémentarité conclu au niveau des experts. Celui-ci comprend un large éventail d'articles et devrait encourager les échanges intra-régionaux dans cette branche. Dans le même but, les participants ont décide la création d'une fédération latino-américains de l'industrie de l'habillement. Une commission a été chargée de définir les conditions du fonctionnement de la nouvelle sédération et de rédiger un projet de statuts.

douanes.

• CONFERENCE DES NATIONS UNIES SUR LE COMMERCE ET LE DEVELOPPEMENT. - Le diehuitième session du conseil du commerce et du développement, organe chargé d'assurer la continuité des travaux de la conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), s'est tenue à Genève du 29 août eu 15 septembre. A son ordre du jour : l'examen de l'ordre du jour de la cinquième session de la CNUCED qui aura lieu en mai-fuin 1979 à Manille: certaines questions requerant une décision du conseil (par exemple, la possibilité de tenir une conférence mondiale sur l'inflation, l'ouverture de négociations effectives sur le contrôle des pratiques commerciales restrictives, l'adoption de nouveaux délais concernant l'application du programme inte-gré pour les produits de base); l'interdépendance des problèmes concernant le commerce, le finencement du développement et le système monétaire international : les mesures spéciales en faveur des pays les moins avancés; les relations commerciales entre pays à systèmes économiques et sociaux différents.

• ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES. - Selon l'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de déve-loppement économiques), la hausse des priz à la consommation dans l'ensemble des pays membres a été de 0,7 % en juin et juillet. Avec une décê-lération saisonnière des prix moins prononcée que celle des deux étés précèdents, l'augmentation sur douze mois a atteint 8,1%. L'accélération parlicu-lièrement sensible du taux semestriel d'augmentation des prix, qui a porté le taux annuel à 9,5 %, a été particulièrement ressentie en Amérique du Nord. Malgré la baisse enregistrée en juillet, l'augmentation des prix alimentaires de détails our Etats-Unis (et au Canada) a été deux fois plus jorte que celle des autres catégories. - L'O.C.D.E. a publié en juillet et en août une série de rapports sur l'environnement, en particulier une Evaluation macro-économique des programmes de l'environnement (214 pages, 1978). Equiement parus au mois d'août : Collectivité-Equipement-Ecole (volume II: France, 205 pages, 1878), et Belgique-Luxembourg dans la série e Etudes économiques > (68 pages, 1978).

Marché commun

L'Europe monétaire en marche EUROPE monétaire, qui paraissait encore L il y a moins d'un an une utopie, a toutes les chances de voir le jour dès le début de 1979. Après les progrès réalisés la semaine précédente, lors de la rencontre franco-allemande d'Aix-la-Chapelle, les ministres des finances des Neuf se sont, en effet, mis d'accord, le 19 septembre, avec certaines réserves de la part des Britanniques, sur le schéma technique du nouveau système monétaire européen. Ce dernier doit, en principe, permettre à l'Europe des Neuf d'avoir, pour la première fois depuis 1973, des taux de change stables entre les monnaies de la C.E.E. avec des marges de fluctuation limitées à 2,25 % au total Certes, les grands argentiers des Neuf n'ont pas encore résolu tous les problèmes techniques. mais pratiquement tous les ministres, sauf peut-être le chancelier de l'Echiquier, M. Denis Healey, étaient très optimistes à l'issue de

leur réunion. Le nouveau système présente des maintenant des différences sensibles avec le « serpent », mécanisme de change européen qui maintient, à l'heure actuelle, des taux de change stables entre le deutschemark, le florin néerlandais, le franc belgo-luxembourgeois et la couronne

danoise. Les neuf pays de la C.E.E. devralent y participer, c'est-à-dire créer un bloc monétaire, notamment à l'égard du dollar et des autres monnales qui flottent librement. Le système monétaire européen ne sera plus une simple zone deutschemark et couvrira environ 80 % des échange commerciaux de la C.E.E.

Dans le « serpent », chaque monnale a un taux pivot sixé par rapport à chacune des autres. Ce système dit de la « grille des parites » sera, dans le nouveau système, associé au système de la « corbeille des devises » des monnaies de la C.E.E. Cette corbelle permettra de repérer rapidement les monnaies qui flottent soit à la hausse soit à la baisse par rapport à la moyenne communantaire. Cet avertisseur doit, en principe, permettre des interventions préventives qui seront faites de « concert » par tous les participants du système.

Il n'y aura donc plus, en principe, comme dans le « serpent », de monnaie Isolée qui devra lutter toute seule contre les attaques de la spéculation, comme cela s'est notamment produit pour le franc français en 1974 et en 1976, ce qui a obligé la devise française à sortir du mécanisme de change européen.

Enfin, les moyens financlers mis à la disposition du nouveau système seront beaucoup plus importants que ceux prévus dans le « serpent ». On parle, dès à présent, d'une masse de manœuvre de 30 milliards de dollars,

qui devrait, selon les responsables français et européens, dissuader la spéculation de s'attaquer aux monnaies du bloc européen. Plus tard, les Neuf sont décidés à mettre sur pied un fonds monétaire européen qui disposerait de 20 % des réserves de change des pays membres de la C.E.E. et serait un véritable embryon de banque centrale européenne.

Avertissement aux Etats-Unis

Les rapports entre la C.E.E. et les Etats-Unis se sont tendus dans le domaine des négociations commerciales multilatérales au sein du GATT. Ainsi, lors de ce conseil du 19 septembre. les ministres des affaires étrangères ont averti les États-Unis que la C.E.E. ne pourrait conclure les négociations commerciales comme prévu, au mois de janvier prochain, si Washington ne maintenait pas certaines dérogations sur les taxes frappant les importations européennes aux Etats-Unis. Actuellement, le président Carter peut dispenser certaines importations européennes bénéficiant de subventions d'être frappées par des droits compensateurs. Cette dérogation arrive toutefols à échéance au début du mois de janvier 1979, et jusqu'à présent le Congrès américain ne l'a pas prolongée. Le conseil des ministres de la C.E.E. a donc approuvé le texte d'une lettre adressée par M. Wilhelm Haferkamp, commissaire europeen chargé des relations extérieures, au négociateur américain, M. Robert Strauss, exprimant les réserves du Marché commun face à la position américaine.

Les ministres des affaires étrangères des Neu ont examiné ensuite l'ordre du jour de la rencontre informelle qu'ils auront, le 20 novembre prochain, dans la capitale belge, avec leurs homologues de l'ANASE (Association des nations de l'Asie du Sud-Est). Els ont, par allleurs, décidé d'allonger la liste des produits que la Chine pourra exporter vers la C.E.E. sans contingents quantitatifs.

Enfin les Neuf ont félicité le président Carter pour « le grand courage qu'il a mis en ceuvre à la conférence de Camp David, qui lui a permis d'atteindre un résultat satisfaisant 2.

ECHANGES DE VUES SUR LA COOPERATION POLITIQUE. — Les ministres des affaires étran-gères des Neuf sont préoccupés par l'instabilité actuelle en Iran : lors d'une réunion de coopération politique tenue le 14 septembre à Bonn, le chef de la diplomatie britannique, M. David Ouen, a notamment estimé qu'il y avait à l'heure actuelle un danger d'affaiblissement en Iran qui pourreil avoir des implications au Pakistan et dans tout !. Proche-Orient.

Par allieurs, les ministres ont décidé d'associér le plus tôt possible la Grèce, le Portugal et PEspagne, pays candidais à l'adhésion à la GEE., à la cooperation politique européenne.

Des laboratoi "volants"

- 1,500 175 - 1,500 175 - 1,500 175 - 1,500 175

A NOT THE WAR

~== 164. T

The eleve

Bunkema

budaet-4

entern reflete

in Comment of the

The second secon

chuls of di

estate la reche

et laide au d

the chart see

The second second

. . dir uleta en

ton communic

·

me gue cotte on

il indicate a de

in ein dien Alb

resident de viand

A STATE OF THE PARTY OF THE PAR

ธระบบดุนษ พิธีภัย

--- ರೇತ ಕಾಗಿಸಿಗಳ

eleant en fonction

en britannig

ျင်း 40 %, Les Br

- the taleote inverse

the strain of the control of the con

white and

e one pluse des 7

gigenaan comm

gu. existe ac.

. e ildzet de zemande g

in-reducteurs

D 247.1€

-tiques ia 14

And the seller

ginet dermiet

and the car

المراتا عجا

13.72

que .

165 C.

T pelotics.

ರಚನ ಚಚ್

ner.

OF 31 CO.

This is

271.25 · ·

is Committee

בְּיִנוּטִין

ne dell

. h .

P. (1).

p0 4

2:3.

ong::::

ರ್ಥವ್₁್ . -

30 2/3

11.

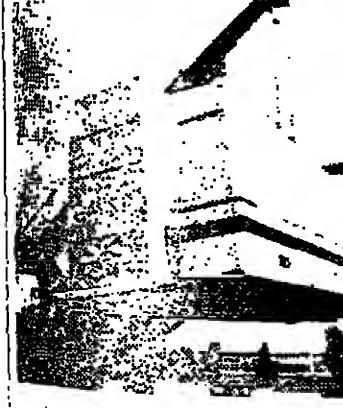
OF SE

ON:

Tarkur.

1; :: <u>.:</u> .:

01



contines apprate or rentation enti Eta à fonctionnen Tramusiement livr e di cont été mis au po

a e spécialisée This origingles Times actuelleme 🤼 attr, entièreme in -Transideux type A tratoire et anima -- FFA-CREDO son displaced les or litere

Praticulières.

Parlement européen

Critique du projet de budget pour

T E projet de budget des Communautés européennes pour 1979 a fait l'objet d'une critique générale le 12 septembre devant le Parlement européen à Luxembourg.

Le Conseil de la CEE, représenté par le secrétaire d'Etat fédéral allemand, M. Lahnstein, a justifie la diminution des moyens budgétaires opérée par les Neuf sur l'avant-projet élaboré par la Commission européenne par un souci d'épargne et dans l'optique d'une « utilisation optimale de moyens financiers restreints ». Mais les parlementaires, autant que la Commission, ont protesté vivement contre les coupes sombres faites par le Conseil, qui a réduit les crédits de 7 %. Au total, le projet de budget pour 1979 s'élève à 73 milliards de F.F.

Le rapporteur, M. Martin Bangemann (parti libéral), a déclare que « l'amputation par le Conseil » d'une partie du « budget-épargne » préparé par la Commission reflète « l'image effrayante du rejus du Conseil et de la Commission de tenir compte de la situation actuelle de la Communauté ». Il a ajouté que le Conseil a cousu une « camisole de force » pour la Communauté, soulignant la contradiction entre l'austérité budgétaire et les engagements pris par les cheis d'Etat et de gouvernement des Neuf lors du Conseil européen de Brême en juillet dernier.

Les diminutions touchent essentiellement le domaine social, l'énergie, la recherche, la politique industrielle et l'aide au développement. La première lecture du projet de budget devait avoir lieu au cours d'une session speciale parlementaire en octobre, la deuxième et dernière lecture se déroulera en décembre.

L'organisation commune de la viande ovine sur la sellette L'organisation commune du marché de la viande ovine, telle qu'elle est proposée par la Commission européenne, a fait l'objet d'un certain nombre de critiques le 14 septembre devant le Parlement européen réuni à Luxem-

Le Pariement estime que cette organisation ne permet pas aux producteurs et aux consommateurs de s'attendre à des « prix stables et raisonnables ». D'autre part, elle greverait lourdement le budget de la Communauté. Le Parlement demande que l'organisation de ce marché soit bien plus complète, à l'image de celle qui existe actuellement pour les autres catégories de viande. A son avis, elle devrait reposer sur les principes fondamentaux de la politique agricole commune, à savoir liberté des échanges intracommunautaires, préférence communautaire, solidarité financière.

Cependant, les parlementaires français et britanniques, réagissant en fonction de leur appartenance nationale et non pas politique, ont adopté des positions diamétralement opposées. Les Français ne veulent pas de la libéralisation des échanges intracommunautaires, craignant une balsse des prix de la viande ovine (les prix britanniques étant inférieurs de près de 40 %, les Britanniques s'y opposent pour des raisons inverses, à savoir

Des laboratoires

"volants"

la crainte de voir les prix à la consommation augmenter). Mais le commissaire responsable, M. Gundelsch, a déclaré qu'il négocierait avec le conseil des ministres sur la base des propositions de la Commission, « quel que soit le résultat de l'avis du Parlement ».

EXAMEN DU NOUVEAU SYSTEMS MONETAIRE EUROPEEN. — Les conclumons du Conseil européen de Brême et de la copférence au sommet de Bonn ont été présentées le 13 septembre devant le Parlement européen à Luxemboury par le président en exercice du conseil des ministres, M. Hans Dietrich Genscher. Mais à la veille de la rencontre franco-allemande d'Aix-la-Chapelle, le ministre ouest-allemand des affaires étrangères, dans son exposé, n'a donné aucune précision sur la position de son pays, se limitant à résumer les résultats des deux conférences de juillet. Aux réunions de Brême et de Bonn; la Communauté européenne a tenté, selon M. Genscher, « de donner une réponse au dési que nous lance la situation économique et sociale, tant au niveau des Neui que sur le plan mondial». Devant les parlementaires européens, il a retracé les grandes lignes du nouveau système monétaire européen. monétaire européen.

L'Etat prend le contrôle de la sidérurgie française

COUP de tonnerre dans le calme de fin d'été : l'Etat a pris le contrôle de la sidérurgie française, dont la faillite en s'aggravant, rendait invraisemblable toute perspective de redressement dans le cadre privé traditionnel. Un projet de loi, approuvé par le conseil des ministres du 20 septembre, sera soumis incessamment au Parlement de Paris pour, d'une part, permettre à la puissance publique de prendre la majorité — sous des formes diverses — des trois grands groupes sidérurgiques français, d'autre part, créer une « Caisse d'amortissement pour l'acier » qui assurera le service de la dette que les entreprises françaises de l'acier ne sont plus en état de garantir, enfin pour convertir ou consolider une grande partie des dettes publiques ou para-publiques des forges françaises. Au terme de cette restructuration — qui met fin au règne séculaire des « maîtres de forges » — la puissance publique possédera quelque 75 % du capital (2 milliards de francs) des trois sociétés financières nouvelles qui contrôleront Sacilor, Usinor et Châtillon-Neuves-Maisons par le canal :

 D'une participation directe au capital des sociétés sidérurgiques;

 D'une participation majoritaire dans une société holding détenant elle-même une part du capital des sociétés sidérurgiques et une part du capital des sociétés apportées par les deux sociétés mères actuelles des groupes : Vallourec, dans le cas de Denain-Nord-Est-Longwy, et Dilling, dans celui de Marine-Wendel.

Ces quelque 75 % seront ainsi répartis : 15 % à l'Etat; 30 % à la Caisse des dépôts et consignations; 10 % au Crédit national environ les deux tiers du capital (30 % que l'ensemble des banques créancières de la sidérurgie détiendra (soit 20 %) appartiendront aux trois grandes banques nationalisées (B.N.P., Crédit Lyonnais, Société générale). Les 25 % restants seront répartis entre les banques privées créancières (essentiellement la Banque de Paris et des Pays-Bas) et le Groupement de l'industrie sidérurgique, émanation collective des sociétés sidérurgiques françaises, qui avait placé, en leur nom, depuis la guerre un volume énorme d'emprunts, dont il reste actuellement un encours de 11,2 milliards de francs.

La conséquence immédiate de ce-bouleversement industrialo-politique est que l'Etat nommera désormais les dirigeants de la sidérurgie. Pour le groupe Sacilor-Sollac (Lorraine et la moitié de Fos : 40 000 salariés, 6,4 millions de tonnes d'acter par an), ce sera M. Jacques Mayoux, ancien directeur général du Crédit agricole, devenu depuis quelques années — sous son impulsion précisément première banque du monde. Pour Usinor (Dunkerque, Denain, Valenciennes, Creil, Longwy, Thionville: 37 000 salariés, 7 millions de tonnes d'acier l'an), il s'agira de M. Claude Etchegaray, président de Chiers-Châtillon (11 000 salariés, 1.3 million de tonnes d'acier par an), ancien administrateur du Matériel téléphonique (vendu en 1976 par L.T.T. à Thomson). On notera que ces deux personnalités sont d'anciens condisciples du président de la République : M. Mayoux à l'inspection des finances, M. Etchegaray à Polytechnique. Pourquoi cette « révolution » ? Comment se fait-elle pratiquement ? Quelles en seront les conséquences ?

• POURQUOI ? La sidérurgie française, fantastiquement endettée (37.9 milliards de francs — dont quelque 17 milliards auprès d'organismes publics. - soit 150 % de son chiffre d'affaires. contre 22 % en Allemagne, 47 % en Grande-Bretagne, et 87 % en Italie), est de plus en plus incapable de faire face à ses engagements, son déficit augmentant chaque année (3,7 milliards en 1975, 4 en 1976, et 8,1 en 1977). Le service de sa dette atteint 13 % du chiffre d'affaires annuel, contre 3 % en Allemagne, 5,5 % en Grande-Bretagne et 2 % aux Etats-Unis. L'objectif des pouvoirs publics a donc été de réduire des deux tiers le service de cette dette. • COMMENT ?

De deux façons — Une forte partie des créances : 22 milliards (tons les prêts publics du FDES., une grosse partie des prêts du Crédit national et du GIS) est transformée en « prêts participatife » à long terme, quasiment assimilables à des fonds propres, puisque pratiquement non rémmérés : 0,1 % d'intérêt les cinq premières années, 1 % les cinq années suivantes, le remboursement étant reporté à

vingt ans: - Les banques créancières (publiques et privées) s'engagent d'autre part à convertir en capital 600 millions de leurs créances et renoncent pendant cinq ans à 80 millions de francs d'intérêts par an (soit 400 millions

en tout). De sorte qu'au total les charges financières de la sidérurgie seront ramenées de 3,2 milliards de francs par an à 1,2 milliard de francs par an Resteront à la charge des sociétés les obligations émises par elles-mêmes et les emprunts à l'étranger, soit au total

milliards de francs. Les dettes de la sidérurgie auprès de la petite épargne seront amorties (intérêts et remboursements progressifs) par une Caisse d'amortissement nouvelle, dont l'Etat et les institutions publiques apporteront le capital initial (100 millions); ultérieurement des du Trésor et des emprunts émis dans le public avec la garantie de l'Etat alimen-

teront la caisse Sur le plan du capital, la transformation d'un certain nombre de prêts à long terme en participation au capital des nouvelles sociétés sera complétée par les apports des activités restées bénéficiaires des sociétés sidérurgiques : celles de Vallourec (du groupe Denain-Nord-Est) et celles des acièries sarroises de Dilling (pour le groupe Marine-Wendel). Pour aboutir aux participations que nous avons indiquées au départ. Grosso modo, l'affaire s'apparente à un

règlement judiciaire où les créanciers s'en-

tendent à l'amiable pour sauver leurs débiteurs défaillants, par crainte qu'une faillite totale de ceux-ci ne soit bien pire pour l'avenir de leurs créances. En l'occurrence, le créancier principal est de loin — mais sous des casquettes différentes — la puissance publique. C'est donc elle qui perd le plus en l'affaire mais qui contrôle le déroulement de l'opération ainsi que ses suites.

• LES CONSEQUENCES L'objectif des pouvoirs publics étant de porter la compétitivité de la sidérurgie française au niveau de ses grandes rivales européennes ou japonaise, le gouvernement a l'intention de faire abandonner par les sociétés sidérurgiques ceux de leurs ateliers on usines qui seront jugés dépassés. La capacité de production de la sidérurgie française sera ainsi ramenée de 31 à 27 millions de tonnes d'acier par an, au détriment essentiellement des produits longs.

Les ronds à béton, les poutrelles, que les pays neufs ou les petits producteurs très spécialisés (comme les « Brescianis » italiens) fabriquent à meilleur prix à partir de fer-railles refondues au four électrique, seront moins produits en France. En revanche, les produits plats, qui nécessitent des infrastructures plus coûteuses parce que plus cophistiquées et plus massives, seront privilégiés. Ce qui, sur la carte, conduit à frapper spécialement les villes à produits longs Denain-Valenciennes, Longwy, Hagondage... Fos, près de Marseille, sera au contraire privilégie — même si la seconde tranche de travaux y est différée de cinq ou sept ans par rapport à la Lorraine et au Nord de la

France. En termes d'emplois, les suppressions de postes — de l'ordre de 15000, s'ajoutant aux 16 000 déjà compris dans le « plan social » de 1977 — auront lieu plus particulièrement à Denain et en Lorraine, où une grève d'avertissement a eu précisément lien le 25 septembre. Curieusement, la sidérurgie normande (Mondeville, près de Caen), qui assure 4 % de la production nationale, ne semble pas concernée par le plan gouvernemental. Peutêtre parce que les négociations commencées à son sujet entre son actuel propriétaire (le baron Empain) et le groupe lorrain Sacilor doivent continuer, avant de cerner les formes d'un nouveau regroupement. Telles sont les grandes lignes du dispositif

français qui entrera en vigueur dès que

le Parlement aura ratifié le projet de loi préparé à cet effet et que les assemblées d'actionnaires des firmes sidérurgiques concer-nées auront approuvé les transformations de capital qui les intéressent.

Prorogation du « plan Davignon» Pendant qu'à Paris se préparaient ces bouleversements, à Bruxelles, M. Davignon se montrait satisfait des résultats du plan anticrise de la Communauté. Les disciplines imposées aux industriels des Neuf en matière de niveaux de production et de prix ont, selon lui, porté leurs fruits. Les prix indiqués par les entreprises se situent en moyenne à un niveau supérieur de 25 % à ce qu'ils étaient il y a quinze mois. De même, les arrangements d'autolimitation et de prix conclus avec les fournisseurs extérieurs de la Communanté e jonctionnent d'une manière satisfaisante pour les deux parties ». M. Davignon estime en conséquence que son plan doit continuer de s'appliquer pendant au moins

L'optimisme du commissaire européen à la politique industrielle explique peut-être les prévisions faites par les services de Bruxelles pour la fin de l'année et la décennie suivante. D'octobre à décembre, estime la Commission européenne, la production d'acier tonnes (au lieu de 29 au troisième trimestre 1978 et de 30,5 d'octobre à décembre 1977), la consommation intérieure prévue étant de 29 millions de tonnes, les exportations de millions et les importations de 2,5. Cela se traduirait par une réduction de 3,5 millions de tonnes des stocks en trois mois, pronostic jugé optimiste par de nombreux sidérurgistes européens.

Pour la décennie suivante, les experts bruxellois prévolent une production de 157,5 millions de tonnes en 1990, contre 133,7 en 1980 (+ 18 % en dix ans) et un résultat effectif de 126,4 en 1977 (+6 % de 1977 à 1980). En dix ans, la consommation intérieure des Neuf augmenterait de 22 % mais les exportations nettes (15 millions de tonnes) demeureralent stables.

Cette perspective d'évolution favorable a étonné bien des observateurs, qui constatent que, pendant l'été, la demande europénne a continué de faiblir. Tandis que la production d'acier des Neuf en juillet-août dépassait de 1.8 % celle de 1977, les commandes nouvelles restaient inférieures à celles de l'an dernier.

AURIS ORCHISTIONS FONIGUES

Conseil de l'Europe

Droits de l'homme : arrêt de la cour dans l'affaire Klass

T A Cour européenne des droits de l'homme La rendu le 6 septembre son arrêt dans l'affaire Klass et autres, affaire se rapportant à la législation adoptée en 1968 en République fédérale d'Allemagne et portant restriction du secret de la correspondance, des envois postaux et des-télécommunications; législation qui permet, sous certaines conditions, des mesures de surveillance secrète. La Cour a constaté à l'unanimité qu'il n'y avait pas eu violation de la convention européenne des droits de l'homme CONFERENCE EUROPERNNE SUR LA DEMO-CRATTE LOCALE. - La première conférence européenns sur la participation du citoyen, qui a rassemble à Stockholm les 7 et 8 septembre les ministres responsables des collectivités locales de vingt Etats membres du Conseil de l'Europe ainsi que de la Finlancie et de la Yougoslavie, s'est acherée par l'adoption d'une résolution visant à renforcer l'influence des citoyens au niveau com-munal. Les ministres ont ainsi arrêté un programme d'action pour le développement de la démocratie communale et se sont engagés à mettre en œuvre dans leurs pays respectifs les différentes réformes Une attention particulière a été accordée durant

les travaux à la situation des groupes dits « paseils > (immigrants, femmes, personnes agées, handicapés), à l'établissement d'une melleure communication entre électeurs et élus, au renjor-cement de l'influence des citoyens sur la planification municipale et à la décentralisation au niveau des quartiers.

Croix-Rouge

Fin de l'action d'urgence au Shaba T A phase d'urgence de l'action du Comité L international de la Croix-Rouge (C.I.C.-R.) dans la province zalroise du Shaba s'est achevée à la fin du mois d'août; elle aura duré trois mois. Quatre cent trente-six tonnes de secours (vivres, médicaments, couvertures, vêtements), pour une valeur approximative de 569 000 francs suisses, ont été distribuées pen-

dant cette période. Dans le domaine de la protection, les premiers prisonniers ont pu être visités à Kinshasa par les délégués du C.I.C.-R. Un délégué a également été autorisé à visiter les centres de Kansagi et de Dilolo qui accueillent phisieurs milliers de réfugiés salfois regagnant leur pays après l'amnistie décrétée par le gouvernement

de Kinshasa. REEVALUATION DE L'ACTION EN RHODESIE (ZIMBABWE). — Le CJ.C.-R. a entrepris dans le courant de l'été une réévaluation de son action humanitaire en Rhodésie (Zimbabwe). A la suite de l'assassinat, en mai dernier, de trois de ses colla-borateurs, le C.I.C.-R. avait du suspendre ses activités dans les zones rurales pendant quelque temps, avant de les reprendre, mais sur une écheile rédutte. Le nouveau programme d'action prévoit, en plus de l'assistance fournie sux populations des « villages protègés » et des « Tribal Trusts Lands », des distributions de secours et de soins médicaux dans les cours et de soins médicaux dans les quartiers noirs des villes où affluent actuelle-

ment des personnes fuyant les zones rurales.

VOLS DE RAPATRIEMENT ENTRE LE VIETNAM ET TAIWAN. — Depuis la mi-juillet, le C.J.C.-R. est engagé dans une nouvelle série de vols de rapairiement entre le Vietnam et Taiwan. Ces opérations, négociées avec les autorités respectives, doivent permettre à quelque mille sept cents Chinois d'origine Taiwanaise, ayant vécu jusqu'à maintenant au Vietnam, de gagner Taiwan. En juillet et août, neuj cent quatre personnes ont quitté Ho-Chi-Minh-Ville pour Taipeh, au cours de six vols organisės sous les auspices du C.I.C.-R.

• AGENCE SPATIALE EUROPEENNE. — L'Agence spatiale européenne (ASE) à décidé, le 11 septembre, d'attribuer le contrat de réalisation du satellite scientifique Exosat (destiné à mesurer la position, les aspects structuraux et les caractéristiques spectrales et temporelles de sources de rayons X) au consortium industriel européen COSMOS, avec pour chef de file Messerschmitt-Bolkov-Blohm (République fédérale d'Allemagne). Le maître d'œutre est assisté de plusieurs occontractants : ETCA (Belgique), · Aérospatiale (France), M.S.D.S. (Grande-Bretagne) et SELENIA (Italie), charges de la conception des sous-systèmes et de leur développement. D'un montant total de 46,5 millions d'unités de compte, ce contrat courre le développement. l'intégration et les essais du satellite et de sa charge utile. Exosat sera lancé au cours du second trimestre 1981 par le lanceur européen Ariane.

INTERNATIONAL - Le comité exécutif de l'Association du transport aérien international (IATA) réuni à Montréal les 15 et 16 septembre, a approuvé une résolution permettant aux compagnies aérien-nes de fixer leurs propres tarifs, conformément à une proposition déjà formulée le 1= juillet dernier par un comité spécial de l'IATA. Une assemblée générale de l'Association doit se réunir à Genère en novembre prochain pour décider de l'entrée en vigueur définitive de cette résolution. • COMMOSSION DU PACIFIQUE SUD. — La Commission du Parifique sud (C.P.S.) a organisé du 7 au 11 août une réunion de spécialistes sur le

• ASSOCIATION DU TRANSPORT AFRIEN

thème de la surveillance continue des récifs coral-liens. Quinze spécialistes venus d'Australie, de Fidji, de Nouvelle-Calédonie, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et de Grande-Bretagne s'étaient rassemblés à cette occasion au centre de recherche de l'Us de Motupore.

— Une équipe jinancée par la C.P.S. a entrepris au mois de septembre une mission d'étude de la pollution du lagon de Tarawa, dans les lles Gilbert. — Organisée par la C.P.S., la quatrième conférence régionale de statisticiens s'est tenue à Honiara (les Salomon) du 11 au 15 septembre.

• ORGANISATION DES ETATS AMERICAINS. — Les ministres des affaires étrangères de l'Organisation des Etats américains (O.E.A.) se sont réunis à Washington en session extraordinaire du 21 au 23 septembre pour examiner la stituation au Nicaragua. Une résolution a été adoptée à propos de l'aide humanitaire à apporter aux réfugiés et de la mission d'enquête sur l'incident frontalier entre le Nicaragua et le Costa-Rica. En revanche, le texte ne fait aucune allusion à une éventuelle intervention de l'O.E.A.

• ORGANISATION MONDIALE DU TOURISMR.

— La Bépublique de Malte est devenue, le 2 août,
membre de l'Organisation mondiale du tourisme

• UNION INTERPARLEMENTAIRE - La soitantecinquième conférence interparlementaire a rassemble, du 3 au 14 septembre. à Bonn, mille deux cents délégués de soizante-douse pays. A l'ordre du jour des séances plénières de la conférence : le désarmement, la situation ou Proche-Orient, l'évolution des prix des produits de base et l'endettement des pays en vois de développement, l'analphabétisme, le terrorisme international ainsi que la suppression du colonialisme dans le monde.

BIBLIOGRAPHIE

«La politique commerciale commune de la C.E.E. et des pays de l'Europe de l'Est>, de Branko Tomsa

* Bruylant, Bruxelles, 1977, 270 pages, 1,730 F.B.

Dans les années 60. les principaux Etats de la Communauté économique européenne ne manifestérent aucun empressement à transférer à la Communauté leur compétence en matière de politique commerciale avec l'Est (à l'exception toutefois des « petits » pays, qui voyalent là l'occasion de mieux défendre leurs chances face aux « grands » dans la course aux marchés de l'Est). Le gou-varnement français fut le premier à exprimer sa volonté de conserver une politique commerciale autonome avec les pays de l'Europe orientale : des 1964, la France décidait de faire cavalier seul et signait avec eux des accords commerciaux et des accords de coopération et laur accordait des crédits à long terms, en dépit des dispositions communautaires. Cetto « dialectique entre conceptions communautaires et intérêts nationaux est hien mise en évidence dans cet ouvrage. L'auteur ne se contente pas en effet (comme le souligne Pierre Gerbet dans se préface) d'analyser les rapports entre la Communauté et son homologue de l'Est, le COMECON (Consell d'assistance économique mutuelle) sous l'angle politique, économique et juridique, mais il montre que, là comme dans de nombreux sutres domaines de l'activité communautaire, c'est cette dialectique qui est cause de la lenteur de l'intégration européenne.



LE MONDE DIPLOMATIQUE

INTERROGATIONS

OICONQUE ignore la géographie contribue à « l'histoire de l'infamie ». De nos jours, l'interconnezion régle plus que jamais la physiologie de la planète (tout comme l'avancée des sciences). Si vous voulez savoir le pourquo d'un fait, cherchez aux antipodes. *Ici* s'explique par *là-bas*. Si l'Afrique, par exemple, n'était pas ce qu'elle est, l'Europe occidentale non plus ne serait pas ce qu'elle est. Si vous voulez, par contre, voiler aux Européens la réalité de l'Europe, vous commencerez par la déconnecter du système de liaisons, canaux et vases communicants qui en fait cette terre privilégiée de libertés publiques et de prospérité matérielle. Vous découperez la carte du monde selon le seul axe Ouest-Est, et comparerez les luxes du libéralisme avancé à la sinistrose totalitaire; ainsi, l'axe Nord-Sud sur lequel l'Occident s'est historiquement construit, et auquel il Coit encore d'être ce qu'il est, aura disparu de

Isoler l' « Europe des libertés » chère au CIEL (Comité des intellectuels pour l'Europe des libertés) de ce tiers-monde dont la permanente exploitation assure l'entretien de ces mêmes libertes, c'est faire d'une pierre deux coups : on coupe l'Occident de sa sanglante formation historique, en effaçant du présent l'ombre portée des crimes d'hier et d'aujourd'hui, et on libère la politique des obscurs soubassements de l'économie, la pureté métaphysique des principes des sordides détails d'intendance. Double escamotage qui mérite récompense. a Les drotts de l'homme, disait sans rire un récent convive de l'Elysée, c'est le retour de la transcendance dans la politique. »

Telle est la bonne nouvelle du « nouvel Evangile » : enlevez-vous de la tête la Haute-Volta, la Bolivie, le Zaire et l'Indonésie. Ces contrées sans intérêt ne font plus partie de l'Occident. La preuve en est que les droits de l'homme n'y sont pas respectés. et que le cadavre de Marx y bouge encore : double définition de la sauvagerie. C'est ainsi qu'en pays civilisé des intellectuels remontent chaque jour à la télé, dans les magazines et les conversations, l'horloge de l'Etat. L'infamie a encore de beaux jours devant elle.

C I l'idéologie des droits de l'homme ne correspondait pas à un problème douloureusement réel, la croisade du même nom lancée naguère par l'administration Carter, reprise et théorisée en Europe, n'aurait jamais connu un tel essor. Sa force lui vient de ce miroitement entre le réel qu'elle indique et l'image qu'elle en propose, entre l'intolérable de l'arbitraire, du meurtre et du génocide et sa bonne volonté sentimentale, qui recouvre en fait un système cohérent d'intérêts. Ce que l'idéologie des droits de l'homme a à dire de vrai — à savoir que le droit des Etats s'arrête où commence le droit des gens, — sa version française le récuse pour faux et lui substitue la projection de ses propres fantasmes : que se dissolve l'Etat sur l'autel de l'individu! Comme si l'homme pouvait avoir des droits là où il n'est pas, d'abord, élevé à la dignité politique de citoyen !

L'abandon de ce dernier mot (présent dans toutes les déclarations révolutionnaires des droits) par les modernes tenants du titre avoue le sens réel de tous les autres. Chacun sait que le peuple cam-bodgien ne souffre pas d'un excès d'Etat mais au contraire et jusqu'au martyre d'une absence d'Etat - juridiquement et pratiquement indépendant de l'arbitraire du parti. Or, au lieu d'aider à la promotion d'Etats de droit, dont l'existence est la condition première de l'exercice des droits individuels, au lieu d'accompagner le mouvement de subordination des sociétés civiles arrièrées (avec leurs discriminations religieuses, sociales ou raciales) à l'autorité formelle de la puissance publique, l'idéologie des droits de l'homme sacrifie son passé historique le plus flagrant aux intérêts présents des bourgeoisies occidentales : affaiblir au maximum les Etats souverains de la périphérie pour pouvoir se brancher directement sur les richesses et la main-d'œuvre du pays, sans « bureaucratie » interposée,

Tout comme le mépris de l'argent est le privilège des riches, l'hostilité de l'Etat le privilège des riches, l'hostilité de l'Etat est l'apanage des sur-étatisés; mais la sur-étatisation de l'Occident suppose la sous-étatisation de la périphérie, condition d'une ponction accélérée et massive de sur-travail. Telle est l'utilité politique, dans la sphére internationale, des harangues antipolitiques opposant à la raison des monstres froids la chaleur consolatrice des droits individuels, à la mesquinerie des Etats l'universalité sans rivage de la personne humaine sonne humaine.

Cette critique du libéralisme est encore trop libérale, comme il est trop facile de montrer que les champions d'une si noble soutenir. Personne ne met plus en doute l'hypocrisie des grands pays industriels qui financent, instruisent, arment et encadrent des appareils répressifs dont ils dénoncent en public les exactions. Opposer la bassesse des pratiques à la noblesse de la théorie ne suffit pas si l'on ne montre pas que c'est précisément cette bassesse-ci qui permet à cette noblesse-là d'exister. La

Nos libertés politiques sont la face enso-leillée d'une inégalité économique fondamentale, qui plonge les trois quarts de l'humanité dans l'ombre, la pénurie et la lutte biologique pour la survie. Dans une admirable enquête-confession au titre trompeur, Jean Ziegler interroge cette terrible donnée anthropologique, sur laquelle chacun de nous a établi sa demeure et son confort, comme si de rien n'était (1). La plupart font la sourde oreille, par simple réflexe de conservation morale. Le système libéral-impérialiste a besoin d'une mémoire courte et d'une vue basse pour escamoter ces dizaines de millions de cadavres qui lui servent à la fois d'horizon et de

C UPPOSONS un miracle : la publicité Venant au secours du bon Dieu porte à la présidence des Etats-Unis un pasteur bantiste : comme elle a installé, à la tête de la République française, un libéral convaincu. Consultant experts et dossiers. l'un et l'autre ont la douleur de découvrir que la plus grande injustice sévit en Afrique, en Amérique latine, en Orient. Ils

Si les pays d'où l'Occident extrait des flux économiques décisifs (main-d'œuvre immigrée, matière grise drainée, technologie transférée, ressources sous-payées et surtout bénéfices cumulés sur plusieurs siècles de l'échange inégal) venaient à secouer massivement leur joug, les plus belles traditions humanistes des métropoles se verraient en péril. En somme, la première condition d'exercice des droits de l'homme en Occident, c'est qu'ils n'existent pas ailleurs. Il faut des esclaves aux hommes libres. Et, comme au temps classique de l'esclavage, il y a accord entre les grands pays dominants et les oligarchies locales des pays dominés, qui se voient rétrocéder une part de la plus-value extorquée à leur peuple, pour maintenir en extorquée à leur peuple, pour maintenir en l'état le double jeu. Les discours en assemblée générale pour sauver la face et, en commission, le principe de non-ingérence dans les affaires intérleures des Etats, pour

> ETTE fable — simple fiction logique permet de comprendre mieux le comportement d'un Giscard ou d'un Carter. La clause des droits de l'homme cesse de jouer des lors que les contrats d'exploitation reliant la métropole à ses satellites sont en danger de rupture, par suite de l'apparition d'une alternative révolutionnaire au régime dictatorial en place. Par contre, lorsque disparaît cette alternative, réapparaît automatiquement le discours humanitaire. Au Chili, en Argentine, au Brésil, les Etats-Unis ont attendu que la résistance populaire soit écrasée ou conjurée pour

sauver les bénéfices.

réclamer le respect des droits de l'homme Une menace d'insurrection se profilerait à l'horizon que les généraux Pinochet, Geisei Videla ou leurs remplaçants se verraient féliciter comme le fut récemment le chah d'Iran pour son exemplaire vigilance démocratique. Au Nicaragua, le Front sandiniste étant passé à l'offensive, le département d'Etat a manifesté sa conflance en Somoza pour « rétablir le plein respect des droits de l'homme ». On ne lui fera des remontrances qu'à partir du moment où l'insurrection est maîtrisée.

Les droits de l'homme n'apparaissent quelque part que lorsque l'on est sûr que le peuple ne peut plus recouvrer les siens — comme on sort les Saintes-Hulles pour l'extrême-onction. La morale de l'Occident est la fleur plantée sur les charniers. Les fusilleurs, en terre chrétienne, ont besoin d'aumoniers.

F OURNIR un supplément d'âme à l'import-export ne satisfait plus cette fraction de l'intelligentsia française qui détient les instruments du pouvoir culturel. Elle se déclare bonne pour les services d'aumonerie. Elle reste dans son rôle en voulant faire plaisir. Ingrate est l'analyse des rapports réels d'exploitation et de confiscation mondiales dont la société et l'Etat français sont les produits. Mais gratifiant est le discours des entités qui leur servent d'auréole. « Nous sommes devenus riches, disait jadis Sombart, parce que des races entières sont mortes pour nous : c'est pour nous que des continents ont été dépeuplés. » En voilà un qui n'aurait pas fait bonne impression à l'Elysée ou chez Pivot.

Si la fonction des idéologues est de ramener à son plus bas niveau la tension psychique de leur clientéle, le discours actuel des droits de l'homme est le plus performant qu'ils puissent tenir : il alle le maximum d'aménités au minimum de risques. On a la pensée de sa pratique sociale. La haute-intelligentsia, qui se distingue de la basse par son libre accès aux mass media, se trouve soumise à la logique de l'audience maximale qui est celle des médias. Quel homme peut élever la volx contre lui-même? En se faisant les dépositaires de l'homme, essence une, indivisible et universelle, au-dessus des classes, des partis et des nations, la république des lettres, qui est, à l'image de l'autre, une oligarchie de type plébiscitaire, totalise tous les auditoires potentiels pour un opti-mum de satisfaction.

(1) Main basse sur l'Afrique, Le Seuil,

Il faut des esclaves aux hommes libres

Par RÉGIS DEBRAY

cause officielle des droits de l'homme a pour condition première et nécessaire la complicité du censeur et du violeur. Aussi bien, le délit étant dénoncé par ceux-là mêmes qui en profitent, les procès-verbaux à usage interne dressés ici et là avec emphase ne risquent-ik pas d'avoir des suites. Ce n'est pas là défaillance morale, mais simple conséquence logique des lois qui président à la distribution des libertés à la surface du globe.

« I L y a des vertus, disait Rivarol, qu'on ne peut exercer que quand on est riche. » Elles font aussi le bonheur de leurs adeptes en leur faisant instantanément oublier le montant de leurs revenus. Les libertés démocratiques en feralent-elles partie? De fait, l'Internationale politique des droits de l'homme a les limítes économiques de l'O.C.D.E., qui regroupe les vingt-cinq pays les plus riches de la planète (dont dix-neuf européens). A l'exception, plutôt précaire, de l'Inde (où le morcellement religieux et ethnique sert de dérivatif aux antagonismes de classe), les pays situés en bas de l'échelle dans tous les indicateurs statistiques de pauvreté — soit l'immense majorité de la population mondiale — ont des régimes dictatoriaux ou répressifs.

C'est ce petit quart de la population mondiale qui dispose des quatre cinquièmes des ressources du globe qui vit aussi dans le luxe des libertes politiques, comme si l'extension des droits politiques des indi-vidus devait se référer et pouvait se mesurer au volume d'énergies socialement mises à leur disposition. A la corrélation entre la prospérité des pays développés et la pauvreté des pays en voie de sous-développe-ment s'ajoute donc la corrélation existant, en Occident, entre développement économique et libertés politiques. Il en découle un lien de causalité unissant le déficit politique des libertés régnant à la périphérie, condition de son exploitation par le centre impérialiste, et un « excédent » dans la balance des libertés dont journaient les pays avancés.

décident donc de prêter main-forte ici et là aux oppositions démocratiques, tout en persuadant les classes dirigeantes d'instaurer dans leur pays libertés d'expression. de réunion, de grève, etc. Du coup, ces classes cessent à court terme d'être dirigeantes, pour le plus grand dam des pays avancés auxquels elles assuraient, moyennant redevances et appui militaire, matières premières à bon marché, main-d'œuvre à bas prix, débouchés et marchés juteux. Les peuples mettent à profit les droits de l'homme récemment conquis pour s'attaquer aux multinationales, nationaliser sol et sous-sol, bloquer l'expatriation des bénéfices et procéder eux-mêmes à leur propre accumulation du capital. Et voilà, par contrecoup, décuplés au centre les prix de l'uranium, du cobalt, du cuivre, de l'étain, de la bauxite, etc. : voilà des industries de pointe bloquées, des usines à fermer, des produits tropicaux de première nécessité à rationner. Le chômage s'étend, les ménagères sortent dans la rue avec leurs casseroles. les travailleurs se heurtent à la police : il y a des morts. Les camarades des victimes rendent coup pour coup. Arrestations, censures, suspensions des partis. L'Etat promulgue des mesures d'exception « pour défendre la sécurité des citoyens et l'intérêt supérieur de la nation ». Rideau sur les droits de l'homme. Un Etat libéral peut se permettre de

laisser les opposants dire et faire n'importe quoi tant que ce n'importe quoi ne met pas en cause les fondements du système de collecte du sur-travail. Si le surplus social diminue, l'acuité des luttes pour sa répartition augmentera d'autant, et l'évanouissement du « consensus » réduira bientôt à peu de chose les procédures démo-cratiques de négociation. C'est parce qu'elles sont collectivement bénéficiaires du système établi d'extorsion et de transfert des valeurs à l'échelle mondiale que classes dominées et classes dominantes, dont les luttes n'ont pas d'enjeu vital mutuellement exclusif, peuvent continuer de bénéficier ensemble de cet état de paix civile qui, seul, permet le respect des droits fonda-mentaux de l'individu.

Dans ce numéro :

PAGES 2 et 3:

L'ELARGISSEMENT DE LA C.E.E. : Un marché de dupes pour l'Europe du Sud? par Alain Echegut.

PAGES 4 et 5:

LA CONTESTATION EN ALLEMAGNE DE L'EST. par René Wintzen. L' « Homme de marbre » : une contribution au débat sur l'eurocommunisme, par Andrzej Wajda.

ANGLAIS - ALLEMAND - ESPAGNOL - ITALIEN - RUSSE FORMATIONS ET DIPLOMES DE LANGUES pour la vie professionnelle

Langues & Affaires, établissement d'enseignement riche de plus de vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine linguistique. vous propose des formations spécialement élaborées pour une utilisation professionnelle (langue économique et commerciale, contemporaine...). et des préparations efficaces aux diplômes des Chambres de Commerce Etrangères, de l'Université de Cambridge, aux B.T.S. Traducteur Commercial, et à toutes les épreuves de langues des examens et concours

Quel que soit le rythme de vos activités ou votre lieu de résidence, vous pouvez suivre une de ces formations sans modifier vos occupations habituelles. Appoints décisifs dans tous les secteurs de la vie profesisonnelle, ces enseignements sont mis en œuvre grâce à des méthodes originales à distance avec supports audio-visuels (disques ou cassettes) et, pour ceux qui le désirent, des sessions orales à Levalicis (92).

Cours tous niveaux (même débutant). Service Orientation. Possibilité de prise en charge des droits d'inscription par votre entreprise (loi du 16-7-71). Inscriptions en toute période de l'année. (Enseignement prive.) Documentation gratuite (nº 1830) à LANGUES & AFFAIRES, 35, rue Collange, 92303 Paris-Levallois. Tél. : 270-81-88.

PAGES 6 à 9:

HONGRIE, SOCIALISME ET LIBERTE? reportage de Maurice T. Maschino et Fadela MRabet.

PAGES 10 à 13:

LES ACCORDS DE CAMP DAVID : UNE PAIX « JUSTE ET DURABLE » ? La monnaie d'échange, par Amnon Kapeliouk. - Quelle Egypte, pour quel réglement? par Marie-Christine Aulas. - Suite de l'article de Sélim Turquié sur le fatal déclin des positions arabes. Les difficultés de la lutte du peuple kurde (S.T.).

PAGE 14:

Suite de l'article d'Ahmad Faroughy sur l'armée . iranienne.

PAGE 15:

Recherches universitaires : L'océan Indien et le Golfe. par Charles Zorgbibe. L'industrie pharmaccutique au Mexique, par O. Paredes-Lopez. La nouvelle condamnation d'Alger Hiss (C.J.).

PAGE 16:

L'échec de la démocratisation en Bolivie, par Yvon Le Bot

PAGES 17 à 21:

PEUT-ON LIMITER LA COURSE AUX PRO-DUCTIONS MILITAIRES ? Du désarmement à la « maîtrise des armements», par Charles Zorgbibe, ...

Espoirs et inquiétudes des non-alignés, par Ahmad Osman — Les ambiguités de la « non-prolifération » nucléaire, par Jean Klein. — Pour la démocratisation des négociations, par Dimitri Aninoiu. — Les ventes d'armes conventionnelles, par Edward Kolodziej. Les hésitations des Etats-Unis, par Bruce Marshall - Les positions de l'Union soviétique, par Alexei Rochichine. — Contradictions et convergences (C.Z.)

PAGE 22: Les livres du mois.

PAGE 23:

Dans les revues... Elections législatives et nouveaux gouvernements Carnet des ambassades.

PAGE 24:

CINEMA POLITIQUE : Hollwyood, nostalgie et stratègies, par Ignacio Ramonet, Norman Jewison, Barbara Frank et King Vidor.

PAGES 25 à 31:

Le Nigéria, géant de l'Afrique (supplément).

PAGES 32 à 35:

L'activité des organisations internationales. Les camps de réfugiés du Zimbabwe sous le feu des represailles rhodésiennes, par Christophe Baisch.

Le numéro du « Monde diplomatique » de septembre 1976 a été tiré à 109 500 exemplaires

Octobre

ji pan paussar l'abi

- problèmes mondi

problemes munui rairos, commerciaus ntipole composanti des merri min complexes qui que era especiation du su fai oneste i ontin inaption d tont: transment enec Lisat (a l'aussitat in palauto, de la fr - Japan lengtamp egge und polamiqu. genth in die beginners, die stalan . ; and cur lignorer i na rasta t pius G. guilleren mar que estambent ! winst ! - .: Er Eilen fait. Cynig January butte forme, Pase and a miss on place d'u geriem gergeen du suifrag dant in II commant image dens - rooms avez les deu ._ d'unc Eu: charge to the les vices, on per ac 🔩 🕟 de primeurs... Car

athas, a se contendement d'un garra) . acit de me pas freu MEN" : LANT einst e éviter 🐸 👾 . eur concernent fou Norman . It hagaes — of sou eliani i irampasitas, an s'utona iusinilait peus la grene d'une dépolitisation ... elistes » dirent at profits is gens commo ils sandages de papula: - ce lengaga, fiant dien er ententin bur dat Sinning of the propiet demand-in יום הפ'ם פספוקו ויי lauroni i gabrilai permattra da

lui, et e de la secheresse e brute : Frat, d'une feadairte DCU1 (7 lereunde, cette rac. A l'ay a tration de budget de .er. Pour asphyxie Paisson - and les preregative mateur ... it to publicité ne le don't . - : -: - sur le cifoyen, qu un princi difficile de les foire francer il convient de t - sui est l'optitude indicate in societ. Pour ce fair to les plus moderne Au non - a concature de la 1 redite : releviser tout ce c cas femmes qui risqu leur dernés de comprend

****** * * *

900 1 5

Disha. L

ج جيڙياڻاڳ

چينا^{زري}

Burn gar

: t.__

the to give a

<u>.</u>

populatel (Del ch

5 +3in + 11m .

ig der.

DIN DU A

Meneure, Langés Thee aux Etats-Unis Tontobuables. Au ci Tois, et plus part . on des elections imiendums ont eté o Tre de l'impôt dans clais et se déroule and dautres. Clest a mouvement prit 🦿 lorsque fut votë. i une majorité de c : un pritjet de loi 😁 qui réduit l'ar Dans las hels dé Jame Conservateurs mame objectif qui e er a un amendemo Ta : Etat visant soit . ार का massive de l'in Thotalieri, soit à la 35 de l'âtat dont le

· le revenu des citoy Te marée proplaire, entre (is siophosent à ne contestation er sourch tradition 5a; e.us ou réé in gré, as prenner : 3 efforcent de ca

thorq their a gris . -To Washington F er -- moreux quotidiens restre le nouve! e visege aspélique " Po werneur de Cal